

UNE SEMAINE
D'INFORMATION
SUR LES MALADIES
DU CŒUR

Lire page 12 l'article
de JEAN-YVES NAU :
« L'âge d'or de la cardiologie »

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Asie
Magne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,
6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.U., 36 c. ; G.-B.,
50 p. ; Grèce, 66 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ;
Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 Di. ; Luxembourg, 27 f. ;
Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
85 esc. ; Soudan, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ;
Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 245-72-23

Le sommet franco-africain M. Walesa, prix Nobel de la paix

Sans illusions

Dixième en date des « réunions de famille » — au demeurant bien élargies désormais, — la conférence franco-africaine de Vittel n'a pratiquement traité que du Tchad. Il est vrai que le sujet s'imposait doublement. Jamais encore de telles assises ne s'étaient tenues alors que le territoire d'un Etat membre était occupé en partie par l'armée d'un de ses voisins, en l'occurrence la Libye. Jamais encore la France, qui s'était pourtant déjà engagée dans un conflit vieux de dix-sept ans, n'avait envoyé au sud du Sahara autant d'hommes de ses meilleures unités, disposant d'un tel matériel et chargés d'une mission apparemment durable.

S'étant porté aussi nettement en première ligne sur le terrain, M. Mitterrand a adopté à Vittel une position en retrait, laissant à ses hôtes africains le soin de rechercher une solution et, notamment, de relancer une négociation par le canal de l'Organisation de l'unité africaine. Il n'est toutefois pas parvenu à dégager un consensus sur un texte qui eût marqué le succès de la conférence. Le pouvait-il alors que certains des trente-huit autres participants étaient en désaccord avec sa politique ?

Certes, le rappel insisté du « dogme » de l'intangibilité des frontières et l'accord intervenu entre les membres d'une très nette majorité ne sont pas des résultats insignifiants. Le problème n'est pas pour autant résolu. Si la plupart des Africains se félicitent de la disponibilité du président Hissène Habré à l'égard de négociations, nul ne croit qu'il puisse se rapprocher de la Libye ni que celle-ci soit disposée à lâcher le gage pris. Si l'on en croit les services de renseignements français, la chasse libyenne a multiplié les vols de reconnaissance dans le nord du Tchad pendant la conférence de Vittel, sans doute parce qu'elle redoutait que les forces de M. Hissène Habré ne prennent des initiatives locales. Il paraît peu probable, d'autre part, que le colonel Kadafi puisse se satisfaire d'un élargissement du gouvernement de N'Djamena à des personnalités neutres ou, même, qui ont accepté sa protection.

Faisant sans doute allusion à cette dernière éventualité, l'agence libyenne de presse Jana a lancé, mardi, une nouvelle attaque contre la France — « pays au passé colonialiste bien connu » — l'accusant d'avoir, à Vittel, « projeté un coup d'Etat silencieux en vue de diviser le continent africain ». Tripoli estime que le sommet franco-africain « ne répond pas aux intérêts des Africains » puisqu'il est présidé par un pays « qui continue à pratiquer la politique de la canonnade dans ses rapports avec les autres Etats ».

Il paraît pour le moment au-delà des pouvoirs de l'O.U.A. de parvenir à tempérer la volonté du colonel Kadafi de se doter d'un « glacis » tchadien. De même, imagine-t-on mal que M. Hissène Habré, quels que soient les soucis que lui causent les abus commis par ses troupes dans le Sud, cède sur le fond au moment précis où le sommet de Vittel consacre sa stature d'homme d'Etat. La volonté d'« encourager », serait-ce sans illusions, la négociation a certes marqué ce sommet franco-africain. Mais elle se heurte pour le moment à un antagonisme trop irréductible pour pouvoir déboucher sur un accord.

a tourné court

La conférence de Vittel
n'a pas permis de dégager un consensus
sur le conflit tchadien

De notre envoyée spéciale

Vittel. — La dixième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique s'est achevée, le mardi 4 octobre au soir, à Vittel, sur une fausse note. Une déclaration finale sur le Tchad, sujet essentiel des débats, n'a pu être officiellement publiée en raison des réserves émises par le Congo et le Bénin.

Toute la journée pourtant, les contacts s'étaient succédés, et M. Sekou Touré n'a pas ménagé ses efforts dans les couloirs du Grand Hôtel pour gagner à la cause du Tchad le plus grand nombre de ses pairs.

Dressant, au cours d'une conférence de presse, un bilan de ces deux jours de débats, M. Mitterrand a voulu insister sur les points de

convergence entre les trente-neuf Etats représentés à Vittel.

« Deux principes, a-t-il déclaré, marquent les limites à l'intérieur desquelles nous comptons avancer : premièrement, le respect de l'intégrité du territoire du Tchad et, deuxièmement, la priorité accordée à la négociation nécessaire à la recherche d'une solution pacifique ».

« Par quels moyens ? Là, les choses se compliquent, a poursuivi le président de la République. La recherche conséquente de la conciliation entre Tchadiens eux-mêmes doit se faire de telle sorte qu'aucune fraction de l'opinion ne puisse être a priori exclue ».

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 6.)

L'application de la loi sur l'audiovisuel

(Lire page 24
le premier de deux articles
de M. Georges Fillioud,
secrétaire d'Etat
chargé des techniques
de la communication.)

AU JOUR LE JOUR

Humanité

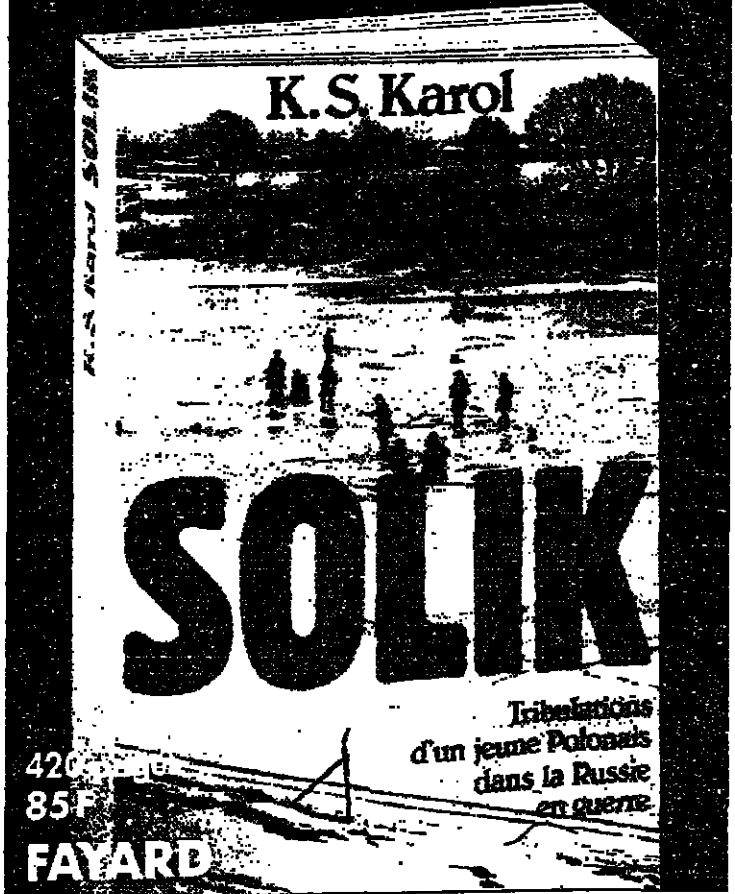
Les secrétaires d'Etat à la santé et à la famille viennent de diffuser une circulaire pour hâter l'humanisation des hôpitaux d'enfants. Parmi les recommandations, on insiste sur le devoir d'informer, de mieux accueillir, de tenir compte de la détresse psychologique des petits malades et de leurs parents, de les traiter avec humanité.

Cela signifie, a contrario, que ces principes n'étaient pas admis partout. Triste époque puisqu'il faut décréter la tendresse et le bon sens.

BRUNO FRAPPAT.

UNE INCROYABLE ODYSSEE... roman d'aventure et document pour l'histoire.

Le Nouvel Observateur.



Le président de Solidarité reçoit un « lot de consolation » qu'il n'attendait plus

Le prix Nobel de la paix a été attribué, ce mercredi 5 octobre, à Oslo, par le Parlement norvégien, à M. Lech Walesa, le président du syndicat Solidarité dissous en octobre 1982 par les autorités polonaises.

Ce prix Nobel est sans doute la seule vraie bonne nouvelle depuis de longs mois pour ceux qui, en Pologne, ne sont toujours pas résignés à ranger au placard les « idéaux d'août 1980 ». A vrai dire, personne ne croyait plus à une récompense trop espérée l'an dernier, attendue comme une bouée de sauvetage : M. Walesa était alors interné. Solidarité venait d'être mis hors la loi, et les travailleurs des chantiers navals de Gdansk s'étaient lancés dans une grève « sauvage » de protestation.

A peine le comité Nobel avait-il fait connaître son choix — deux personnalités peu connues, M^{me} Alva Myrdal et M. Alfonso Garcia Robles — que la direction du chantier Lénine s'empressa de diffuser par haut-parleur la nouvelle dans toute l'entreprise : pour les grévistes, c'était le coup de grâce.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

UN LIVRE DE GILLES DELEUZE SUR LE CINÉMA

Portrait du philosophe en spectateur

Le 7 octobre sort en librairie le nouveau titre de Gilles Deleuze : « Cinéma-1 l'image-mouvement » (1). « Cette étude n'est pas une histoire du cinéma », écrit Gilles Deleuze dans son avant-propos, mais un essai de classification des images et des signes tels qu'ils apparaissent au cinéma. (...) Nous ne présentons aucune reproduction qui viendrait illustrer notre texte, parce que c'est notre texte au contraire qui voudrait être qu'une illustration de grands films dont chacun de nous a plus ou moins le souvenir, l'émotion ou la perception. »

« Votre livre précédent était une monographie de Francis Bacon (2) : comment êtes-vous passé de la peinture au cinéma ? Y avait-il l'ombre d'un projet dans cet ordre de passage ? — Je ne suis pas passé de l'une à l'autre. Je ne crois pas que la philosophie soit une réflexion sur autre chose, peinture ou cinéma. La philosophie s'occupe de concepts : elle les produit, elle les crée. La peinture crée un certain type d'images, lignes et couleurs. Le cinéma crée un autre type d'images, des images-mouvement et des images-temps. Mais les concepts eux-mêmes sont des images, ce sont des images de pensée. Ce n'est pas plus difficile, ni plus facile, de comprendre un concept que de regarder une image.

« Il ne s'agit donc pas de réfléchir sur le cinéma, il est normal que la philosophie produise des concepts qui soient en résonance avec les images picturales d'aujourd'hui, ou avec les images cinématographiques, etc. Par exemple, le cinéma construit des espaces particuliers : des espaces vides, des espaces dont les morceaux n'ont pas de connexion fixe. Mais la philosophie aussi est amenée à construire des concepts spatiaux qui correspondent avec les espaces du cinéma, ou bien avec les espaces des autres arts, de la sculpture... Il y aurait même des points d'indivisibilité où la même chose pourrait s'exprimer dans une image picturale, un modèle scientifique, un concept cinématographique. Et pourtant chaque discipline a son mouvement propre, ses moyens, ses problèmes.

« Vous délaissiez progressivement — ou provisoirement — les objets d'étude habituels du philosophe pour vous pencher sur d'autres supports : plus modernes ? moins usés ? plus désirables ? plus distrayants ? — Peut-être pas. La philosophie a son propre support, très désirable et très distrayant. Je ne crois pas à la mort de la philosophie. Les concepts ne sont pas des choses sévères ou antiques. Ce sont des entités

Propos recueillis par
HERVÉ GUIBERT.
(Lire la suite page 17.)

(1) Cinéma-1, l'image-mouvement, Éditions de Minuit, 75 F.
(2) Francis Bacon, Logique de la sensation, Éditions de la différence.

Le refus de l'oubli

Cette distinction, M. Walesa et tous ceux qui ont suivi avec sympathie la lutte de Solidarité en Pologne l'attendaient depuis deux ans déjà. L'acte politique qu'il ont souhaité sans nul doute accomplir les parlementaires norvégiens laissera à certains un petit goût amer. Le comité Nobel souligne « le considérable sacrifice personnel (de M. Walesa) », sa « contribution vitale dans la campagne pour assurer la liberté universelle de s'organiser », sa « détermination à résoudre les problèmes par la négociation (...) sans recours à la violence » : ces conditions n'étaient-elles pas déjà réunies en 1982 quand M. Walesa était interné et la Pologne soumise à l'état de guerre ?

La consécration n'aurait-elle pas été à la fois plus courageuse et plus efficace ? Le comité du prix Nobel de la paix s'était montré plus audacieux quand, en 1975, il avait couronné M. Andreï Sakharov, un autre lutteur infatigable pour les droits de l'homme dans les pays communistes.

On aurait tort cependant de faire la fine bouche. Pour tardive qu'elle puisse apparaître, la reconnaissance de Solidarité et de son président par une des plus hautes instances morales du monde constitue un encouragement précieux pour tous les Polonais qui ne se sont pas résignés.

Elle rappelle à bon escient que le peuple polonais est contraint de tolérer un régime qu'il désapprouve, que malgré la levée de l'état de guerre, les dispositions des accords de Gdansk sont bafouées, qu'environ deux cents personnes sont encore détenues pour leurs opinions politiques... Alors que le général Jaruzelski et ses alliés soviétiques voudraient faire oublier la Pologne, l'opinion internationale, par la voix du comité Nobel affirme qu'elle n'est pas disposée à accepter le fait accompli de la « normalisation ».

Quelle sera la réaction des autorités de Varsovie ? Elles devront d'abord décider si elles autorisent M. Walesa à se rendre à Oslo, le 10 décembre, pour y recevoir son prix, et à rentrer ensuite dans son pays. Elles auront de plus en plus de mal à faire passer M. Walesa comme un citoyen comme un autre et elles y regarderont peut-être à deux fois avant d'engager les procès qu'elles prépareraient contre les anciens dirigeants et conseillers de Solidarité emprisonnés. Quand bien même ce serait la seule conséquence immédiate de ce prix Nobel de la paix, elle ne serait pas négligeable.

DANIEL VERNET.

LES DIFFICULTÉS DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

La glu

par PIERRE DROUIN

La pression des groupes sociaux et des intérêts catégoriels, la puissance des médias, les contraintes internationales, l'évolution rapide des techniques, limitent de plus en plus l'action économique des gouvernements.

La glu. Elle semble, au fil des années, enrober l'action des gouvernements. Le temps de réponse s'allonge entre les décisions et leurs effets. On tâtonne toujours sur le chemin de l'expansion saine. Pour survivre, le pouvoir socialiste a dû — courageusement — mettre en place en France une mécanique d'austérité. Elle a, hélas, aussi pour effet d'accroître le chômage. L'emploi n'est guère mieux servi par la politique de droite de M. Reagan, qui a creusé un gouffre budgétaire et une énorme brèche dans le front du commerce extérieur.

Tout se passe comme si des forces irrépressibles s'enchevêtraient pour imposer leur loi, les gouvernements s'efforçant seulement de les canaliser ou de freiner leurs conséquences les plus fâcheuses.

Plus que jamais, par temps de crise, le pouvoir politique est captif de certains groupes sociaux. Jadis c'était vrai surtout à l'approche des échéances électorales. Aujourd'hui — cela devient une rengaine — les corporatismes exercent leur emprise à tout bout de champ.

Les groupes de pression n'ont évidemment pas désarmé aux États-Unis, et il aurait fait beau voir que M. Reagan prit la décision de casser les contrats de fourniture de céréales à l'U.R.S.S. pour la punir d'avoir foudroyé le Boeing sud-coréen. Les fermiers américains auraient déclenché contre la Maison Blanche une campagne d'envergure.

(Lire la suite page 2.)

Dans le Monde des arts et des spectacles

Un entretien avec LILLIAN GISH

Agée de quatre-vingt-sept ans, l'interprète des films de Griffith aux premiers temps du cinéma, est l'invitée de la Cinémathèque française.

DREYER le montreur de visages

Gertrud revient sur nos écrans, à l'occasion d'une rétrospective intégrale de l'œuvre du cinéaste danois.

LIRE PAGE 15 A 17.

La décision économique

Les gouvernements s'empêchent de plus en plus dans leur action. Pierre Drouin en analyse les multiples raisons et constate que les théories économiques ne sont plus d'un grand secours. Les experts non plus, estime Henri et Laurent Modiano. Malgré eux, les États-Unis leur paraissent sortis du tunnel. Mais certains remèdes conduisent à d'autres maux, et P.-O. Lapie nous parle des nouveaux pauvres en Grande-Bretagne.

VOTRE ORDINATEUR

enfin, le magazine pratique de l'ordinateur à la maison

16F chez votre marchand de journaux

Qui sont les pauvres ?

par P.-O. LAPIE (*)

On entend tellement parler de l'élévation du niveau de vie dans les pays industrialisés que la question semble absurde. De toute évidence, il n'y a plus de pauvres. La pauvreté, l'indigence, la misère, de quelque nom qu'on la désigne, n'existe certainement plus.

Détrompez-vous. Une enquête menée en Grande-Bretagne (1), rapportée par le *Sunday Times* et objet d'une série télévisée, prouve le contraire. Sur 50 millions d'habitants, plus de 5 millions se déclarent pauvres — si j'ose le dire crûment — à plein temps et 12 millions se considèrent comme pauvres de temps à autre.

Par une méthode bien britannique, l'enquête, au lieu de procéder par abstraction — calculs, courbes, statistiques sur les montants des revenus et leurs moyennes — a été menée de façon pragmatique : quels sont les besoins essentiels d'une vie décente ? Combien de gens en manquent-ils ?

Les réponses à ces questions pratiques ont stupéfié l'opinion britannique. On a ainsi découvert tout à tour :

1. — Pour le logement : 3 millions d'Anglais ne bénéficient d'aucun chauffage ; plus de 4 millions vivent dans des logements humides ; 1 million réclame une salle de bains ou un w.-c. non commun à plusieurs familles ;

2. — Pour l'habillement : plus de 7 millions auraient besoin d'un manteau chaud et d'une paire de souliers de rechange (toutes saisons) ; 3 400 000 ne peuvent acheter de

vêtements neufs et doivent se contenter d'habits de seconde main ;

3. — Pour l'alimentation : 7 millions ne peuvent manger à leur faim (en particulier les personnes seules et les chômeurs) ; 2 900 000 ne mangent de viande qu'une fois par semaine ;

4. — Pour les loisirs : 10 millions ne peuvent profiter même d'une seule semaine de congé, passée hors de chez eux ; 2 200 000 n'ont pas les moyens de fêter Noël ;

5. — Pour la vie courante : 6 millions éprouvent de grandes difficultés à rembourser leurs dettes domestiques.

Un signal au chancelier de l'Échiquier

Evidemment, certaines revendications ne se seraient pas élevées il y a vingt-cinq ans : le progrès général a suscité de nouveaux besoins, par exemple les sanitaires, le chauffage, les congés. Même, dans une enquête préliminaire sur 33 articles indispensables à une vie décente, beaucoup de personnes interrogées ont insisté sur la nécessité d'avoir un tapis dans la salle de séjour, un réfrigérateur, une machine à laver et, surtout (51 % de la population), la télévision.

(*) Membre de l'Institut, ancien ministre.

Il n'en demeure pas moins que certains besoins essentiels de logement, de vêtements et de nourriture ne sont pas satisfaits.

Qui sont ces nouveaux pauvres de Grande-Bretagne ? Les 3 millions de chômeurs, les 900 000 personnes seules, les vieillards et impotents et les salariés les plus mal payés.

La réaction ne se fait attendre : surpris et indignés, la plupart des Anglais accepteraient une augmentation de l'impôt sur le revenu (un penny par livre) s'ils étaient assurés que ce prélèvement libérerait tant de malheureux de leur état misérable. Beau signal adressé au chancelier de l'Échiquier !

N'en serait-il pas de même en France ? Au lieu d'avalanches de chiffres et de moyennes, qu'on nous montre pratiquement quels besoins essentiels à la vie ne sont pas satisfaits, combien et où chez les Français sont pauvres.

Puis, au lieu de disperser des crédits entre des nations en rupture de paiement, des industries en faillite et des organismes plus ou moins contrôlés, si des buts précis étaient visés et atteints pour relever la condition des pauvres en France, alors pourrait se déclencher un vrai mouvement de solidarité nationale.

(1) L'enquête a été menée par MORI (Market and Opinion Research International) du 15 au 24 février 1983, sur un échantillon de 1 174 personnes de seize ans et plus, dans 80 points d'observation dispersés sur tout le territoire de la Grande-Bretagne.

Les experts

par HENRI MODIANO (*) et LAURENT MODIANO (**)

On appelle « expert » celui qui annonce avec régularité des événements qui ne se produiront pas, ne ceux qui se produisent et explique ensuite pourquoi, contre toute apparence, il a eu raison et peut se glorifier. Le monde en est — si nous osons dire — riche. Et la grande Amérique a, comme de toute richesse, sa large part. En 1981 et 1982, les « experts » américains se sont déchaînés : ce président Reagan était trop drôle. Il fallait fustiger sa politique et, comme on coiffe la tête d'un clown, affubler cette politique d'un nom ridicule — *Reaganomics* — dont les experts pourraient se vanter.

Qu'on les comprenne : d'abord le choix des hommes. Qui donc Reagan avait-il été chercher pour en faire son ministre du Trésor ? Un « expert » ? Non point ! Mais le plus fameux agent de change d'Amérique, le président de la célèbre Merrill Lynch. Et il plaçait un peu partout des hommes d'affaires à succès ! Quelle insolence et quelle insatiable !

Ensuite la politique qu'il engageait avec eux : réduire les dépenses de l'État fédéral (à l'exception de la défense). Demander moins d'impôts aux citoyens afin de laisser plus d'argent disponible pour l'investissement. Réduire la durée des indemnités de chômage pour ne pas créer de « chômeurs professionnels ». Mais, parallèlement, faire en sorte, en allégeant leurs charges, que les entreprises puissent vendre davantage, donc produire et embaucher ! En somme, faire créer des emplois au lieu de « soigner » le chômage.

Quelle politique stupide ! Ajoutons que Reagan mobilisait sa nation sur des thèmes scandaleux : *law and*

order, travail, assiduité, patriotisme, épargne, profits, investissement.

Cette politique, disaient nos « experts », allait mener l'Amérique à la catastrophe. Le spectre de 1929 ressortait du placard. On ne pouvait même plus rire des *Reaganomics*. La situation était trop grave. L'Amérique, le monde entier étaient en péril.

Trois ans ont passé. Lentement d'abord, vigoureusement ensuite, l'économie américaine a relevé la tête. L'industrie automobile a doublé ses ventes mensuelles entre février 1982 et mai 1983. Le bâtiment fait encore mieux et les mises en chantier étaient en juin 1983 les plus nombreuses de l'histoire de l'Amérique. Surtout, le plus grand magasin du monde (2 000 succursales) bat ses records de 21 % en juin ! Et l'inflation est jugulée à moins de 4 % par an.

Égarée par le vent frais du matin de la reprise, la Bourse américaine a littéralement explosé : 50 % de hausse en quelques mois. Cet argent roule, coule dans les vaisseaux de l'économie, ramène la belle euphorie, et voici que, partout, refluent les pancartes d'embasche. L'Amérique s'étire, s'étend, effleure de sa vigueur retrouvée, oublie peu à peu les années noires, Carter, Têtaran, la crise.

Et les « experts » dans tout cela ? Pour la première fois depuis longtemps, on ne les entend guère ! Un célèbre proverbe américain dit : « Si tu ne sais pas conseiller, enseigne. Si tu ne peux même pas enseigner, sois un expert ».

(*) Ancien député. (**) Étudiant à Yale University.

La glu

Enfin, les théories économiques ne paraissent plus d'un grand secours pour aider les États à se débarrasser de ces banderoles. Si M. Volcker a été reconduit à la tête de la Réserve fédérale, ce n'est pas parce qu'il était plus monétariste, keynésien, ou adepte de la « théorie de l'offre » que son principal rival, M. Alan Greenspan, mais sans doute parce que ses mérites personnels (par exemple adopter une ligne dure sur la question de l'inflation) l'ont emporté (2).

Depuis 1970, on sait bien qu'une récession ne suffit plus à enrayer rapidement l'inflation, et la question : « les déficits budgétaires favorisent-ils la relance de l'économie ? » a divisé aujourd'hui les économistes. Les uns

seraient bientôt colonisés. A moins d'accepter une vie plus frugale... (1).

Un sentiment de fatalité pèse également sur la montée des prélèvements obligatoires. La France se caractérise par une grimpette forcée des dépenses de protection sociale, et, dans la plupart des pays industrialisés, la pression fiscale a augmenté en dix ans, passant en moyenne pour les nations de l'O.C.D.E. de 22 % à 25 % du produit intérieur brut. M. Reagan a cassé ce mécanisme en faisant baisser l'impôt sur le revenu de 25 % depuis son arrivée au pouvoir. Mais combien de temps les États-Unis pourront-ils tenir avec leur monstrueux déficit budgétaire ?

LU

« LE PUBLICTOR », de B. Brochand et J. Lendrevie

La « pub » de A à Z

Une fameuse trouvaille de Woody Allen : « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir... » connaît un nouvel avatar. A grand renfort d'affiches et de placards publicitaires, les éditions Dalloz ont lancé au début de l'été le *Publictor*. Une véritable encyclopédie qui fait pénétrer le lecteur au cœur de cet univers fascinant et érotique qu'est, pour les profanes, le monde de la publicité.

Les auteurs savent de quoi ils parlent : Bernard Brochand est aujourd'hui vice-président directeur général d'Eurocom (groupe Havas), Jacques Lendrevie est professeur de marketing et de publicité au CESA, après avoir été notamment conseiller technique en communication dans des cabinets ministériels. Ils connaissent leur sujet sur le bout du stylo, et nous guident dans le labyrinthe de la « copy-stratégie », dans le caparotisme des créatifs, dans la jungle des messages. De cibles en médias-plannings, des théories « stimulus-réponse » aux achats d'espaces, Brochand et Lendrevie dissèquent, de A à Z, la réalité multiforme de la publicité, de ceux qui la font, de ceux qui l'emploient, de ceux qui la reçoivent.

Et c'est une surprise : ce gros manuel de cinq cent soixante-dix pages, bourré de graphiques, de tableaux et d'exposés didactiques, n'arrive pas à être totalement lu. Ce qu'il va devenir : un livre d'étude, le bible des étudiants des écoles de gestion et des « commerciaux » en tout genre. Il est aussi passionnant, parce qu'il décrypte, malgré le jargon, un domaine capital pour l'économie, mais également pour chacun d'entre nous. La publicité nous concerne tous. Et on a toujours eu envie de savoir comment c'était fabriqué... Signalons un morceau de bravoure tous publics : l'histoire d'un message publicitaire, racontée par un journaliste stagiaire chez Havas-Conseil. Et un retour en arrière agréable sur dix grandes

campagnes de publicité, de la Renault-5 au Crédit agricole en passant par Darty et le Club Méditerranée.

Page 10, parmi les définitions minimalistes de la « pub », on peut lire : « Il n'appartient pas à la publicité d'être un miroir réaliste et sans complaisance d'une société. Ceux qui le lui demandent se trompent sur son rôle et sur sa raison d'être... ». Dans quel but, et au nom de quoi, les annonceurs commanderaient-ils la mort ? La publicité n'aime pas les esprits chagrins. Ils le lui rendent bien. A mais c'est encore un tour de force de la « pub » : provoquer chez le même lecteur le vieux réflexe intellectuel publicitaire et lui faire siffler le célèbre air des bas Dim...

YVES AGNÈS.

★ Le *Publictor*, collection « Dalloz Gestion », série Marketing, 250 F.

● Les métiers de l'information et de la communication. — Les éditions Génération, qui publient notamment le mensuel *Les Docteurs de l'étudiant*, viennent de faire paraître un petit ouvrage pratique destiné aux lycéens et aux étudiants qui cherchent à s'orienter vers les métiers de la communication. Il dresse à grands traits l'inventaire des formations et des débouchés, en limitant le propos à quelques secteurs : journalisme, relations publiques, publicité, documentation. On aurait aimé une vision plus fouillée, plus prospective et plus large d'un secteur en pleine mutation, où les emplois qui vont s'ouvrir demain ne rassembleront pas à ceux d'aujourd'hui. Un guide classique, mais des efforts de lisibilité, et une vision de l'intérieur du monde des médias.

★ Les *Métiers de l'information et de la communication*, de Philippe de Condé et Michel Silve, éditions Génération, collection « L'étudiant pratique », 192 pages, 45 F.

restent fidèles aux affirmations de Keynes à ce sujet, alors que d'autres soutiennent que les déficits occasionnent une hausse du loyer de l'argent et étouffent la reprise.

Les faits n'ont plus la complaisance d'antan : celle de s'inscrire dans un cadre théorique relativement simple. Du temps des vaches grasses, les contre-performances économiques étaient tellement difficiles, sur le chapitre de l'expansion, que n'importe quelle théorie pouvait coller avec la réalité. Certains experts affirmaient avec superbe qu'on avait trouvé le moyen de juguler définitivement les crises, par exemple grâce à la fine articulation (*fine tuning*) des politiques monétaire et budgétaire. Comment naviguer aujourd'hui ?

De plus en plus de praticiens qui se sentent collés avec les réalités de la vie économique essaient d'insuffler à nos gouvernements l'idée que seules l'initiative des producteurs, la décentralisation des décisions, l'adaptation rapide aux changements perçus, ou, encore mieux, prévus sur le marché, semblent davantage entendues.

« Aide-toi, la macro-économie t'aidera »

« Aide-toi, la macro-économie t'aidera », c'est la formule choc qu'emploie M. Guy Gay-Para pour résumer dans une thèse récente (3) qu'il considère de remettre en cause les visions trop globales, et aussi trop « industrielles », pour regarder plus du côté des pratiques du consommateur dont l'analyse doit être à la base des « équipements moteurs » et des « projets pilotes ». L'incroyable diversité des activités humaines devrait être en effet mieux prise en compte aujourd'hui pour favoriser l'expansion.

A travers les courants idéologiques, les partis, les tendances, il est réconfortant d'entendre la même « petite musique » incitant les agences économiques à prendre davantage en main leur destin, à sécréter des responsabilités nouvelles, sans attendre que l'impulsion vienne d'en haut. « Vive l'initiative » clame Edmond Maire (4), qui analyse fort bien les « traits culturels » d'un pays « où la demande de réglementation est bien plus forte que la volonté d'expérimentation », et réclame « la priorité au développement du mouvement d'en bas », par une dynamique née de la multiplication d'initiatives... et à « la responsabilité personnelle et collective de millions de décideurs ». Il ajoute : « Ce qui est vrai pour l'industrie est vrai pour la santé, l'école, l'information... ».

On se rappelle aussi la thèse d'Alain Minc (5), selon laquelle nous avons simultanément besoin de plus d'État, de plus de marché, de plus de société polymorphe, laquelle ne s'octroie pas mais se constate sur le terrain. Vues qui rejoignent en partie celles de MM. Gilles Garrez et Jean-Jacques Chaban-Delmas, d'une autre parodie, bénie par M. Raymond Barre, qui a préfacé leur ouvrage au titre provocateur, *Pour une intervention publique libérale* (6). Eux aussi prônent la décentralisation des décisions politiques, des procédés qui misent sur la responsabilité des indi-

vidus et des groupes, la création de pseudo-marchés, chaque fois que c'est possible, etc.

Depuis un certain temps, également, des idées cheminent pour « désengluier » la politique sociale (7). Mais le gouvernement y reste encore fort allergique, malgré l'irrésistible ascension des prélèvements obligatoires, des notamment au ralentissement de la croissance.

Pour se débarrasser des adhérences multiples nées de la crise, tourner le dos à de pseudo-familles, l'État doit lutter de plus en plus contre sa propension à trop embrasser. Il doit déléguer le plus possible de ses pouvoirs à ceux qui touchent au plus près les réalités. « Garant et non gérant » (8). PIERRE DROUIN.

(1) Lire Jean Chesneau, *De la modernité*. Edit. la Découverte-Maspero.

(2) Lire l'article de R.-J. Samelson dans *l'International Herald Tribune* du 24 juin 1983, reproduit dans *Problèmes économiques*, du 18 août 1983 (la Documentation française).

(3) *Equipements moteurs et projets pilotes*, thèse de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille, juin 1983.

(4) *Libération* du 5 septembre 1983. (5) *L'après-crise* est commencée. Gallimard 1982 (*Le Monde* du 23 janvier 1983).

(6) Editions Economica, 1983 (*Le Monde* du 13 septembre).

(7) Lire *Décentralisation et politiques sociales*. Actes du colloque organisé à Grenoble du 18 au 20 janvier 1983, par le CEPES (Centre d'études et de formation sur la planification et l'économie sociale). Edition CEPES/Futuribles, 55, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

(8) Yves Canac dans la revue *Le Débat* de septembre 1983.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue du Louvre
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

(par messagerie)

ÉTRANGER

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

2 - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 165 F 1 450 F

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont tenus à l'exactitude leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces d'impression.

العدد 1550

Le Monde

étranger

LE DÉBAT SUR LES ARSENAUX NUCLÉAIRES

M. Reagan propose à Moscou plusieurs formules de réduction des arsenaux stratégiques

Washington. — Une négociation de Genève après l'autre, M. Reagan poursuit méthodiquement sa démonstration de bonne volonté américaine dans la recherche d'accords sur le contrôle des armements. Aux trois nouvelles propositions concernant les croissances qu'il avait annoncées une semaine plus tôt devant l'ONU, le président américain en a ajouté, mardi 4 septembre, deux autres — portant cette fois-ci sur les armes stratégiques intercontinentales.

La première, dite du « build down », expression qui pourrait correspondre à celle de « construction-destruction », est une version affinée d'une idée avancée à l'origine par plusieurs sénateurs et représentants républicains ou démocrates qui avaient fait de sa prise en compte par l'administration la condition de leur soutien au programme d'installation des missiles M.X. Dans sa forme la plus simple, cette idée consiste à contraindre l'U.R.S.S. comme les Etats-Unis à détruire un minimum de deux têtes nucléaires anciennes pour toute nouvelle tête. Cela impliquerait par exemple que les Etats-Unis, en déployant cent nouveaux M.X. porteurs chacun de dix têtes nucléaires, auraient à détruire deux mille ogives déjà opérationnelles.

Plus complexe, la proposition que M. Rowley, le chef de la délégation américaine à Genève, devait détailler ce mercredi au cours d'un premier contact informel et jeudi à la reprise des négociations prévoit un rapport « construction-destruction » différent selon que les missiles sont lancés du sol, de la mer ou de l'air. Concrètement, a-t-il été officiellement expliqué après le discours de M. Reagan, cette proportion serait de deux nouvelles têtes pour trois anciennes (et non pas une pour deux) dans le cas des missiles lancés à partir de sous-marins. Cette disposition serait destinée à favoriser le développement de ce type de missile au détriment de ceux lancés du sol — c'est-à-dire à favoriser les systèmes de « seconde frappe » (utilisés en représailles), au détriment des systèmes de « première frappe », à la fois plus rapides et plus vulnérables à une attaque surprise. L'accent serait donc mis, dans les modernisations à venir, sur la nécessité de « limiter avant tout les systèmes les plus rapides et les plus dangereux [et] d'encourager les systèmes stabilisateurs », a dit M. Reagan.

5 % de moins par an

Chacune des deux Superpuissances, en outre, devrait réduire, en tout état de cause, qu'elle en installe ou non de nouvelles, le nombre de ses ogives d'environ 5 % par an. M. Reagan a proposé la mise en place à Genève d'un groupe de travail américano-soviétique chargé d'étudier cette formule.

Outre qu'un seul armement moderne n'est pas, au contraire, forcément moins inquiétant que plusieurs anciens, outre aussi que sa réalisation serait particulièrement complexe à négocier, ce principe du *build down* pourrait soulever une objection majeure de la part de Moscou. Le type d'armement qu'il tend à encourager (les fusées sous-

De notre correspondant

marines) est en effet précisément celui dans lequel les Etats-Unis ont un avantage marqué, tandis que celui qu'il tend à réduire (les armements basés au sol) est le point fort de l'U.R.S.S. Bien que les Soviétiques ont l'intention de toute façon de combler ce retard, Moscou pourrait objecter qu'il n'entend pas se faire dicter par Washington la conception de son programme d'armement, de même que le rythme et le coût de sa réalisation.

A l'inverse, la proposition comprend un geste de taille en direction de l'U.R.S.S., puisqu'elle inclut une « recherche de réduction parallèle » du nombre de bombardiers stratégiques, alors que les Etats-Unis en alignent 410 contre 250 ou 343 (suivant les décomptes) pour les Soviétiques.

L'avenir de cette « construction-destruction » se jouera maintenant à Genève ou peut-être même avant à Moscou, mais elle assure d'ores et déjà de sérieux avantages politiques à M. Reagan. Par son apparente simplicité (une arme à la place de deux), elle fait d'abord pièce à l'idée de « gel » (« freeze ») revendication-bannière des pacifistes américains; l'image de va-t-en-guerre de M. Reagan s'en trouve aussi modifiée. Elle devrait aussi rassurer les capitales européennes sur la volonté américaine de rechercher un accord avec Moscou. La proposition a, enfin, l'intérêt de rallier au président en avant, de sénateurs et de représentants, menés par M. Sam Nunn (sénateur démocrate de Géorgie) et M. William Cohen (représentant républicain du

Maine). M. Reagan aura donc les coudées plus franches au Congrès. Un refus aussi cinglant que celui opposé par Moscou aux propositions sur les sous-marins ne serait pas seulement un « non » à M. Reagan mais aussi aux plus modérés des républicains et aux moins hostiles au programme de réarmement parmi les démocrates. Pour bien souligner ce fait, le président a décidé de nommer membre de la délégation américaine à Genève un démocrate, M. James Woolsey, ancien sous-secrétaire à la marine sous l'administration Carter.

La seconde proposition américaine porte sur une « limitation de l'ampleur et de la capacité des forces de missiles de croisière » américaines en échange de concessions soviétiques « dans des domaines », a dit M. Reagan, qui nous intéressent ». Il s'agit de mettre en parallèle les missiles intercontinentaux soviétiques SS-18, SS-19, dont le nombre et la puissance de destruction inquiètent autant les Etats-Unis qu'inquiète l'U.R.S.S. l'impressionnant programme américain de développement des missiles de croisière lancés d'avion.

En conclusion de son discours prononcé à la faveur d'une réflexion pour le départ de M. Rowley, M. Reagan a répété, comme il l'avait fait devant l'Assemblée générale de l'ONU, que « la porte est ouverte à un accord ». « Le monde entier, a-t-il ajouté, attend que l'Union soviétique la franchisse ». Interrogé ensuite sur ce qui permettrait aujourd'hui une rencontre au sommet avec M. Andropov, le président a répondu : « Peut-être la signature d'un accord ».

BERNARD GUETTA.

Le principe du « un moins deux » : déjà presque une réalité

La formule dite « construction-destruction » avancée par M. Reagan en matière d'armements stratégiques n'est pas seulement un argument efficace opposé pour des raisons d'opportunité aux partisans du gel. Elle confirme en fait une évolution historique très largement méconnue, mais déjà à l'œuvre ces dernières années dans les arsenaux des Deux Grands, et en tout cas dans celui des Etats-Unis, le plus en avance dans la course.

Il peut paraître séduisant de présenter cette course comme une démarche purement linéaire entre le point de départ et le niveau actuel afin de mieux démontrer l'absurdité de la prolifération qui s'est produite; d'affirmer, par exemple, comme le fait l'Institut suédois de recherches pour la paix (SIPRI) dans son annuaire 1983, que, avec des stocks de 9 000 mégatonnes aujourd'hui, « les Etats-Unis ont ajouté à leur arsenal l'équivalent d'une bombe d'hydrogène toutes les trente minutes depuis la dernière guerre mondiale, jour et nuit, sept jours par semaine, pendant trente-huit ans ». Mais, en fait, les choses ne se sont pas passées ainsi.

En matière de mégatonnage précisément, le sommet de la course a été atteint non pas aujourd'hui, mais en 1960, à une époque où l'arsenal américain était fait en majeure partie d'énormes bombes d'avions (20 mégatonnes chacune), fort « sales » par surcroît, et capables de raser toutes les villes de la planète. Depuis lors, le mégatonnage total a été réduit de 75 %.

Mais la même évolution s'est produite aussi pour le nombre des charges nucléaires, autrement dit pour les quantités de ce qu'on appelle autrefois « la bombe ». Le ministère américain de la défense a récemment confirmé que « le nombre total d'armes nucléaires des Etats-Unis (à la fois stratégiques et tactiques) était d'un tiers plus élevé en 1967 qu'il ne l'est aujourd'hui ». Les chiffres absolus sont officiellement « classifiés », mais nous croyons savoir qu'ils étaient de 32 000 il y a seize ans contre 24 000 aujourd'hui.

C'est encore beaucoup trop, mais la proposition de M. Reagan a l'intérêt de consolider et peut-être d'accélérer une évolution prometteuse à long terme. Dans un document diffusé le 25 août dernier, le Pentagone affirmait encore que les nouveaux programmes américains allaient entraîner « un accroissement modéré de l'inventaire des Etats-Unis au cours des quinze prochaines années ». Il faut donc croire que, si ces programmes sont menés à bien, ils s'accompagneront d'une destruction plus rapide que prévu des anciennes charges et ogives.

De plus, si la formule du « deux contre un » n'est proposée à l'U.R.S.S. que dans le domaine des armements intercontinentaux, elle s'applique déjà, sans aucune négociation internationale, à l'arsenal tactique américain antérieur en Europe. Déjà 1 000 des 7 000 armes qui composaient cet arsenal en ont été retirées en 1981, dans le cadre de la décision de l'OTAN de 1979; 1 000 à 2 000 de plus seraient

détruites ces prochaines années, au fur et à mesure de l'arrivée des Pershing et missiles de croisière. N'en déplaise aux pacifistes, c'est donc le principe du « un moins deux » qui est ici appliqué.

Du côté soviétique, la même évolution ne s'est pas encore produite, d'autant que le Kremlin a toujours été beaucoup plus lent à démanteler ses vieux systèmes d'armes notamment pour garder plus d'atouts dans ses négociations avec les Etats-Unis. Mais on devrait en venir bientôt à Moscou aussi à des conceptions similaires, maintenant que la parité est atteinte avec l'autre Grand.

Bien sûr, cette évolution n'empêche pas la poursuite de ce qui reste bien une « course aux armements », menée à grand renfort de moyens dans les domaines de la « qualité » et de la précision. A bien des égards cette course est déstabilisante, notamment dans sa recherche d'options « anti-forces » et de « frappes limitées », qui risquent de conduire à un abaissement du seuil de recours à ces armes. Mais reconnaissons aussi que cette course à la qualité n'a pas que des inconvénients; elle contribue, par exemple, au renforcement des mesures de sécurité contre les accidents ou l'emploi non autorisé de ces armes. Un gel des arsenaux au niveau atteint au début des années 60, par exemple, aurait renforcé la probabilité des accidents du type de celui qu'a décrit M. McNamara au cours d'une récente conférence de presse à New-York (le Monde du 17 septembre). Le « progrès » a porté sur cela aussi.

MICHEL TATU.

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le délégué soviétique demande un débat sur un « gel des armements nucléaires par toutes les puissances »

New-York. — Le discours du délégué soviétique devant la trente-huitième Assemblée générale des Nations unies, qui devait avoir lieu le 27 septembre, le lendemain de celui du président Reagan, avait été remis d'une semaine, apparemment pour donner la priorité à la déclaration de M. Andropov à Moscou le 28 septembre.

En l'absence du ministre des affaires étrangères, M. Gromyko, qui avait renoncé à venir à New-York après que l'atterrissage de son avion eût été interdit sur les aéroports de la région, c'est le représentant permanent de l'U.R.S.S. à l'ONU, M. Oleg Troyanovsky, qui a pris la parole mardi 4 octobre.

Préparé avant les nouvelles propositions faites le même jour par M. Reagan, l'intervention de M. Troyanovsky répondait, dans une certaine mesure, au discours du président devant l'ONU, une semaine plus tôt. Comme le président américain, le représentant permanent soviétique a en des paroles extrêmement dures pour l'autre superpuissance, assorties de nouvelles propositions de négociations bilatérales, non seulement sur le désarmement conventionnel et nucléaire, mais aussi sur la prévention de la guerre dans l'espace.

M. Troyanovsky a tout d'abord accusé Washington et les pays de l'OTAN de viser à l'hégémonie militaire et politique, de « pousser les armes nucléaires le plus près possible des frontières de l'Union soviétique... Mais aussi vers le Sud et l'Est... Depuis l'île de Diego-Garcia jusqu'à Okinawa ». Il a repris la thèse formulée par Moscou sur la destruction du Boeing sud-coréen : « Un acte de sabotage perpétré contre la paix au profit de la politique militariste et du gonflement des budgets militaires » (américains). Il a nié la supériorité des pays du pacte de Varsovie sur ceux de l'OTAN et accusé Washington de se préparer à utiliser sa force de déploiement rapide pour « empêcher des changements intérieurs dans tel ou tel Etat lorsqu'ils ne sont pas de son goût... comme l'ont montré les événements du Tchad ».

Citant le Proche-Orient et l'Amérique centrale comme exemples les plus frappants de cette politique

d'hégémonie camouflée en « assistance aux amis (...), des amis qui sont, en l'occurrence, des régimes antipopulaires couverts d'infamie et de sang », M. Troyanovsky lui a opposé l'aide apportée par son pays au peuple afghan « qui a décidé d'en finir avec l'obscurantisme moyenâgeux ». Le représentant permanent a cependant rendu hommage aux efforts des pays du groupe de Contadora pour l'Amérique latine et à ceux du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, pour l'Afghanistan. Ces efforts seraient cependant « plus productifs si le Pakistan faisait preuve de plus de perspicacité politique ».

M. Troyanovsky s'est encore inquiété des tentatives faites pour transformer le Japon en « partenaire de l'OTAN en Extrême-Orient », des efforts des Etats-Unis pour « s'approprier illégalement la Micronésie en la transformant en tête de pont militaire », du refus de la Grande-Bretagne de « mener les négociations prévues par les Nations unies sur l'avenir des Malouines ». Mais il a assuré que toute la « propagande », les « insultes et injures indécentes » ne « réussiront pas à jeter le discrédit sur le socialisme et ses valeurs civiques, sociales et spirituelles ».

M. Troyanovsky a repris ensuite les propositions de désarmement

De notre correspondante

faites par son pays : « La partie soviétique est prête à ne pas avoir en Europe un seul missile, un seul avion, une seule charge nucléaire de plus que les pays de l'OTAN ». Si les Etats-Unis renoncent au déploiement de nouveaux missiles en Europe, l'U.R.S.S. réduira ses missiles à moyenne portée en Europe jusqu'au niveau égal au nombre des missiles anglais et français ». Mais, a déclaré le délégué soviétique, « on nous propose d'engager, en fait, des pourparlers sur les moyens d'aider le bloc de l'OTAN à modifier à son avantage l'équilibre des systèmes d'armes nucléaires à moyenne portée ».

« La phase actuelle est décisive »

Dans la mesure où les deux parties veulent sérieusement « rechercher une solution basée sur l'égalité et la sécurité égales (...), la phase actuelle des négociations soviéto-américaines est décisive », a assuré M. Troyanovsky. Il a rappelé que si les Américains installent leurs nouveaux missiles en Europe, l'Union soviétique sera « naturellement amenée à prendre des contre-mesures afin de maintenir l'équili-

bre des forces tant à l'échelle européenne que globale ».

S'inspirant de toutes ces considérations, l'Union soviétique a proposé l'inscription à l'ordre du jour de la trente-huitième Assemblée générale de l'ONU la « condamnation sans réserve et à jamais de la guerre nucléaire, comme étant contraire à la conscience et à la raison humaine ». Il a demandé que soient proclamés « actes criminels » l'étalement et la diffusion de « doctrines et concepts politiques et militaires » destinés à « fonder la légalité de l'emploi en priorité de l'arme nucléaire ».

L'U.R.S.S. soumet également à l'examen de l'ONU une proposition de « gel concomitant des armements nucléaires sur les plans quantitatifs et qualitatifs par toutes les puissances nucléaires (...) ». L'Union soviétique et les Etats-Unis en fournissant l'exemple aux autres Etats nucléaires ».

L'Union soviétique a rappelé qu'elle propose d'arrêter, « sous un contrôle efficace, l'accroissement de toutes les composantes des arsenaux nucléaires, y compris tous les types de vecteurs et de munitions, de renoncer au déploiement de nouveaux types d'armements, de déclarer un moratoire sur tous les essais de munitions nucléaires, de cesser la production de matières fissiles à des fins militaires ».

En attendant de parvenir à des accords sur ces diverses questions, M. Troyanovsky a souligné la nécessité de « faire sortir de l'impasse » les négociations de Vienne sur la réduction des armements classiques en Europe centrale. Il s'est félicité de « la conclusion positive de la réunion de Madrid » et de la prochaine ouverture à Stockholm de la conférence sur le désarmement en Europe, et a souhaité « préserver et multiplier les liens multiformes avec les pays d'Europe occidentale... selon les voies tracées par l'acte final de la conférence de Helsinki ».

M. Troyanovsky a, au passage, rendu un hommage appuyé au « grand Etat du monde qu'est la République populaire de Chine », avec lequel « l'U.R.S.S. reste prête au dialogue politique », étant entendu que ce dialogue « ne se fasse pas au détriment de pays tiers ».

Soulignant enfin qu'il y aura cinquante ans en novembre prochain que les Etats-Unis établissent leurs premières relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., M. Troyanovsky — qui est le fils du premier ambassadeur soviétique à Washington — a assuré que « des relations normales et stables entre l'Union soviétique et les Etats-Unis répondent aux intérêts des deux parties ».

NICOLE BERNHEIM.

LES 6 PREMIÈRES ANNÉES DE L'ENFANT.

EN 5 VOLUMES

Par Louise Bates Ames et Frances L. Ilg



Comment définir l'enfant? Comment réagit-il, que peut-il faire, comment voit-il le monde? C'est à ces questions et à bien d'autres que répondent les Docteurs Ames et Ilg de l'Institut Gesell. Ces 5 ouvrages permettent de bien comprendre la psychologie de l'enfant de 1 à 6 ans et donnent aux parents une foule de conseils pratiques.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

pufl

M. TRUDEAU ESTIME QU'IL NE FAUT PAS TRAITER LES SOVIÉTIQUES « COMME DES MEURTRIERS DE SANG-FROID »

Ottawa (A.F.P.). — M. Pierre Elliott Trudeau a appelé, mardi 4 octobre à Ottawa, les pays occidentaux à renouer le dialogue avec l'Union soviétique. Partant devant la Chambre des communes, le chef du gouvernement canadien a estimé que la destruction par la chasse soviétique du Boeing-747 de la compagnie sud-coréenne Korean Airlines était un « tragique accident » imputable, selon lui, au pilote et au commandement régional; et non aux hauts responsables soviétiques. Il ne faut pas, a-t-il affirmé, traiter ces derniers « comme des meurtriers de sang-froid ». « Nous ferions une descente dans la guerre froide en les traitant comme des êtres humains », a-t-il ajouté.

Depuis une semaine, M. Trudeau met en garde ses auditeurs contre les dangers de la situation qui, a-t-il répété à Ottawa, conduit le monde « au bord du désastre ». Il s'était notamment efforcé de se démarquer des violentes critiques adressées par M^{me} Margaret Thatcher à l'U.R.S.S. au cours de sa récente visite au Canada.

EUROPE

Italie

La période maximale de détention préventive est réduite de dix à huit ans

De notre correspondant

Rome. — Le conseil des ministres a approuvé, mardi 4 octobre, onze projets de lois prévoyant des modifications du système judiciaire, et notamment de la détention préventive. A plusieurs reprises, tant en Italie qu'à l'étranger, des critiques de plus en plus nombreuses ont été émises contre la durée d'un emprisonnement qui, en raison des lois antiterroristes, peut durer dix ans et huit mois avant que l'ensemble des instances judiciaires se soit prononcé. Le cas des inculpés dans le procès du 7 avril (dont M. Toni Negri) est à cet égard significatif : plus de quatre ans de prison avant que le procès ne commence.

Les réformes adoptées par le gouvernement Craxi sont timides et se situent en fait dans la ligne de la démocratie chrétienne qui estime qu'il n'est pas encore temps de lever les mesures d'exception adoptées lors que les terroristes étaient le plus actif.

Les temps de prison préventive seront réduits d'un quart et ne pourront dépasser les deux tiers de la peine maximum encourue par la personne arrêtée. En d'autres

termes, de dix ans et huit mois, la durée de l'emprisonnement avant la sentence définitive sera ramenée à huit ans. Ces dispositions ne concernent pas les procès en cours. Il est prévu un dédommagement financier pour ceux qui pourront prouver qu'ils ont été arrêtés injustement.

Désormais, le tableau de la prison préventive en Italie se présente de la manière suivante : en cas de délits et de crimes terroristes ou mafieux, l'instruction peut durer deux ans (supra-avant deux ans et huit mois) ; le procès en première instance doit avoir lieu avant quatre ans après l'arrestation ; l'appel dans les six ans, et la cassation avant huit ans. Pour les crimes encourant une peine supérieure à vingt ans, la durée est respectivement de un an et six mois pour l'instruction, de trois ans pour la première instance, de quatre ans et six mois pour l'appel, de six ans pour la cassation. Pour les crimes encourant des peines de moins de vingt ans : neuf mois (instruction), un an et six mois (première instance), deux ans et trois mois (appel), trois ans (cassation).

Ph. P.

Le garde-fou de la Convention des droits de l'homme

En France comme en Italie, la durée de la détention provisoire fait l'objet de controverses fréquentes. Il n'existe pas dans la législation française de règles particulières applicables aux terroristes. Mais il n'existe pas non plus de butoir au-delà duquel un criminel doit être soit jugé, soit remis en liberté. De sorte qu'on peut très bien imaginer une détention provisoire se prolongeant éternellement.

Dans l'hypothèse où un juge d'instruction français renouvelle son mandat de dépôt et refuse les demandes de mise en liberté d'un criminel, celui-ci peut saisir la chambre d'accusation. Mais si celle-ci se range à l'avis du juge d'instruction, il ne reste plus à l'inculper, qui prétend être détenu abusivement, qu'il saisisse la commission européenne des droits de l'homme.

Celle-ci l'a été récemment par M. Pierre de Varga, le principal condamné de l'affaire de Broglie, qui se plaignait d'avoir été détenu durant cinq ans sans être jugé. Il in-

voquait la convention européenne des droits de l'homme, applicable également en Italie, qui prévoit qu'une personne incarcérée « a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ».

Pour d'autres motifs juridiques, M. Pierre de Varga n'a pas obtenu gain de cause. Mais il est probable que dans son cas la Cour de Strasbourg aurait appliqué la jurisprudence qui est la sienne en la matière, à savoir qu'une détention provisoire, même prolongée, ne peut être considérée comme abusive lorsqu'il s'agit d'une affaire complexe.

Curieusement, la commission des droits de l'homme n'a jamais eu à se prononcer sur la durée de la détention provisoire applicable aux terroristes italiens. Mais elle pourrait le faire prochainement. M. Vanni Mulanaris, détenu dans ce pays depuis le mois de février 1982, a, en effet, déposé un recours pour détention provisoire abusive.

Danemark

Importante manifestation contre la politique de rigueur

De notre correspondante

Copenhague. — A l'appel d'une série de syndicats, soixante mille personnes environ ont manifesté, le mardi 4 octobre, contre la politique d'économie du gouvernement de centre droit, devant le Parlement, pendant que le premier ministre, M. Schlüter (conservateur), prononçait le traditionnel discours du trône.

C'était le deuxième discours du trône de M. Schlüter, dont le cabinet ministériel a été formé le 10 septembre 1982. Le texte apparaît moins théorique et plus souple que le précédent. Contrairement à ses prédécesseurs sociaux-démocrates, M. Schlüter n'a consacré que quelques paragraphes à la politique étrangère. Il s'est intéressé presque exclusivement à la politique intérieure et plus spécialement au redressement de la situation finan-

cière du pays. Il ne prévoit le succès que vers la fin de cette décennie à cause de l'importance de la dette extérieure. M. Schlüter n'a rien apporté de nouveau sur les mesures prévues : augmentation des cotisations de chômage salariales et patronales, ticket modérateur imposé aux revenus les plus élevés pour les soins de santé dans les hôpitaux, etc.

Le premier ministre a insisté sur le désir de son gouvernement d'essayer de favoriser les investissements pour relancer la production qui, depuis la baisse très importante des taux d'intérêt, semble reprendre légèrement. Il a également exprimé son intention d'opérer une véritable réforme fiscale. Mais combien de fois ses prédécesseurs n'ont-ils pas déjà émis ce même vœu pieux !

CAMILLE OLSEN.

(Publicité)

LES CAHIERS DU FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX

Revue trimestrielle

L'U.R.S.S. a déployé ses SS-20. Les Etats-Unis doivent installer leurs Pershing. L'Europe est le lieu de ce gigantesque face-à-face. Partout, les pacifistes de tous bords manifestent.

Des spécialistes, des généraux, des pacifistes en débattent : R. BAHRO, M. BEAUD, J. BRUNSCHWIG, C. BUS, H. CARRERE D'ENCAUSSE, G. CHARPAK, J. ELLENSTEIN, A. FONTAINE, J. FREYSS, P. GARNIER, F. GEZE, R. GIRAUULT, J. HUNTZINGER, J. KLEIN, B. KOUGHNER, J. PAUCOT, L. POIRIER, A. SAUNGUINETTI, W. SCHUTZ, L. SCHWARTZ, S. STROMBECK, M. VOLESKY.

Vente du numéro (édité 1983) en abo : Forum pour l'indépendance et la Paix, 23, rue Reffo, 75006 Paris (40 F + 5 F port). Abonnement (4 numéros) : 150 F.

République d'Irlande

Un différend sur la politique d'austérité menace la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Dublin. — L'annonce par le premier ministre, M. Garret Fitzgerald, de nouvelles mesures d'austérité a provoqué une crise au sein de son gouvernement de coalition, auquel participent le parti Fine Gael (centriste), qu'il dirige, et le parti travailliste de M. Dick Spring. Vendredi 30 septembre, une réunion du cabinet a dû être ajournée pour permettre aux deux leaders de régler leur différend sur la politique budgétaire.

M. Fitzgerald et d'autres ministres de son parti avaient provoqué la colère de leurs collègues travaillistes (qui détiennent quatre des seize portefeuilles) en déclarant que l'objectif visant à enrayer le déficit budgétaire sur une période de cinq ans ne pourrait être atteint sans une réduction des dépenses publiques de l'ordre de 500 millions de livres irlandaises en 1984. Cela aurait des répercussions profondes dans les domaines de la santé, de l'éducation nationale, des services sociaux, et surtout sur le chômage croissant, qui frappe déjà deux cent mille personnes, soit 16 % de la population active.

Le pays traverse une crise économique grave, accentuée par un déficit budgétaire de près de 1 milliard de livres irlandaises, soit plus de 8 % du P.N.B. Ce déficit, qui ne cesse d'augmenter depuis dix ans, ayant été financé par des emprunts extérieurs, le pays a actuellement une dette de 3,7 milliards de livres.

Les deux partenaires gouvernementaux ainsi que le principal parti d'opposition, le parti travailliste, sont d'accord sur la nécessité de remédier au mal fondamental de l'économie du pays. Mais le parti travailliste, qui n'a obtenu qu'environ 11 %

des voix aux dernières élections législatives de novembre 1982, craint qu'une politique économique et sociale trop austère n'entraîne une défaite écrasante au prochain scrutin. L'exécutif du parti a d'ailleurs accepté avec mauvaise grâce la coalition avec le Fine Gael, qu'il estime être une formation conservatrice, au moins en matière économique. Les deux syndicats les plus importants du pays, qui sont affiliés au parti travailliste, ont déclaré, la semaine dernière, qu'ils n'accepteraient pas de réduction des dépenses publiques.

Il est donc difficile de prévoir la stratégie que peut adopter M. Fitzgerald. Il a exclu toute augmentation des recettes de l'Etat par la fiscalité directe ou indirecte. Le taux de la T.V.A. varie déjà de 18 % à plus de 30 %, et l'impôt sur les salaires se situe entre 40 % et 65 %, en moyenne.

Fusiles manifestations ont eu lieu ces dernières années pour réclamer un système fiscal plus équitable. On admet que le gouvernement pourrait faire des économies dans le secteur public où le budget de plusieurs grandes entreprises comme la Compagnie des transports d'Etat (CIE) et la Compagnie d'électricité d'Etat (E.S.B.) est largement déficitaire. Mais, pour les syndicats et le parti travailliste, une rationalisation dans ce domaine est exclue, car elle entraînerait une augmentation du chômage.

Les efforts des divers gouvernements précédents pour faire face aux difficultés économiques ont déjà abouti à trois élections en trois ans. Personne, sauf peut-être le parti d'opposition, ne souhaite un retour aux urnes dans un proche avenir.

Cette nouvelle crise semble toutefois indiquer que le gouvernement Fitzgerald, même s'il dispose d'une majorité absolue au Parlement, n'est pas beaucoup plus solide que les précédents.

JOE MULHOLLAND.

M. Walesa, prix Nobel de la paix

(Suite de la première page.)

Il travaille comme électricien : il est mis à la porte, comme il le sera au printemps 1980 d'une autre entreprise où il a constitué une « commission ouvrière contre les licenciements ».

Entre-temps, il rejoint le petit groupe du Comité fondateur des syndicats libres, et fait la connaissance des animateurs du KOR. Il a le loisir d'expérimenter toutes les finesses de la méthode de répression douce pratiquée sous les auspices du premier secrétaire du parti de l'époque, M. Edward Gierek.

Arrive août 1980 : M. Lech Walesa, au chômage, entre dans l'histoire en se tenant par-dessus les grilles du chantier Lénine occupé : il se retrouve à la tête du mouvement, signe le 31 août les accords de Gdansk, et devient en un clin d'œil l'homme le plus populaire du pays, et aussi le « partenaire » obligé d'un pouvoir interloqué.

M. Lech Walesa a alors trente-sept ans, six enfants (sept à présent) et une superbe moustache. Sa verve gausseuse proclame ses origines populaires, et il porte son catholicisme comme un drapeau. Mais ce petit homme est avant tout un caractère, et il saura le montrer pendant les seize mois d'enthousiasme au cours desquels Solidarité brave un régime décidé à réduire le syndicat avant de l'éliminer. Un caractère qui lui a permis de tenir bon, après le 13 décembre 1981, pendant ses onze mois d'internement, isolé de ses compagnons, soumis aux pressions des autorités, qui s'efforçaient tour à tour de le récupérer, puis de détruire son image.

Les conditions dans lesquelles fut libéré le « caporal Walesa », en novembre 1982, un mois avant la plupart des autres internés (et alors que sept dirigeants du syndicat attendaient toujours leur procès), avaient pu sembler d'attente : mais cet homme de foi sut le dissiper en renouvelant devant la Vierge de Czestochowa son vœu de fidélité aux « idéaux d'août 1980 », puis en rappelant qu'il se sentait toujours lié par le mandat que lui avaient confié les schénistes de Solidarité en l'élevant à la présidence du syndicat en octobre 1981.

Une attitude qui lui vaudra le respect des dirigeants clandestins du mouvement, y compris de ceux qui

éprouvaient, naguère, de sérieuses réserves sur le personnage : c'est que M. Walesa a les défauts de ses qualités : homme d'improvisation, débordant d'énergie, intuitif et parfois rusé, il est aussi imprévisible, bavard et un peu brouillon ; cela ne va pas sans risques dans un contexte où l'adversaire qu'est chaque faux-pas, chaque imprudence, et où la surveillance constante, l'impossibilité de se concerter avec ses compagnons ou ses conseillers, rendent bien difficile la conduite d'une action réfléchie et prévoyante.

M. Lech Walesa ne s'attendait plus à recevoir le Nobel. Mais s'il me le donnent, alors je ferai quelque chose de grand », avait-il déclaré à la veille de la décision du jury. Que peut-il faire ? Depuis des mois il ne cesse de clamer, pathétiquement, son désir d'un « retour à la normale » et au dialogue « avec le pouvoir qui le survoit » ; après l'avoir traité d'homme « trop peu intelligent » pour être un interlocuteur (c'était dans les premiers mois de son internement), ne ménage plus rien pour le salir, il préserve cette récente émission de télévision qui le présentait comme un millionnaire en dollars, avide de profit.

En fait, malgré son obstination, sa « modération » aussi, on voit mal comment M. Walesa, prix Nobel ou pas, pourrait encore trouver un langage commun avec l'équipe qui tient actuellement les rênes à Varsovie. S'il parvient à durer, sans trébucher, et sans perdre espoir (mais de ce côté là, il est solide), pourra-t-il pour autant avoir un rôle à jouer — mais quand ? Sinon, ce prix bien tardif pourrait n'être qu'un lot de consolation.

Tout au moins aidera-t-il son détenteur à préserver un peu plus longtemps son image d'homme-symbole, incarnation d'un beau rêve. C'est déjà beaucoup.

JAN KRAUZE.

■ M. Mikis Theodorakis reçoit le prix Lénine de la paix. — Le compositeur grec Mikis Theodorakis a reçu mardi 4 octobre au Kremlin le prix Lénine « pour le renforcement de la paix entre les peuples ». — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Nicaragua

SITUATION TENDUE AUX FRONTIÈRES

La situation militaire demeure tendue dans le nord du Nicaragua, près de la frontière avec le Honduras. De sources officielles sandinistes, soixante et un guérilleros des Forces démocratiques nicaraguayennes (F.D.N.) ont été tués au combat durant la dernière semaine dans la région de Jinotega, ainsi que seize gouvernementaux. Managua a, en outre, annoncé qu'un avion transportant sept personnes, des munitions et du ravitaillement destinés aux rebelles antisandinistes avait été abattu dans la région de Matagalpa, toujours au nord du pays. L'équipage a été capturé. Selon le communiqué officiel, l'appareil venait du Honduras.

A San-José, d'autre part, un haut fonctionnaire du Costa-Rica, qui a demandé à garder l'anonymat, a indiqué que l'attaque menée le 28 septembre contre le poste frontière nicaraguayen de Penas-Blancas par les guérilleros partisans de M. Eden Pastora, le « commandant zéro », était partie du territoire costaricien et avait bénéficié de l'appui tacite de la garde rurale nationale.

Cependant, l'ambassadeur américain auprès de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains), M. Midendorf, a indiqué que le traité de Rio (TIAR) pourrait être évoqué pour sanctionner toute éventuelle attaque militaire du Nicaragua contre le Costa-Rica. Le ministre des affaires étrangères de San-José, M. Fernando Volio, a souligné la même hypothèse, le mardi 4 octobre, devant le conseil de l'O.E.A. réuni pour évoquer l'attaque du poste frontière de Penas-Blancas.

Argentine

Les péronistes ont manifesté leur force en réussissant une nouvelle grève générale

Correspondance

Buenos-Aires. — La grève générale décrétée le mardi 4 octobre par les deux centrales péronistes, la C.G.T.-République argentine et la C.G.T.-Azopardo, a été un succès. « Une grève comme seule savent la faire les péronistes », commentait avec fierté un dirigeant syndical. Presque toutes les branches d'activité ont suivi le mouvement, qui avait reçu le soutien de plusieurs organisations patronales et de l'ensemble des formations politiques.

Si cette initiative a été une réussite pour l'opposition, que peut-elle signifier à vingt-cinq jours des élections générales ? Est-elle destinée, comme l'affirment les dirigeants des centrales ouvrières, à arracher des augmentations de salaires ? Le pouvoir d'achat ne cesse, en effet, de se dégrader en raison de l'accélération de l'inflation.

Une telle situation explique la succession de débrayages dans les banques, l'industrie, les transports, l'administration et jusque dans la police, au cours des dernières semaines. Le gouvernement a fait d'importantes concessions, allant bien au-delà des limites établies par le Fonds monétaire international. Les syndicalistes reconnaissent, en privé, que la marge de manœuvre du chef de l'Etat, le général Bignone, est pratiquement nulle. Pourquoi, dans ces conditions, recourir à une mesure extrême, aux conséquences difficilement prévisibles ?

Il semble bien que les dirigeants syndicaux, qui ont négocié jusqu'au dernier moment avec le ministre du travail pour tenter d'éviter la grève, s'y sont finalement résolus afin de ne pas être débordés par leurs bases et de contrer l'influence grandissante de l'extrême gauche en milieu ouvrier. On ne peut pas oublier, en

outre, que cette grève s'est produite en pleine campagne électorale. Le péronisme a sans doute voulu démontrer que sa capacité de mobilisation restait intacte. — (A.F.P.)

JACQUES DESPREES.

(1) M. Raúl Alfonsín, candidat du parti radical à la présidence de la République.

Chili

LA POLICE DISPERSE VIOLEMMENT UN CORTÈGE DE MINÉRIERS DE CUIVRE

Santiago (Reuter, A.F.P.). — La police chilienne a arrêté, le mardi 4 octobre, un cortège de mineurs de cuivre qui se dirigeait vers Santiago. Une cinquantaine de personnes ont été blessées et trente-trois arrêtées au cours de la dispersion.

M. Rodolfo Seguel, président de la Confédération des mineurs de cuivre, avait pris la tête du défilé, gros d'environ un millier de personnes. Celui-ci était parti de Rancagua, à 86 kilomètres au sud de la capitale. Parmi les manifestants figuraient près de cinq cents ouvriers de la mine de cuivre d'El-Teniente, située près de Rancagua, qui avaient été licenciés pour avoir participé à une grève illégale en juin dernier. M. Seguel et six autres dirigeants syndicaux ont été arrêtés et relâchés quelques heures plus tard.

TWA vers et à travers les USA

Boston : vol quotidien 3.420 F*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur.

TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif Super Apex.
Tarif week-end 3.570 F.

Vous plaire nous plaît



الخطوط الجوية الأمريكية

Essayez
et garde
pour le

AFRIQUE

Le Soudan en mal de stabilité

III. - Les maquisards de l'Anyanya-II

De notre envoyé spécial Jean Gueyras

Dirigé depuis quatorze ans dans le style autocratique du maréchal Nemeiry, le Soudan, en dépit d'énormes réserves potentielles, notamment dans le secteur agricole, affronte de graves difficultés économiques. Celles-ci ont entraîné de très dures mesures de rigueur, prises sous la pression du F.M.I. qui ont secoué deux fois le pays en 1982. Toutefois, les aides arabes et internationales fournissent un répit à l'économie (Le Monde des 4 et 5 octobre).

Khartoum - « La division du Sud en trois régions était inévitable. Elle mettra une fois pour toutes fin à l'hégémonie que les Dinkas tentaient d'imposer à l'ensemble des provinces méridionales du Soudan ». Assis dans son bureau de vice-président de la République, M. Joseph Lagu, ancien chef des Anyanyas, parvient difficilement à dissimuler sa satisfaction amusée chaque fois qu'il évoque la déconfiture de son rival de toujours, M. Abel Alier, qui, dit-il, « aura maintenant tout le loisir de s'occuper du développement du Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil, au lieu de vouloir imposer la loi des Dinkas à l'Equatoria ». Issu de la petite tribu équatorienne des Madis, M. Lagu n'a jamais accepté la place que les Dinkas de Bahr-el-Ghazal, qui constituent le plus grand groupe ethnique autonome du Soudan, et leur alliés Nuer et Chillouks du Haut-Nil avaient fini par occuper à Juba, la capitale de l'ancienne région unifiée du Sud.

La bataille entre les « divisionnistes » et les « anti-divisionnistes », qui a marqué depuis trois ans la vie politique du Sud a pris fin le 5 juin dernier, lorsque le président Nemeiry a décidé d'autoriser de diviser le Sud en trois régions indépendantes. Les « anti-divisionnistes » ont aussitôt crié à l'arbitraire en affirmant que cette division était non seulement anti-constitutionnelle, mais également contraire à l'accord d'Addis-Abeba qui avait mis fin en 1972 à dix-sept années de guerre civile entre le Nord musulman et le Sud animiste ou chrétien.

Aucun doute n'est permis : l'article 4 de l'accord d'Addis-Abeba stipule que les « provinces de Bahr-el-Ghazal, d'Equatoria et du Haut-Nil constituent une région autonome au sein de la République démocratique du Soudan, qui sera connue sous le nom de région du Sud ». Il est vrai que l'article 2 de ce même accord prévoit d'éventuelles modifications, mais celles-ci doivent être approuvées par le Parlement de Khartoum et confirmées par la suite par un référendum populaire organisé dans les trois provinces méridionales du Soudan. Excédé par les interminables querelles au sujet de la « division » du Sud, le président Nemeiry avait dissous vers la fin de 1981 le gouvernement régional de Juba, présidé alors par M. Abel Alier, chef de file des partisans de l'unité du Sud, aujourd'hui relégué au poste obscur de ministre des travaux publics.

Le président Nemeiry avait alors chargé le général Gassanallah Abdallah Kassas, chef de l'Académie militaire, de préparer dans les six mois un référendum sur l'avenir du Sud. Cette consultation, souhaitée par les uns et redoutée des autres, n'a jamais eu lieu, malgré la volonté du président Nemeiry de s'en tenir strictement au processus constitutionnel prévu par l'accord d'Addis-

Abeba dont il était le garant. Pour quoi donc a-t-il soudain changé d'avis ? La plupart des personnalités politiques de Khartoum que nous avons pu interroger à ce sujet affirment que c'est le vice-président Lagu, chef de file des petites tribus équatoriennes, qui a fini par convaincre M. Nemeiry que le meilleur moyen d'enrayer l'insurrection larvée qui a commencé à faire son apparition dans le Sud depuis le début de l'année était de « morceler » la région afin d'entraver la contagion de la rébellion. « En somme, il s'agit une fois de plus de diviser pour régner », affirment les « anti-divisionnistes », qui accusent M. Lagu d'avoir trahi ses idéaux dans le but d'assouvir ses ambitions personnelles.

La division du Sud, aussitôt proclamée, a relancé le mouvement insurrectionnel dans les deux provinces de Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil particulièrement touchées par la rébellion. Malgré l'isolement relatif dans lequel est maintenu le Sud, les nouvelles qui parviennent à Khartoum sont de plus en plus alarmantes. Les désertions au sein de l'armée se multiplient : certains des militaires partent rejoindre les maquis de l'Anyanya-II, après avoir tué leurs officiers nordistes ; les attaques contre les commerçants, qui sont pour la plupart des musulmans du Nord, sont de plus en plus nombreuses. Aux termes de l'accord d'Addis-Abeba, l'armée soudanaise stationnée dans le Sud devait compter près de 12 000 hommes, dont la moitié de sudistes. Cette proportion n'a jamais été respectée et, à l'heure actuelle, les estimations les plus optimistes évaluent à environ 2 000 le nombre de militaires méridionaux demeurés encore à leur poste, alors que le chiffre des soldats dépêchés en renfort du Nord est en constante augmentation.

« Partout et nulle part »

Les rumeurs les plus folles circulent sur les « exploits » de l'Anyanya-II dont les maquisards sont « partout et nulle part ». Selon le récit d'un haut fonctionnaire international qui a vécu longtemps à Wau, les habitants de la capitale de Bahr-el-Ghazal ont reçu l'ordre de ne pas s'éloigner de la ville sans une autorisation des forces de sécurité. Les nuits sont troublées par le bruit de lointaines fusillades. « Ce sont des voleurs de bétail que nous pourchassons », affirment les autorités pour qui les membres de l'Anyanya-II ne sont que des « bandits de grand chemin ». Il est vrai que les vols de bétail sont fréquents, mais il s'agit pour la plupart des cas d'« opérations militaires » destinées à ravitailler les maquisards qui agissent avec d'autant plus d'impunité que les suppléants chargés du maintien de l'ordre sont eux-mêmes gagnés peu à peu à la rébellion et ne disposent de toute façon que d'armes vétustes et hétéroclites, alors que les rebelles semblent disposer d'armes modernes.

Les premiers maquis de l'Anyanya-II, ainsi appelés pour se démarquer des maquis de l'Anyanya-I qui n'ont jamais totalement disparu, se sont constitués vers la fin de 1982, quand, à la suite d'une mesure dont l'insigne maladresse est maintenant reconnue même par les partisans de M. Lagu, les militaires de Khartoum ont tenté de mettre en application la politique dite de « rotation des troupes » entre le Nord et le Sud « pour sceller l'unité ethnique du pays ». En réa-

lité, le but de l'opération était d'éloigner du Sud les militaires autochtones jugés peu sûrs. Les premières troupes venues du Nord ont été accueillies à coups de fusil par les soldats des garnisons locales qui se sont saisi de la suite éparpillée dans la nature. Les soldats du Sud, animistes ou chrétiens - les Eglises se montrent sur ce point fort compréhensives - ont souvent deux ou trois épouses qui les aident dans les travaux d'agriculture et d'élevage qu'ils sont obligés d'effectuer pour pouvoir subsister. En effet, leurs maigres soldes ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de leur famille généralement nombreuse. Leur transfert dans le Nord constituerait donc pour eux un drame personnel.

La mutinerie de Bor et de Pibor

La mutinerie des garnisons de Bor et de Pibor en mai a été la plus grave des révoltes contre la politique de « rotation », car elle a engagé du côté des mutins des effectifs de l'ordre d'un bataillon. Il a fallu plus d'une semaine aux troupes de Khartoum pour réduire la rébellion, et la ville de Bor, qui comptait avant cette affaire plus d'un million d'habitants, n'est plus aujourd'hui qu'une « cité morte », la majorité de la population ayant préféré rejoindre les maquisards dans les forêts avoisinantes.

Le grand échec de l'accord d'Addis-Abeba a été son incapacité à briser le mur de méfiance qui sépare le Sud du Nord et la haine presque instinctive que nourrissent les tribus sudistes à l'égard des « colons arabes » venus du Nord. Un comportement que certains n'hésitent pas à qualifier de « colonialiste » chez les dirigeants de Khartoum a, par ailleurs, aggravé ce sentiment. C'est ainsi que, dès qu'il est apparu que le pétrole découvert à Bentiu, dans le Sud, pourrait être exploité sur une base commerciale, le Parlement de Khartoum a subrepticement voté une modification de frontières pour inclure la région pétrolière dans le territoire du Nord. Wau, les habitants de la capitale de Bahr-el-Ghazal ont reçu l'ordre de ne pas s'éloigner de la ville sans une autorisation des forces de sécurité. Les nuits sont troublées par le bruit de lointaines fusillades. « Ce sont des voleurs de bétail que nous pourchassons », affirment les autorités pour qui les membres de l'Anyanya-II ne sont que des « bandits de grand chemin ». Il est vrai que les vols de bétail sont fréquents, mais il s'agit pour la plupart des cas d'« opérations militaires » destinées à ravitailler les maquisards qui agissent avec d'autant plus d'impunité que les suppléants chargés du maintien de l'ordre sont eux-mêmes gagnés peu à peu à la rébellion et ne disposent de toute façon que d'armes vétustes et hétéroclites, alors que les rebelles semblent disposer d'armes modernes.

Les premiers maquis de l'Anyanya-II, ainsi appelés pour se démarquer des maquis de l'Anyanya-I qui n'ont jamais totalement disparu, se sont constitués vers la fin de 1982, quand, à la suite d'une mesure dont l'insigne maladresse est maintenant reconnue même par les partisans de M. Lagu, les militaires de Khartoum ont tenté de mettre en application la politique dite de « rotation des troupes » entre le Nord et le Sud « pour sceller l'unité ethnique du pays ». En réa-

lité, le but de l'opération était d'éloigner du Sud les militaires autochtones jugés peu sûrs. Les premières troupes venues du Nord ont été accueillies à coups de fusil par les soldats des garnisons locales qui se sont saisi de la suite éparpillée dans la nature. Les soldats du Sud, animistes ou chrétiens - les Eglises se montrent sur ce point fort compréhensives - ont souvent deux ou trois épouses qui les aident dans les travaux d'agriculture et d'élevage qu'ils sont obligés d'effectuer pour pouvoir subsister. En effet, leurs maigres soldes ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de leur famille généralement nombreuse. Leur transfert dans le Nord constituerait donc pour eux un drame personnel.

Aux termes de la redivision du Sud en trois régions distinctes, tous les membres des ethnies méridionales devront regagner les régions où ils sont majoritaires. « Ce chassé-croisé entre les trois nouvelles régions du Sud, nous a déclaré un haut fonctionnaire dinka, créera un véritable climat de guerre civile entre les tribus du Sud. On veut empêcher une guerre Nord-Sud en créant d'interminables querelles entre les ethnies du Sud. Nous ne tomberons pas dans ce piège. Nous ne voulons pas l'épreuve de force contre le Nord, mais nous sommes décidés à maintenir coûte que coûte l'unité et l'intégrité du Sud. Nous pensons d'ailleurs que les petites ethnies de l'Equatoria, pour l'instant trompées par le vice-président Lagu, partagent notre opinion. La région de l'Equatoria est jusqu'à présent demeurée à l'abri de la contagion de la rébellion. Mais jusqu'à quand pourra-t-elle se tenir à l'écart d'un mouvement qui ne peut laisser aucun sudiste indifférent ? »

Une nouvelle guerre civile ?

Toutes les données se réunissent pour une nouvelle guerre civile. La puissance de l'Anyanya-II ne saurait être sous-estimée. La plupart des militaires qui l'ont rejoint, emportant avec eux leurs armements, sont des officiers de métier, alors que la guerre civile de 1955 avait été faite par de simples paysans de la brousse sans aucune expérience militaire. D'autre part, l'assaut de la nouvelle rébellion repose sur les puissantes tribus nilotiques qui consti-

tuent plus de la moitié de la population du Sud, alors que le conflit de 1955 ne s'appuyait que sur les petites tribus de l'Equatoria.

Les nouveaux rebelles, sans aller jusqu'à déclarer une guerre ouverte au Nord, en occupant par exemple les grandes agglomérations du Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil - ce qu'ils seraient actuellement en mesure de faire, - disposent de nombreux moyens de pression pour faire aboutir leurs revendications unitaires et autonomistes. Jusqu'à présent, l'Anyanya-II ne s'est jamais attaqué aux chantiers du canal de Jonglei, bien que certains maquisards soient persuadés que cette entreprise gigantesque sert avant tout les intérêts des musulmans du nord du Soudan et de l'Égypte, premiers bénéficiaires de l'accroissement du débit du Nil qui résultera de l'assèchement des marais du Sud. De même, on ne voit pas comment ils pourraient, sans un accord qui leur accorderait des avantages substantiels, permettre la construction de l'oléoduc qui achèverait l'or noir de Bentiu à Marsa-Nemeiry à travers un territoire totalement contrôlé par la rébellion.

Ceux qui envisagent la sécession du Sud sont pour l'instant très minoritaires, mais, comme nous l'affirmait un intellectuel réputé pour sa modération, « jusqu'à tout récemment encore, nous avions l'espoir qu'un accord avec les autorités de Khartoum était encore possible. La division du Sud a mis en pièces toutes nos espérances. Tout se passe comme si on voulait nous pousser à la sécession ». Parmi les raisons de désespoir figure, à part l'incompréhension dont font montre les dirigeants du Nord, la répression qui a commencé à s'abattre sur les partisans du Sud unifié. L'ancien ministre de l'information, M. Bona Malwal, l'un des dirigeants les plus respectés du Sud, est, depuis mai, en résidence très surveillée dans des locaux de la sécurité publique, à quelques pas de l'ambassade de France. Il est l'un des fondateurs du mensuel

de langue anglaise *Sudanow*, une des rares publications que l'on peut encore lire au Soudan sans s'envenimer à mourir, et compte parmi les adversaires les plus irréductibles de la politique de division qui, selon lui, compromet irrémédiablement la collaboration qui s'est instaurée entre le Sud et le Nord après l'accord d'Addis-Abeba. D'autres intellectuels et militants sudistes, moins chanceux, croupissent dans les geôles de l'infâme prison de Kobar à Khartoum.

Un « sécessionniste » que nous avons pu rencontrer à Khartoum estime que la coexistence avec le Nord n'est plus possible, même si le régime actuellement en place disparaît. « Ce sont tous des Arabes », affirme-t-il amer. Pour lui, un Sud « entièrement indépendant » ne constitue pas une vue de l'esprit. « Toutes les conditions, dit-il, sont réunies pour la constitution d'un Etat indépendant du Sud : un territoire commun, la même langue, des ressources naturelles suffisantes et un débouché possible vers la mer par Mombasa. Ce qui nous fait cruellement défaut, c'est un appui international. Nous sommes prêts à nous aller avec tous ceux qui seraient prêts à nous soutenir, même avec Israël, l'U.R.S.S. ou le diable ».

Pour l'instant, le seul appui dont semblent disposer les rebelles vient de l'Éthiopie voisine, où ils disposeraient de camps d'entraînement. Ce qui est sûr, c'est que certains des mutins de Bor et de Pibor se sont réfugiés en Éthiopie et que le commando sécessionniste se présente comme étant le « Front de libération du Sud soudanais » qui a enlevé le 28 juin cinq fonctionnaires internationaux dans la région du mont Boma était venu d'Éthiopie. Les relations entre Khartoum et Addis-Abeba sont au plus bas, mais les Soudanais s'efforcent dans la mesure du possible de ménager les Éthiopiens. Ils savent que ces derniers ne peuvent aller trop loin dans leur appui aux rebelles de l'Anyanya-II sans s'exposer à des contre-mesures de la part du Soudan, qui fournit déjà une aide appréciable aux combattants érythréens.

Il n'empêche que la menace d'une guerre civile est prise au sérieux à Khartoum : ce qui explique que les dirigeants soudanais aient adopté un « profil bas » en ce qui concerne le conflit du Tchad. La priorité est désormais accordée au front du Sud. Une expédition militaire de grande envergure est pratiquement impossible en raison des dimensions des provinces méridionales. D'autre part, l'économie soudanaise, déjà mal en point, supporterait difficilement une telle aventure. L'armée soudanaise semble, pour sa part, divisée sur l'avenir du Sud, et certains des officiers qui ont été récemment limogés estiment que ce problème ne peut être réglé que par des négociations politiques. On parle déjà à Khartoum d'une éventuelle médiation des États-Unis entre le gouvernement central et les rebelles du Sud pour éviter le pire.

F.N.

Kenya

Le président Moi a formé un nouveau gouvernement « sans considérations ethniques ou religieuses »

De notre correspondant

Nairobi. - « L'inefficacité, le déloyauté, le tribalisme, le népotisme, le culte de la personnalité et les autres comportements antisociaux ne seront pas tolérés », a dit le président Arap Moi, en présentant, samedi 1^{er} octobre, son nouveau gouvernement, cinq jours après les élections législatives (Le Monde du 1^{er} octobre). Cette équipe est un peu moins nombreuse que la précédente : vingt-trois membres au lieu de vingt-six après la mise à l'écart, en juin, de M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles. Le nombre des vice-ministres tombe de cinquante à quarante-deux.

Cinq ministres perdent de droit leur portefeuille faute d'avoir conservé leur mandat parlementaire. Trois autres, bien que réélus, ne figurent plus au sein du gouvernement : M. M. Oluotirop, ministre de la culture et des services sociaux ; Rubia, ministre de l'équipement et du logement, et Onyonga, ministre du plan et du logement (sous le coup d'une inculpation pour le meurtre de l'un des partisans d'un adversaire politique). Cinq personnalités font leur entrée dans le cabinet, parmi lesquelles M. George Saitoti, président de la Kenya Commercial Bank, l'un des onze députés nommés par le président, qui remplace M. Arthur Magugu au ministère des finances.

M. Robert Ouko se voit confier le ministère du travail et cède celui des affaires étrangères à M. Elijah Mwangi, ancien ministre du tourisme, qui fut le premier à inscrire le nom de M. Njonjo sous le portrait du « traître » dessiné par le chef de l'Etat. Il aura notamment à ses côtés, comme vice-ministre, M. Philip Leakey, seul parlementaire

blanc. M. Moi, qui appartient à la tribu très minoritaire des kalenjin, a insisté sur le fait que toutes ces nominations ont été décidées « sans considérations ethniques ou religieuses ». Peu-être a-t-il voulu ainsi désamorcer par avance les critiques de ceux qui auront remarqué que les Kikuyu, s'ils conservent un nombre identique de portefeuilles ministériels, perdent néanmoins trois postes-clés : les finances, l'agriculture et les terres.

Au demeurant, M. Moi n'a, semble-t-il, pas été en mesure de renouveler son équipe autant qu'il l'aurait souhaité et qu'il l'avait laissé entendre. Les électeurs ne lui ont pas facilité la tâche en reconduisant, contrairement à l'habitude, un nombre élevé de parlementaires parmi lesquels il devait, selon la Constitution, choisir ses ministres. D'autre part, la nécessité de respecter une équitable répartition géographique et ethnique des portefeuilles l'a empêché, malgré tout, de trop restreindre le cercle de ses collaborateurs.

Cette rentrée politique coïncide avec la rentrée universitaire. Les étudiants qui avaient applaudi les auteurs du coup d'Etat manqué du 1^{er} août 1982 ont, en effet, repris, le lundi 3 octobre, le chemin de l'université de Nairobi - disons - depuis lors. Pendant ces manifestations, un nombre indéterminé d'entre eux avaient trouvé la mort. Soixante-dix environ avaient été arrêtés. Trois, dont le président de l'Union des étudiants de l'université de Nairobi (SONU) ont été condamnés à des peines de prison. Les autres ont été graciés par M. Moi.

JACQUES DE BARRIN.

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Livr. gratuite dans toute la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.



75 bis, AV. DE WAGRAM, 17^e
227-88-54 / 763-34-17



L'Association
LES AMIS DU GABON (ass. loi 1901)

prépare le calendrier de ses activités pour 1984 et recherche : articles, photos, documents, cartes postales, objets artistiques ou ethnographiques sur le GABON.

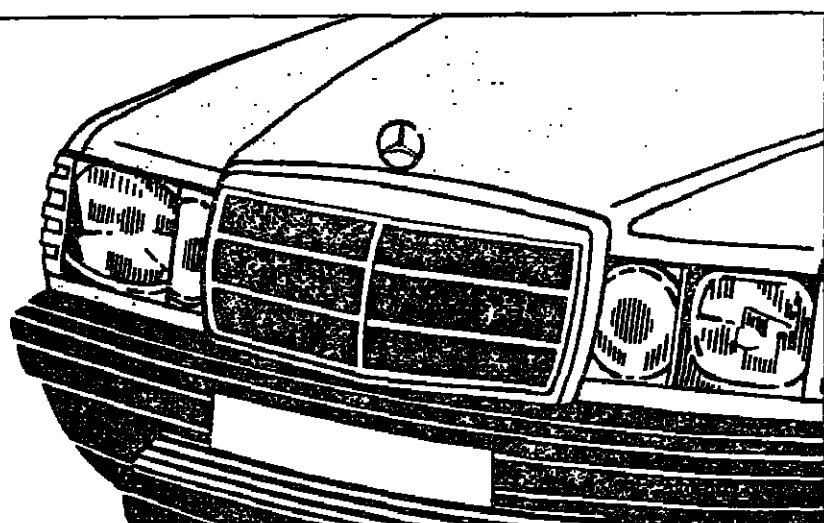
30, rue Marbeuf - 75008 Paris.

Essayez une Mercedes 84 et gardez-la pour le week-end.

A la grande Cascade du Bois de Boulogne du 1^{er} au 9 octobre.

De 10 h à 19 h, venez essayer toutes les Mercedes 84 : les nouvelles 190, la gamme des 200, les classes S et les 4x4. Après tirage au sort, peut-être garderez-vous pour un week-end, la voiture de votre essai.

Mercedes-Benz



AFRIQUE

LA « DÉCLARATION NON PUBLIÉE »

Un satisfecit à M. Hissène Habré et des « encouragements à l'O.U.A. »

La déclaration suivante a été rédigée par les ministres des affaires étrangères du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Guinée. A la demande du président Houphouët-Boigny, elle a été présentée, mardi 4 octobre, en assemblée plénière. Le Congo et le Bénin ayant émis des réserves, les participants au dixième sommet franco-africain ont renoncé à la publier.

« La dixième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, réunis à Vittel les 3 et 4 octobre 1983, a entendu la déclaration de M. Hissène Habré, président de la République du Tchad, sur la situation qui prévaut dans son pays, déclaration dans laquelle il a lancé, au nom de l'Etat et du peuple tchadien, un appel à la conférence, en vue d'aider le Tchad à préserver son intégrité territoriale, sa souveraineté, et à sauvegarder son unité nationale. Dans la même déclaration, le chef de l'Etat tchadien a exprimé sa disponibilité pour créer toutes les conditions afin que le Tchad puisse, avec tous ses fils, s'engager dans la voie de la paix et de la réconciliation pour assurer son développement.

« La conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique prend note de la déclaration du président Hissène Habré et, se référant aux efforts entrepris par l'Organisation de l'unité africaine en vue de ramener la paix et la réconciliation nationale au Tchad, se félicite de la disponibilité dont le chef de l'Etat tchadien a fait preuve dans cette déclaration, et l'encourage à persévérer dans cette voie pour la réalisation des objectifs prioritaires de rétablissement de la paix, de la sau-

Madagascar

• LE PROCES DU COMMANDANT ANDRIAMAHOLISON. — En vertu d'une ordonnance présidentielle, la radio-télévision retransmettra le procès, qui s'ouvre ce mercredi 5 octobre devant un tribunal militaire (le Monde du 5 octobre), du commandant Andriamaholison, ainsi que deux autres officiers inculpés d'attentat ou complot contre la sécurité de l'Etat.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République • PARIS 11
Métro Parmentier • Parking assuré
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

... économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, le DUO-FENÊTRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIVAD - 5, rue Charlot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37 - Pose uniquement Paris et 100 km alentour.

LE SOMMET DE VITTEL

Le sommet africain a tourné court

(Suite de la première page.)

Pour obtenir cette amorce de dialogue, les chefs d'Etat africains envisagent un appel à l'Organisation de l'unité africaine, a dit encore le président de la République, « pour qu'elle s'engage dans la recherche des moyens de revenir à la paix dans le respect de l'intégrité du Tchad ».

De bonne source, on indique que quatre chefs d'Etat, les présidents Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Sekou Touré (Guinée), Diouf (Sénégal) et Bagaza (Burundi), auraient été plus spécialement chargés de contacter le président de l'O.U.A., le colonel Mengistu, pour qu'il prenne une initiative sur le Tchad.

« Tout retour à la paix au Tchad, a encore dit M. Mitterrand, devrait être consacré par le départ des armées qui s'y trouvent. Les uns sont arrivés parce que les autres s'y trouvaient », a-t-il ajouté, laissant entendre que l'armée française ne se retirerait pas sans garanties afin que « le conflit ne se rallume pas dès le

lendemain matin ». En conclusion, M. Mitterrand a indiqué que tous les participants étaient d'accord sur « ce qu'il ne fallait pas faire, c'est-à-dire accepter l'idée d'un Tchad coupé en morceaux, tombant en lambeaux ».

A une question sur le danger d'enlèvement de l'armée française, M. Mitterrand a répondu vivement : « Si la France n'était pas allée au Tchad, y aurait-il encore un Tchad indépendant ? La France est allée au Tchad, elle compte y faire œuvre de paix. Ceci n'est réalisable que si une situation se crée qui exige de chacun le respect de l'autre (...) si nous ne venons pas dans le cas où l'on peut participer à la recherche de la paix ».

En séance plénière, le président de la République a d'autre part insisté sur la nécessité de trouver une solution rapide au conflit. M. Mitterrand a enfin indiqué que la France n'avait pas participé à

l'élaboration de la déclaration sur le Tchad, qui était due à l'initiative « d'un certain nombre d'Etats africains très représentatifs ».

Pour sa part M. Sekou Touré, qui était à l'origine de ce texte, a déclaré que celui-ci représentait bien la pensée et la volonté politique de la majeure partie des délégations.

Reste maintenant à savoir comment dans les faits vont se concrétiser toutes ces bonnes intentions qui n'apportent, au demeurant, que très peu d'éléments nouveaux, hormis la manifestation d'une volonté d'aboutir.

Sur quelles bases, ou autour de qui, peuvent s'ébaucher des négociations ? M. Hissène Habré, qui se voit féliciter de sa « disponibilité » à créer les conditions d'un retour à la paix, sort incontestablement renforcé de ce sommet. Les appuis ne lui ont pas manqué, ne serait-ce que pour faire du Tchad le sujet presque exclusif de cette conférence. Reçu pendant une heure par M. Mitterrand, le président tchadien, que l'on dit dans son entourage « très content » de cette entrevue, s'est

sans doute vu confirmer l'engagement de la France à sauvegarder l'indépendance du Tchad.

D'autre part, les quatre chefs d'Etat présents pour relancer les démarches auprès de l'O.U.A. ont sans doute toute sa confiance. M. Hissène Habré profitera peut-être de cet avantage pour entamer, pendant son court séjour à Paris, le dialogue avec quelques-unes des nombreuses personnalités de l'opposition tchadienne qui, comme par hasard, s'y trouvent en ce moment. Le sommet de Vittel lui aura en tout cas permis de renvoyer la balle dans le camp de ses adversaires. Mais on voit mal ce qu'il peut leur offrir pour les convaincre de venir s'asseoir à N'Djamena autour d'une table présidée par lui-même.

FRANÇOISE CHÉPAUX.

• Le onzième sommet franco-africain se tiendra au Burundi, en 1984, a annoncé M. François Mitterrand, à l'issue de la conférence de Vittel.

PROCHE-ORIENT

Liban

Les perspectives de réconciliation nationale s'estompent à nouveau

Le cessez-le-feu, qui en est à son dixième jour au Liban, a été soumis à rude épreuve mardi 4 octobre, tandis que les perspectives d'ouverture du dialogue de réconciliation nationale paraissent s'estomper à nouveau. Alors que, dans la matinée, on laissait entendre dans les milieux officiels que le congrès de réconciliation pourrait s'ouvrir jeudi à Djeddah, dans l'après-midi, on précisait que « ni la date ni le lieu n'étaient encore précisés ».

En dépit de la trêve organisée lundi après-midi par le Comité de sécurité dans le sud de Beyrouth, de violents affrontements ont opposé dans la nuit miliciens chiites et soldats libanais dans le même secteur. Le Comité s'est réuni à nouveau mardi pour préserver le cessez-le-feu, qui demeure précaire. Sa précarité a été illustrée par un attentat à la bombe visant le supérieur de l'ordre des moines maronites, le R. P. Bonios Nazman, proche des phalanges, dans le quartier chrétien d'Achrafieh. Le religieux est cependant indemne car il ne se trouvait pas dans sa voiture quand la bombe a explosé.

En visite à Athènes, M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste, qui a annoncé l'organisation d'une administration autonome druze dans le Chouf, a cependant déclaré mardi, après un entretien avec le premier ministre grec, M. Papandréou, qu'une entente politique et un dialogue national sont nécessaires pour écarter les dangers extérieurs qui menacent le Liban. M. Joumblatt, qui devait partir ce mercredi pour Bucarest via Rome, a annoncé qu'il annulerait la visite qu'il envisageait de faire à Paris à la suite des déclarations de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. Il reproche à ce dernier de soutenir davantage les chrétiens que les druzes.

Le médiateur saoudien, M. Rafik Hariri, envisageait de se rendre à

Paris mardi pour y rencontrer M. Raymond Eddé, député chrétien indépendant, en exil en France, mais il a modifié ses plans. M. Eddé, qui avait déjà rencontré M. Hariri il y a une semaine, nous a déclaré n'avoir toujours pas été invité officiellement à participer au congrès de réconciliation nationale.

De son côté, l'ancien président maronite Suleyman Frangé, proche de la Syrie, a posé comme condition à l'ouverture du dialogue de réconciliation le rejet par le gouvernement de l'accord israélo-libanais conclu en mai dernier.

Les dirigeants israéliens se sont plaints, pour leur part, à l'envoyé spécial américain au Proche-Orient, M. MacFarlane, du rôle joué par la Syrie dans la crise libanaise. Après un entretien de M. MacFarlane avec MM. Shamir et Arens, respectivement ministre des affaires étrangères et ministre de la défense, de hauts fonctionnaires israéliens ont déclaré : « Plus la Syrie sera active dans la recherche d'un gouvernement d'union nationale au Liban, plus il sera difficile d'obtenir le retrait de ses troupes de ce territoire. Si l'accord israélo-libanais du 17 mai devait être annulé, Israël n'aurait plus l'obligation de se retirer du Liban ».

Enfin, M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a déclaré mardi, dans un rapport sur la situation au Proche-Orient, que l'invasion du Liban par Israël prouvait une nouvelle fois que la force ne pouvait résoudre le conflit israélo-arabe. « Le Conseil de sécurité, a-t-il dit, pourrait devenir un instrument privilégié pour résoudre le conflit du Proche-Orient ». Il a également souligné que tout règlement passe par le retrait des Israéliens des territoires occupés. Le délégué israélien a répondu que, « par son attitude partielle, l'ONU s'était désqualifiée pour faire avancer la cause de la paix au Proche-Orient ». (A.F.P., Reuter, A.P.)

• Le commandant Haddad hospitalisé à Haïfa. — Pour état de fatigue générale, dans un rapport sur la situation au Proche-Orient, lundi, l'entraînement militaire d'une centaine de Libanais de confession chiite dans l'enclave du Sud-Liban, embryon d'une nouvelle armée qui ne dépendra pas du commandant Haddad. (A.F.P.)

Israël

M. SHAMIR PRÉSENTERA SON CABINET AU PARLEMENT LE 10 OCTOBRE

Jérusalem (A.F.P., U.P.I.). — Le premier ministre israélien désigné, M. Yitzhak Shamir, s'est déclaré persuadé, mardi 4 octobre, qu'il obtiendrait lundi prochain l'approbation du Parlement pour son cabinet. M. Shamir s'exprimait à l'issue de discussions entre les représentants du Likoud et de leurs partenaires, au sein de la coalition gouvernementale, du parti religieux orthodoxe Agoudat Israël.

Ces discussions ont porté sur les accords de coalition passés entre le Likoud et l'Agoudat Israël. M. Shamir s'est engagé à respecter tous les engagements antérieurs pris par M. Menahem Begin à cet égard. « Le Parlement examinera durant sa session d'hiver toutes les questions relatives à la législation religieuse », a-t-il dit. Il pourrait notamment être question d'un amendement à la « loi du retour » restreignant son application aux seuls juifs orthodoxes. A la suite de ces promesses, les députés de l'Agoudat Israël se sont engagés à soutenir M. Shamir lundi prochain au Parlement.

Par ailleurs, les six députés qui envisageaient de faire sécession du Likoud sont revenus sur leurs menaces après la décision de M. Shamir de ne présenter son cabinet que la semaine prochaine, ce qui leur permet de sauver la face dans leurs efforts en faveur d'un gouvernement d'union nationale Likoud-travaillistes.

Sur le plan économique et financier, la situation continue à se dégrader. Bien que le gouvernement ait fait démentir par la radio les rumeurs concernant une prochaine dévaluation, les banques ont été prises d'assaut mardi par des Israéliens qui voulaient changer leurs shekels en dollars ou retirer les dollars de leurs comptes d'épargne. Selon la radio, 10 millions de dollars ont ainsi été retirés. L'endettement du pays s'est encore aggravé (le Monde du 5 octobre), et les cours de la Bourse ont continué à baisser.

tendent à confirmer des informations en provenance de Saïda (Sud-Liban) selon lesquelles l'armée israélienne a commencé, lundi, l'entraînement militaire d'une centaine de Libanais de confession chiite dans l'enclave du Sud-Liban, embryon d'une nouvelle armée qui ne dépendra pas du commandant Haddad. (A.F.P.)

Pakistan

Nouveaux incidents dans le Sind

Islamabad (A.F.P.). — Au moins huit personnes, dont deux militaires, ont été tuées, mardi 4 octobre, au cours d'affrontements entre l'armée et un cortège qui se rendait à Nandoro (nord-ouest de la province méridionale du Sind), village de l'ancien premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, a-t-on appris de sources proches de l'opposition. Les heurts ont été confirmés par des sources officielles qui font état, pour leur part, d'une seule victime et de quelques arrestations.

Selon les autorités, les manifestants, munis d'armes automatiques, ont entamé une marche à partir du village d'un cousin de l'ancien premier ministre, à destination de Nandoro. Alors que les forces de l'ordre tentaient de les bloquer, les manifestants ont ouvert le feu. Selon d'autres témoignages, les affrontements ont eu lieu quand la police, pensant trouver un stock d'armes dans le village, l'a investi.

D'autre part, le Mouvement pour la restauration de la démocratie (M.R.D.), à l'origine de la campagne de désobéissance civile lancée à la mi-août, a appelé, dans un communiqué rendu public à Karachi, à une journée de protestation vendredi 7 octobre contre l'« oppression et la répression » de la police et a enjoint celle-ci de ne pas obéir aux « ordres illégaux ».

Enfin, un dirigeant du parti du peuple pakistanais (P.P.P., fondé par Ali Bhutto), G.M. Jatoi, actuellement emprisonné, a appelé le gouvernement militaire du général Zia-ul-Haq à remettre le pouvoir aux autorités judiciaires avant le 15 octobre prochain afin d'éviter une « répétition » des événements survenus en Iran. Dans un communiqué, M. Jatoi ne en outre que le M.R.D. ait prôné l'indépendance du Sind.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

• ATTAQUE DE L'AMBASSADE SOVIÉTIQUE. — L'ambassade d'U.R.S.S. à Kaboul a été soumise, samedi 1^{er} octobre, au tir d'artillerie de la guérilla, tandis que les hôpitaux de Kaboul recevaient de nombreux blessés des forces gouvernementales provenant des zones de combat de l'intérieur du pays, a indiqué, mardi 4 octobre, une source diplomatique occidentale à Islamabad. (U.P.I.)

Etats-Unis

• RAOUL WALLENBERG CITOYEN D'HONNEUR AMÉRICAIN. — Raoul Wallenberg, diplomate suédois qui a disparu en 1945 après avoir permis à environ vingt mille juifs d'échapper aux camps de la mort nazis, a été fait lundi 3 octobre citoyen d'honneur des Etats-Unis. Il est la troisième personnalité après La Fayette et Churchill, à recevoir cette distinction. En faisant de lui un citoyen américain, les Etats-Unis peuvent désormais s'enquérir légalement de son sort auprès des Soviétiques. Raoul Wallenberg a en effet disparu alors qu'il était sous leur protec-

tion et, selon certains, il serait toujours vivant, bien que les autorités soviétiques aient affirmé en 1957 qu'il était mort deux ans plus tôt. (A.F.P.)

Ouganda

• LES LIBÉRATIONS DE DÉTENUÉS. — Le président Obote a ordonné la remise en liberté de deux mille cent prisonniers à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'indépendance.

Pologne

• SIX DÉTENUÉS ONT CESSÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM. — Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a affirmé mardi 4 septembre, que six prisonniers politiques du pénitencier de Birczewo, dans le nord de la Pologne, MM. Wladyslaw Frasniki, Piotr Bednarsz, Andrzej Slowik, Jerzy Kropiwnicki, Edmund Baluka et Patrycjusz Rosowski, avaient interrompu une grève de la faim de trois semaines après avoir obtenu partiellement satisfaction. Selon M. Urban, les prisonniers, menacés d'être alimentés de force, ont été autorisés à se rencontrer plus fréquemment entre eux.

DU JEUDI 29 SEPTEMBRE AU SAMEDI 8 OCTOBRE

PRIX EXCEPTIONNELS

DES EXEMPLES :

COSTUME
pure laine
975 F

LODEN
75% laine,
25% polyamide
895 F

IMPERMEABLE
65% coton,
35% polyester
795 F

PULLOVER
pure laine
sans manches
170 F

avec manches
185 F

CHEMISE
sport
65% polyester,
35% coton
125 F

MOCASSIN
américain
semelle cuir
295 F

MADELIOS

PLACE DE LA MADELINE, PARIS
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

01 848 85 37

AFRIQUE

Ethiopie

Visite à Jijiga, qui faillit être somalienne...

Jijiga. — C'est ici qu'en février 1978 les troupes somaliennes ont sans doute perdu, pour de bon, la guerre d'Ogaden. Après avoir occupé la région pendant plusieurs mois, failli prendre Dire-Dawa, sur l'autre flanc des monts Ahmar, et été sur le point de s'emparer de la vieille forteresse de Harrar, à mi-chemin entre Jijiga et Dire-Dawa, les Somaliens durent battre en retraite.

Trois bataillons cubains, dont un mécanisé, s'étaient alors portés à la rescousse des Ethiopiens. Des hélicoptères soviétiques avaient réussi à transporter, au-delà des lignes somaliennes, des blindés légers chargés de prendre l'adversaire à revers. Jijiga, un bourg comme tant d'autres, devint indifférent au moment où les Ethiopiens et leurs alliés s'approprièrent à reprendre le col tout proche de Babilé.

Le succès de cette contre-offensive était inéluctable. Sauvant ce qui pouvait l'être encore, l'armée somalienne replia sur la frontière, distante d'une centaine de kilomètres, chars et pièces d'artillerie.

même si des petits groupes du F.L.S.O. continuent de se manifester dans ce secteur proche de la frontière somalienne. Récemment, la piste qui relie Harrar à Jijiga en passant par Babilé a de nouveau été fermée en fin d'après-midi, pour des raisons de sécurité. Plus au sud-est, sur ce triangle de basses terres semi-arides traditionnellement parcourues par des nomades somalis — dont le principal clan, les Ogaden, a donné son nom à la région, — on circule encore parfois en convoi entre Degahbur, Kebre-Dehar, Gode ou Kelafo. Sur ces vastes étendues incontrôlables, la guérilla du F.L.S.O. peut encore se déplacer sans grande difficulté. Mais les accrochages sont rares.

Une ville-garnison

Jijiga offre, pour sa part, l'aspect d'une ville-garnison. Des dizaines de véhicules, camions et blindés, sont rangés dans la cour du camp militaire éthiopien qui jouxte l'agglomération. A dix minutes en voiture, les Cubains se sont installés dans deux campements mieux retranchés. Que l'Ethiopie se méfie toujours du voisin somalien est évident. Les Cubains sont également nombreux à Harrar et à Dire-Dawa, dont l'aéroport abrite deux douzaines de chasseurs, des Mig-17 et des Mig-21, vraisemblablement maintenus sur place en cas de sérieux incidents avec la Somalie.

Jijiga est aussi devenue un centre d'accueil pour les Somaliens « déplacés » par la guerre et qui choisissent, peu à peu, de regagner des terres abandonnées voilà cinq ans. Autour de la ville et même plus loin sur ce plateau d'altitude qui prolonge les monts Ahmar, des champs de maïs forment des rectangles vert foncé. Des troupeaux de vaches, de chèvres et de moutons broutent les pâturages de la saison des pluies. Des enfants se fissent en riant sur le flût d'un canon anti-aérien abandonné en bordure de la piste du terrain d'aviation.

De notre envoyé spécial

Non loin de là, dans le camp de Sheikh-Sherif, ouvert il y a trois ans et qui abrite aujourd'hui près de six mille Somaliens en passe d'être réinstallés sur leurs terres, on retrouve l'ambiance bruyante, désordonnée et revendicatrice de la foule somalienne. Les femmes gratifient leurs visiteurs de youyous sonores et de danses tandis que les hommes, surtout les jeunes, se lamentent sur leur sort et vous glissent, à l'occasion, des bouts de papier sur lesquels ils ont écrit leurs requêtes.

Géré par les Ethiopiens, Sheikh-Sherif bénéficie de l'aide de plusieurs organisations non gouverne-

mentales et surtout de celle du Haut Commissariat pour les réfugiés (H.C.R.) des Nations unies. Ces « retours », des Somaliens qui ont fui la guerre et dont une minorité seulement ont rejoint les camps de réfugiés de Somalie, reçoivent de quoi se nourrir et se vêtir et sont logés dans des huttes traditionnelles. Chaque semaine, 180 têtes de bétail, achetées à six ou sept heures de route, dans des régions où elles sont moins chères, leur sont distribuées pour permettre aux pasteurs, en majorité, de reconstituer leurs troupeaux.

Plusieurs projets du type de Sheikh-Sherif ont été lancés à l'inten-

tion des Somaliens dans la province éthiopienne du Harrarghe qui couvre à la fois les basses terres de l'Ogaden et la région montagneuse de Harrar. Les centres d'accueil sont destinés à disparaître mais l'assistance alimentaire se prolongera car les animaux distribués sont jeunes. Plus au sud, à Kelafo, sur le fleuve Schebele, la Fédération luthérienne mondiale a même conçu un vaste projet de développement agricole susceptible d'intéresser quelque cinq mille paysans.

Vassaux et suzerains

Depuis mars 1983, qui marque le début de leur recensement, près de quarante mille personnes ont été enregistrées dans les centres d'accueil du Harrarghe. La vie reprend donc dans cette région meurtrie, dont le F.L.S.O. réclame aujourd'hui l'indépendance après avoir longtemps voulu la rattacher à la Somalie. Mais, dans les camps de réfugiés de Somalie, il reste encore 425 000 personnes — et non 700 000, comme le prétend Mogadiscio, — dont 275 000 sont considérées, par des organisations humanitaires, comme originaires d'Ogaden.

Le but de l'opération menée à Sheikh-Sherif, comme à Kebre-Dehar ou à Kelafo, est donc bien de les encourager à rentrer chez eux. Les Ethiopiens, bien entendu, sont les premiers à s'en féliciter.

Mais comment imaginer, dans cette vaste région excentrée de l'ancien empire d'Abyssinie, d'autres relations, entre Ethiopiens et Somaliens, que celles qui ont existé entre des vassaux et leur suzerain.

Du temps de l'empire — il y a seulement neuf ans, — l'Ogaden était considérée comme une terre de garnison où le Roi des Rois exilait les officiers disgraciés. Avant la guerre d'Ogaden, lancée en 1975 par la guérilla du F.L.S.O. et dans laquelle l'armée somalienne intervint directement en 1977, les populations semi-nomades de Somaliens — et de quelques autres ethnies minoritaires —

vaquaient librement à leurs occupations en réduisant au minimum les contacts avec des autorités militaires éthiopiennes, se sentant délaissées par Addis-Abeba.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La présence militaire cubaine contribue à verrouiller solidement la région pendant que les meilleures troupes éthiopiennes tentent de réduire, dans le Nord, la résistance des fronts de libération de l'Erythrée et du Tigré.

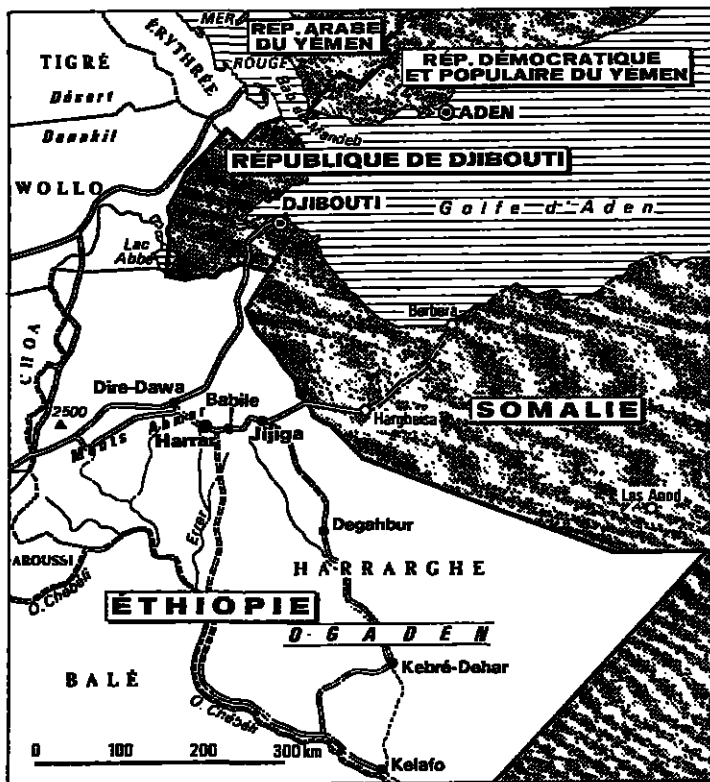
En outre, le Harrarghe est loin de s'être repeuplé. Mais les Somaliens qui reviennent sur leur terre font, en fait, acte de soumission. Ils s'étaient réjouis, en 1977, de voir leur suzerain éthiopien défilait, eux qui chantaient toujours les louanges du « Mulah fou » qui opprime, en son temps, une résistance suicidaire aux conquérants britanniques.

Le berceau d'une culture

Pour eux, l'Ogaden demeure le berceau d'une culture, d'une passion et d'un genre de vie. Mais la chimère d'il y a cinq ans, qui leur a coûté si cher, s'est évanouie. Révolutionnaires ou non, les autorités éthiopiennes ont les moyens de leur imposer, de nouveau, leur loi. La roue a tourné. Sous le regard vigilant — et peut-être pesant — de l'armée éthiopienne, on parle à Jijiga de « reconstruction » et d'« organisation ».

On y constitue, comme ailleurs en Ethiopie, des associations de paysans. On tente de séduire ceux qui croupissent encore dans des camps de réfugiés en Somalie. Et l'on promet aux populations locales que leur genre de vie sera respecté. Ancienne terre du pansomalisme, l'Ogaden devient, peu à peu, le Harrarghe, tant ainsi l'espoir de « Grande Somalie » que Mogadiscio nourrit naguère.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



Pakistan

Incidents dans le Sinaï

Le Sinaï, ce territoire disputé entre l'Égypte et Israël, a été le théâtre de plusieurs incidents militaires ces derniers jours. Des troupes israéliennes ont été vues se déplacer dans certaines zones frontalières, suscitant l'inquiétude des autorités égyptiennes. Les deux pays continuent de négocier pour résoudre ces tensions.

ERS LE MON

Les événements du monde ont été marqués par plusieurs crises diplomatiques et militaires. La situation en Iran, le conflit en Afghanistan, et les tensions en Europe de l'Est continuent d'être au premier plan des préoccupations internationales.

CHIMISE 125 F
MOCASIN 295 F

OS

"JE COUPE EN DEUX MA FACTURE DE CHAUFFAGE"

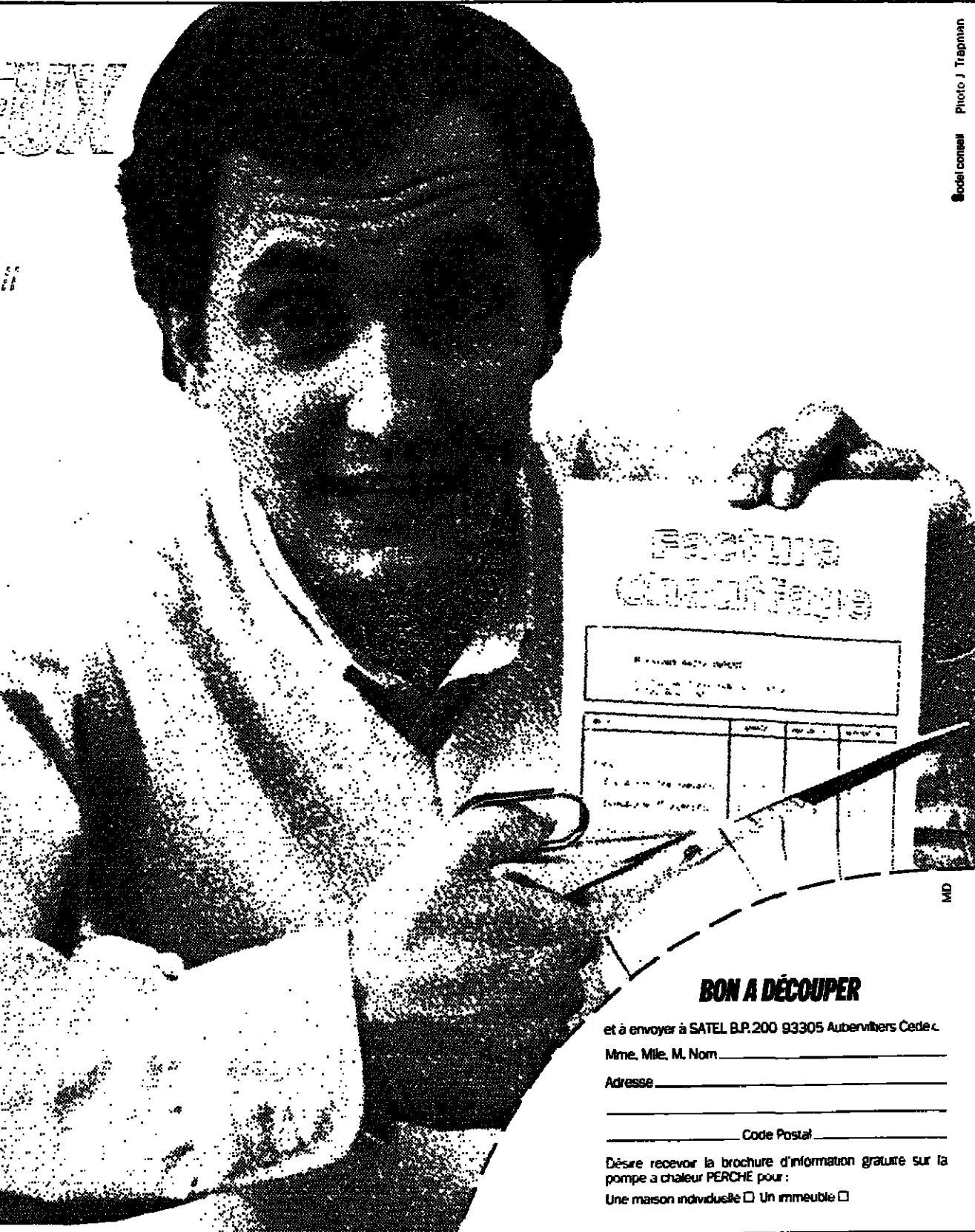
Avec la pompe à chaleur PERCHE économisez jusqu'à 50% sur votre budget chauffage*

Vous habitez une maison individuelle ou un immeuble chauffé au fioul. Il suffit d'ajouter une pompe à chaleur à la chaudière pour réduire la consommation de fioul, et diminuer ainsi de 30 à 50%, ou plus, les charges de chauffage. Plus de 50 000 foyers français bénéficient déjà du système PERCHE. Pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre Centre EDF et demandez la brochure d'information gratuite en coupon ci-contre.



POMPE À CHALEUR PERCHE POUR LES MAISONS INDIVIDUELLES ET LES IMMEUBLES CHAUFFÉS AU FOUL

C'est un conseil d'Electricité de France



BON À DÉCOUPER

et à envoyer à SATEL B.P. 200 93305 Aubervilliers Cedex.
Mme, Mlle, M. Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Désire recevoir la brochure d'information gratuite sur la pompe à chaleur PERCHE pour :
Une maison individuelle ☐ Un immeuble ☐

LA CONSTITUTION FÊTÉE À L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

Une commémoration politique

Tout le gotha de la V^e République d'avant l'alternance s'est trouvé réuni, mardi 4 octobre, sous les ors et les lambris de l'Hôtel de Ville de Paris. Les concurrents d'hier, qui seront peut-être les rivaux de demain, avaient pour le vingt-cinquième anniversaire de la V^e République conclu une sorte de paix des braves politiques. Un bon millier d'élus nationaux et municipaux, revêtus de fautes écarlates et dorés leurs héros pour la première fois rassemblés, éprouvaient l'impression de constituer une force montante.

Le président du Sénat, l'ancien président de la République, tous les anciens premiers ministres au premier rang de l'assistance rassemblaient un peu de des courtois attendants le signal du départ face à la photo gigantesque d'une jeune et pulpeuse Marianne unique objet, avoué ou encore caché de leurs désirs républicains. M. Jacques Chirac, puissance invitée, rendu circonspéct par les reproches qui lui sont parfois adressés, s'est montré attentif à éviter tout mot blessant, même pour regretter l'absence des autorités de l'Etat et tout semblant de polémique (1).

En revanche, M. Debré, l'un des pères de la Constitution, s'est prévalu de cette qualité pour distribuer, sur le ton de passion et de conviction qu'on lui connaît, conseils et avertissements. Et lorsqu'il a adjuré de ne pas toucher, sauf par voie référendaire, au mode de scrutin majoritaire, on a pu noter que M. Raymond Barre, sortant d'une fausse indifférence, applaudissait et opinait du chef.

M. Giscard d'Estaing, didactique et précis comme à son habitude, s'engageait, lui, plus avant encore dans le conjoncturel politique. Prédisant de « graves désillusions » pour les gouvernements qui agissent « contre le sentiment profond des Français », il a affirmé que, aujourd'hui, la politique du pouvoir « choquait trois Français sur quatre ». Lui aussi a mis en garde contre une « manipulation de

circumstance » de la loi électorale et souligné que celle-ci ne soit modifiée qu'avec l'accord de la majorité de chacune des Assemblées, ou par référendum.

Il a aussi proposé qu'une réforme éventuelle de la loi suprême porte tout à la fois sur la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, sur l'extension du domaine du référendum aux grands problèmes de société et sur des garanties quasi constitutionnelles à accorder aux libertés fondamentales.

La convergence de ces projets avec ceux déjà exprimés par M. Chirac, contenus dans des propositions de loi déposées par le R.P.R. au Sénat ou à l'Assemblée nationale, ancien secrétaire général de l'Elysée sous Georges Pompidou (le Monde du 16 septembre), révèle ainsi quel usage l'opposition compte faire de la Constitution et comment elle conçoit son adaptation pour le cas où l'alternance jouerait en sa faveur. D'ores et déjà, l'opposition — ou tout au moins ses dirigeants — compte déclencher un tir de barrage préventif contre toute atteinte au scrutin majoritaire. Naguère, l'ancienne opposition avait aussi dirigé ses feux contre d'autres aspects de la Constitution.

Les discours prononcés au cours de cette commémoration, à laquelle M. Chirac souhaitait donner « un caractère d'unité nationale », ont donc bien transformé celle-ci en une spectaculaire manifestation politique de l'opposition. Le président de la République, et la majorité y trouveront ainsi — a posteriori — une justification à leur refus d'y participer.

ANDRÉ PASSERON.

(1) On notait, cependant, dans l'assistance la présence du nonce apostolique, d'une quarantaine d'ambassadeurs et de M. Robert Schmelck, premier président de la Cour de cassation, ainsi que plusieurs membres des grands corps de l'administration.

M. Paul Quilès remplace M. Roger Quilliot (urbanisme et logement) et M. Jean Gatel remplace M. François Autain (défense nationale)

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, a annoncé, mardi 4 octobre en fin de matinée, que, à la suite de la démission de MM. Roger Quilliot et François Autain, élus sénateurs le 25 septembre dernier, M. François Mitterrand avait nommé ministre de l'urbanisme et du logement M. Paul Quilès, député (P.S.) de Paris, membre du secrétariat national du P.S., et secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense M. Jean Gatel, député (P.S.) de la Vaucluse.

Ce remaniement, de caractère purement technique, puisqu'il est rendu nécessaire par l'élection de deux membres du gouvernement au Sénat, ne modifie pas sensiblement les équi-

libres au sein de l'équipe gouvernementale. M. Gatel appartient, comme M. Autain, au CERES. M. Quilès, proche de M. Mitterrand, est signataire, comme M. Quilliot, proche du premier ministre, de la motion commune présentée au congrès du P.S. par les mitterrandistes, M. Michel Rocard et les amis de M. Pierre Mauroy.

Ceux-ci, toutefois, voient leur représentation affaiblie par le choix, pour remplacer M. Quilliot, d'un chef de file du courant Mitterrand. L'entrée de M. Quilès au gouvernement, moins d'un mois avant le congrès de Bourg-en-Bresse, donne au premier secrétaire

du parti, M. Lionel Jospin, une plus grande latitude dans la préparation de ce congrès et la composition du secrétariat national qui en sortira.

La Lettre de la nation, bulletin quotidien du R.P.R., évoque l'hypothèse selon laquelle l'entrée de M. Quilès au gouvernement lui donnerait « les moyens de prendre sa revanche sur le maire de Paris ». Il est vrai que le dossier du logement social pourrait être une occasion de conflit entre le nouveau ministre et M. Chirac.

A l'Assemblée nationale, MM. Quilès et Gatel seront remplacés par leurs suppléants, respectivement MM. Serge Blisko et Jean-Pierre Lambertin.

M. Quilès : un gestionnaire à l'épreuve

Polytechnicien, quarante et un ans, M. Paul Quilès a construit sa carrière politique sur ses talents d'organisateur. Ou, plutôt, elle a été construite par d'autres puisqu'il estime que sa carrière est due « à une série de hasards ».

Ingénieur à la Shell, il milite à la C.G.C. puis à la C.F.D.T., engagement qui, compte tenu de ses fonctions, n'est pas celui d'un « carriériste ». Entré au parti socialiste en 1972, il s'impose rapidement dans la section du treizième arrondissement de Paris, puis dans le combat interne qu'il mène au sein de la fédération de Paris, avec M. Lionel Jospin, afin de limiter l'influence d'un CERES alors dominant.

C'est là que M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, le remarque, d'autant qu'il devient, en 1978, député socialiste de la quatrième circonscription, le premier député socialiste depuis la vague gaulliste de 1968.

Ses talents d'organisateur seront utilisés et confirmés lors de la campagne préalable au congrès socialiste de Metz, en 1979, qui permettra à M. Mitterrand, allié au CERES, de prendre le meilleur sur

l'alliance entre MM. Rocard et Mauroy. Il les placera de nouveau au service de M. Mitterrand pour barrer la route à l'ambition présidentielle de M. Michel Rocard, puis dirigera la campagne qui a conduit M. Mitterrand à l'Elysée en 1981.

M. Quilès a dû affronter, à nouveau, le CERES en 1982-1983 lorsqu'il a fallu désigner le candidat socialiste capable de s'opposer à M. Jacques Chirac dans la bataille pour la mairie de Paris. Candidat au détriment de M. Georges Sarre pour une campagne perdue d'avance, on lui reprochait de n'avoir pas su limiter les dégâts face à la montée de l'opposition. Les listes socialistes ont été battues dans tous les arrondissements de Paris, y compris dans le treizième.

Depuis, l'auréole de M. Quilès s'est ternie. Son rôle à l'intérieur du parti socialiste lui avait valu de solides inimitiés au sein du CERES et parmi les rocardiens. Une intervention maladroite au congrès de Valence qui a fait du P.S., pendant plusieurs mois, le parti des « coupeurs de têtes », l'échec à Paris, ont fait maître des doutes, y compris parmi ses amis, sur le brillant avenir qui lui était promis.

Les doutes sont nés, parallèlement, sur sa vocation à l'organisation, secteur dont il avait la charge, depuis le congrès de Valence, au secrétariat national du P.S. L'organisation, au parti socialiste, n'a pas été, depuis 1981, à la hauteur des ambitions affichées de mobiliser le parti derrière le gouvernement. Il n'en est pas seul responsable.

Des doutes sont nés, enfin, sur sa capacité à acquiescer la dimension

d'un politique susceptible de prétendre un jour aux plus hautes fonctions dans l'Etat. On remarque ainsi, au parti socialiste, que M. Quilès, pourtant « numéro trois » du parti, n'intervient que très rarement au bureau exécutif lorsqu'un débat politique de fond est engagé. Mais il est vrai qu'il a l'occasion de s'exprimer dans des cercles plus restreints, à l'Elysée en particulier.

Il lui reste à remonter ce courant contraire. Son entrée au gouvernement, outre qu'elle lui permettra de manifester ses capacités de gestionnaire, lui en offre l'occasion.

J.-Y. L.

M. Gatel

Né le 10 février 1948 à Vienne (Isère), professeur de sciences économiques, M. Jean Gatel avait occupé, en 1973, d'importantes fonctions au sein de la fédération socialiste du Rhône, au côté de M. Charles Hernu, actuel ministre de la défense. Elu conseiller municipal d'Orange (Vaucluse) en mars 1977, M. Gatel était devenu adjoint au maire en 1979.

Elu député de la troisième circonscription du Vaucluse le 21 juin 1981, il était secrétaire de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Il avait été battu, en mars dernier, aux élections municipales, à Orange, à la tête de la liste d'union de la gauche, après avoir conduit une liste socialiste, qui avait devancé, au premier tour, celle du maire communiste sortant, M. Gatel appartenait, au sein du P.S., au courant CERES.

M. QUILLIOT : l'homme d'une loi

Ministre de l'urbanisme et du logement dès le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, M. Roger Quilliot restera l'homme d'une loi : celle qui régit depuis le 22 juin 1982 les rapports entre bailleurs et locataires, et à laquelle son nom s'est attaché.

Ce texte voulait rétablir l'équilibre entre les uns et les autres, présider les règles d'un jeu complexe, définissant la durée des baux, les modalités de révision des loyers, la classification des charges locatives, le montant du dépôt de garantie.

Au-delà, toute une série de dispositions sur les accords collectifs de location, fondant la représentativité des associations de locataires (et des associations de propriétaires), est très novatrice et, pour certains, révolutionnaire.

Le premier effet de la loi, avant même son adoption, a été de cristalliser l'opposition des propriétaires, des gestionnaires, des entreprises du bâtiment, prompts à attribuer à la loi la tension du marché locatif dans les grandes villes. Pour le malheur de M. Quilliot et de sa loi, les premières négociations de la Commission nationale des rapports locatifs (C.N.R.L.), en 1982, comme en 1983, sur la modulation des hausses de loyers se sont déroulées sur un fond de crise économique et de plan de rigueur, rendant encore plus difficile leur aboutissement.

Des décrets sont perus et vont paraître, qui accablent dans le public l'idée que le gouvernement est seul maître de l'évolution des loyers, y compris dans le secteur H.L.M., où M. Quilliot avait exercé de grandes responsabilités (1).

M. Quilliot n'aura pas eu davantage de chance dans le domaine de la construction de logements. Malgré de fortes enveloppes budgétaires, la construction de logements neufs aura chuté de 384 000 en 1980 à 343 000 en 1982, et probablement encore moins en 1983 : les investisseurs privés, découragés par les taux d'intérêt trop élevés et par l'épouvante de la loi Quilliot, ont déserté le marché. Il laisse à son successeur l'idée, qui était la sienne au début, d'une indispensable réforme

fondière, le soin de mettre en œuvre la réforme du financement du logement, vieille de six ans et déjà asséchée, et la tâche d'accompagner une restructuration de l'industrie du bâtiment, dont l'activité s'est effondrée, entraînant de nombreuses suppressions d'emplois.

L'architecture en plan

Autant il a mané avec conviction la préparation de la loi qui porte son nom, autant M. Quilliot a semblé peu à l'aise avec l'architecture et les architectes. Extrêmement discret sur son goût personnel et très respectueux de la primauté des choix du président pour les grands projets, il a surtout défendu des idées générales — le Monde du 8 octobre 1982 a publié un long article de lui — après s'être acclimaté à une discipline qui lui semblait atteinte de pariaisme, péché capital aux yeux de l'universitaire clémentin, provincial militant.

Tuteur d'une profession en crise morale et économique, le ministre de l'urbanisme a semblé décontenancé par les résistances de la majorité des architectes à la suppression de l'ordre, inscrite dans le programme électoral de la gauche mais de moins en moins clairement dans les projets du gouvernement. L'ensemble de la réforme est devenu, au fil des mois et des négociations, un ensemble d'aménagements parcellaires, encore en chantier aujourd'hui après son rejet au conseil des ministres, en juillet dernier.

Dans le domaine de l'urbanisme, l'intérêt traditionnel de la gauche pour la ville et les expériences menées par les municipalités élues en 1977 ne se sont pas traduites par une grande politique. Le jeu de la décentralisation, sous la conduite du ministre de l'Intérieur, a été joué avec l'ajout : les maires ont désigné, mais la responsabilité, encore théorique, de leurs plans et schémas, et délivreront bientôt les permis de construire. L'administration elle-même est profondément bouleversée par cette réforme.

(1) Il était président de la Fédération des offices d'H.L.M. jusqu'à son arrivée au ministère.

L'HOMMAGE DE M. MAUROY A GEORGES POMPIDOU

M. Pierre Mauroy, qui présidait, mardi après-midi 4 octobre, à l'hôtel Matignon, la cérémonie des prix Georges-Pompidou décernés par le haut comité de la langue française, a rendu hommage à l'ancien président de la République. Le premier ministre a notamment déclaré, en s'adressant à M. Claude Pompidou : « L'hommage que les Français conservent de Georges Pompidou me semble être moins celle du normalien que celle d'un homme qu'ils sentaient proche d'eux car demeuré fidèle à un terroir et à une lignée populaire, à une origine sociale modeste. D'où sans doute cette forme de familiarité qu'il avait su développer dans ses relations avec l'opinion. »

« Mais, derrière cette rondeur affable, derrière ce terrien ouvrant son sillon avec patience et opiniâtreté, les Français sentaient une volonté arc-boutée, une pugnacité constante. Ils sentaient cette force qui permet de faire face à tous les aléas, aux revers du sort, aux doutes et aux crises qui sont le lot de tous ceux qui gouvernent. »

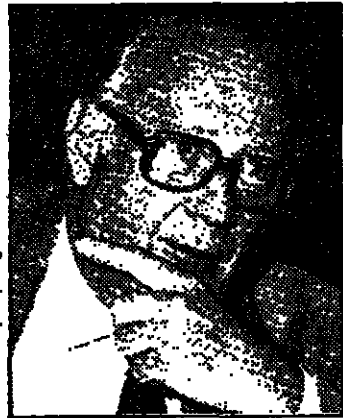
« Vous savez mieux que quiconque, Madame, ce que cela exige de maîtrise de soi. Vous connaissez ces blessures personnelles, engendrées par les excès de la polémique, sur lesquelles il est nécessaire de garder le silence. C'est aussi cet exemple de dignité, cette forme de courage, dont vous-même et votre mari avez témoigné, que je me plains à saluer. »

« Les heureux lauréats des troisièmes prix Georges-Pompidou ne peuvent que se réjouir de voir leur œuvre associée au nom d'un homme qui, au-delà de nos divergences d'analyses politiques, restera comme un des grands dirigeants politiques français. »

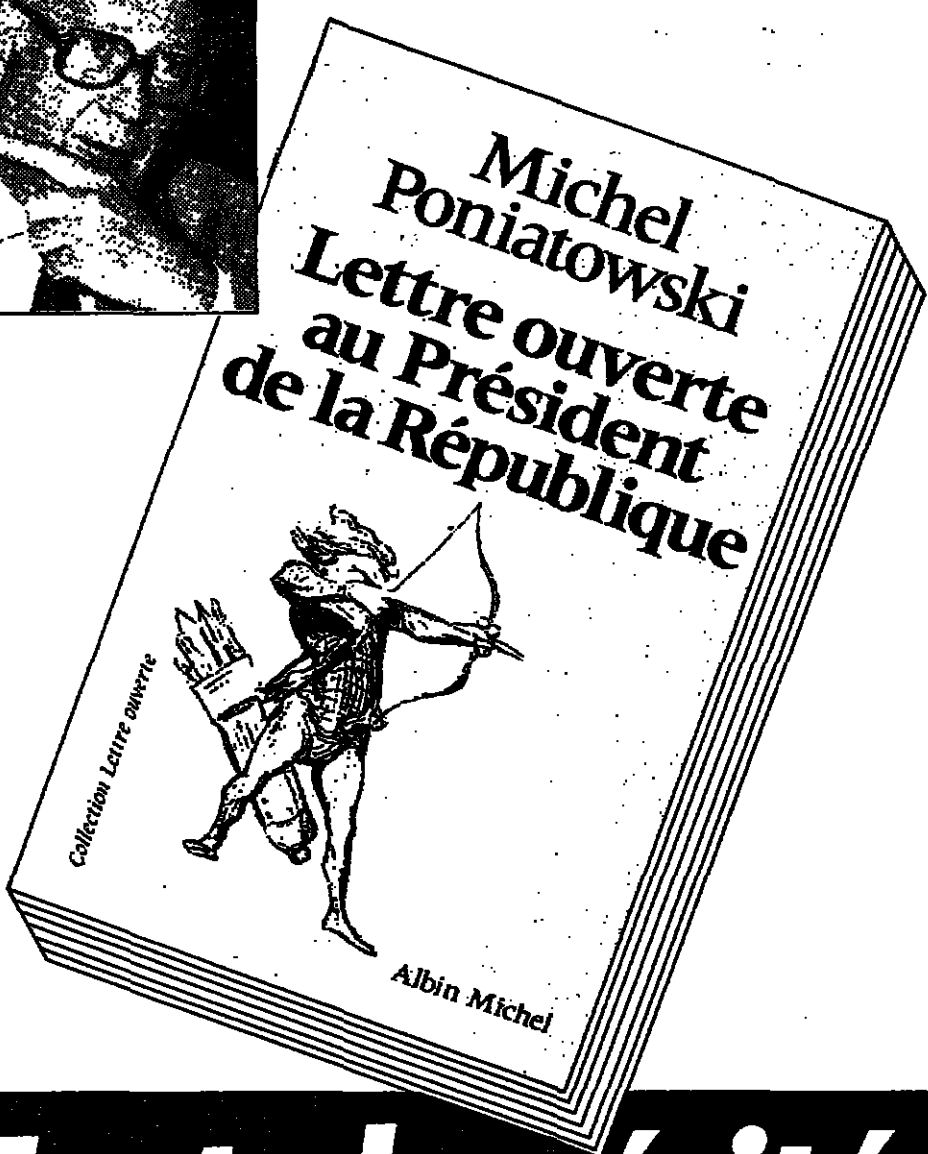
Remis pour la troisième année consécutive, les prix Georges-Pompidou ont été décernés à cinq ouvrages illustrant « la qualité de la pensée française contemporaine » : Donat et la tradition de l'enseignement grammatical, de Louis Holtz ; les Couleurs de la France, de Jean-Philippe et Dominique Lesclapart ; la Littérature en France depuis 1968, de B. Verrier et J. Lecarme ; le Traité du vivant, de Jacques Ruffié ; la Théorie macro-économique, de E. Malinvaud.

• Les relations P.C.-P.S. — M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, a estimé, mardi 4 octobre, à propos des relations entre le P.S. et le P.C. :

« Les interprétations divergentes données hors du gouvernement par tel ou tel courant de la majorité ne peuvent que faire naître dans l'opinion des hésitations et parfois des abstentions (...). L'intérêt de la majorité dans son ensemble est de soutenir la politique que le gouvernement a, de manière unanime, définie. »



Ph. C. François / Negresse Heido



Toute la vérité sur les mensonges.

Albin Michel

البيان

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE AU SÉNAT

Partie de bras de fer pour la composition des groupes et la répartition des postes

L'arrivée de cinquante et un nouveaux sénateurs n'explique pas, à elle seule, l'intense activité qui règne au Palais du Luxembourg depuis le renouvellement triennal du 25 septembre. Elle a, bien plutôt, servi de prétexte à une partie de bras de fer entre les groupes parlementaires, voire à l'intérieur des groupes eux-mêmes.

Du côté communiste, les choses étaient claires dès le soir du scrutin : un siège perdu dans l'est, un siège de gagné en Moselle. Le groupe conservait son effectif de vingt-quatre membres.

Elles auraient pu l'être tout autant chez les socialistes : la liste des soixante-neuf membres du groupe n'avait-elle pas été rendue publique dès la semaine dernière ? Mais un nom est venu s'ajouter en extrême : celui de M. Gilbert Baumet, en qualité de rattaché administratif. Non inscrit, après son exclusion du P.S. en raison de son élection à la présidence du conseil général du Gard contre le candidat officiellement investi par le parti, M. Baumet, qui, depuis un an, continuait à voter dans le même sens que ses collègues, posait et se posait des questions. Le groupe socialiste, espérant, peut-être, avoir le privilège d'être le plus important du Sénat, a décidé de l'accueillir de nouveau en son sein. Mais cela n'a pas été suffisant pour que le P.S. devance l'Union centriste.

Maintenir son avantage sur le groupe socialiste faisait partie des objectifs de l'Union centriste, mais il s'y ajoutait le souci de ne pas faire trop pile figure face au groupe des républicains indépendants, ni surtout, face à celui du R.P.R. L'Union

centriste a donc, participé à la compétition, dont l'enjeu consistait à s'attacher les nouveaux arrivants. Ainsi, parmi les soixante et onze membres de ce groupe, figurent M. Claude Huriet, nouvel élu de Meurthe-et-Moselle, ainsi que les deux nouveaux représentants des Pyrénées-Orientales. Pour M. Guy Malé, président du conseil général de ce département, qui s'était engagé au cours de sa campagne auprès des grands électeurs à s'inscrire dans ce groupe, ce n'est pas une surprise. En revanche, M. Paul Alduy, maire de Perpignan, en s'inscrivant à l'Union centriste, n'a pas rejoint son collègue du P.S.D., M. Max Lejeune, qui continue de siéger sur les bancs de la Gauche démocratique.

La Gauche démocratique rétrécit

Le groupe de la gauche démocratique est le seul à enregistrer un recul numérique. Le succès de M. Michel Durafour, dans la Loire, et celui de M. Jean François-Poncet, en Lot-et-Garonne, n'ont pu compenser la perte de trois sièges, dont les titulaires ne se représentaient pas. Ainsi, au moment où la question de l'existence d'un centre gauche est de nouveau posée, le seul cadre institutionnel, considéré comme un lieu privilégié de dialogue, aux franges de l'opposition et de la majorité, et où se côtoient radicaux de gauche, radicaux valaisiens et quelques autres de tempérament réformiste, est aussi le seul groupe du Sénat à rétrécir.

Ce n'est pas le cas du R.P.R., qui, sans attendre le chiffre de soixante membres annoncé par M. Jacques Chirac, accroît cependant, son

influence dans la Haute Assemblée. Outre M. Raymond Bourguin, sénateur (non renouvelable) de Paris, qui vient de rejoindre le groupe de M. Pasqua, un autre membre du CNIP, M. Claude Prouvovoyeur, nouvel élu du Nord, maire de Dunkerque, a choisi le R.P.R. Deux élus du 25 septembre, classés divers droite, ont fait de même : MM. Paul Bénard et Michel Ruffin.

La présence de membres du CNIP au R.P.R. ou celle de M. Alduy à l'Union centriste n'est pas déterminante. S'il en fallait une autre preuve, le cas de M. Henri Elby, radical, nouveau sénateur du Pas-de-Calais, adhérent au groupe R.I., l'apporterait. Un autre radical a fait un choix identique : M. Charles-Henri de Cossé-Brissac, nouvel élu de la Loire-Atlantique. L'effervescence qui a présidé au dépôt de la liste des groupes, dont la date limite était fixée au 4 octobre, 17 heures, n'était pas due aux seules questions d'effectifs, mais aussi à l'attribution des différents postes au bureau du Sénat, qui devait être entérinée mercredi.

La répartition des quatre postes de vice-président demeure inchangée : M. Félix Cicolini (Bouches-du-Rhône) pour les socialistes ; M. Pierre Carous (Nord) pour le R.P.R. ; M. Etienne Dailly (Seine-et-Marne) pour la Gauche démocratique ; M. Pierre-Christian Taittinger (Paris) pour les R.I. Ce dernier a dû cependant, pour conserver cette

fonction, affronter au sein du groupe R.I. M. Marcel Lucotte (Saône-et-Loire).

C'est le choix de son questeur qui a valu au groupe centriste d'organiser des primaires. M. Jean Cauchon (Eure-et-Loire) n'a pu sauver son poste face à trois candidats, dont M. Pierre Schiélé (Haut-Rhin), qui l'a emporté.

Désigné pour remplacer au poste de questeur M. Gérard Minvielle (Landes), qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat sénatorial, M. Henri Duffaut (Vau-

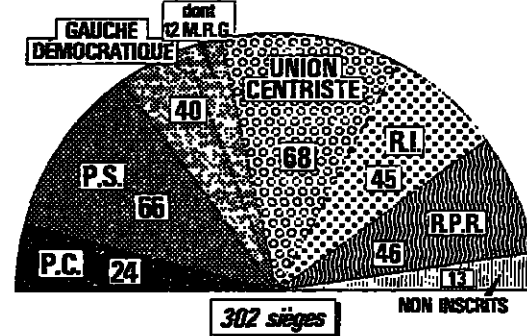
cluse) s'est désisté pour raison de santé ; le choix des socialistes s'est porté sur M. Jacques Bialsky (Nord).

En raison de l'augmentation de ses effectifs, il revenait au R.P.R. d'occuper le troisième poste de questeur, que détenait les R.I. Le choix de M. Edmond Valcin (Martinique) doit manifester l'intérêt du R.P.R. pour les DOM. Après la composition des groupes et la répartition des postes du bureau du Sénat, restent l'organisation des commissions et une question non encore tranchée au sein de la majorité sénatoriale : les

socialistes pourront-ils ou non garder les deux présidences de commission qu'ils détiennent ?

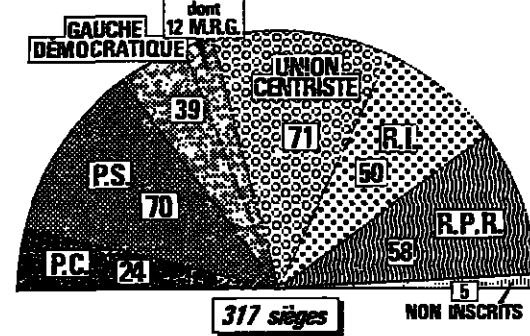
La politisation du scrutin du 25 septembre a eu, en tout cas, une traduction immédiate : les sénateurs qui ne voulaient pas adhérer à un groupe étaient encore suffisamment nombreux, avant 1980, pour se constituer en groupe autonome. Ils n'étaient plus que treize à la veille du renouvellement ; ils sont cinq aujourd'hui.

ANNE CHAUSSEBOURG.



Avant le renouvellement du 25 septembre, le Sénat comptait 304 sièges, dont 2 étaient vacants après le décès de leur détenteur (celui de Louis Le Montagner, Morbihan, rattaché administrativement à l'Union centriste, dont le suppléant était frappé d'invalidité ; celui de Pierre Sallenave, Pyrénées-Atlantiques, R.I., dont le suppléant était décédé).

Compte tenu de la création de 11 nouveaux sièges, en application de la loi organique du 16 juillet 1976, qui assure l'adaptation du nombre de sénateurs à la croissance



démographique, et de celle du 17 juin 1983, qui a porté de 6 à 12 le nombre des élus représentant les Français établis hors de France (2 de ces 6 sièges créés sont d'ores et déjà pourvus). L'effectif de la Haute Assemblée est désormais de 317 membres. Le siège de l'ancien territoire des Afars et des Issas, devenu indépendant en 1977, non pourvu depuis la démission de son titulaire, en juillet 1980, n'a pas encore été supprimé, cette suppression nécessitant l'adoption d'une loi organique.

En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot vous offre
ce livre d'art exceptionnel
au prix coûtant

Sait-on que pour ce
livre d'art Jean de
Bonnot a utilisé
85 cm² de feuille
d'or pur titrant 22
carats ?

divine Calypso. Sa femme la patiente Pénélope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle sont chantés et illustrés par ces émouvantes reliques datant de 25 siècles. L'immortel chef-d'œuvre d'Homère vous est donné ici dans la célèbre traduction de Laconte de Lisle. C'est dire que rien n'a été négligé pour votre satisfaction.

Un livre "construit" pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art, l'Odyssée, dans sa version intégrale en un seul volume, est reliée plein cuir de mouton d'une seule pièce. Ce cuir à la douceur tiède et à l'odeur grise prend avec les ans une patine inimitable. Le dos et les plats sont ornés d'un décor précieux gravé à la main et poussé sur feuille d'or fin à 22 carats, ce même or de bon aloi qui agrémentait aussi la tranche de tête. Encadrant les plats, un motif gaufré à froid se détache en noir sur un fond ocre évoquant l'argile des vases grecs. Le papier fabriqué traditionnellement à la "forme ronde" est un vergé chiffon solide et sonnant filigrane "aux canons". Les cahiers sont assemblés et cousus au fil résistant. Les coins sont remplis main à l'os de bœuf. Le dos est renforcé par une doublure invisible. Tranchefiles et signet tressés complètent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE
EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "l'Odyssée" d'Homère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir décoré à l'or fin 22 carats.

Veillez en trouver ci-joint le règlement, soit 93 F (+ 10,70 F de frais de port). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom..... Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

le temps des sciences
Collection dirigée par Odile Jacob

Claude
Olievenstein
Destin
du toxicomane

Fayard le temps des sciences

Un grand livre. Pour être le meilleur peut-être...
M. L., Télérama

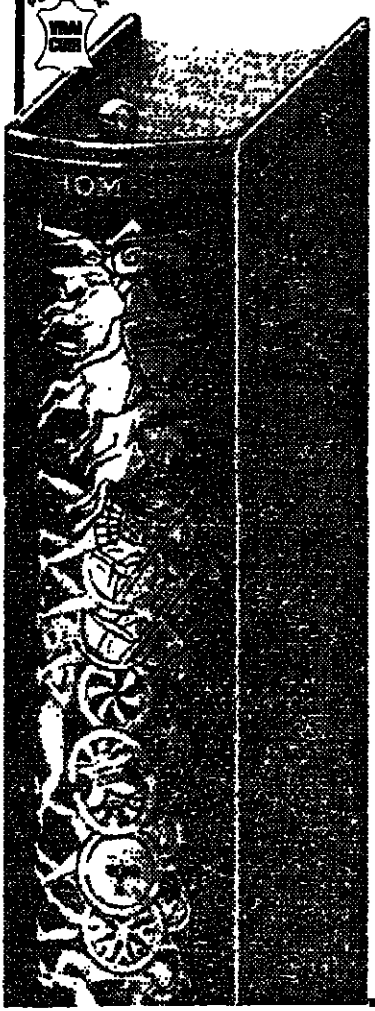
DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allier-Jolibois • Jean-Pierre Changeux
grands thèmes de la France • Antoine Danchin • Emile
Zola • Antoine Danchin • François Jacob • Les
sciences de la vie • Jean-Louis Laval • André Leroy-
Beaulieu • Jean-Louis Laval • André Leroy-
Beaulieu • André Leroy-Beaulieu • Philippe Meyer
L'art de la vie • Jacques Ruffin • Les
sciences de la vie • Jacques Ruffin • Les

Fayard

Cette annonce est
réservée aux clients
de Jean de Bonnot.
Elle remplace tout
courrier ou autre
message adressé
personnellement.

L'édition qui réunit les
figures des anciens vases
grecs dispersés dans les
musées et les collections
privées d'Europe et d'Amé-
rique.

Les précieuses et délicates
peintures, illustrant les héros et
les grands faits décrits dans
l'Odyssée, ont été amoureusement
réunies, des années de travail
durant, par Notor, vicomte de
Roton, qui les a transposées



L'ODYSSÉE



le chef-d'œuvre
d'Homère
avec 100 illustrations hors-texte et
in-texte par les plus délicieux artistes
grecs de l'Antiquité
un ensemble céramographique unique en son genre.

ainsi que leurs légendes dans
une seule publication. Ces peintures se trouvent
dispersées dans les musées et
collections des deux continents et
datent du VII^e au IV^e siècle avant
Jésus-Christ. Elles ont été
retrouvées principalement dans :
— les musées de Naples, de
Vienne, de Berlin, du Vatican, de
Bonn, de Florence, de Wurzburg,
de Cracovie et d'Athènes, au
British Museum, au Metropolitan
de New York et à la Pinacothèque
de Munich ;
— les collections Tyszkiewicz,
Van Branteghem de Bruxelles,
de la Duchesse de Dalmatie, du
Duc de Malborough, de Pourtales-
Gorgier.
Il en résulte un superbe volume
de 560 pages magnifié par
l'éblouissant défilé des beaux et
harmonieux décors des vases
grecs anciens. Une fresque anti-
que que personne encore n'avait
pu contempler dans son en-
semble.
L'Odyssée : un fascinant roman

1 volume grand in-
octavo 14 x 21 cm
peausserie vrai cuir.

POLITIQUE

LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Fonctionnaires territoriaux : le P.S. doit composer avec les souhaits de la C.G.T. et de la FEN

L'Assemblée nationale a continué, mardi 4 octobre, la discussion du titre III du statut général de la fonction publique, qui concerne les fonctionnaires des collectivités locales (le Monde des 4 et 5 octobre).

● **Centre national de gestion.** — Le projet gouvernemental institue ce centre pour gérer les corps de fonctionnaires relevant de la catégorie A. La commission des lois avait envisagé de le supprimer, puisqu'elle gère la gestion de ces agents au niveau régional. La C.G.T. et la FEN tenaient à une gestion, la plus centralisée possible, des corps les plus élevés de la fonction publique territoriale. Le P.C., par la voix de M. Louis Maisonnat (Isère) et le gouvernement, après un arbitrage du premier ministre, se sont donc opposés à cette suppression. Finalement, l'Assemblée a décidé, sur proposition de M. Michel Sapin (P.S., Indre), de maintenir le centre national, mais en en réduisant considérablement les prérogatives initialement prévues : il assurera, simplement, la publicité des vacances d'emploi pour tous les corps de catégorie A, et, pour certains d'entre eux, le recrutement et la gestion des personnels.

● **M. Claude Estier, député (P.S.) de Paris,** a été élu, mardi 4 octobre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. M. Estier a obtenu dix-huit suffrages ; il y a eu un bulletin blanc. Il succède à M. Maurice Faure, élu sénateur (M.R.G.) du Lot.

Il existera, aussi, des centres régionaux et départementaux de gestion, qui recruteront par concours et géreront les fonctionnaires territoriaux : au niveau régional, les corps de catégorie A et B, au niveau départemental ceux des corps de catégories C et D. L'adhésion des collectivités et des établissements publics aux centres régionaux est obligatoire. Pour ce qui est des centres départementaux, l'adhésion est facultative pour les communes et leurs établissements publics employant plus de deux cents fonctionnaires, et obligatoire pour les autres.

● **Commissions administratives paritaires.** — Elles sont créées pour chaque corps, mais, comme le demandaient le gouvernement et le groupe communiste, les représentants du personnel au sein de ces commissions seront élus sur des listes présentées par les organisations syndicales, alors que M. Pierre Tabanou (P.S., Val-de-Marne), au nom de la commission des lois, et

l'opposition ne souhaitaient pas d'intervention syndicale à ce niveau.

● **Comités techniques paritaires.** — Ils sont créés dans chaque collectivité employant au moins cinquante agents. Contrairement au projet gouvernemental, les représentants des salariés ne seront pas désignés par les organisations syndicales, mais élus, à la proportionnelle, sur des listes syndicales.

● **Accès à la fonction publique territoriale.** — Comme dans la fonction publique d'Etat, la règle générale est l'accès par concours, soit externe, soit interne. M. Jean Royer (non inscrit, Indre-et-Loire) a fait préciser que « les niveaux, conditions, matières et programmes de ces concours sont fixés, nationalement, par voie réglementaire », pour assurer la qualité du recrutement.

A la demande de M. Jacques Toubon (R.P.R.-Paris) l'Assemblée a précisé que la nomination aux grades et emplois « est de la compétence exclusive de l'organe exécutif des collectivités territoriales », c'est-à-dire du maire ou du président du conseil général ou régional.

Les concours de recrutement seront organisés par les centres de gestion (ou les collectivités quand elles peuvent ne pas y adhérer), ce qui supprime, malgré les regrets de l'opposition, l'intervention de l'actuel Centre de formation des personnels communaux. Cette disposition a été adoptée au scrutin public, par 329 voix (P.S. et P.C.) contre 154 (R.P.R. et U.D.F.).

● **L'affectation dans les communes.** — Une fois établi, par le centre de gestion, l'ordre des candidats reçus au concours, comment seront-ils affectés dans les différentes collectivités ? La question est d'importance, car, selon la réponse qui lui est apportée, le maire — ou le président du conseil général ou régional — est plus ou moins libre du choix

de son personnel. Le gouvernement propose que les affectations soient effectuées par le centre de gestion selon trois critères : la préférence des reçus dans l'ordre du mérite, les besoins des autorités départementales et, éventuellement, la situation de famille des intéressés. Si la collectivité territoriale n'accepte pas la personne qui lui est proposée, et si un autre poste ne peut être offert à celle-ci par le centre, elle est quand même intégrée dans la fonction publique, une partie de son traitement étant prise en charge par la collectivité qui l'a refusée. M. Deferre voit, dans ce système, une garantie offerte aux candidats qui seront reçus aux concours, ce qui permettra de révaloriser ceux-ci.

L'opposition, en revanche, demande que soient supprimées toutes contraintes pour les collectivités, car elle voit là une atteinte, constitutionnelle, à la liberté des élus ; mais l'amendement de M. Toubon est repoussé par 328 voix (P.S. et P.C.), contre 155 (R.P.R. et U.D.F.). M. Maisonnat, au contraire, se félicite que soit finalement retenue la solution du gouvernement, car elle va permettre « de mettre fin au clientélisme politique ».

Le recrutement direct par les collectivités locales est autorisé pour les postes de direction les plus importants : directeur des services des départements et des régions ; secrétaire général et directeur général des services techniques des communes de plus de 80 000 habitants ; secrétaire général adjoint des communes de plus de 150 000 habitants ; directeur des établissements publics dont les caractéristiques et l'importance le justifient.

● **Les carrières.** — Elles seront organisées conformément aux dispositions actuelles du code des communes, adaptées aux titres I et II du statut de la fonction publique, de façon à les rendre comparables à

celles des agents de l'Etat. Il est simplement précisé, à la demande de la commission des lois, qu'il pourra être mis fin aux fonctions des titulaires des principaux emplois de direction dans les six mois suivant l'arrivée au pouvoir de nouveaux élus ; dans ce cas, l'agent qui n'accepterait pas un nouveau poste sera pris en charge par le centre de gestion ou touchera une indemnité de licenciement. De même M. Deferre obtient, contre l'opposition, la création d'un statut de « congé spé-

cial », équivalent à celui des préfets, pour les titulaires des postes de direction.

● **La fin du « treizième mois ».** — A la demande du gouvernement, les compléments de rémunération, par le relais d'associations, sont interdits, malgré les craintes de M. Adrien Zeller (N.L., Bas-Rhin), qui rappelle que, par ce biais, de nombreuses communes ont accordé l'équivalent d'un treizième mois.

THIERRY BRÉHER.

Surtaxe sur le revenu : en douceur

La réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi 4 octobre, a confirmé l'évolution du débat, au sein du P.S., à propos du seuil de la surtaxe sur l'impôt sur le revenu prévue par le projet de budget pour 1984. Selon M. Pierre Joxe, président du groupe, aucun député n'a proposé le relèvement pur et simple de 20 000 F à 30 000 F du seuil de déclenchement de la surtaxe. Les parlementaires socialistes ont envisagé plusieurs formules permettant, entre 20 000 F et 25 000 F, l'entrée en douceur dans la surtaxe, et se rapprochant ainsi de la position définitive par M. Pierre Mauroy lors des journées parlementaires du P.S., la semaine dernière.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, qui assistait à cette réunion (ainsi que MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget), n'a pas exclu l'hypothèse d'un taux s'élevant progressivement, à

partir de 20 000 F, pour atteindre 5 % à 25 000 F.

Le financement des diverses possibilités évoquées par les députés socialistes serait assuré soit par une légère augmentation du taux de l'impôt sur les grandes fortunes (I.G.F.) — la dernière tranche étant la plus visée — soit par l'application de la surtaxe, au taux de 8 %, à l'I.G.F.

Parallèlement à la recherche d'un compromis avec le gouvernement, le P.S. poursuit ses discussions avec les communistes, afin de tenter de dégager une position commune des deux groupes. La proposition de surtaxe viendra devant la commission des finances de l'Assemblée nationale à la fin de la première quinzaine d'octobre.

M. Pierre Joxe, qui a réaffirmé son opposition au projet de surtaxe de 2 % sur l'ensemble des revenus envisagé par M. Delors cet été, a estimé que, en toute hypothèse, ce projet n'est pas « promis à une grande carrière ».

J.-L. A.

Faits & Arguments



Chaque mois

- L'éditorial de Raymond Barre
- Une analyse de la situation française
- Un dossier d'actualité
- Des propositions pour l'avenir

Bulletin à renvoyer à :
B.A. Faits & Arguments
BP n° 102 - 92393 Le Plessis Robinson Cedex

M. Mlle : _____
Adresse : _____

Abonnement France : 110 F - étranger : 160 F
Abonnement de soutien à partir de 500 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du G.E.S.E.C.O.M.

AUX BACHELIERS FRANÇAIS

15 octobre 1983

Date limite d'inscription
aux épreuves de sélection d'entrée
à l'



UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE GENÈVE

Section Management et Business Administration
Programme préparant à
l'International Master in Business Administration
(IMBA)
en quatre ou cinq ans.

Renseignements et inscription en France :

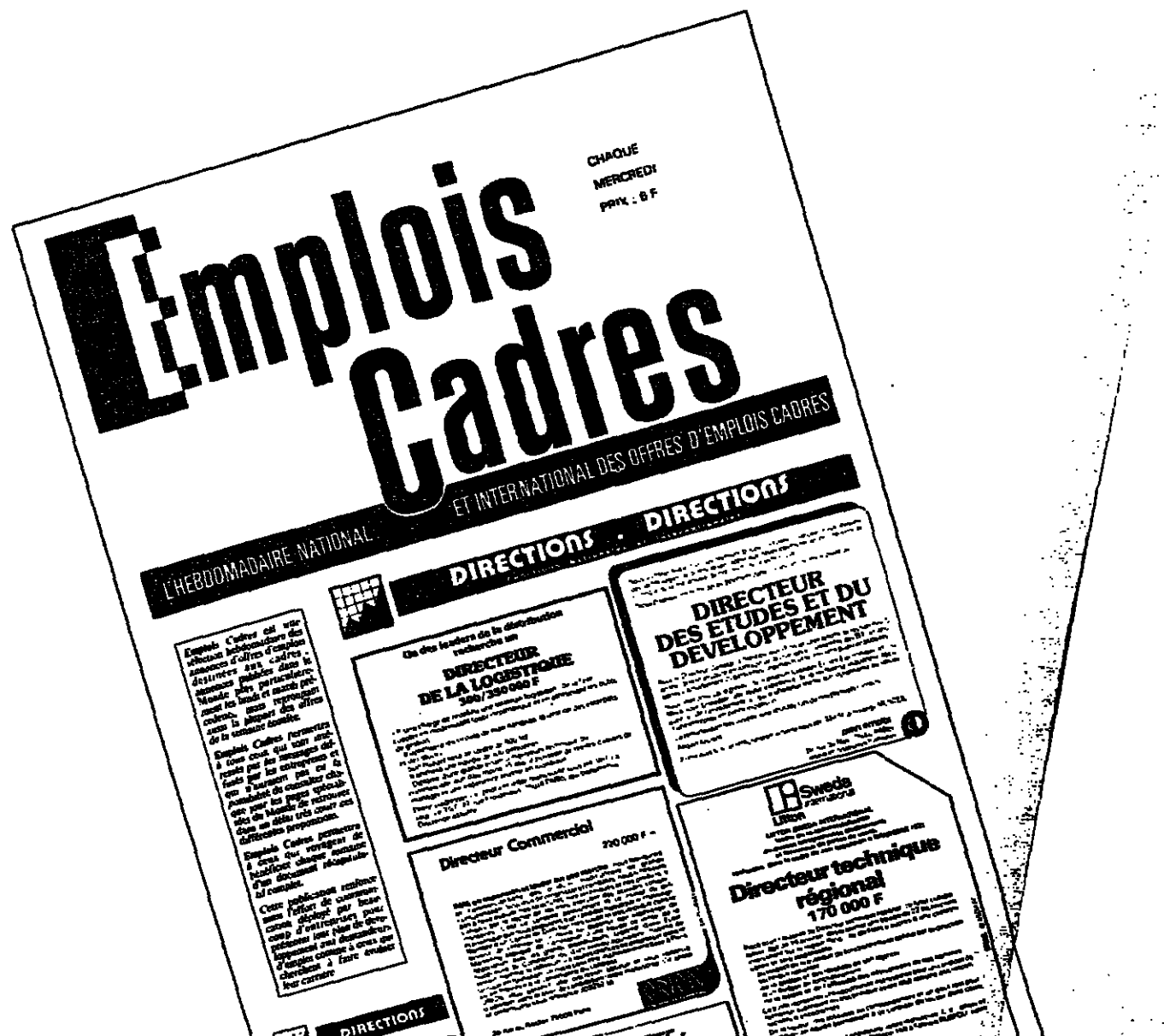
Centre d'information de l'ULI pour la France
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris.
Tél. : (1) 296.30.69

General admission office
ULI, 36 rue de Candolle, Genève (Suisse).
Tél. : (22) 20.65.11

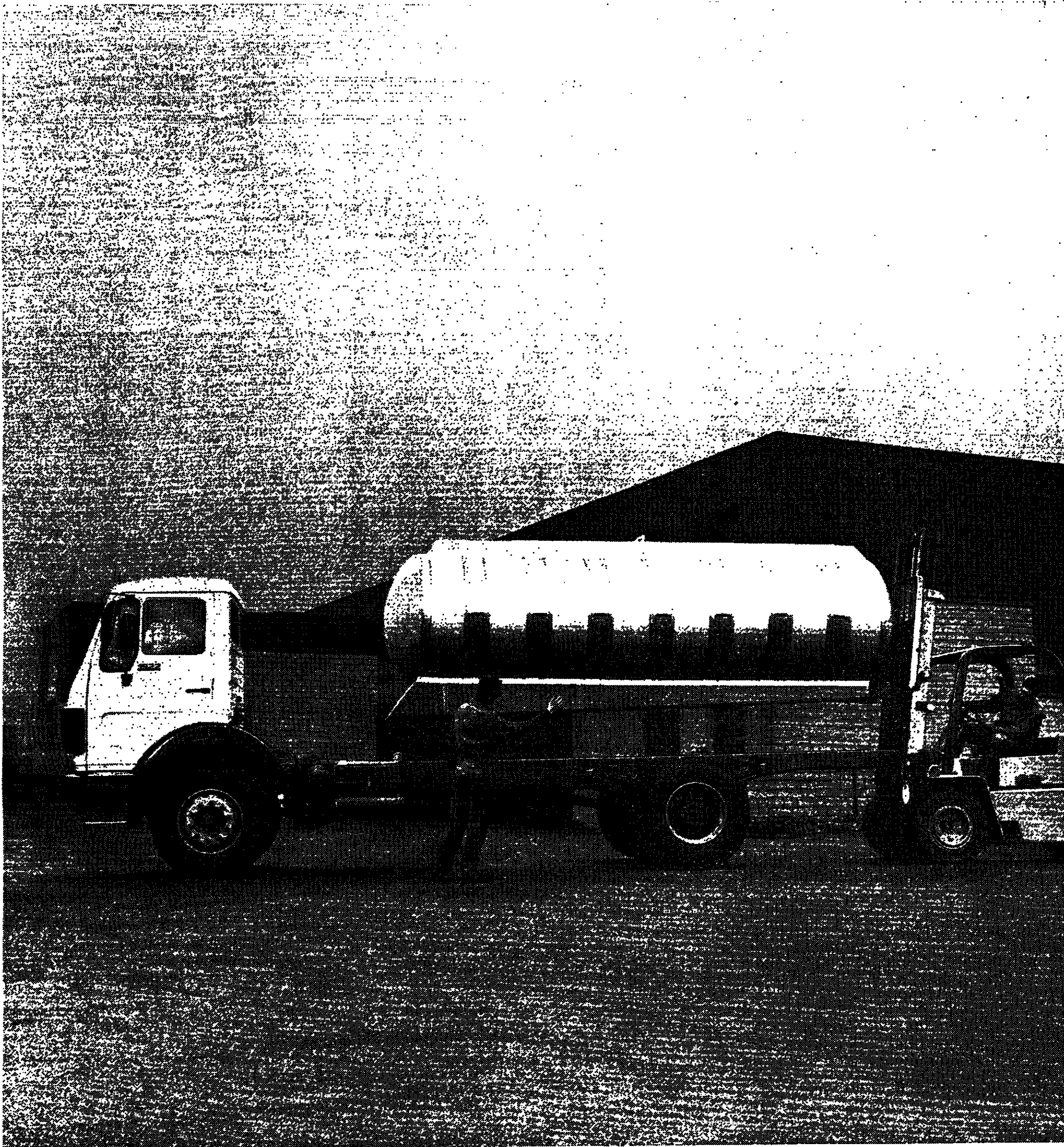
Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans *Le Monde* la semaine écoulée.

Chaque semaine chez votre marchand de journaux, 6 F



Architect: 0-35



Cognitive & Mathematical

* sous réserve d'acceptation du dossier.

UNE SEMAINE D'INFORMATION EN FRANCE

L'âge d'or de la cardiologie

Spécialité en plein essor, la cardiologie ne se limite pas à soigner des malades : elle étend son domaine à la prévention active, comme le montre la Semaine du cœur, organisée du 3 au 9 octobre par la Fédération française de cardiologie.

Chaque minute, deux citoyens américains sont victimes d'une crise cardiaque, un troisième d'un accident vasculaire cérébral. En France, 202 000 personnes sont mortes « du cœur » en 1981, ce qui représente 36,5 % des décès, avant la mortalité par tumeurs (23,6 %) et par accidents (9,2 %). Le fait est là : plus que de cancers, les habitants des pays industrialisés souffrent — et meurent — d'affections cardio-vasculaires.

Au regard de l'histoire, il s'agit là d'un phénomène nouveau et inquiétant, datant d'une cinquantaine d'années. Avec l'arrivée des vaccins et des antibiotiques, les maladies du cœur et des vaisseaux ont pris la place jadis occupée par les grandes maladies infectieuses. Au long cortège des fléaux contagieux a succédé une pathologie individuelle, et les épidémies mystérieuses et incontrôlables ont fait place à une mortalité diffuse, dont on connaît parfaitement l'origine, mais face à laquelle la collectivité semble désarmée.

On pourrait, dès lors, rapidement conclure que, tout compte fait, une maladie chasse l'autre. Que chaque époque invente une manière de mourir, réponse collective et inconsciente à un environnement changeant, mais toujours pathogène.

Même si l'on pressent à quel point la maladie plonge ses racines dans le domaine socio-culturel, ce serait aller un peu vite en besogne, gommer tout ce que ces phénomènes morbides ont de dynamique et, partant, oublier l'apport de la médecine à la santé publique. A cet égard, la cardiologie apparaît bien aujourd'hui comme une discipline exemplaire. Une spécialité-phare qui bénéficie, tant dans l'opinion publique que dans la communauté médicale, d'un prestige considérable, dû autant à la somme des progrès accomplis qu'à l'importance économique, sociale et symbolique de la pathologie prise en charge.

L'histoire récente de cette discipline pourrait se résumer à une remarquable série d'avancées et de succès. Il est vrai qu'elle dispose d'un outil considérable. Muscle uni-

calculez vos risques d'infarctus ; ne les accumulez pas

SEXE	AGE	HEREDITE	TENSION	TABAC	RÉGIME	POIDS	EXERCICE
1	1	1	1	0	1	0	1
Femme de moins de 40 ans	De 10 à 20 ans	Aucun antécédent cardiaque connu	Inférieure à 10	Non fumeur	Régime normal sans excès de graisses ni de sucre	Moins de 60 kg	Travail actif et exercice modéré
2	2	2	2	1	2	1	2
Femme de 40 à 50 ans	De 21 à 30 ans	2 parents avec une maladie cardiaque avant 60 ans	10 à 12	Cigarette ou pipe	Régime normal avec excès de graisses et de sucre	De 60 à 70 kg	Travail actif et exercice modéré
3	3	3	3	2	3	2	3
Femme de 50 à 60 ans	De 31 à 40 ans	3 parents avec une maladie cardiaque avant 60 ans	13 à 14	10 cigarettes ou plus par jour	Régime normal avec excès de graisses et de sucre	De 70 à 80 kg	Travail actif et exercice modéré
4	4	4	4	3	4	3	4
Homme	De 41 à 50 ans	4 parents avec une maladie cardiaque avant 60 ans	15 à 16	20 cigarettes ou plus par jour	Régime normal avec excès de graisses et de sucre	De 80 à 90 kg	Travail sédentaire et exercice modéré
5	5	5	5	4	5	4	5
Homme jeune	De 51 à 60 ans	5 parents avec une maladie cardiaque avant 60 ans	17 à 18	30 cigarettes ou plus par jour	Régime normal avec excès de graisses et de sucre	De 90 à 100 kg	Travail sédentaire et exercice modéré
6	6	6	6	5	6	5	6
Homme âgé	De 61 à 70 ans	6 parents avec une maladie cardiaque avant 60 ans	19 à 20 ou plus	40 cigarettes ou plus par jour	Régime normal avec excès de graisses et de sucre	De 100 à 110 kg	Travail sédentaire et exercice modéré

vos résultats :

41 à 62 :	32 à 40 :	25 à 31 :	18 à 24 :	12 à 17 :	6 à 11 :
vos risques sont très grands voyez votre médecin	vos risques sont grands	vous devriez faire attention vos risques sont assez nets	vos risques sont réels mais encore peu inquiétants	vos risques sont faibles	vos risques d'infarctus sont très faibles

VOTRE POIDS SOUHAITABLE SELON VOTRE TAILLE ET VOTRE SEXE :

TAILLE	POIDS MIN	POIDS MAX	TAILLE	POIDS MIN	POIDS MAX	TAILLE	POIDS MIN	POIDS MAX	TAILLE	POIDS MIN	POIDS MAX
1,50 m	50 kg	55 kg	1,65 m	61,5 kg	67,5 kg	1,80 m	72,5 kg	78,5 kg	1,95 m	84 kg	90 kg
1,55 m	54 kg	60 kg	1,70 m	65 kg	71 kg	1,85 m	76,5 kg	82,5 kg			
1,60 m	57,5 kg	63 kg	1,75 m	69 kg	75 kg	1,90 m	80 kg	86 kg			

Tableau établi par la Fédération de cardiologie (50, rue du Rocher, 75008 Paris. Tél. : 522-52-51). Comme chaque année, une « carte du cœur » est vendue au prix de 15 francs, au bénéfice de la recherche. La Fédération présente dans le métro parisien (station Miroisens, de 11 h à 19 h) une exposition sur la prévention.

que dont la morphologie et l'activité peuvent aisément être observées, mesurées, enregistrées, le cœur constitue un champ d'investigation idéal. Plus peut-être qu'aucune autre discipline médicale, la cardiologie a bénéficié du progrès considérable des techniques de diagnostic. Les approches radiologiques et électrocardiographiques sont aujourd'hui des examens totalement banalisés, auxquels sont progressivement venus s'ajouter l'enregistre-

ment en continu de l'activité électrique cardiaque, l'utilisation des ultrasons, de produits radioactifs, l'opacification des trajets vasculaires, la mesure des pressions intracardiales, le traitement informatisé des données obtenues, etc.

La prise en charge thérapeutique s'est, elle aussi, considérablement diversifiée. Angine de poitrine, hypertension artérielle, insuffisance cardiaque, troubles du rythme : tous ces grands chapitres de la pathologie ont vu s'élargir de manière notable le nombre et l'efficacité des médicaments utilisés. De la même manière, la chirurgie cardio-vasculaire, qu'elle soit « lourde » (transplantations, pontages aorto-coronaires, prothèses valvulaires), ou plus « légère » comme l'angioplastie transluminale, nouvelle méthode de dilatation artérielle, annonce un taux croissant de réussite.

Depuis plus de vingt ans, souligne le professeur Mireille Brohier (Tours), président de la Fédération française de cardiologie, « les cardiologues peuvent régulièrement annoncer l'amélioration du pronostic de l'infarctus du myocarde. Grâce au développement des unités de soins intensifs et aux traitements actuels, la mortalité en phase aiguë s'est abaissée de 6 %, alors qu'un malade sur quatre décédait il y a seulement vingt ans ».

A ces bulletins de victoire, il conviendrait d'en ajouter d'autres comme celui des stimulateurs cardiaques, appareils faits d'une pile et d'un circuit électronique, dont vingt mille exemplaires sont, chaque année, implantés en France chez des malades dont le cœur est gravement défaillant. Ou d'autres, en attente, concernant la compréhension de phénomènes aussi différents que l'athérosclérose, l'hypertension artérielle ou les affections cardiaques dégénératives.

L'hygiène de vie est essentielle

Un tel bilan, que pourraient envier bon nombre de disciplines médicales, confère à la cardiologie une image de marque très positive. Mais l'image simpliste d'un progrès technique aux ressources illimitées ne peut être retenue, car ces succès n'ont pas de grande traduction épidémiologique. On assiste, en revanche, à d'étonnantes fluctuations statistiques qui font que dans certains pays (les Etats-Unis, l'Australie, le Japon, le Canada) la mortalité cardio-vasculaire diminue alors qu'elle augmente dans d'autres (la Roumanie, la Pologne, l'Irlande du Nord ou la République fédérale d'Allemagne) (1).

En France, on ne dispose d'aucune image épidémiologique fine sur les affections cardio-vasculaires. En revanche, leur importance économique a été évaluée à plus de 20 milliards de francs (2). C'est ainsi par exemple qu'en médecine libérale

près d'un acte médical sur cinq concerne des personnes atteintes d'une maladie vasculaire (soit environ 50 millions d'actes et 4 milliards de francs), que 6 400 000 analyses de sang et 1 600 000 analyses d'urine, 670 000 examens radiologiques et 3 millions d'électrocardiogrammes leur sont prescrits chaque année. La dépense pharmaceutique s'élève pour les médicaments vasculaires à plus de 8 milliards de francs, l'essentiel étant constitué de médicaments vaso-dilatateurs.

Au-delà des bilans chiffrés, reste une question essentielle que pose notamment la situation américaine : quel est le rôle du médecin ou des règles d'hygiène de vie — à la plus d'efficacité ? Si les conclusions scientifiques ne sont pas encore formellement établies, il semble acquis que le respect des règles élémentaires (arrêt de la consommation de tabac, activité physique soutenue, alimentation équilibrée) joue un rôle essentiel de prévention.

C'est à ce niveau que la cardiologie trouve toute son originalité. Depuis plusieurs années, les cardiologues ont souligné la nécessité absolue d'une prévention active (voir encadré). Cette discipline de pointe peut ainsi, plus qu'une autre, jouer sur les aspects curatif et préventif, avec le risque non négligeable dans ce dernier cas de médicaliser à outrance un domaine qui devrait avant tout être celui de l'éducation.

JEAN-YVES NAU.

- (1) Statistiques annuelles 1979 de l'Organisation mondiale de la santé, citées par les docteurs Robert L. Levy et Jay Moskowitz (Sciences, du 9 juillet 1982).
- (2) Etude de M^{me} Françoise Lalonde (service du professeur Jacques Camu, hôpital Saint-Louis, Paris). Revue médecine cardio-vasculaire, n° 5.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bourne-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
Imprimé par :
S. P. de la Presse
PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

LES CONTACTS DE L'ANCIEN CHEF DU G.I.G.N. AVEC DES GROUPES TERRORISTES

Le capitaine Paul Barril affirme avoir agi sur ordre de l'Élysée

« Monsieur Rouillan, je désirerais vous rencontrer personnellement, où vous voulez et quand vous voulez, afin de mettre au point un dialogue permettant la régularisation de votre situation. Je suis habilité par la présidence [de la République] pour traiter directement avec vous. A bientôt l'espérance. » C'est en ces termes que le capitaine Paul Barril écrivait, le 22 janvier, une lettre destinée à Jean-Marc Rouillan, l'un des fondateurs du groupe d'ultra-gauche Action directe, alors — et toujours — recherché par la justice.

Le Canard enchaîné du 5 octobre publie la photocopie de cette lettre écrite par celui qui était, jusqu'à cet été, chef par intérim du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Le chef d'escadron Christian Prouteau, son supérieur hiérarchique, a également écrit à Jean-Marc Rouillan. Pour sa part, le *Matin de Paris* du 5 octobre confirme que des rencontres et pourparlers entre le capitaine Barril et un émissaire de Jean-Marc Rouillan ont eu lieu. L'un de ses journalistes, Jacques Bachelon, y a assisté.

Dans un entretien accordé à *France-Soir* du 5 octobre, M^{re} Francis Szpiner, avocat du capitaine Barril, affirme que son client a agi — dans l'affaire de Jean-Marc Rouillan comme dans ses contacts avec le F.L.N.C. — à la demande de M. François de Grossouvre, conseiller du président de la République, et de M. Prouteau. M^{re} Szpiner nous a précisé : « Le capitaine a travaillé dans le cadre de la mission qui lui était confiée sous le contrôle de sa hiérarchie. » Selon l'avocat, le capitaine Barril fait l'objet « depuis plusieurs semaines d'une campagne de presse orchestrée » et s'est retiré dans les Alpes à la demande de ses supérieurs.

Tintin au pays du baroud

« Barril, connais pas ! » Tel est, en substance, le commentaire de l'Élysée après la révélation des activités corses du capitaine Paul Barril et de ses tractations avec Jean-Marc Rouillan, ancien leader d'Action directe. Pourtant, s'il ne figure à aucun titre sur les organigrammes de la présidence, le capitaine Barril avait bel et bien partie liée, encore récemment, avec la « cellule policière » élyséenne dirigée par son compagnon d'armes, le chef d'escadron Christian Prouteau.

Encombrant capitaine ! Le regard clair et la parole facile, le contact direct et la confiance aisée, Paul Barril séduit. Son côté boy-scout évoluant avec un plaisir gamin dans les hautes sphères policières, insouciant du danger comme de la hiérarchie, prêt au profane, Tintin au pays du baroud en somme : l'antithèse de tous les clichés, celui de la brute parachutiste ou du policier retors. Il plaît d'autant plus que Christian Prouteau, placé aux côtés de M. Mitterrand depuis l'été 1982, lui fait entièrement confiance : « un autre moi-même », dit-il du capitaine. Par la grâce de la promotion de son ami, M. Barril fréquente donc les sommets de l'Etat.

Prouteau et Barril, le chef et l'adjoint, deux inséparables depuis 1973, date de la création du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.). Cette unité d'élite, composée de gendarmes volontaires, destinée au départ à la lutte contre les prises d'otage, s'enorgueillit de ne compter de morts qu'à l'entraînement. Le capitaine Barril y a déjà son épée, confortée par une mission en Arabie Saoudite en 1979, où ses conseils aidèrent l'armée à reprendre la mosquée de La Mecque tenue par des opposants.

Ses hauts faits d'armes ne suffisent cependant pas à emporter la conviction de l'entourage présidentiel. Quand M. Prouteau laisse à son adjoint le commandement par intérim du G.I.G.N., auquel il comptait faire appel pour des missions présidentielles, il dut répondre de son ami. Car traînait cette « vilaine rumeur », alimentée par l'inculpation du capitaine, en octobre 1981, dans un mystérieux trafic d'armes, mêlant extrémistes de droite et anciens mercenaires. Un profil de compositeur, sinon de « factieux », aux yeux de certains responsables socialistes, que M. Prouteau sut rapidement effacer. Il a convaincu, sans doute au plus haut niveau.

Donc, le capitaine Barril n'est pas un « déstabilisateur » motivé par d'effroyables convictions idéologiques. Plus simplement, c'est un franc-tireur, un fonceur qui a ses amis et ses méthodes. Des amis précieux puisque c'est au nom de l'amitié qu'il reconnaît avoir offert des détonateurs militaires à un « collectionneur » en liaison étroite avec d'anciens mercenaires... Quant aux méthodes, il n'apprécie guère les pesanteurs hiérarchiques : « Quand j'ai besoin d'un renseignement, confie-t-il un jour, je téléphone directement à un ami au B.K.A., l'office criminel allemand, où j'y fais un saut en avion ! Par les voies normales, ce serait interminable. » Les amitiés nouées au fil d'entraînements d'unités étrangères par le G.I.G.N. ont ainsi tissé ce qu'il dénomme volontiers l'« internationale du contre-terrorisme » : un réseau informel de relations qui ne s'embarrasse pas des contraintes administratives.

De nombreuses relations

La « méthode Barril » a ses risques. Des policiers charitables ont accumulé ces derniers mois plusieurs bandes magnétiques d'écoutes téléphoniques qui illustrent : entrer dans le jeu de trafiquants les plus divers, leur proposer une aide afin d'obtenir des renseignements. Truands et « politiques » se croisent ainsi dans des « coups tordus », auxquels l'Élysée, grâce au zèle du capitaine, est fortement mêlé. Il y eut aussi l'affaire irlandaise de Vincennes, pour laquelle la justice continuera à s'entraîner au capitaine. Responsable opérationnel d'une intervention contre de présumés « superterroristes », comment aurait-il pu ignorer le « montage » policier réalisé dans leur appartement à l'aide de fausses pièces à conviction ?

Aux dernières nouvelles, Paul Barril était confiant. En « convalescence » depuis un accident à l'entraînement en mai, relevé du commandement par intérim du G.I.G.N., mais sans sanction disciplinaire malgré la « bavure » irlandaise, il se disait toujours disponible pour des missions délicates et présidentielles. A l'étranger, qui sait, puisqu'il aime vanter ses nombreuses relations au Moyen-Orient et au Maghreb : « Je peux partir commander une garde arabe quand je veux ? » En somme, dans l'adversité, le capitaine Barril ne manque pas d'amis. Et sans doute de secrets accumulés durant une année riche en missions confidentielles...

EDWY PLENEL.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a déformé le sens d'une partie de notre article intitulé « Le cauchemar de Pontamur » (*Le Monde* du 4 octobre). Nous aurions dû écrire : pour le docteur Jani Vimond, vétérinaire et adjoint au maire, l'enquête initiale « a été déviée de son but... ». On ne se préoccupe plus, explique-t-il, des auteurs du sabotage mais bien de celui qui en a été victime. L'administration Jaurès est une affaire un black-out « gellement hermétique qu'il en paraît suspect. Quant à la justice, plusieurs éléments font que l'on peut se poser des questions quant à son indépendance ».

LEROY & FILS OPTICIENS

L'Optique d'aujourd'hui
104, Champs-Élysées
11, bd du Palais
158, rue de Lyon
147, rue de Rennes
à votre service toute la semaine
5, place des Terres
27, bd Saint-Michel
127, Fg Saint-Antoine
30, bd Barbès

الشيء هو ١٥٥٠

L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

La procédure est annulée

Faisant droit comme prévu à la requête du parquet — soutenue par la défense — la chambre d'accusation de Paris, présidée par M. François Pignier, a prononcé, le 5 octobre, l'annulation de l'ensemble de la procédure engagée à l'encontre de MM. Michael Plunkett, Stephen King, et de M^{me} Mary Reid, les trois Irlandais arrêtés à Vincennes, le 28 août 1982, par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) et poursuivis pour détention d'armes, d'explosifs, et association de malfaiteurs.

Cette décision résulte des irrégularités constatées dans l'exécution de la perquisition opérée dès le 28 août 1982 dans l'appartement occupé par les trois Irlandais, mais en leur absence, sous la direction du commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau et du capitaine Paul Barril, qui n'étaient pas habilités à le faire.

Au conseil des ministres

UNE RÉPRESSION PLUS SÈVÈRE DE LA CONDUITE EN ÉTAT D'IVRESSE

Le conseil des ministres de ce mercredi 5 octobre devait examiner un projet de loi visant à réprimer plus sévèrement la conduite en état d'ivresse.

Le projet d'article autour de trois mesures :

- Une modification de l'échelle des poursuites applicables à une alcoolémie excessive. Le franchissement du seuil de 0,80 gramme d'alcool par litre de sang serait à l'avenir un délit, alors que, actuellement, la loi ne retient qu'une contravention pour les taux compris entre 0,80 et 1,20 gramme ;
- L'aggravation des sanctions contre les auteurs d'accident sous l'empire de l'alcool, ce qui suppose quelques modifications du code des délits et des infractions ;
- L'adoption de l'« éthylomètre » comme moyen légal de dépistage de l'état alcoolique et de dosage de l'imprégnation.

Ces mesures légales vont se doubler d'une plus grande rigueur des

assureurs à l'égard des conducteurs alcooliques. Le « malus » de ces derniers pourra atteindre 250 %, soit trois fois et demie la prime de base (le Monde du 16 juin).

Permis moto

• Dossier explosif, ultra-sensible. Le premier ministre tranchera lui-même incontinent. Le président de la République avait fait des promesses...

Ainsi qualifié-t-on, au ministère des transports, « l'affaire » de la réforme du permis moto mise en chantier il y a un an et qui n'est toujours pas achevée. Les pouvoirs publics veulent réduire le nombre et la gravité des accidents dont sont victimes les motards.

La réforme ne visera pas les cyclomoteurs mais les engins de plus de 50 centimètres cubes.

La question délicate est de savoir quel âge — et à partir de quel âge — s'appliquera aux motos de plus de 80 centimètres cubes ou de plus de 125 centimètres cubes.

APRÈS L'INTERPELLATION DU CORRESPONDANT DE L'A.F.P. EN CORSE

M. Badinter appelle les journalistes à « mesurer leurs responsabilités »

L'envoyé spécial permanent de l'A.F.P. en Corse, M. Jean Virebayre, a été longuement entendu par la police mardi 4 octobre après avoir assisté, sous la présidence de M. Robert Badinter, ministre de la Justice, à une conférence de presse du Front de libération nationale de la Corse (le Monde du 5 octobre). Interpellé dans le cadre d'une enquête en flagrant délit pour

reconstitution de ligue dissoute, M. Virebayre a été retenu pendant une dizaine d'heures. Cette garde à vue marque une modification des rapports entre la presse, la police et la justice dans l'île. Interrogé dès l'annonce de l'interpellation du journaliste, M. Robert Badinter,

garde des sceaux, a déclaré : « Respecter absolument la liberté de la presse, c'est pour moi une évidence, mais je souhaiterais que les journalistes mesurent leurs responsabilités au regard de l'information et de la toute-puissance qu'ils détiennent sur les sensibilités et les réactions collectives. »

Maquis et relations publiques

Lors de sa dernière conférence de presse, le Front de libération nationale de la Corse a innové. Dans la nuit du 3 au 4 octobre, contrairement à toutes ses habitudes, un seul journaliste avait été convié à entendre le porte-parole du mouvement clandestin dans le maquis. Ainsi M. Virebayre, envoyé spécial permanent de l'Agence France Presse en Corse, s'est-il retrouvé face à trois hommes masqués par des cagoules blanches. Pourquoi cet honneur sélectif ? Parce qu'il y a trop de contrôles policiers dans l'île pour assurer le voyage incognito de plusieurs journalistes, ont répondu les hommes en cagoule. Pourquoi lui ? Parce que l'A.F.P. est le meilleur canal national et international de diffusion de l'information...

Pour avoir joué la prudence et pressenti le journaliste le plus « respectable », le F.L.N.C. a attiré des amis à M. Virebayre. Après avoir dicté une longue dépêche à Paris et aimablement prévenu les renseignements généraux de sa randonnée nocturne au maquis, M. Virebayre a en effet été interpellé à son domicile vers 6 h 45. Placé en garde à vue, interrogé, il a été relâché à 16 heures. Les policiers ont perquisitionné chez lui et saisi un texte du F.L.N.C. de treize pages intitulé : « Conférence de presse, octobre 1983. »

M. Virebayre considère qu'il existe « un gros malaise entre les journalistes, la police et la justice en Corse ». Les policiers, raconte-t-il, lui ont demandé à plusieurs reprises : « Pourquoi avez-vous pré-

venu les renseignements généraux après la conférence de presse et non avant ? » Question incompréhensible pour un journaliste. Question élémentaire pour un policier.

Depuis son apparition en 1976, le F.L.N.C. — comme la plupart des mouvements clandestins — s'efforce de maintenir des relations avec la presse. Il ne lui suffit pas de plastiquer, de tirer des coups de feu, de « condamner à mort ». Il lui faut expliquer pourquoi. Le F.L.N.C. a toujours eu le goût des conférences de presse au maquis. Les rendez-vous secrets, les longs parcours en camionnette sur des routes sinueuses, les journalistes — bandeau sur les yeux — invités au silence, les militants en armes reliés par des talkies-walkies, sont autant de manières de démontrer à la presse sa force et son organisation.

Ainsi le F.L.N.C. peut-il faire « passer » son message. Comme par les interviews, accordées parcimonieusement. Comme par les communiqués adressés au quotidien *la Corse-le Provençal*, qui seul, parce qu'il est « le canal habituel », peut authentifier ses textes.

Le F.L.N.C. a besoin de la presse. La presse a besoin du F.L.N.C. parce que l'opinion publique, les forces politiques, les autorités et... les policiers ont besoin de savoir ce que pense le F.L.N.C.

Bien sûr, les militants du Front s'adressent à des journalistes dont ils savent qu'ils respecteront le secret professionnel. Jusqu'à présent, les

policiers les convoquaient après coup. Les journalistes se taisaient. Tout cela sans conséquence. Une sorte d'accord tacite semblait passé entre journalistes et policiers.

Changement d'attitude

La garde à vue de M. Virebayre — même courte — marque un changement d'attitude des autorités. Pour la première fois depuis 1976, policiers et magistrats sont apparemment décidés à jouer « les empêchements de travailler en rond », selon l'expression de l'envoyé spécial permanent de l'A.F.P. Ou, dit autrement, policiers et magistrats semblent décidés à lutter résolument contre les nationalistes. Ils visent à l'« efficacité ». Nous avons assez pris de gants, disent-ils en substance.

Dans cette optique, la garde à vue de M. Virebayre est l'un des épisodes d'une guérilla ouverte entre M. Robert Broussard, commissaire de la République chargé de la police, et certains journalistes accusés de faire de la publicité au F.L.N.C., bref, d'en être les attachés de presse. Les premiers affrontements ont eu lieu en février lorsque la police et la justice demandèrent aux stations régionales de FR 3 et Radio France de diffuser les voix des assassins présumés d'André Schoch, coiffeur sijacien, et que ces dernières refusèrent.

Depuis, M. Sampiero Sanguinetti, rédacteur en chef de FR 3-Corse, a eu l'occasion d'évoquer le climat de « pression permanente »

qui pèse sur la presse (tensions locales, interrogatoires, saisies de films). Depuis, M. Jean-Louis Eysartel, directeur de Radio Corse, a été inculpé de propagation de fausses nouvelles (le Monde, des 6 juillet et 14 septembre).

Est-ce à dire qu'un journaliste ne peut plus travailler en Corse ? Non. Que la collecte des informations est devenue délicate ? Oui. La tâche des journalistes se complique en Corse à mesure que la situation se tend, insaisissable, sur fond d'attentats quotidiens et d'assassinats.

LAURENT GRELSAMER.

(Publicité)

SCIENCES DU JEU

D.E.S.S.

consacré

au jeu et aux jouets

Université PARIS-NORD

Département des Sciences du Jeu

Avenue J.-B. Clément

93430 VILLETANEUSE

Tél. : 821-61-70, poste 6051

Téléétel.

La puissance de l'informatique. La simplicité du téléphone.

Voici Téléétel : tout un monde de services en direct.

Téléétel va donner une nouvelle dimension à votre vie professionnelle, à votre entreprise, quelles que soient sa taille et son activité, et vous ouvrir l'accès à des ressources informatiques de toutes natures et de toutes puissances.

Téléétel, informez-vous en direct.

Chacun peut, de son poste de travail, interroger des banques de données professionnelles ou des services d'information pratique.

Sans intermédiaire, sans connaissances spéciales, sans contrainte d'horaire.

Téléétel, communiquez en direct. En concevant des services internes (boîtes à lettres électroniques, journal d'entreprise...) vous optimisez les circuits de communication dans votre entreprise, sans modifier vos structures, sans bousculer vos habitudes.

Téléétel, agissez en direct. Vous dynamisez votre force de vente, vous resserez vos liens avec vos distributeurs, vos clients, vos fournisseurs, grâce à des services de

consultation (catalogues, stocks, tarifs) et de commande en direct.

Bientôt vous pourrez même proposer directement vos services ou vos produits au grand public (3 millions de terminaux seront installés par les PTT d'ici 1986).

Voici Téléétel, un nouvel outil de compétitivité, une nouvelle liberté pour travailler et entreprendre.

Simple, pratique, économique : le terminal MINITEL 1 coûte 70F par mois en location entretien, la communication coûte 0,30F la minute, indépendamment de la distance.

Téléétel est maintenant disponible pour toutes les professions, partout en France. Pour recevoir un dossier « Spécial Entreprises », écrivez à DGT/Téléétel - BP 111 - 75722 Paris Cedex 15 ou téléphonez au **NUMERO VERT** Appel gratuit 1.68.00.00.00

teletel

UNE NOUVELLE LIBERTÉ

PTT

Télécommunications

PARCOURS ASSOCIÉS



Le terminal télématique le plus simple : un écran, un clavier, une ligne téléphonique et des jouets de commandes en français.

SOCIÉTÉ

AUX ASSISES DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Le voleur véhément

De notre envoyé spécial

Digne. - Le 14 septembre 1979, ses voisins, surpris de ne pas voir l'abbé Henri Brau, soixante-trois ans, curé de Saint-Michel-l'Observatoire depuis vingt-six ans, d'ordinaire plus matinal, forcent la porte du presbytère pour découvrir bientôt, ligoté dans la cave, le corps ensanglanté du prêtre mort. Partout dans la maison des traces de sang et de grand désordre. Beaucoup d'objets d'art religieux, dont l'abbé était un collectionneur passionné, manquent au salon devenu au fil des ans un petit musée.

Une semaine plus tard, jour pour jour, les gendarmes interpellent un homme de vingt-trois ans, Luis-Manuel Albarracin-Jimenez, de nationalité espagnole, qui va très vite avouer être l'auteur du cambriolage, mais niera toujours avoir tué et encore plus torturé. Car l'examen du corps pratiqué par deux médecins, MM. Bernard Mariotti et Raymond Mazaud, impliqués depuis lors dans l'affaire dite des « grâces médicales » de Marseille, révèle des traces de brûlures au thorax et au scrotum, qui, selon eux, ont été provoquées par du courant électrique. Quant à la mort, c'est un étouffement consécutif à une forte hémorragie qui l'a entraînée (le Monde du 21 septembre 1979).

Devant la cour d'assises des Alpes-de-Haute-Provence qui le juge depuis lundi 3 octobre, celui que ses amis surnommaient « Manu » et que le président François Bruyat a choisi d'appeler Albarracin tout court n'a rien, en apparence, d'un meurtrier ou d'un tortionnaire. Front dégarni, fines lunettes dorées, langage châtié, il a plutôt l'air d'un étudiant que d'un homme qui a à répondre aujourd'hui d'un homicide volontaire, tortures et vol qualifié.

Amour fou

De fait, cet Albarracin est un paumé, un écorché vif. Né en Espagne, mais venu très jeune en France, il n'a pratiquement pas connu son père, un alcoolique notoire, et sa mère, éternellement malade, n'a su ni le lever. Toute son enfance, jalonnée de crises d'épilepsie, a été ballottée çà et là de foyers d'action éducative en centres médico-sociaux. A quatorze ans, pour la première fois, il va tater de la fugue et il récidivera à de multiples reprises, jusqu'au-delà de nos frontières. Ce qu'il appelle un « pari stupide » va le mener, à dix-sept ans et demi, à s'engager dans la Légion étrangère. Et les médecins militaires vont vite le réformer pour « nervosité et indiscipline ».

Tantôt à Manosque - sa mère s'est fixée dans la région - tantôt à

Aix puis à Marseille il vit alors d'expédients, et cherche même dans la drogue des consolations éphémères. Pourtant, en 1975, le voilà qui tombe amoureux fou de Michèle Ciccolini, dont il aura un peu plus tard un fils, Tristan, âgé aujourd'hui de six ans. Mais cet amour ne va pas le ramener vers un chemin « normal ». Pas du tout : en avril 1976, il est condamné à deux ans de prison, dont seize mois avec sursis, pour avoir sévèrement rossé un photographe qui avait pris de son amie des clichés un peu trop déshabillés à son goût.

Un an plus tard, chargé du nettoyage dans une banque de Manosque, il soustrait cent vingt mille francs dans le coffre-fort et s'enfuit en Italie. Nouvelle condamnation par contumace. Revenu en France, il est impliqué dans un hold-up commis dans un supermarché de Manosque. Si la cour d'assises des Alpes de Haute-Provence prononce au bénéfice du doute un non-lieu en sa faveur en mars 1979, il purgera néanmoins l'année de prison qui lui a été infligée pour le vol à la banque. En juin 1979, il est libre. Mais Michèle n'a pas attendu : elle vit maintenant avec un autre, ce qu'il ne saura jamais supporter.

L'abbé Brau, lui, c'était un colosse, un personnage haut en couleur, digne de figurer dans la galerie de caractères rassemblés par Giono. Une personnalité pourtant controversée : bon vivant mais homme de bien pour les uns, il n'est, pour les autres, qu'un vieux pivoire ; collectionneur passionné d'art sacré, il passe aux yeux de certains pour un brocanteur sans scrupules qui n'aurait pas hésité à flirter avec le monde des petits casseurs et des recycleurs pour agrandir sa collection riche d'un millier de pièces, allant de la médaille à deux sous aux ciboires ornements, voire aux pieuses peintures anciennes. Pourtant, l'estimation, faite en 1980, de tout ce que contenait son fameux « musée » se chiffre à 130 000 francs, une somme bien dérisoire.

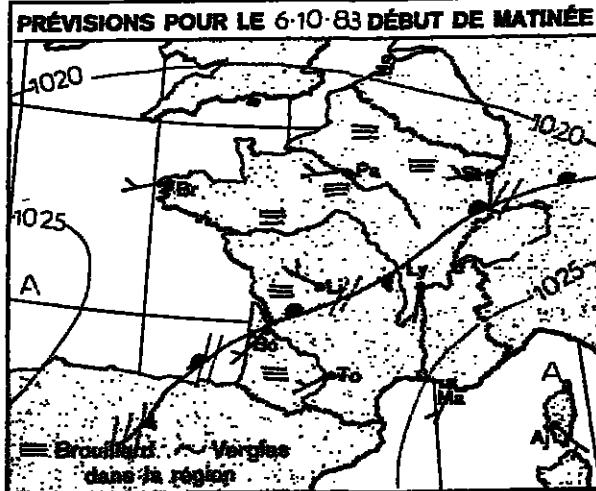
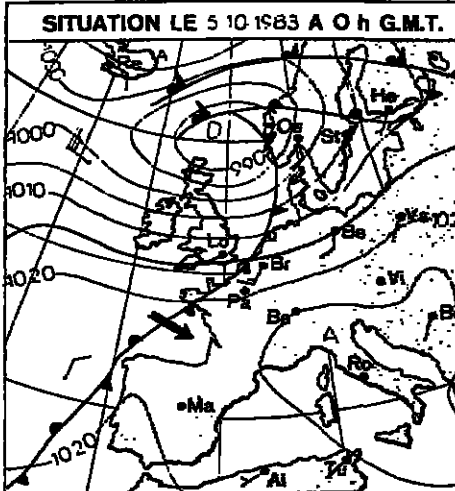
Devant ses juges, Albarracin va dire, sans rien dissimuler, comment l'idée lui est venue de cambrioler le presbytère, dont il estimait assurément le contenu très au-dessus de sa valeur réelle. Comment il est venu, pendant le mois qui a précédé le meurtre, visiter à deux reprises l'innocent curé sous des prétextes fallacieux. Comment, durant la nuit du 13 au 14 septembre, il a tenté d'abord d'intimider l'abbé Brau avec un pistolet en plastique, puis de le neutraliser avec une bombe lacrymogène. Comment l'abbé s'est défendu et comment la bagarre entre les deux hommes est devenue « violente, terrible, angoissante ». Il raconte comment, une première fois, il a conduit le prêtre à demi inconscient à la cave, puis est remonté pour entasser son butin dans deux valises. Et lorsqu'il redescendra, l'abbé qui a récupéré l'attend de pied ferme et le corps à corps reprend de plus belle. Cette fois Albarracin va terrasser son adversaire avant de le ligoter sur un vieux lit-cage remis dans la cave, puis achever le pillage et s'enfuir. On connaît la suite.

La déposition des médecins experts, prévue pour ce mercredi, et dont l'un, le docteur Mariotti - la chose est assez rare pour être notée - viendra menottes aux mains jusqu'à la salle d'audience, devrait faire enfin la lumière sur un point capital. Albarracin a-t-il ou non torturé le vieux prêtre à l'aide des fils électriques attachés au commutateur de la cave ? Il l'a toujours nié, le nie encore avec la même véhémence : voleur oui, mais ni meurtrier ni tortionnaire.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 5 octobre à 0 heure et le jeudi 6 octobre à minuit.

Un front froid descendant, arrivant dans le champ de pression anticyclonique se frontalise en progressant à travers le pays. Les nuages de marge d'une autre perturbation s'approcheront de la Manche en fin de journée de jeudi.

Jeudi matin, le temps sera souvent brumeux avec des brouillards locaux, plus fréquents sur la moitié nord et l'Aquitaine. Le ciel sera passagèrement nuageux du Bordelais au Massif Central, à la Franche-Comté et au nord des Alpes. Les températures minimales seront de 14 à 16 degrés sur le pourtour méditerranéen, 11 à 13 degrés ailleurs.

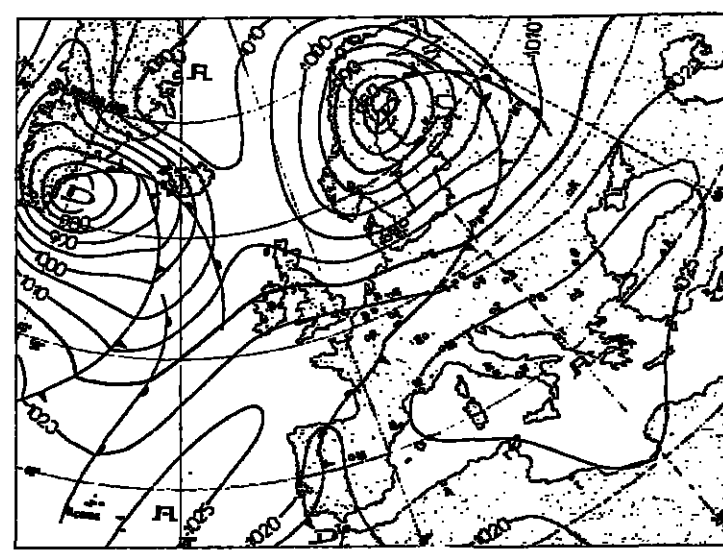
L'après-midi, le temps sera bien ensoleillé. Toutefois, des nuages élevés et moyens seront présents dans le ciel d'Aquitaine et de Charente, en liaison avec une onde du front froid mentionné, tandis qu'en soirée apparaîtront de tels nuages près de la Manche, annonciateurs de la prochaine perturbation.

Les températures maximales resteront supérieures aux normales avec 26 à 27 degrés de l'Aquitaine aux régions méditerranéennes, 19 à 21 degrés près de la Manche, 22 à 24 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 5 octobre 1983 à 7 heures, de 1 022 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 octobre ; le second le minimum de la nuit du 4 octobre au 5 octobre) : Ajaccio, 24 et 13 degrés ; Biarritz, 28 et 17 ; Bordeaux, 30 et 12 ; Bourges, 28 et 13 ; Brest, 19 et 11 ; Caen, 25 et 13 ; Cherbourg, 21 et 12 ;

PRÉVISIONS POUR LE 6 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Clermont-Ferrand, 27 et 14 ; Dijon, 24 et 12 ; Grenoble, 27 et 8 ; Lille, 25 et 14 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille-Marijuana, 25 et 14 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 24 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 16 ; Paris-Le Bourget, 21 et 16 ; Pau, 28 et 13 ; Perpignan, 30 et 14 ; Rennes, 25 et 11 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Tours, 26 et 14 ; Toulouse, 28 et 13 ; Poitiers-Pitre, 32 et 22.

16 ; Bonn, 28 et 17 ; Bruxelles, 26 et 15 ; Le Caire, 28 ; Des Canaries, 27 et 22 ; Coppenhague, 16 et 15 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 25 et 24 ; Genève, 24 et 9 ; Jérusalem, 21 et 13 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 24 et 12 ; Luxembourg, 23 et 14 ; Madrid, 26 et 12 ; Moscou, 8 et 6 ; Nairobi, 26 et 17 ; New-York, 29 et 6 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 24 et 12 ; Stockholm, 14 et 13 ; Tazour, 29 et 22 ; Tunis, 27 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES -

VENDREDI 7 OCTOBRE

« Le Musée de la marine », 15 h, place du Trocadéro, M= Bouquet des Chaux.

« Le quartier de l'Odéon », 15 h coin des rues de Condé et des Quatre-Vents, M= Garnier-Albige.

« Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h, devant l'église, M= Guiller.

« Cimetière de Montmartre-Camille », 15 h, entrée avenue Rachel, M= Opéra.

« Autour de la rue de Sévres », 15 h, 42, rue de Sévres, M= Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Marillio », 14 h 30, Musée du Louvre (Approche de l'art).

« De l'enclos du Temple à l'hôtel Talard », 14 h 30, métro Temple (Arts et curiosités de Paris).

« Le Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).

« L'Opéra », 13 h 30, entrée (P-Y. Jaslet).

« Le Palais de justice », 15 heures, grille du Palais, boulevard du Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs, Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

EN BREF

AUTOMOBILE

RENAULT 5 « SUPER CAMPUS ».

— Renault lance une nouvelle série limitée dont l'appellation est « Super Campus » en France et « Parisienne 2 » dans les pays européens où elle est commercialisée (Allemagne, Autriche, Danemark, Grèce, Italie, Pays-Bas).

La Renault 5 « Super Campus » reprend tous les éléments qui ont fait le succès de la version précédente (Campus), mais reçoit une nouvelle motorisation dérivée du Cidre-forte : cylindre 956 centimètres cubes ; puissance : 44 ch DIN à 5 500 tours minute (+ 19 %).

couple : 6,5 mkg DIN à 3 500 tours minute (+ 10 %).

★ Prix en France : 36 300 F.

COLLOQUES

ÉCHANGES FRANCO-ISRAËLIENS.

— La revue Valeurs Actuelles et la chambre de commerce franco-israélienne sont à l'origine du premier colloque Techno-Is sur les échanges technologiques franco-israéliens qui aura

lieu le 12 octobre à Paris. Il s'adresse aux responsables d'entreprises soucieuses de développer leurs profits par le perfectionnement continu de leurs technologies et l'accès en « franchise de droits » au marché nord-américain. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, et Alain Poirer, président du Sénat, présideront ce colloque.

★ Colloque Techno-Is, 1, rue Georges-Berger, 75017 Paris. Tél. : 763-90-43.

SÉMINAIRE SUR LES TENSIONS EST-OUEST. — Le Centre de formation aux réalités internationales (CEPRI) organise à Paris, les 11 et 12 octobre, un séminaire sur les tensions stratégiques Est-Ouest et le rôle de la France. Interventions de Lothar Rueli, secrétaire d'État au ministère fédéral allemand de la défense, Paul-Marie Henry, ancien ambassadeur de France à Beyrouth ainsi que de membres des ministères de la défense des Relations extérieures et du commerce extérieur.

★ CEPRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 336-44-41.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 5 octobre 1983 :

DES DÉCRETS

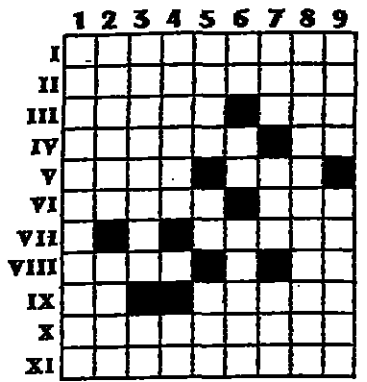
● Conférant le rang et appellation de vice-amiral d'escadre, portant promotions, nominations, affectations et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

● Relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel.

● Portant création de l'Établissement public de l'Opéra de la Bastille.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3552



HORIZONTALEMENT

I. Sont autant assommants qu'ils peuvent être éblouissants. — II. Nous fait parfois faire une drôle de figure. — III. Situation brillante qui peut nous laisser froid. Fait passer le courant entre l'Autriche et l'Allemagne. — IV. Saignement de la tête. Symbole chimique. — V. Collision entre deux poids lourds. Se donne parfois mais se prend régulièrement. — VI. Vieille lune. Se faisait à « pieds » pour certains champions. — VII. Genre de chasseur qui tire en l'air. — VIII. Fer à repasser. Se remouille sur la poêle. — IX. Note. Ne peut donc être occupé que par des menus travaux. — X. « Parfait » toujours la bouche pleine. — XI. A donc l'air à l'œil.

VERTICALEMENT

1. Artistes de métier. — 2. Ne peut donc que mener une vie végétative. Règle une tournée de tégula. — 3. L'homme ou la femme au foyer. Symbole chimique. — 4. Traite des affaires avec dureté. Accord passé. — 5. Que le groupe a rendu solide. Possessif. Temps de rebelles. — 6. Conjonction. Caractères principaux. A donc quelques difficultés à digérer. — 7. En Suisse. Pour nous c'est de l'ibère ! Se suivent en tubant. — 8. Passe sur la table pour une opération de la main. — 9. Si certains nous sont donnés, d'autres nous sont interdits. Nettement plus propre.

Solution du problème n° 3551

Horizontalement

I. Paparasse. — II. Alevinier. — III. Repassage. — IV. Ails. Elus. — V. Chas. AL. — VI. Homme. Gag. — VII. Un. Echo. — VIII. Intègre. — IX. As. Termes. — X. Gai. Une. — XI. Ecrite. H.

Verticalement

1. Parachutage. — 2. Alecron. Sac. — 3. Péplum. IR. — 4. Evase. ment. — 5. Ris. Secteur. — 6. Anse. Hémé. — 7. Sialagoge. — 8. Segua. Ré. — 9. Eres. Grésil.

GUY BROUTY.

PÊCHE

LES HARENGS DE LA DISCORDE

Après avoir ferraillé pendant deux jours, les ministères de la C.E.E. chargés de la pêche se sont, à nouveau, séparés sur un échec, mardi soir 4 octobre. Raison de la discorde : la répartition entre les pays du stock communautaire de harengs à capoturer en mer du Nord, soit 54 300 tonnes.

C'est la quatrième fois, depuis le début de l'année, que les Dix restent brochantes de leur partie de pêche tant à Lorient qu'à Brest, tant à Brest qu'à Lorient, tant à Brest qu'à Lorient, tant à Brest qu'à Lorient. En dépit des recommandations des experts scientifiques qui soulignent que le hareng est une espèce fragile, il avait fallu intervenir en pêche dans certaines zones entre 1977 et 1982 tant les stocks s'étaient raréfiés, les égoïsmes nationaux l'ont encore emporté : additionnées, les demandes des pays atteignent 125 % des captures disponibles.

Pour quelques tonnes de harengs — même si ce produit pèse lourd dans les économies de Brest-Lorient-Mer ou de certains ports du Benelux et du Danemark — la C.E.E., une nouvelle fois, avec son impuissance à réglementer l'exploitation de la mer et de ses richesses. Et l'on s'étonnera qu'elle s'oppose à l'usage de la mer.

JUSQU'AU
8 OCTOBRE

prix exceptionnels

DANS TOUS LES RAYONS

AUX TROIS QUARTIERS

17, BOULEVARD DE LA MADELINE, PARIS

المجلة 1525

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le cinéma, c'est le grand art



Lillian Gish nous accueille chez elle, à New-York, dans un appartement bonbonnière, tout près de l'East River, où elle vint s'installer avec sa mère après son départ d'Hollywood. Cette mère est toujours présente dans sa pensée, tout comme sa sœur Dorothy, morte en 1968. On ne discute pas vraiment avec Miss Gish, tant ses certitudes sont inébranlables : l'art de l'acteur, pour celle qui reste peut-être la plus grande interprète du cinéma muet, devient un art de vivre. — L.M.

Octobre

— VENDREDI 7 : *L'Image-mouvement*, essai sur le cinéma de Gilles Delanoë, publié par les Éditions de Minuit, sort en librairie.

— MERCREDI 12 : Dis-seul aux après avoir embrassé la critique, Gertrud revient sur ses écusons en film précurseur. Pour accompagner cette deuxième carrière, une rétrospective intégrale de l'œuvre du cinéaste Carl Theodor Dreyer, deux livres et une exposition.

— JEUDI 13 : Lillian Gish est l'invitée de la Cinémathèque française, qui présente jusqu'au 29 octobre quarante des films qu'elle a interprétés (sous la direction de Griffith, Vidor, Sjostrom, Laughton, Altman, etc.).

— VENDREDI 14 : Lillian Gish a quatre-vingt-sept ans. Elle assiste au théâtre de la Bastille à la première représentation d'un spectacle chorégraphique qui lui est dédié, avec Caroline Maroudé et Lila Green. L'auteur, Catherine Berge, a conçu et réalisé l'hommage de Paris à la comédienne, comme elle l'avait fait en octobre 1981 pour King Vidor.

Paris reçoit Lillian Gish

La carrière de Lillian Gish s'étend de 1912, quand elle débute avec sa sœur cadette Dorothy dans *An Unseen Enemy*, jusqu'en 1983. Cette année elle ne compte pas moins de trois films à son actif : un portrait filmé par Jeanne Moreau pour la télévision française, *Hobson's Choice*, réalisé pour la télévision américaine, et pour Hollywood *Hambone and Hilby*.

D'elle, François Truffaut écrit en 1980, dans le catalogue publié par le Musée d'art moderne de New-York : « Lillian Gish, une actrice splendide et exemplaire dont la vie est strictement parallèle à

l'histoire du cinéma comme les deux rails de l'Union Pacific Express. » Que cette carrière qui épouse le siècle ait débuté sur les planches dès 1902, que le théâtre soit resté pour elle une référence fondamentale, et d'abord dans les années 30, quand, un peu écartée par Hollywood, elle retourne à ses premières amours et connaît la gloire à Broadway, ne change rien au sens d'une aventure artistique intemporelle par certains aspects, et pourtant si profondément enracinée dans son siècle, dans une Amérique puritaine, protestante, imprégnée encore de la morale victorienne.

« NOUS ne sommes pas venues au théâtre et au cinéma, mère, ma sœur Dorothy et moi, par vocation mais par nécessité, explique Lillian Gish. Mère avait épousé un homme très jeune, fils unique, qui l'installa chez grand-maman Gish, où nous naquimes, Dorothy et moi. Nous émigrâmes à Baltimore puis à New-York. Il ne réussit pas à nous faire vivre. Mère le renvoya : « Revenez quand vous serez capables de gagner votre vie. Je peux entretenir trois personnes, pas quatre. » Nous avions deux chambres à coucher. Mère nous prit dans sa chambre et l'autre pièce à deux actrices. Elles lui dirent que, mince, jeune comme elle était, elle pourrait facilement trouver un emploi à la scène. Elle fut embauchée par la troupe Proctor pour jouer les ingénues. Elle avait un peu plus de vingt ans.

caméra, le montage. Nous passions douze heures par jour au studio, sept jours par semaine, et nous adorions ça.

« Il travaillait tellement, M. Griffith ! Si nous faisions douze heures, il en faisait quatorze ou quinze. Il ne sortait jamais. Les employés me demandaient : le patron a-t-il un ami, un parent ? ne sort-il jamais pour déjeuner ? On n'écrivait jamais de scénario, rien. Le seul écrit, c'était votre chèque, et votre nom sur le chèque. On ne signait pas de contrat, une poignée de main suffisait : vous suez tant, vous travaillez tant de jours. Personne n'oubliait. Et il ne revenait jamais sur la parole donnée. Mais il n'avait aucun sens des affaires, il ne savait pas. Ils voulaient le renvoyer après *Naissance d'une nation*, en 1915. Le film fit le tour du pays, vingt-cinq millions d'Américains l'ont vu, chiffre inconnu alors. Dans certaines petites villes, le film fut vu trois fois par toute la population. On n'explique pas de tels résultats par l'argent seul.

« Pour *Intolérance* (1916), son film le plus célèbre avec *Naissance d'une nation*, M. Griffith évoquait le fleuve Mississippi, comment il traverse le pays, comment tous ses affluents rejoignent le grand fleuve et forment un tout. Il voulait raconter l'histoire du monde. Je ne tiens qu'un petit rôle, je l'ai aidé dans la recherche historique pour l'épisode babylonien et pour l'épisode français.

Une plate-forme tirée vers le ciel

« Je travaillais dans d'autres productions au studio, mais il me demandait souvent de choisir les meilleures prises de vues. Parce que, disait-il, ses yeux étaient fatigués. Vous êtes jeune... Mais attention, je verrai tout ce que vous avez écrit, de manière à vraiment choisir le meilleur. La version finale durait au moins cinq heures. C'est le plus beau film que j'aie jamais vu.

« J'étais avec M. Griffith et Billy Bitzer, le cameraman, mes pieds suspendus dans le vide, lorsqu'on a tourné la fameuse scène de foule de l'épisode babylonien, avec la caméra qui glisse dans l'espace. Nous nous-

tenions sur une étroite plate-forme mobile, tirée vers le ciel par une sorte d'ascenseur. M. Griffith voulait que tout soit également au point, le premier plan, l'arrière-plan à 400 mètres là-bas, avec les gens qui marchent sur les murs. Billy Bitzer lui répondit : c'est impossible. Bonne raison pour le faire, répliqua-t-il. Nous tournâmes toute la longueur d'une bobine, nous descendîmes lentement, très lentement, et nous cadrâmes les deux petites colombes atelées à un chariot en or, avec une rose destinée à la princesse bien-aimée. C'était si beau. Nous avions trois mille figurants dans le décor.

Si vous êtes si forte Miss Gish...

« J'ai toujours été très franche avec M. Griffith. J'avais le regard cinéaste, je voyais tout de son point de vue. Et il me faisait confiance. Je me souviens, dans *Les Deux Orphelins* (1922), quand je descendis les marches de la guillotine. Il pouvait voir à mon visage que je n'étais pas du tout contente. Je lui dis : c'est bien, mais comme n'importe quel film. Eh bien, me dit-il, si vous êtes si forte, Miss Gish, montrez-nous comment jouer la scène. Ce que je fis. La scène achevée, il s'agenouilla, prit mes deux mains et les baisa. Je suis restée son amie jusqu'à sa mort.

« *Les Cœurs du monde* (1918) fut tourné en partie dans les lignes françaises, en pleine guerre. M. Griffith était venu à Londres pour présenter *Naissance d'une nation* et *Intolérance*, en 1916. On lui demanda de réaliser un film de propagande pour encourager l'Amérique à entrer dans la guerre. Il visita le front fin 1916 et début 1917. C'était horrible, le front, rien que de la boue, des rats, il avait plus tout le printemps. Les soldats — c'étaient des Français — vivaient enfoncés dans cette boue jusqu'au genou. Si vous aviez vu leur tête quand ils nous virent, trois femmes, en ce lieu ! Nous étions à portée de canon de l'ennemi.

« A Londres, nous avons vu la mort d'encore plus près. Un jour, les avions allemands s'approchèrent, disposés en éventail. Du Savoy où nous logions, nous crûmes qu'ils allaient bombarder le Parlement, ce

qu'ils ne firent pas. Ils lâchèrent leurs bombes sur Whitechapel et les quartiers pauvres. Quatre-vingt-seize enfants furent tués dans une école maternelle. M. Griffith nous emmena dans un taxi voir la scène, pères et mères qui cherchaient les bras et les jambes de leurs enfants. Si Dieu le permet, expliqua-t-il, vous n'aurez jamais plus pareille occasion de voir une telle scène, de voir l'émotion. Vous ne commettrez rien de la vie.

« Étudiez-vous vous-même, si vous voulez apprendre à jouer. Vous vous apercevrez vite de vos fautes. Je n'ai jamais pris de leçon. La seule consigne que j'aie reçue, à cinq ans : « Article bien, sois claire. » Quand j'ai débuté au cinéma, j'ai remarqué que je faisais des grimaces, aussi j'ai accroché un petit miroir près de la caméra pour ne plus grimacer. John Barrymore aimait dire : « Si vous restez assez longtemps devant la caméra, elle révélera non seulement qui étaient vos ancêtres, mais aussi ce que vous avez pris au petit déjeuner. » Pour moi, la caméra, c'est un peu une âme. Si vous avez l'air de jouer, ça se voit, c'est mauvais. Au contraire, si c'est réel, on vous croit.

De vieilles roses blanches

« J'ai connu Eleonora Duse en Italie, alors que je tournais *La Sœur blanche*, avec Henry King, en 1923. Nous allâmes la voir jouer dans un théâtre romain, immense. Les gens lisèrent leur journal. Quand le rideau se leva, on n'entendit pas les lumières, ils continuèrent à lire le journal. Et elle s'avança sur la scène, petite femme fragile à la chevelure blanche. Je m'étais installée au premier rang, tout près. J'adorais son style, très cinématographique. Après la représentation, un petit garçon lui apporta une couronne de fleurs, de vieilles roses blanches fanées. C'était si triste. On l'applaudit un moment.

L'enfant rampe encore

« J'ai connu Sarah Bernhardt, toute petite fille, j'avais six ans, je jouais avec elle, je ne sais plus dans quelle pièce. Elle était flamboyante, elle possédait aussi un grand sens publicitaire. Mais Duse, c'était la perfection. Et elle mourut. Elle jouait à Pittsburgh, je suis venue jouer à Pittsburgh. Elle avait peur des gens, de la foule. Un jour de pluie, elle sortit par une allée détournée, sans parapluie, prit froid. Je demandai plus tard à une ouvrière de quoi elle était morte. D'humiliation, vraiment, me répondit-elle, elle n'avait plus d'argent. Elle est venue mourir chez nous parce qu'il n'y avait plus de place pour elle en Italie.

« J'ai eu le privilège de jouer *Hamlet* face à John Gielgud en 1936, j'étais Ophélie. Il ne jouait pas *Hamlet*, il était *Hamlet*. Tous les machinistes l'observaient à chaque représentation, immobiles. Jamais, en cinquante ans de théâtre, je n'ai vu pareil spectacle. Il est le plus grand acteur shakespearien vivant.

« Je n'aime pas la télévision, je ne la regarde guère. Elle est si mauvaise, les acteurs ne savent pas parler anglais. Le cinéma reste le grand art, la grande découverte de notre siècle. Mais on l'ignore. C'est la première histoire vivante que nous transmettrons à nos héritiers. L'enfant rampe encore, nous ne savons même pas nous tenir droits. »

Propos recueillis par LOUIS MARCOTELLES.

COMÉDIE-FRANÇAISE

salle Richelieu
OCTOBRE 1983
EN ALTERNANCE

VICTOR

OU
LES ENFANTS
AU POUVOIR
VITRAC
mise en scène
Jean BOUCHAUD

L'AVARE

MOLIÈRE
mise en scène
Jean-Paul ROUSSILLON

LES ESTIVANTS

GORKI
mise en scène
Jacques LASSALLE



de 11h à 18h
T.L.J.

Le moment ou jamais de tout savoir

Le montreur de visages

Guide pour un événement

EN ces temps où le cinéma mondial semble n'avoir plus rien à inventer, où les spectateurs, conditionnés par le pillage des campagnes publicitaires, ne fréquentent plus guère que les films-objets de consommation conçus sur les ordres d'un « mode », un pari insensé : sortir Carl Theodor Dreyer des histoires du cinéma et des cinéastes. Lui donner une audience publique. L'offrir comme phénomène culturel populaire. L'enjeu ? La survie de l'exploitation indépendante et un renouvellement des valeurs cinématographiques.

FILMS.

Courts métrages. — *L'Aide aux mères* (1942) ; *Combat contre le cancer* (1947) ; *L'Eglise de campagne* (1947) ; *Il attrapait le bac* (1948) ; *Thorvald* (1949) ; *Le Pont de Stenstrom* (1950) ; *Un château sur un châtelet* (1954). Tous tournés au Danemark.

Longs métrages. — *Le Président* (1918, Danemark) ; *Pages arrachées au livre de Satan* (1919, Danemark) ; *La Quatrième Alliance de dame Marguerite* (1920, Suède) ; *Aimez-vous les uns les autres* (1921, Allemagne) ; *Il était une fois* (1922, Danemark) ; *Michael* (1924, Allemagne) ; *Le Maître du logis* (1925, Danemark) ; *Les Fiancés de Glomdal* (1925, Norvège) ; *La Passion de Jeanne d'Arc* (1928, France) ; *Vampyr* (1930-1931, France) ; *Dies irae (Jour de colère)* (1943, Danemark) ; *Deux Etres* (1944, Suède) ; *Ordet (la Parole)* (1954, Danemark) ; *Gertrud* (1964, Danemark).

SALLES :

La rétrospective intégrale est une initiative de Dominique Paini et de Philippe Arnaud. Elle est organisée avec le concours du Danemark Film Museum et de la Cinémathèque française. Les films sont présentés du 12 au 25 octobre au studio des Ursulines, à Paris, au Palais, à Brunoy, au cinéma La Lanterne, à Courbevoie, au Rex, à Châtigny-Malabry, et à la Maison de la culture du Havre.

Réédition en copie neuve de *Gertrud*, projeté à partir du 12 octobre aux Ursulines ainsi qu'au Studio de l'Etoile et à l'Olympie Entrepôt. Les Ursulines et le Rex accueillent également *Vampyr*.

TEXTES :

Les Cahiers du cinéma, Editions de l'Etoile, publient *Réflexions sur mon métier*, par Dreyer (160 pages, 88 F), et la Cinémathèque française un recueil des scénarios des films tournés en France et d'inédits (*Œuvres cinématographiques 1926-1934*, 256 pages, 125 F).

EXPOSITION :

Carl Th. Dreyer, un cinéaste danois : Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Du 12 octobre au 7 décembre.

CONFÉRENCE :

« Les Années françaises de Dreyer » (du 12 octobre à 19 h 30, Palais de Chaillot) ; « L'Homme et l'Œuvre » (le 13 octobre à 19 h, Maison du Danemark), par Maurice Drouzy. Projection-débat le 14 octobre à 20 h, au Studio des Ursulines.

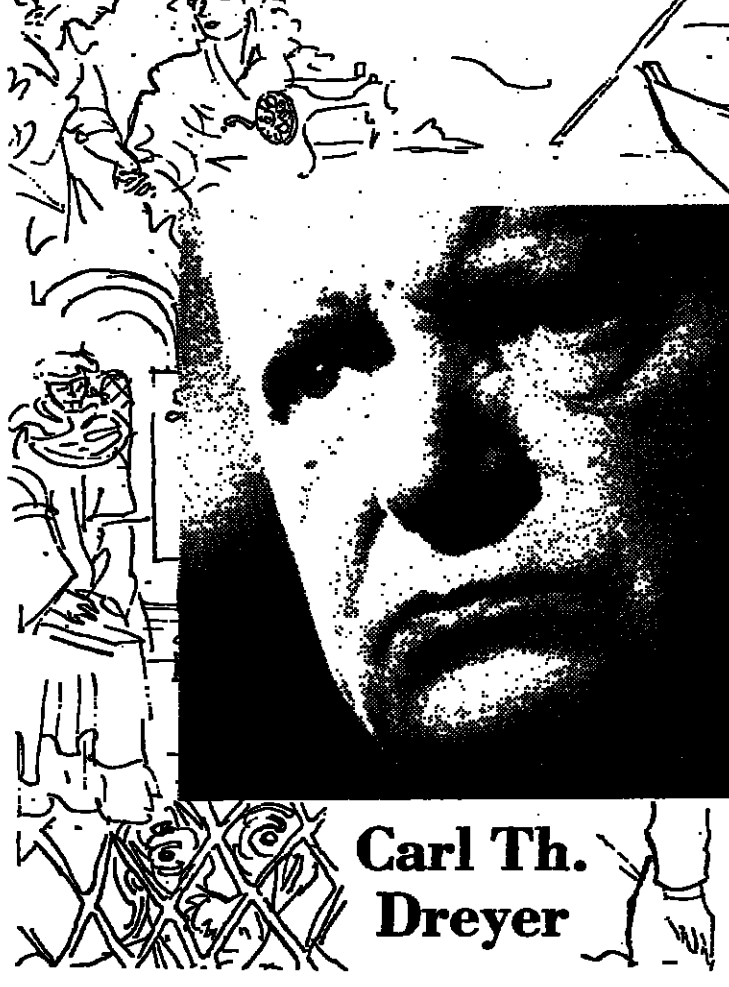
La gloire n'a pas manqué à Dreyer de son vivant. Dans les années 20, il était considéré comme un des maîtres du cinéma mondial. *La Passion de Jeanne d'Arc*, sa dernière œuvre muette, devait, en 1928, à l'Exposition universelle de Bruxelles, être classée dans les dix meilleurs films de tous les temps. Après une longue absence, *Dies irae* (tourné en 1943, sorti en France en 1947) l'avait fait redécouvrir, et il fut, de nouveau, célébré.

Cette gloire, pourtant, lui venait des intellectuels, cinéastes, historiens et critiques. D'où cette image, longtemps entretenue, d'un cinéaste austère, hiératique, plantant dans les nuées d'un Panthéon où, pour s'être penché sur les grands mystères de l'âme et de la mort, il devait, pour le moins, rencontrer Dieu.

On sait, depuis la parution, l'an dernier, du livre de Maurice Drouzy, *Carl Th. Dreyer, né Nilsson*, qu'il était le fils naturel d'une servante suédoise, encainte de son patron, venue accoucher à Copenhague en 1889 et qui, deux ans plus tard, connut une fin tragique. Elle avait renoncé à ses droits sur l'enfant pour le faire adopter par un typographe de Copenhague, Carl Theodor Dreyer, auquel il dut son état civil officiel. Le jeune Nilsson-Dreyer découvrit, à dix-neuf ans, le secret de ses origines et s'employa toujours à le dissimuler.

L'enquête de Maurice Drouzy allait le conduire à un nouvel examen des films de Dreyer, s'appuyant sur l'hypothèse d'une autobiographie cachée, avec dominante de la mère inconnue, relation aux parents adoptifs. On peut en tenir compte sans pour autant s'engager totalement sur ce terrain psychanalytique. Aujourd'hui, le livre de Maurice Drouzy (passionnant ouvrage de référence) éclaire surtout, et c'était nécessaire, la nature humaine du cinéaste, nous le rend plus familier, plus vivant, plus proche.

De toute façon, en se lançant dans la création cinématographique, Dreyer savait, lui, ce que tout le monde ignorait. « N'est-il pas vrai, déclara-t-il un jour, que les grands drames se jouent dans le secret ? »



Carl Th. Dreyer

Les hommes cachent leurs sentiments et ils évitent de laisser voir sur leur visage les tempêtes qui se passent dans leur âme. La tension est souveraine et ne se déchaîne que le jour où la catastrophe arrive » (1).

La plupart des films de Dreyer mettent en scène un conflit entre l'ordre moral, social, religieux et l'instinct de vie des êtres menacés. Fier de son métier, le cinéaste se considérait, modestement, comme un artisan qui « tout en travaillant se forme des idées sur son travail ».

La solitude du vieillard célèbre

Il montre à nu le visage de l'homme pour y chercher ce qu'il y a derrière les apparences : les émotions, les sentiments et, oui, l'âme. Du visage, il disait : « C'est une terre qu'on n'est jamais las d'explorer. Il n'y a pas de plus noble expérience, dans un studio, que d'enregistrer l'expression d'un visage sensible à la mystérieuse force de l'inspiration, de le voir s'animer de l'intérieur et se charger de poésie. » Cette autre citation nous paraît, avec le recul du temps et la réflexion acquise, la plus belle définition de ce qu'il appelait son « travail ». Pour nous, son art.

L'art de Dreyer est, au fond, très simple, et, dix-huit ans après la disparition du cinéaste, on lui rendra toute justice en le replaçant dans cette perspective d'une simplification fondamentale. Montreur de visages, il se voulait réaliste et non

mystique, comme se sont acharnés à le faire croire les exégètes spiritualistes, parce qu'il y avait, chez lui, des pasteurs rigoristes, des sorciers, des confrontations d'attitudes religieuses, le « miracle » d'*Ordet*, la présence ou l'absence de Dieu. Et par son réalisme (en décors naturels ou en studios) — réalisme dépouillé, rigueur du style — il a transmis ce qu'il y avait au fond des êtres, de la psychologie au surréalisme, parfois.

S'il a précédé Bresson par certains aspects, on ne peut pas les comparer vraiment. Bresson est autre. Ingmar Bergman s'en rapprocherait davantage, ne serait-ce que par les racines scandinaves. Mais, en vérité, Dreyer est resté unique et d'une originalité devantant souvent, du met en scène, les recherches du langage cinématographique moderne. Ses deux premiers films, *Le Président* et *Pages arrachées au li-*

vre de Satan, se réfèrent, avec une maîtrise en train de s'affirmer, à Griffith, le « père fondateur ». Un peu plus tard, le *Maître du logis*, tragédie intimiste, transforme le Kammerspielfilm (cinéma de chambre) allemand, déjà reconstruit dans *Michael*.

C'est sans doute avec *La Passion de Jeanne d'Arc* — film auquel le public français préfère les enluminures médiévales de la *Merveilleuse Vie de Jeanne d'Arc*, de Marco de Gastagne, réalisé à la même époque — qu'éclate la nouveauté de Dreyer. Il utilise des acteurs non maquillés, non apprêtés, fait tondre pour de bon la chevelure de l'actrice Renée Falconetti, montre les visages en gros plans avec le grain de la peau, les traits saisis dans leur réalité la plus intime, construit des cadres selon l'équilibre interne des scènes et des rapports des personnages, reconstruit l'atmosphère historique par une stylisation presque abstraite. Et les paroles se lient sur les lèvres. Ici, on pense à Godard... qui n'était même pas né. En 1962, dans *Vivre sa vie*, Godard, le « fou de Dreyer » (il sera l'un des rares à comprendre la beauté et l'importance de *Gertrud*, la dernière œuvre), place la Danoise Anna Karina en gros plan face aux gros plans de *La Passion de Jeanne d'Arc*, au cours d'une séance de cinéma.

On a beaucoup parlé aussi de l'esthétique de Dreyer, cette science affinée des nuances du blanc, du noir et du gris, cette plastique attirant le fantastique de *Vampyr* ou rappelant Rembrandt dans *Dies irae*. Dreyer

avait un œil de peintre, mais son esthétique picturale renvoie à l'ordre rigide dont ses personnages sont prisonniers, avec la « tension souterraine » de leurs visages, les passions fœtales cherchant à rompre les conventions étouffantes ou les forces invisibles qui veulent avoir raison de la liberté et de l'amour.

On oublie trop que ce grand homme, haussé une fois pour toutes sur le pavé de la consécration historique, n'eut pas dans son activité créatrice une situation facile. De 1919 à 1964, il réalisa seulement quatorze films, dont sept au Danemark, deux en Suède, deux en Allemagne, un en Norvège et deux en France. Après l'échec de *Vampyr*, et parmi tant de projets non aboutis, celui d'une étrange aventure en Somalie, il rentra au Danemark et resta dix ans sans tourner autre chose que, de temps à autre, des courts métrages de commande.

Ce qu'il a apporté au cinéma parlant n'est rien à côté de ce qu'il au-

rait pu lui donner. L'envers de la renommée mondiale fut, pour lui, le refus des producteurs auxquels il faisait peur. Onze ans séparant *Dies irae d'Ordet*, avec la parenthèse suédoise de *Deux Etres*, film qu'il a renoncé. Et dix ans séparant *Ordet* de *Gertrud*, ce magnifique retour à la tragédie théâtrale et intimiste, anticipant, en pleine vogue du cinéma descendant dans la rue, la renaissance du cinéma de studio. Dans *Gertrud*, l'art de la parole est devenu un élément de l'art de l'image. Lorsque, à soixante-quinze ans, Dreyer revint à Paris pour présenter ce qui devait être son dernier film, il ne rencontra qu'une attention polie. A quelques exceptions près, les critiques, embarrassés, n'osant attaquer de front le vieillard célèbre, s'en tiennent par des pirouettes. Lui, dont le visage couronné de cheveux blancs était devenu un paysage comme ceux de ses personnages qu'il avait si bien explorés, garda son attitude sereine et modeste. Il lui restait peu d'années à vivre, mais il est peut-être mort avec l'insouciance catastrophique de *Gertrud*.

Dreyer n'a pas besoin de regrets posthumes. Il lui faut une reconnaissance. Après l'avoir méconnu, le Danemark, son pays natal, est, à bon droit, fier de lui. D'ailleurs, dans les années 50, pour récompenser son mérite, l'Etat lui avait donné la concession municipale d'une grande salle de cinéma de Copenhague. « Comme en France, pays de la Régie », écrivait, alors, Louis Elsar, les vieux militaires, les fonctionnaires à la retraite ou leurs veuves résidents des bureaux de tabac. Ainsi fut au moins assurée l'existence matérielle d'un artiste qui portait encore en lui tant de projets, telles une *Vie de Jésus* conçue depuis longtemps et — on peut en rêver — une *Médée* avec Jacques Cailles.

JACQUES SICLER.

(1) Cité par Jean Colles, *Télérama* n° 811 (1^{er} août 1965).

Gertrud, c'est l'amour et rien d'autre

Il y a une femme et trois hommes. Gertrud, cantatrice à épousé un avocat, Kanning, mais elle ne l'aime plus, car elle se sent sacrifiée à ses ambitions politiques. Elle devient la maîtresse d'un jeune compositeur, Erlend Jansson, qui, très vite, la déçoit. Elle retrouve Gabriel Lindman, écrivain maintenant quinquagénaire avec lequel elle a eu une liaison avant son mariage. Il l'aime toujours et voudrait l'amener, mais elle refuse.

Une femme, trois hommes, le thème des destins. Cette histoire, située au Danemark en 1912, est tirée d'une pièce d'Hjalmar Söderberg, auteur qui, selon Dreyer, est resté dans l'ombre de Strindberg. Peu importe, d'ailleurs. Ce n'est pas le coup de sonde dans une société disparue qui compte, mais la bouleversante tragédie des êtres au cœur déchiré, à l'âme mise à nu.

Comment a-t-on pu, il y a presque vingt ans, juger ce film statique, lent, ennuyeux et plat ? On y sent constamment vibrer la corde des tensions intérieures, la vérité masquée sous un semblant d'ordre et d'harmonie. La caméra se déplace pour des plans séquences où le mouvement des personnages correspond à leur agitation, à leur trouble, à leur incertitude, s'immobilise pour de longs plans fixes où, soudain, le dialogue exprime la passion, les déceptions, la confiance.

Même à distance, c'est-à-dire sans l'usage du gros plan, les visages sont filmés comme des révélateurs de sentiments. Gertrud et ses hommes se parlent sans se regarder, côte à côte, de près ou de loin, le face-à-face ayant lieu avec l'appareil. A deux séquences près, dans un parc, l'action est mise en scène dans des

lieux clos. Pourtant, même au dehors, les personnages sont enfermés, et il leur faut avouer leurs secrets, leurs pensées pour s'échapper de leur prison morale.

Gertrud porte des robes blanches ou des robes noires. Des gravures aux traits symboliques, des miroirs renvoyant l'apparence sont accrochés à des murs gris, peu ornés. Le retour en arrière où Gertrud évoque le petit événement qui l'a poussée à quitter Lindman est traité en images très blanches, surposées, souvent tirées de l'ombre. A la fin, la femme vieillie, portant une chevelure naissante, dira à un ami fidèle que l'amour est souffrance, mais qu'elle a voulu l'amour et rien d'autre. Ses partenaires masculins n'ont pas pu, pas su, satisfaire cette exigence. L'heure est venue du renoncement, de la sagesse. L'atmosphère des images est, alors, d'un blanc doux, « cassé », épuré de la violence se détachant de la vie pour aborder sans peur aux rivages de la mort.

Orgueilleuse, passionnée, lumineuse, nostalgique, détachée (lorsqu'elle rompt les amarres de son mariage), puis sereine, l'actrice Nina Pens Rode paraît peut-être bien au nom de Dreyer en confiant sa conception de l'amour. La beauté fulgurante de ce dernier film, l'accord parfait d'une mise en scène tout à fait « moderne » avec le rythme, la couée des paroles, nous semblent, aujourd'hui, marquer le terme d'un conflit entre l'ordre et le désir que le cinéaste portait en lui. Avec *Gertrud*, il balise les dernières zones obscures de sa propre vie intérieure, et cette œuvre, devenue testament artistique, nous invite à reconsidérer toutes celles qu'il ont précédées.

J. S.

THEATRE FONTAINE
60 REPRESENTATIONS SUPPLEMENTAIRES
VIVE LES FEMMES!
DE REISER
10, rue Fontaine - M^o Blanche
Loc. 874.74.80/82.34 - et Agences

THEATRE ST-GEORGES
Comédie de François COUTARNOUX
Mises en scène de
PIERRE MONDY
MA VEDETTE AMERICAINE
avec CH. CLAVIER - TANYA LOPERT
MARTIN LAMOTTE
CATH. MORIN - CLAIRE MAGNIN
Soir 20 h 45 - max. dim. 15 h
LOCATION 878-63-47
51, rue Saint-Georges
Métro Saint-Georges

ITT
théâtre de la tempête
cartoucherie
328-36-36

les Fédérés - Scarface Ensemble
VATER LAND
Le pays de nos pères
Wenzel - Bloch

ESPACE
PIERRE CARDIN
Juliette GRECO
GERARD BERLINER
et
LE THEATRE FANTASTIQUE de RICHARD ZACHARY
A PARTIR DU 3 OCTOBRE
21-22, place de la République
Paris 11 - 75011 Paris
Loc. 266-17-81 - Procs et agences

الجمهورية العربية السورية

de tout savoir

sur Carl Dreyer



Un cinéaste à livre ouvert

AVANT de tourner des films, Carl Th. Dreyer, entre 1908 et 1918, a été journaliste, puis rédacteur d'interdites et de nombreux scénarios pour le Nordisk Film Kompagni, qui produisit le *Président et Pages arrachées au livre* de Søren. A partir de 1926, à Copenhague, pendant sa longue traversée du désert, il revint au journalisme et fut, en particulier, chroniqueur judiciaire. Cette pratique de l'écriture, nous pouvons en mesurer l'influence sur son œuvre de cinéaste, grâce aux deux livres dont la parution accompagne la rétrospective.

Dans *Réflexions sur mon métier*, Jean Narboni et Charles Tesson ont regroupé des articles de Dreyer publiés par les *Cahiers du cinéma* des années 60. Maurice Drouzy en a fait une traduction nouvelle. Ces *Essais*, parmi lesquels figurent des critiques de films incisives, percutantes dans leur concision, constituent la première partie de l'ouvrage. La façon intelligente dont ils sont ordonnés permet de suivre la pensée de Dreyer, l'évolution de ses conceptions du cinéma, ses analyses de tous les aspects du métier de cinéaste.

La formation de journaliste lui a, sans doute, permis de s'exprimer clairement, mais on peut constater une étonnante osmose entre l'écriture de textes et le style cinématographique. Comme si les mots et les phrases étaient images. Ainsi la vérité de Dreyer et de son cinéma — dont le grand débat personnel qui lui fit refuser tout ce qui pouvait faire penser au théâtre, puis le rattachement à l'expression verbalisée et à l'aspect de la théâtralité — se révèle-t-elle dans toute sa plénitude, toute son évidence. Les autres parties du livre complètent le portrait par des *Entretiens* (avec Christian Houmark, journaliste danois, Lotte Eisner et Michel Delahaye) recueillis à diverses époques, et par des *Témoignages*. Hans Wasm, décorateur de la *Passion de Jeanne d'Arc*, Eljane Teyar, assistante sur le tournage de *Vampyr*, et le baron Nicolas de Gersburg, qui fut producteur et acteur principal

UN LIVRE DE GILLES DELEUZE SUR LE CINÉMA

Portrait du philosophe en spectateur

(Suite de la première page.)

— Vous préférez une salle de cinéma à une bibliothèque ?
— Les bibliothèques sont nécessaires, mais on ne s'y sent pas très bien. Les salles de cinéma sont censées être des lieux de plaisir. Je n'aime pas beaucoup la multiplication des petites salles, avec des films dont chacun ne passe qu'à telle heure précise. Le cinéma me paraît inséparable de la notion qu'il a inventée : spectacle permanent. En revanche, j'aime bien les salles spécialisées : dans la comédie musicale, dans le film français, dans le cinéma soviétique, dans le cinéma d'action... On se souvient que c'est le MacMahon qui imposa Loeys.

— Vous avez écrit devant l'écran, dans le noir ?

— Je n'écris pas pendant le spectacle, cette idée me paraît bizarre. Mais je prends des notes le plus tôt possible après. Je suis un spectateur naïf. Sur tout je ne crois pas à l'existence de degrés : il n'y a pas un premier degré, un second, un troisième degré. Ce qui est bon au deuxième degré l'est aussi au premier, ce qui est nul au premier le reste au dixième ou au millième. Toutes les images sont littérales, et doivent être prises littéralement. Quand une image est plane, il ne faut surtout pas lui redonner, même en esprit, une profondeur qui la défigurerait : c'est cela qui est difficile, saisir les images dans leur donnée immédiate. Et quand un cinéaste indique « attention », ce n'est que du cinéma, c'est encore une dimension de l'image qu'il faut prendre à

la lettre. Il y a plusieurs vies distinctes, comme disait Vertov, une vie pour le film, une vie dans le film, une vie du film lui-même, qui doivent être prises ensemble. De toute façon une image ne représente pas une réalité supposée, elle est à elle-même toute sa réalité.

— Pleurez-vous au cinéma ?

— Pleurer ou plutôt faire pleurer, faire rire aussi, sont des fonctions de telle ou telle image. On peut pleurer parce que c'est trop beau, ou trop intense. Il n'y a qu'une chose fâcheuse, c'est le fameux rire cinématographique dans les cinémathèques, ceux qui rient comme ils disent au second degré. Je préférerais une salle tout entière en larmes. Le *Lys brisé* de Griffith, il est normal et nécessaire d'y pleurer.

— Votre livre comporte vingt renvois dont la plupart font référence à des écrits sur le cinéma. N'avez-vous pas eu à un moment le fantasme d'un texte original : de vous jouer le tour d'être le premier spectateur, pratiquement seul avec l'image, et d'écrire à l'aventure, ou plutôt dans une stricte voyance ?

— Non seulement un film est inséparable d'une histoire du cinéma, mais aussi de ce qu'on a écrit sur le cinéma. Un aspect d'écriture, c'est dire ce qu'on a vu. Il n'y a pas de spectateur original. Il n'y a pas plus de début que de fin. On arrive toujours au milieu de quelque chose, et l'on ne crée qu'un milieu en donnant de nouvelles directions ou bifurcations à des lignes préexistantes.

Inattendu, éternel, nécessaire

« Ce que vous appelez voyance, ce n'est pas une qualité du regard du spectateur, c'est une qualité possible de l'image elle-même. Par exemple, un film peut nous présenter des situations sensori-motrices : un personnage réagit à une situation. C'est du visible. Mais il y a des cas où le personnage se trouve dans des situations qui débordent toute réaction possible, parce que c'est trop beau, trop fort, presque insupportable : ainsi l'histoire de *Stromboli*, chez Rossellini. Là, il y a une fonction de voyance, mais déjà dans l'image même. C'est Rossellini, c'est Godard, qui sont des voyants, pas le spectateur.

« Il y a aussi des images qui se présentent non seulement comme visibles, mais comme lisibles, bien qu'elles restent de pures images. Entre le visible et le lisible, il y a toutes sortes de communications visuelles. Ce sont les images qui imposent au spectateur l'usage de ses yeux ou de ses oreilles. Mais justement le spectateur n'a que des intuitions vides s'il ne sait pas apprécier la nouveauté d'une image, d'une série ou d'un film. Et cette nouveauté d'un type d'images est forcément inséparable de tout ce qui précède.

— La nouveauté : de quelle façon peut-elle valoir ?

— La nouveauté est le seul critère de toute œuvre. Si l'on ne croit pas

Il y a un rouge de Nicholas Ray qui n'est pas le même qu'un rouge de Godard.

— Vous parlez souvent de « problème », à propos de la lumière ou de la profondeur de champ : pourquoi serait-ce des problèmes ?

— Si vous voulez, ce sont des données de l'image. Mais justement on parle de « données » d'un problème, et en vertu de ses données un problème a des cas de solution très divers. C'est cela, le nouveau : la façon dont les problèmes sont autrement résolus, mais d'abord parce qu'un auteur a su les poser d'une

nouvelle manière. Aucune pourtant n'est meilleure que l'autre. C'est affaire de création. Prenons l'exemple de la lumière. Certains ont posé le problème de la lumière par rapport aux ténèbres. Et, bien sûr, ils l'ont fait de manière variée, sous forme de deux moitiés, de stries, de clair-obscur. Ils n'en avaient pas moins une certaine unité qu'on a légitimement nommée « expressionnisme » au cinéma. Remarque que ce type d'image lumière-ténèbres renvoyait à un concept philosophique, à une image de pensée : celle d'une lutte ou d'un conflit entre le Bien et le Mal.

J'aimais Danielle Darrieux

« Il va de soi que le problème change entièrement si vous vivez et pensez la lumière dans ses rapports avec le blanc, non plus avec les ténèbres. De ce point de vue, l'ombre ne sera plus qu'une conséquence, ce sera un tout autre monde. Il n'aura pas moins de dureté ou de cruauté, parfois, mais tout sera lumière. Simplement il y aura deux lumières, celle du soleil et celle de la lune. Et conceptuellement, c'est le thème de l'alternance et de l'alternative qui remplacera celui de la lutte ou du conflit. Ce sera une « nouvelle » façon de traiter la lumière. Mais c'est d'abord parce que la nature du problème aura changé. On va dans une voie créatrice, puis survient un auteur ou un mouvement qui trace une autre voie, tantôt la première étant comme épuisée, tantôt avant que la première soit épuisée.

— Êtes-vous souvent allé au cinéma ? A quel moment avez-vous décidé d'écrire sur le cinéma ? Comment s'est construit le livre ?

— Avant la guerre, j'étais enfant, mais vers dix ans j'allais assez souvent au cinéma, plus que mes contemporains. J'ai des souvenirs des films et des acteurs de cette époque. J'aimais Danielle Darrieux, et Saturnin Fabre me plaisait beaucoup, parce qu'il me faisait peur et rire, il avait inventé une diction. Mais après la guerre, j'ai redécouvert le cinéma en retard sur tout le monde. L'évidence du cinéma

comme art et création, je l'ai eue tard. Finalement je me sentais un peu philosophe. Ce qui m'a amené à écrire sur le cinéma, c'est que je traînais depuis longtemps un problème de signes. La linguistique me semblait inapte à le traiter. Je suis tombé sur le cinéma parce que, fait d'images-mouvement, il fait proliférer toutes sortes de signes étranges. Il m'a semblé qu'il réclamait lui-même une classification de signes qui débordait de toutes parts la linguistique. Et pourtant le cinéma n'était pas pour moi un prétexte, ou un domaine d'application. La philosophie n'est pas en état de réflexion extérieure sur les autres domaines, mais en état d'alliance active et intérieure avec eux, et elle n'est ni plus abstraite ni plus difficile.

« Je n'ai pas prétendu faire de la philosophie sur le cinéma, mais considérer le cinéma pour lui-même à travers une classification des signes. C'est une classification mobile, et qu'on peut changer, et qui ne vaut que par ce qu'elle fait voir. Il est vrai que ce livre a une composition compliquée, mais parce que le sujet même est difficile. Ce que j'aurais voulu, c'est arriver à des phrases qui fonctionnent comme des images, et qui « montrent » de grandes œuvres du cinéma. Je dis une chose tout simple : qu'il y a une pensée chez ces grands auteurs, et que faire un film est affaire de pensée vivante, créatrice.

Le même plaisir qu'avant

— Les noms des films ou des cinéastes ne sont pas réunis en fin de volume... Où en êtes-vous dans la fabrication du deuxième tome ? Et quels nouveaux noms vont y apparaître ?

— Il faudrait que ce premier tome, *l'Image-mouvement*, soit vraiment un ensemble, mais aussi qu'on sente qu'il exige une suite. La suite, c'est l'image-temps : non pas qu'elle s'oppose à l'image-mouvement, mais parce que l'image-mouvement n'implique en elle-même qu'une image indirecte du temps, produite par le montage. Le second tome doit donc considérer des types d'images qui portent directement sur le temps, ou qui renversent le rapport mouvement-temps. C'est Welles,

c'est Resnais. Dans le premier tome, il n'y a pas un mot sur ces auteurs, ni sur Renoir ni sur Ophüls et bien d'autres. Pas un mot sur l'image-vidéo, c'est à peine si le néoréalisme et la nouvelle vague, Godard, Rivette, sont évoqués. Un index des noms et des œuvres est certainement nécessaire, mais quand j'aurai terminé.

— Votre perception du cinéma a-t-elle changé depuis que vous avez entrepris ce livre ?

— Bien sûr, je vais au cinéma avec le même plaisir qu'avant, et pas très fréquemment. Mais c'est dans d'autres conditions, dont je me dis tantôt qu'elles sont plus pures, tantôt moins pures. En effet, il m'arrive d'avoir « absolument besoin » de voir tel film, j'ai l'impression que, si je ne le vois pas, je ne peux pas continuer. Et puis je me résigne. Je suis forcé de m'en passer ; ou bien il surgit, il se redonne. Il arrive aussi que j'aie vu un film, et je sais que, s'il me paraît beau, j'aurais envie d'écrire : cela change les conditions mêmes de la vision, ce n'est pas toujours souhaitable.

— Une fois le livre terminé, dans le détail d'impression qui vous en exclut, juste avant sa sortie, y a-t-il eu des choses de cet été ou de cette rentrée cinématographique qui vous ont donné envie d'y retourner ?

— Qu'est-ce que j'ai vu de beau, récemment, en dehors d'œuvres comme le *Ludwig*, *Passion* ou l'*Argenti* ? J'ai vu un très beau film de Caroline Roboh, *Clémentine tango*, et à la télé une production INA de Michèle Rosier, le *31 Juillet*, qui se passe dans une gare, départ de vacances, et un éternel étonnant, parfait, le morceau d'*Amerique* de Kafka, par Benoît Jacquot. Mais j'ai sûrement raté beaucoup de choses. Je voudrais voir le film de Chéreau, celui de Woody Allen... Le cinéma vit sur un temps précipité, c'est de la vitesse, c'est une de ses puissances, il faut être disponible. Qu'est-ce qui est le plus triste au cinéma ? Ce ne sont pas les longues queues pour des films très mauvais, c'est plutôt quand un Bresson, un Rivette, ne réunit dans une salle que quelques dizaines de personnes. C'est inquiétant en soi, mais aussi pour l'avenir, pour les auteurs plus jeunes.

Propos recueillis par HERVE GUBERT.

c'est l'amour l'autre

« C'est l'amour l'autre », c'est le titre d'un livre de Jacques Sicé, paru chez Grasset. L'auteur y explore les liens entre l'écriture et le cinéma, à travers des exemples tirés de l'œuvre de Carl Dreyer. Le livre est divisé en deux parties : la première, *Réflexions sur mon métier*, rassemble des articles publiés dans les Cahiers du cinéma ; la seconde, *Entretiens*, recueille des conversations avec des auteurs et des acteurs du cinéma danois. Sicé, journaliste et critique, analyse avec finesse la manière de Dreyer, de sa formation de journaliste à sa création cinématographique. Le livre est une invitation à regarder le cinéma avec une attention nouvelle, à saisir les images dans leur donnée immédiate, à comprendre comment l'écriture et le langage visuel se rejoignent dans l'œuvre de ce grand maître du cinéma.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Daumesnil (75) - 555.78.15
SESMA
Gravures
Tél. 01 45 10 10 10 à 18 h, 18 h - 19 h
14 SEPTEMBRE - 15 OCTOBRE

GALERIE REGARDS
Nouvelle adresse
11, rue des Blancs-Manteaux (4^e)
BOUYS - GUITET - JEUNE
LAMIEL - LANGLOIS - SORG
du 6 au 22 octobre
de 14 h 30 à 19 h (sauf lundi)
Tél. : 277-19-61

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine Paris VI
FRED DEUX
Expériences extérieures

Luc-Marie BAYLE
4 av. 23 Octobre 1983
Galerie des Orfèvres
66, quai des Orfèvres
75, place Dauphine (Tél. : 326-81-30)

théâtre 13
588-16-30
L'EMOI D'AMOUR
C^{ie} JEAN BOIS
LE MONDE : « Jean Bois est à la fois un poète et un grand spectateur... »
LE POINT : « Un grand poète, de singularité, d'élégance... Allez le voir »
FRANCE INTER : « Un spectacle aussi beau que son titre »
NOUVELLES LITTÉRAIRES : « Le talent de Jean Bois est une évidence. Combien de fois faudra-t-il vous le rappeler ? » (M. Gally)

GALERIE DENISE RENÉ
186, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 222-77-57

CHICAGO
150 ANS D'ARCHITECTURE
DENISE RENÉ PRÉSENTE :
WALTER NETSCH
vernissage le 5 octobre 1983

La Maison de la Lithographie
du 6 Octobre au 14 Novembre 1983
RAYMOND POULET
110, bd de Courcelles, 75017 PARIS
Tél. : 227.20.16 - Métro : Termes, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h.

La Foire de Burlington House,
la Foire des Antiquaires,
Royal Academy of Arts,
Piccadilly, Londres W1, Angleterre.
19-29 octobre
19 octobre 17 h-21 h
20-29 octobre 11 h-19 h
Entrée donnant droit à un catalogue.
19 octobre : 4 livres
20-29 octobre : 3 livres.

LIVRES ANCIENS ET MODERNES
liste été 83
Envoyé sur demande
BOUQUINERIE CROIX-D'OR
109, rue Croix-d'Or
73000 CHAMBERY

VILLE DE PARIS
bibliothèque de la fontaine
spéciale pour la jeunesse
91, rue Rambuteau (1^{er}) - M^o les Halles
PRÊT GRATUIT

GALERIE L'EMPEREUR
61, rue Bonaparte, PARIS
(Saint-Sulpice) 326-87-18
Charles ROUSSEL
1861-1936
4 octobre - 4 novembre

PROSCENIUM
35, rue de Seine 75006 Paris - 354-92-01

JEAN COCTEAU

SEIGLE
5 octobre - 3 décembre
Galerie
JEAN-PIERRE JOUBERT
38, av. Marignol 75008 PARIS - 562-97-15

GOODEYE PARADIS CANCAN
Théâtre de la Jeune Lune
545.49.77
THEATRE 14
MARIE DE PARIS

SÉLECTION

CINÉMA

La Ballade de Narayama, de Shôhei Imamura (la légende du temps qui passe); **Le Destin de Juliette**, d'Aline Issermann (une femme choisit son destin); **Fanny et Alexandre**, d'Ingmar Bergman (la vie et le rêve); **Okraina**, de Boris Barnet (naissance d'une révolution); **Peter Ibbetson**, d'Henry Hathaway (admiré par les surréalistes); **Liberty Belle**, de Pascal Kané (la réalité et la fiction); **Chronopolis**, de Piotr Kamlar (les surprises du cinéma d'animation); **Rue Cases Nègres**, d'Euzhan Palcy (déjà un classique).

THEATRE

« Savannah Bay », au Rond-Point

Marguerite Duras a écrit pour Madeleine Renaud la méditation d'une femme, d'une comédienne aux portes de la mort. Madeleine Renaud délivre la magie de la vie et du théâtre, le mystère du temps et de son génie personnel, naturel.

ET AUSSI : **Hamlet**, à Chaillot : un chef-d'œuvre dans son intégralité; les **Paravents**, à Nanterre : le souffle lyrique de Patrice Chéreau sur la grande épopée de Jean Genet; **Romance d'Amérique**, au Théâtre des Quartiers d'Ivry : les blessures de la mémoire; **L'Émoi d'amour** au Théâtre 13 : la bande à Bois est de retour.

MUSIQUE

L'Angleterre en Ile-de-France

La guerre de Cent Ans est loin et vive l'Étente cordiale ! Soixante-six villes et villages d'Ile-de-France accueillent cet automne des musiques londoniennes, de la Renaissance à la période contemporaine, données par treize ensembles de haute qualité, tels le Deller Consort, l'Ensemble Fitzwilliam, les Arts Florissants, le Groupe vocal de France, la Maîtrise de l'abbaye de Westminster, l'Orchestre J.-F. Paillard, etc. Un Festival exceptionnellement structuré par un travail de décentralisation en profondeur, qui sera les jours prochains à Nanterre et Luzarches (le 7), Antony, Le Vésinet, Doué (le 8), au musée Carnavalet (le 9), Longpont-sur-Orge (le 9), Levallois (le 12) et durera jusqu'au 18 décembre. (Rens. Festival de l'Ile-de-France, 15, avenue Montaigne; tél. 723-40-84 ou 723-79-16.)

ET AUSSI : Festival de musique contemporaine « Musica 83 » (Strasbourg, jusqu'au 9 octobre, et notamment « Hommage à Jean Barraqué », le 8); Ensemble Intercontemporain, œuvres de Boulez et Edouard (Royumont, le 8); F. Loëon et D. Hovora (Théâtre du Rond-Point, le 9, à 11 h); **Requiem de Jean Cocteau**, musique d'A. Duhamel (Milly-la-Forêt, le 9, à 18 h 30); Boulez, Barber, Brahms, par l'Orchestre Colonne, dir. D.R. Davis, avec K. Jarrett (Pleyel, le 10); Vienne, Pierné et Franck, par J. Hubert et le Quatuor Viotti (Radio-France, le 10); **La Création du monde**, de M. Kagel, dir. J.-P. Izquierdo (Radio-France, le 11).

JAZZ

Eric Le Lann au Petit-Opportun

Avec Corcoran à la batterie, Cesarini Alvin à la basse et Olivier Hutman au piano, le plus assuré des jeunes trompettistes; Eric Le Lann. Précis, lyrique ou incisif, à la trompette autant que sur les sonorités volutes du bugle. Au Petit-Opportun, du 5 au 9 octobre.

ET AUSSI : **Jasper Van't Hoff** et **J.-F. Jenny-Clark** à la Bessière (du 4 au 6); Les Konitz, puis **François Meckadi Quartet** au New Morning (du 5 au 8).

VARIÉTÉS-ROCK

Hommage à Brassens

Sous le chapiteau du Carré Silvia Monfort, Raymond Devos, Georges Moustaki, Moustache et son Big Band, Pierre Nicolas, le Cuarteto Cedron, Louis Nucera, Lisbeth Robinson et Paco Ibáñez, maître d'hôte, rendent hommage à celui

qui est mort il y a déjà deux ans (le 10 octobre).

Jacques Higelin

Jour après jour, Jacques Higelin élargit son spectacle flamboyant au rythme de son cœur, de son âme et emmène un jeune public captivé sur d'étranges planètes, l'entraîne dans une espèce de folie générique et spontanée (Casino de Paris, 21 h).

ET AUSSI : **Peter Tosh** au Palais d'hiver de Lyon, le jeudi 6, à Marseille (chapiteau) le 7, à Toulouse (Palais des sports) le 8; **Lords of the New Church** à Toulouse le 6, à Lyon le 7, à Montpellier le 8, à Rouen le 11; **Gilbert Bécaud** à l'Olympia; **Angel et Maimone** Entreprise à Bobino (jusqu'au 9 octobre); **Farid Chopel** au Palais des glaces; **Sylvie Vartan** au Palais des congrès; **Juliette Gréco** à l'Espace Cardin; **Ray Barreto** le 6 octobre à Tulle, le 7 à Toulouse, le 8 à Nice, le 9 à Toulon, le 11 à Lyon, le 12 à Genève.

DANSE

La Joyce Trisler Company au Théâtre des Champs-Élysées

Changement de style et de lieu pour le XXI^e Festival international de danse de Paris avec une troupe attachante qui défend l'œuvre d'une chorégraphe californienne prématurément disparue en 1975. Joyce Trisler, formée par un des pionniers de la modern dance, Lester Horton, a dansé chez Alvin Ailey avant de fonder son propre groupe. Sa danse hardie, sauvage, irradie la joie de bouger.

« Carmina Burana » en Poitou-Charentes

Une chorégraphie de Brigitte Leferre dansée par le Théâtre du Silence avec la participation de l'Ensemble instrumental du Limousin, un chœur d'enfants, trois solistes et deux cent choristes venant de toute la région (le 6 octobre à Niort, les 7 et 8 octobre à La Rochelle).

« Coppélia » par le Ballet de l'Opéra de Paris

La version remaniée avec un troisième acte heureusement raccourci sert de banc d'essai à de jeunes danseurs (Y. Séphant et O. Pety, E. Maurin et L. Hilaire, Théâtre des Champs-Élysées, 8 et 9 octobre en matinée).

ET AUSSI : **Antonio Gades** au Théâtre de Paris (« Noces et sang »); **Mark Tophinus** au Théâtre Déjazet (« Palais Dupert »); la **Compagnie Beau Geste** au Théâtre 18.

EXPOSITIONS

Chicago

Cent cinquante ans d'architecture : 1833-1983, ou l'anatomie d'une ville, son histoire, ses bâtiments, ses dessous et dessous, ses architectes d'hier à aujourd'hui. En huit étapes : au musée galerie de la SEITA (hommage à Wright) au Paris Art Center (le passé), à l'École nationale des beaux-arts (le présent), à l'Institut français d'architecture (les tendances, depuis les années 70) et dans quatre galeries qui présentent chacune un architecte : Bertrand Goldberg, Harry Weese, Walter Netsch, Madeyski (galeries Georges Fall, Gervis, Denise René, et Galerie d'art international).

Anne et Patrick Poirier à la chapelle de la Salpêtrière

Architecture de roines et mythologie, les deux thèmes qui traversent l'œuvre des Poirier depuis plus de dix ans dans une nouvelle mise en scène où s'affrontent dieux et géants. Pour le Festival d'automne.

ET AUSSI : **L'Australie**, à l'ambassade d'Australie, au Musée des arts africains et océaniques et à l'ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Les chefs-d'œuvre du musée de Liège, au Centre culturel Wallonie-Bruxelles.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h : sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Admission gratuite, sauf mardi et dimanche de 16 h à 19 h : le samedi, à 11 h, entrée de musée (troisième étage); lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

MANIPULATIONS ET CULTURE. - Carrefour des Régions. Jusqu'au 17 octobre.

LUCAS SAMARAS. Salle contemporaine et animation. Jusqu'au 21 novembre.

POUR ABDELATIF LAEL. - Petit Foyer. Jusqu'au 10 octobre.

JAN SAUDEK. - Salon photos. Jusqu'au 23 octobre.

LES PETITES SŒURS D'ALICE. - Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 5 décembre.

C.C.I.

MACAO OU JOUER LA DIFFÉRENCE. - Jusqu'au 17 octobre.

CRÉER UN PRODUIT. - Jusqu'au 28 novembre.

R.P.I.

VOUS AVEZ DIT RURAL ? - Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

MURILLO DANS LES MUSÉES FRANÇAIS. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte d'acier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche et le mercredi). Jusqu'au 24 oct.

GUSTAVE DORÉ. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (273-21-13). Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 40. Pavillon des Arts (01), rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 6 novembre.

DONATION J.H. LARTIGUE. Festivals de musées. Jusqu'au 15 janvier 1984; **GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI**. Jusqu'au 9 octobre. - Grand Palais, avenue de la Liberté (273-21-13). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F.

AUSTRALIE. Re-constructed vision. Peintures sur soie. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-13-33). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F; dim. : 4,50 F. Jusqu'au 7 novembre.

D'UN AUTRE CONTINENT : L'Australie. Le rêve et le réel. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les enfants, les adolescents 1883-1903. Musée des arts et métiers, 20, rue de la Harpe (273-21-13). Sauf mardi, de 13 h à 17 h 15. Entrée : 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

A LA BELLE ENSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre; **LUCIEN-ACHILLE MAUZAN** (1883-1925). Jusqu'au 23 octobre. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

PHOTOGRAPHES ANCIENNES DE LA COLLECTION GEORGES SIROT 1898-1977. - Galerie Mansart, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 10 novembre; **CHRISTIANE BARRIER**. Galerie de photographie, Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois. Sauf dimanche, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

UTRILLO. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30; dim. : de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

POUPÉE JOUET, POUPÉE RE-FLÉT. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-00). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier 1984.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard de Solhons (747-67-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

CHICAGO. 150 ans d'architecture 1833-1983 : Frank Lloyd et l'école des prairies. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). - Réalités. École nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (260-34-57). - Tendances. Institut français d'architecture, 6, rue de Tourny (633-90-36). - Un passé composé. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). - L'architecte B. Goldberg. Galerie G. Fall, 57, quai des Grands-Augustins (633-52-45). - L'architecte H. Weese. Galerie D. Gervis, 14, rue de Grenelle (544-41-90). - L'architecte W. Netsch. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). - L'architecte Madeyski. Galerie d'art international, 12, rue Jean Ferraud (548-26-26).

ANNE ET PATRICK POIRIER. Architecture et mythologie. Chapelle de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Sauf lundi, de 12 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 décembre.

PHOTOGRAPHIE. Photographies du génie civil au XIX^e siècle. École nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sauf mardi, de 12 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 octobre.

LE PAYSAGE DES OUVRAGES D'ART. - Orangerie de l'Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Anne (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 octobre.

UN MUSÉE DES CHEFS-D'ŒUVRE. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-36-16). Jusqu'au 8 janvier 1984.

TROIS NOUVEAUX RÉALISTES. A. Hoffman; J. Van Kempen; M. Bölling.

peintures. Institut néerlandais, 121, rue de

Lille (705-83-99). Jusqu'au 16 octobre.

RAYMUNDO SESMA. Gravures. Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet (555-78-15). De 10 h à 18 h. Le samedi, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 octobre.

PAPUNYA, peintures aborigènes du désert de l'Australie centrale. Ambassade d'Australie, 4, rue Jean Rey (573-62-00). Jusqu'au 21 octobre.

HOMMAGE À LA MAIN : créateurs-ouvriers contemporains en Soie. - Centre culturel médiéval, 11, rue Payenne (271-82-50). De 12 h à 18 h. Samedi, dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre.

H2O = JEUNE SCULPTURE : L'EAU. - Port d'Austerlitz (accès par les bords, face à la cour départ de la gare d'Austerlitz). De 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 10 octobre.

ARTISTES PLASTICIENS DE LA CASA DE VELASQUEZ. - Salle Comares de Casa, Institut de France, 27, quai de Conti (329-55-10). De 12 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

PAUL IRISÉ, précurseur de l'art déco. Bibliothèque de la Ville de Paris, 1, rue du Figural (14-403-51). Sauf dim. (lundi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Du 6 octobre au 31 décembre.

LES PORTES DE MILAN. Développement d'une idée d'urbanisme à l'époque de Stendhal. Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes (222-12-78). Jusqu'au 18 octobre.

HOLLYWOOD AU MARAIS. L'art des photographes des stars de Hollywood (1923-1958). Centre culturel du Marais, 20-28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). De 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Du 6 octobre au 30 janvier.

CHRISTIAN DIOR ET LE CINÉMA. Cinéma-thèque française, musée du cinéma, Palais de Chaillot (723-55-98). Jusqu'au 4 décembre.

JEAN COCTEAU : images et profils. Hôtel Intercontinental, rue de Castiglione (357-24-03). Jusqu'au 15 octobre.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en travaux. - 36, rue d'Ulm. Vendredi, samedi, dimanche, de 11 h à 19 h.

Galerie

YANN DUGAIN, CATHERINE VIOLETTE. - Galerie ABCD, 30, rue de Liébaut (563-25-42). Jusqu'au 10 novembre.

MICHEL PINCAUT, RASL. - Studio photographique, rue de Valenciennes (354-59-29). Jusqu'au 22 octobre.

GILBERT AND GEORGE. - Galerie Crouzet, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 20 octobre.

CHRISTIANE DURAND, CAROL FIELD, PIERRE HASTINGS. - Galerie LUNA, 3, rue de Valenciennes (326-40-08). Jusqu'au 18 octobre.

AUJOURD'HUI LES ÉTUDIANTS 61-75 des Ateliers Art Sacré. ART MODERNE CENTRAL. Galerie Alain Oudin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 22 octobre.

LES AFFICHES D'OPÉRA (de 1870 à nos jours). - ALLEN JONES. Lithographies 1981-1983. Jusqu'au 15 octobre. **JOSE-LUIS SANCHEZ**. Sculptures récentes. Jusqu'au 10 novembre. Arcueil, 9, avenue Maignon (256-32-90).

PEINTURES ET ÉCRITS 1912-1983. - Galerie J. Spiess, 4, rue de Messine (256-56-56). Jusqu'au 29 octobre.

RENCONTRE XIII, œuvres sur papier. - La Galerie Framond, 3, rue des Saint-Pères (260-74-77). Jusqu'au 12 octobre.

BERNARD ALBERTIN; GEOFFREY HENDRICKS. Naît et jour. Terre et ciel. - Galerie d'Art contemporain, rue de la Roquette (700-10-94). Jusqu'au 22 octobre.

NIGEL HALL, Sculptures; **ALAN GREEN**, peintures; **PIERRE ALPHONSE**; **JEROLAS**. - Galerie Maeght Lalong, 13, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 18 novembre.

ARTISTES AU GRAND JOUR RUE DU JOUR. Jusqu'au 5 novembre. **CHRISTIAN PASCHEZ**. Née des peines de la peinture. Jusqu'au 26 novembre. Galerie N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58).

GUERRYAM. Parcours en sous-sol. - ANNE LEBLANC. La bibliothèque errante. Galerie C. Corne, 14, rue Guénégaud (354-57-67). Jusqu'au 29 octobre.

DESSINS ITALIENS CONTEMPORAINS. Galerie Antiope-France, 10, rue Budé (354-61-02). Jusqu'au 20 octobre.

GRAPHIC PRODUCTION. Dessinateurs savants. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette (357-42-14). Jusqu'au 1^{er} novembre.

ARMAN. Wall, pièces 1981-1983. - Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 29 octobre.

MIGUEL BARCELO. - Galerie Y. Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (271-09-33). Jusqu'au 29 octobre.

MIKLOS BOKOR. Peintures à l'eau. - Galerie Clivages, 46 rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 12 novembre.

ANTHONY CARO. - Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 29 octobre.

SANDRO CHIA. - Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaubeurg (272-44-10). Jusqu'au 27 octobre. - Galerie Natalie Serroussi, 34, rue de Seine (634-05-84). Jusqu'au 10 novembre.

JEAN COCTEAU. - Galerie Procronium, 35, rue de la Seine (354-92-01). Jusqu'au 3 décembre.

JAMES COIGNARD. Espaces. - Galerie Pastic, 6, rue Martel (770-39-59). Jusqu'au 22 octobre.

DAVID CONNOR. Travaux sur papier. - Galerie Maximilien Guizot, 22, rue de Poitou (271-60-06). Jusqu'au 10 novembre.

MICHEL DESJARDINS. Voyage en Italie. Librairie de photographie et d'art graphique, 14, rue Saint-Sulpice (634-04-31). Jusqu'au 5 novembre.

HERVÉ DI-ROSA. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 24, rue Beaubeurg (278-11-71). Jusqu'au 19 octobre.

JEAN DUBUFFET. - Galerie Baudouin-Léon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 5 novembre.

PHILIPPE FAVIER. - Galerie Fardeh-Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 15 octobre.

FRED DEUX. Expérience extérieure, œuvres réalisées par 1982-83. - Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 29 octobre.

EDOUARD GOERG. Huiles, gouaches, dessins, gravures (1923 à 1965). - Galerie

de l'Art, 66, rue Saint-Louis-en-l'Île

(326-02-01). Jusqu'au 29 octobre.

RAINER GROSS. - Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (529-32-37). Jusqu'au 15 octobre.

LEA GYONG. - Galerie du Hant-Pavé, 3, quai de Montebello (354-58-79). Jusqu'au 22 octobre.

LINDA HEILIGER. Light, Space and Colour. - Galerie des Femmes, 14 rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 5 novembre.

MICHEL HUMAÏR. Peintures récentes. - Galerie Bellin, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 29 octobre.

STEFAN DE JAEGER. - Galerie Y. Brachot, 35 rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 22 octobre.

JOHN KACERE. - Galerie Jean-Pierre Lavignes, 13, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-03). Jusqu'au 12 novembre.

KOUNELLIS. - Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haubertes (277-63-60). Jusqu'au 22 octobre.

ÉLIANE LARUS. Peintures-reflets. L'Œil de Boud, 58, rue Quincampoix (278-36-60). Jusqu'au 29 octobre.

CHARLES-LOUIS LA SALLE. Gravures. - Galerie James Mayor, 34, rue Mazarine (326-60-34). Jusqu'au 29 octobre.

LE MARECHAL. Œuvre gravé 1968-1983, aquarelles, peintures, dessins. - Galerie M. Brouta, 31, rue des Berges (577-93-79). Jusqu'au 26 novembre.

CLAUDE LÉPOTTEVIN. - Galerie F. Palluel, 91, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 14 octobre.

TONY LONG. Sculptures récentes. - Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 22 octobre.

PIERRE MABILLE. Love song. - Galerie Georges Luvor, 40, rue Mazarine (326-84-35). Jusqu'au 29 octobre.

DANIEL NADAUD. - Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine. Jusqu'au 29 octobre.

JEAN NOËL. - Galerie au fond de la cour, 40, rue du Dragon (544-68-34). Jusqu'au 22 octobre.

PASCHEZ. - Galerie Darthen Speyer, 6, rue Jacques-Caillet (354-78-41). Jusqu'au 29 octobre.

FRED PETERRETT, 1923-1981. - Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (553-58-27). Jusqu'au 28 octobre.

DANIEL PONTORREAU. - Site-art présent, 10 rue Coquillière (508-58-96). Jusqu'au 4 décembre.

JOSETTE RISPAL. - 4, rue Malar (550-27-34). Jusqu'au 28 octobre.

STEEN, pyramides, etc. - Galerie Charles-Chevillier, 77, rue de la Ferronnerie (508-58-63). Jusqu'au 11 octobre.

TAL-COAT, peintures. - Galerie P. Trizano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 29 octobre.

WOLF VOSTELL. - Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-37). Jusqu'au 29 octobre.

JP 1150

Simone de Beauvoir écrit sur la Ballade de Narayama



Simone de Beauvoir

L vie, la mort, le sujet profond de Narayama, c'est leur confrontation. Pour la mettre en lumière, Imamura a choisi un cas limite, réel ou mythique, qui peu importe.

La vie, ici, c'est la lutte pour survivre, pour assouvir les besoins essentiels qui émergent souvent à la surface de nos sociétés policées mais qu'elles s'efforcent de camoufler : le besoin de manger et le besoin sexuel. Dans un monde de rareté - rareté des aliments, des femmes - ils éclatent avec une violence crue dont Imamura ne déguise rien. Se nourrir, c'est se battre contre une nature rétive et contre d'autres hommes. La sexualité ne s'embarrasse ni de pornographie ni même d'érotisme : satisfaite ou frustrée, elle exprime brutalement l'âpre exigence des corps. En contrepoint, quelques rapides et très belles images de la vie animale nous rappellent la parenté de notre espèce

avec toutes celles qui prolifèrent sur la terre.

La grande différence, cependant, c'est que, chez ces hommes sévères de nourriture et de plaisir, un code sévère et souvent cruel s'efforce de maintenir un équilibre : les contraintes sexuelles qu'il impose risquent de conduire au meurtre ou à la folie.

Si noir que soit ce tableau, il ne sombre pourtant jamais dans une tristesse misérabiliste. Il en est sauvé d'abord par la passion de vivre que manifeste la vigueur même du combat. Il y a des moments de répit ou même de bonheur : des sourires, des complicités, la joie sauvage de l'assouvissement. Il y a aussi la splendeur des montagnes que, certes, les paysans ne voient pas avec le détachement émerveillé du spectateur mais qui les investit et prête à leur existence une dimension sacrée. Surtout, le drame quotidien est illuminé par la sérénité,

à la fois mystique et humaine, de la vieille Orin (interprétée de manière saisissante par Sumiko Sakamoto). Ce n'est certes pas une sainte : elle a ses entêtements, ses ressentiments, et peut même se montrer capable d'une rancune meurtrière. Mais cette complexité ne fait que mieux ressortir le détachement auquel elle parvient et qui l'amène à décider d'aller à la montagne. Elle pense y rencontrer le Dieu, ce serait pour elle un déshonneur de ne pas obéir à la loi.

Mais aussi elle trouve fatigante et peut-être vaine cette existence que jour après jour il faut payer si cher.

C'est avec une farouche ardeur qu'elle y renonce. La cérémonie du départ, la longue et difficile ascension sur le dos de son fils, leurs adieux bouleversants, comptent parmi les plus grands moments du cinéma.

Devant Orin immobile et comblée sous la neige qui va l'ensevelir, le spectateur s'interroge. La mort est-elle le seul remède à la vie ? En est-elle l'accomplissement ? Ou un suprême acte de foi en sa valeur ? Car Orin, entre autres motifs, choisit de disparaître pour laisser place aux nouveaux-nés. C'est sur une scène vivante et presque heureuse que se conclut le film, lorsque le fils est redescendu dans son foyer. Sans rien décider ni conclure, c'est poser cette question sur le sens de la destinée humaine que voulait Imamura : il y a pleinement réussi.

Cette histoire poignante mais qui, comme Orin elle-même, se refuse à tout pathétique est servie par d'extraordinaires acteurs et illustrée par d'admirables images.

Un film exceptionnel. Un chef-d'œuvre.

S. de BEAUVOIR

PALME D'OR CANNES 1983

LA BALLADE DE NARAYAMA

Un film de Shohei IMAMURA



renseignez-vous
899.94.50

UGC MARRITZ - UGC BOULEVARD - UGC ODÉON - UGC MONTMARNASSE - UGC GODELINS
UGC CONVENTION - CINE DEBOUTS LES HALLES - UGC GARE DE LYON/ARTEL Nogent

Coup de maître...
Ce film diffuse un comique constant de très haut niveau.
Claude Baignères - LE FIGARO



Théâtre des Amandiers
Nanterre
20 septembre - 6 novembre
les paravents
de Jean Genet

mise en scène: Patrice Chéreau

LOCATION: 721.18.81



ELYSEES LINCOLN • 14 JUILLET RACINE • 14 JUILLET BASTILLE • 14 JUILLET PARNASSE • OLYMPIC

"Des moments d'incandescence qu'on ne trouve que chez Orson Welles. Authentique chef-d'œuvre du septième art."

"Un film totalement jubilatoire."

"Fasciné par les mauvais lieux, les femmes fatales, les langages imaginaires et les morts violentes. RUIZ joue en virtuose pour aller jusqu'au bout de ses fantasmes."

PIERRE BRAUNBERGER présente

LES TROIS COURONNES DE MATELOT

un film de RAOUL RUIZ

JEAN-BERNARD GUILLARD • PHILIPPE DEPLANCHE • IFAN RADIN
NADÈGE CLAIR • LISA LYON • CLAUDE DE REPP • FRANK OGER

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-34-24)

MERCREDI 5 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

JEUDI 6 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

VENDREDI 7 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

SAMEDI 8 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

DIMANCHE 9 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

LUNDI 10 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MARDI 11 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MERCREDI 12 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

JEUDI 13 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

VENDREDI 14 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

SAMEDI 15 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

DIMANCHE 16 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

LUNDI 17 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MARDI 18 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MERCREDI 19 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

JEUDI 20 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

VENDREDI 21 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

SAMEDI 22 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

DIMANCHE 23 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

LUNDI 24 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MARDI 25 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MERCREDI 26 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

JEUDI 27 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

VENDREDI 28 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

SAMEDI 29 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

DIMANCHE 30 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

LUNDI 31 OCTOBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MARDI 1er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MERCREDI 2er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

JEUDI 3er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

VENDREDI 4er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

SAMEDI 5er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

DIMANCHE 6er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

LUNDI 7er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MARDI 8er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MERCREDI 9er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

JEUDI 10er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

VENDREDI 11er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

SAMEDI 12er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

DIMANCHE 13er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

LUNDI 14er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

MARDI 15er NOVEMBRE

Ch. Dior et le cinéma: 15 h, Le lit à colonnes, de R. Tadi; 17 h, L'homme le plus laid du monde, de J. M. Young.

5e Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain: 19 h, Les deux mondes d'Angelina, de J. M. Young.

VENDREDI 10 OCTOBRE

15 h, Robin des Bois, de G. Sherman; Rétrospective ZDF Cinéma-Télévision: 17 h, Le combat avec la bible, de H. Achterbusch; 9e Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain: 19 h, La ballade de Gregorio Cortez, de R. M. Young.

SAMEDI 11 OCTOBRE

15 h, Capitaine King, de H. King; Rétrospective ZDF Cinéma-Télévision: 17 h, Histoire de la nuit, de C. Klopfer; 9e Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain: 19 h, Le plus grand bonheur, de M. Wallerstein; 21 h, Ma tante non, de J. M. Young.

DIMANCHE 12 OCTOBRE

15 h, Le Conquérant, de D. Powell; 9e Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain: 17 h, Journal touché, de M. Wallerstein; 19 h, Les ennemis, de E. Calzavara; 21 h, Valentin, de J. Betancor.

LUNDI 13 OCTOBRE

15 h, Filigrane, de M. Carriz; 9e Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain: 17 h, Miss Univers au Pérou (Collectif de groupe Chaski); Lettre de M. Carriz; 19 h, Yeu de chine, de A. Duran.

MARDI 14 OCTOBRE

Rétrospective

L'AMBI DE VINCENT (Fr.): Gaumont Hall, 1e (297-49-70); Rétrospective, 2e (233-56-70); Studio Germain, 3e (633-79-38); Bretagne, 4e (222-57-97); Café, 5e (359-25-46); George V, 6e (562-41-46); St-Lazare, 7e (387-35-43); France, 8e (770-33-88); Athènes, 9e (343-00-45); Nation, 10e (297-49-70); UGC Gare de Lyon, 11e (343-01-39); Favette, 12e (331-60-74); Mistral, 13e (539-52-43); Gaumont Convention, 14e (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79); Mayfield, 16e (225-27-00); Wepler Pathé, 17e (522-46-01); Secrétan, 18e (241-77-99).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Fr.): Gaumont Hall, 1e (297-49-70); Rétrospective, 2e (233-56-70); Studio Germain, 3e (633-79-38); Bretagne, 4e (222-57-97); Café, 5e (359-25-46); George V, 6e (562-41-46); St-Lazare, 7e (387-35-43); France, 8e (770-33-88); Athènes, 9e (343-00-45); Nation, 10e (297-49-70); UGC Gare de Lyon, 11e (343-01-39); Favette, 12e (331-60-74); Mistral, 13e (539-52-43); Gaumont Convention, 14e (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79); Mayfield, 16e (225-27-00); Wepler Pathé, 17e (522-46-01); Secrétan, 18e (241-77-99).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.): Forum Odéon, 1e (233-56-70); Paris, 2e (325-79-83); Le Paris, 3e (359-25-46).

V.O.: GAUMONT AMBASSADE - FORUM LES HALLES - LES PARNASSIENS BONAPARTE - LUMIERE

33-99): George V, 6 (562-41-46); St-Lazare, 7 (387-35-43); Gaumont Hall, 1 (297-49-70); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A, v.l.): Trois Himmus, 9 (770-47-55).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.l.): Gaumont Hall, 1 (297-49-70); Hantefeuille, 6 (633-79-38); Olympe, 7 (770-47-55).

LES FILMS NOUVEAUX

PORT BRONX, New York Connection, film américain de Robert Butler, v.a.: Gaumont Hall, 1 (297-49-70); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

HONKYTONK MAN, film américain de Clint Eastwood, v.a.: Forum Odéon, 1 (233-56-70); Paris, 2 (325-79-83); Le Paris, 3 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

LES JOUEURS D'ÉCHECS, film indien de Satyajit Ray, v.a.: Forum Odéon, 1 (233-56-70); Paris, 2 (325-79-83); Le Paris, 3 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

OCTOPUSSY, film américain de John Glen, v.a.: Gaumont Hall, 1 (297-49-70); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sué.), film suédois de Lasse Hallström, 11 (708-89-16) (H.sp.).

DARK CRISTAL (A, v.l.): Trois Himmus, 9 (770-47-55).

LE DESIR DE JULIETTE (Fr.): Forum Odéon, 1 (233-56-70); Paris, 2 (325-79-83); Le Paris, 3 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bos.-A.), v.a.: Studio Média, 5 (633-25-27); Mayfield, 6 (359-25-46); V.I. Impérial, 7 (770-33-88).

DEVA (Fr.): Rétrospective, 2 (233-56-70); Paris, 3 (325-79-83); Le Paris, 4 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

EQUATEUR (Fr.): Épic de Bois, 5 (357-57-47).

ET L'EXTRA-TERRESTRE (A, v.l.): Trois Himmus, 9 (770-47-55).

L'ÉTÉ MÉTÉORITIQUE (Fr.): V.I. Impérial, 7 (770-33-88); Montparnasse, 14 (329-90-36).

EVIL DEAD (A, v.l.): Gaumont Montparnasse, 14 (329-90-36).

FANNY ET ALEXANDRE (Sué.), v.a.: Olympe, 7 (770-47-55); 37-77).

FANNY HILL (A, v.a.): Marbot, 2 (225-18-45).

LA FIANCÉE QUI VENAIT DU FROID (Fr.): UGC Danton, 6 (329-41-62); Normandie, 8 (359-25-46); UGC Boulevard, 9 (246-66-44).

LE FAUCON (Fr.): Forum Odéon, 1 (233-56-70); Paris, 2 (325-79-83); Le Paris, 3 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

LA FEMME DE MON PÈRE (Fr.): Rétrospective, 2 (233-56-70); Paris, 3 (325-79-83); Le Paris, 4 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

FLASHDANCE (A, v.a.): Forum, 1 (297-49-70); Ciné-Boulevard, 2 (233-56-70); St-Michel, 3 (326-79-79); Paris, 4 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

FRAGMENTS POUR UN DISCOS (Fr.): V.I. Impérial, 7 (770-33-88); V.I. Impérial, 7 (770-33-88).

FRANCES (A, v.a.): Gaumont Hall, 1 (297-49-70); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

FRÈRE DE SANG (A, v.a.): Art Beaumont, 4 (278-34-15), s.p.

FURYO (Jap., v.a.): UGC Marbot, 2 (225-18-45); Studio Chien, 3 (354-89-22).

GANDHI (Br., v.a.): Ciné-Palace, 5 (354-20-12); Élysée Lincoln, 6 (359-25-46); V.I. Impérial, 7 (770-33-88); 37-77).

LE GUERRIER DE L'ESPACE (A, v.a.): Rétrospective, 2 (233-56-70); Paris, 3 (325-79-83); Le Paris, 4 (359-25-46); UGC Gare de Lyon, 11 (343-01-39); Favette, 12 (331-60-74); Mistral, 13 (539-52-43); Gaumont Convention, 14 (822-42-27); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Mayfield, 16 (225-27-00); Wepler Pathé, 17 (522-46-01); Secrétan, 18 (241-77-99).

LA FEMME FILLE AU CARTON A CHAPEAU (Fr., v.a.): Studio des Ulys, 5 (35

LUDWIG-VISCONTI (fr., v.a.) : Saint André des Arts, 6 (326-48-18).
LE MONDE SELON GARCIA (A., v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-39-18).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.a.) : Quintette, 5 (633-79-38).
OEIL POUR OEIL (A., v.l.) : Arcades, 2 (232-54-58) ; Paris Ciné, 18 (770-21-71).
OKRAINA (Sov. v.a.) : Studio des Urmains, 5 (354-39-19).
OUTSIDERS (A., v.a.) : Forum, 11 (297-55-38) ; Cinesa, 5 (75-78-38) ; Ambassade, 3 (359-19-60) ; Biarritz, 2 (732-69-22) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Miramar, 15 (327-44-50) ; Cinéma Paris, 15 (328-42-32) ; Cinéma Paris, 15 (328-42-32).

48013.
PELVISIA (An. v.f.) (**): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).
PAULINE LA PLACE (Fr.): Cinoches (H. sp.) 6* (633-10-82).
LES PRÉDATEURS (Brit. v.a.): Saint-Séverin, 5 (354-50-11); 7^e Art Beauvoir, 1 (354-50-15); Studio de l'Ecluse, 17 (380-42-05).
LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.): Marais, 4 (278-47-86).
RIUE CASAS-NEIGRES (Fr.): Rio Opéra, 2 (327-52-36); 3^e Beauvoir, 1 (327-52-36); U.G.C. Danton, 6 (329-42-62); 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Ermirange, 8 (359-15-71); Maxéville, 9 (770-72-86); U.G.C. Gare d'Orléans, 1 (343-01-29); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Montparnasse Péralé, 14 (320-12-06); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Images, 19 (575-79-79).
LA SCARLATINE (Fr.): Cinq Beauvoir, 3 (271-52-36); UGC Odéon, 6 (325-71-08); UGC Montparnasse, 6 (344-14-27); Biarritz, 7 (72-69-23); UGC Boulevard, 1 (343-01-29); UGC Gare d'Orléans, 1 (343-01-29); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (828-20-46).
SUPERMAN III (A.n. v.a.): Ambassade, 1 (323-56-70); 1^{er} Richelieu, 1 (233-56-70). (H. sp.) 3: Gaston Convention, 15 (828-22-27) (H. sp.).
TONNERRE DE FEU (A.n. v.a.): U.G.C. Rotonde, 6 (33-08-22); Ermirange, 6 (359-15-71). — V.F.: Ambassade, 1 (342-56-3); Peranconi Opéra, 5* (742-56-31).
TOOTIS (A.n. v.f.): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).
LA TRIAVIATA (It. v.a.): Vendôme, 2 (261-50-32).
LE ULTIME CENA (Cath. v.a.): Desfer (H. sp.), 14 (321-41-01).
UN JEU BRUTAL (Fr.): 7^e Studio de la Harpe, 5 (34-25-52).
VICTOR, VICTORIA (A.n. v.a.): Saint-Michel, 5 (326-79-17).
WOMEN UNDER FIRE (Fr.): Hanteville, 1 (353-79-38); Marguerite, 9 (359-92-82); Française, 9 (770-33-88);

**COLISÉE - BERLITZ - ST-GERMAIN/HUCHETTE - GAUMONT HALLES
GAUMONT CONVENTION - LES PARNASSIENS
ARTEL Corbeil - GAUMONT/QUEST Boulogne
ARTEL Villeneuve-St-Georges - ARTEL Marne-la-Vallée
CARREFOUR Pantin - FLANADES Sarcelles - 3 VINCENNES**

HARVEY KEITEL / MICHEL ROBIN
CATHERINE FROT / RICHARD ANCONINA

UNE PIERRE DANS LA BOUCHE

UN FILM DE
**JEAN-LOUIS
LECONTE**

JEFFREY YAME BRUNO BALD (GENEVIEVE MONOD)
THEATRE JAPON DE HUGUES QUESTER

Scénario JEAN-LOUIS LECONTE - Dialogues GÉRARD BRACH
photo HENRI ALEKAN

AMC

**Église
des
Éclottes**

**5 octobre
20 h 45**

**Dimanche
9 octobre
17 heures
(p.a. Kiepen)**

**CONCERTS D'INAUGURAT.
de l'ORGUE des BILLETES**

**P. SEGOND
Organiste**

**Jean GULLOU
Organiste**

**J.-B. Bach - Liert
Gullou (1^{er} aud.)**

Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06);
Mistrail, 16^a (539-99-75); Gaumont
Convention, 15 (328-42-27).

ZELLIG (A.): Forum, 1^a (297-53-74)
Movies Halles, 1^a (260-43-99); Paramount
Marivaux, 2^a (296-40-40); Studio
Alpha, 5^a (354-39-47); Studio de la
Harpe, 5^a (634-42-53); Paramount
Convention, 15 (328-42-27); RFA,
12-15; Publicis Champs Elysees, 9^a
(720-76-23); Monte Carlo, 8^a (225-
09-83); Paramount Opéra, 9^a (742-
56-31); Athénée, 12 (343-00-65); Paramount
Bastille, 12 (343-00-65);
Pochette, 13 (707-14-17);
Paramount Montparnasse, 14 (329-
90-10); Mistrail, 14 (539-52-43); Passy,
16 (727-49-75); Convention St-Charles,
15 (579-33-00); Paramount Maitlot, 17
(579-33-04); Cicely Pathé, 18 (522-
46-01).

L'AGE D'OR (Fr.): Tompkins (H. sp.),
? (272-264)
ANNIE HALL (A. v.o.): Cinoches Saint-
Germain, 5 (633-10-82)
ANNE DE FRANCE (A. v.o.): (**) :
Clampo, 5 (354-51-60)
LES ARISTOCRATES (A. v.o.): Napo-
leon, 17 (350-41-46)
BARON DE MONTMOR (A. v.o.): Marbeuf, 8
(225-18-45)
EVE EVE BRASIL (Brta., v.o.): Denfert,
1 (225-18-45)
LES CHIENS DE PAILLE (A. v.o.)
(**): I.U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45)
CRIA CUEVROS (Esp., v.o.): (Hisp.)
1 (225-18-45)
CROSSINGBERG (A. v.l.): Maczville, 5
(770-72-86) : Paramount City triomphe,
9 (562-45-76) : Paramount Montpar-
nasse, 9 (562-45-76)
LES DAMOISELLES (L. f.) (*) : Opéra
Night, 2 (296-62-56)
LE DAPHLA NEU (A. v.o.): (H. sp.)
Clampo, 5 (633-97-82)
DELRANCE (A. v.o.): (**) : Opéra
Night, 2 (296-62-56) : Botte à Films
(H. sp.), 17 (322-64-21)
LE DUC DE MONTMOR (A. v.o.): LA NUIT
(A. v.o.): Art Beaunour, 9 (278-34-15)
DOCTEUR JIVAGO (A. v.o.): Marbeuf,
9 (225-18-45)
DUPONT DE MONTMOR (It. v.o.): Marais
5 (278-37-46)
EMMANUELLE (E.) (**): Paramount City,
9 (562-45-76)
EMMANUELLE (E.) (A. v.o.): (**) :
Rialto, 19 (607-47-67) : Saint-André
des Arts, 6 (326-48-18) (Hisp.) : Grand
Pavé, 15 (554-46-35) (Hisp.)
LES FEMMES DE MONTMOR (Fr.):
Remick, 16 (289-64-44)
ERASERHEAD (A. v.o.): Biscorial 13
(277-28-04)
EVE (A. v.o.): Action Christine, 6 (325-
47-46)
L'EXTRAVAGANT MR. EUGLES (A. v.o.)
(*) : Olympe-Luxembourg, 6 (633-
62-47)
LA FABLEUSE HISTOIRE DE DO-
NALD ET DES CASTORS JUNIORS
(A. v.l.): La Royale, 1 (582-82-66) :
Grand Pavé, 15 (554-46-35) : Napo-
leon, 17 (755-63-42)

/HUCHETTE - GAUMONT HALLES
N - LES PARNASSIENS
ONT / OUEST Boulogne
s - ARTEL Marne-la-Vallée
ES Sarcelles - 3 VINCENNES

MICHEL ROBIN
CHARD ANCONINA

ARRRRE NS BOUCHE

PHI BENEVIDE MINICH
GUES BUESTER
BRACH : dialogues GERARD BRACH
ALEKAN

Les

LE FAUTEUR SONNE TOUJOURS
DEUX FOIS (A.v.) (**) : Studio de
 l'Étoile, 17° (380-42-05).
FLESH (A.v.) (***) : Espace Gahé, 14°
 (327-92-94).
GAMBLER (A.v., v.d.) : Vidéo-
 store, 6° (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU
PLAISIR (Fr.) (***) : Danfort, 14°
 (Hsp.) (321-41-01).
HAIR (A.v.) : Épée-de-Bois, 5° (337-
 57-47).
HAUTE PÈGRE (A.v.) : Saint-André
 (Hsp.) (326-18-18).
L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A.v.,
 v.o.) : Action Christine, 6° (327-47-46) ;
 Olympic Balzer, 9° (561-10-60).
JEREMIAS JOHNSON (A.v., v.l.) :
 Opéra-Night, (296-42-62) ; Boite à
 Fling, 14° (327-92-94).
JESUS RE. NAZARETH (It. v.l.) :

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.a.) : Gaumont Ambassade, 8^e (359-19-08) ; v.f. : Montparnass, 14^e (326-57-37)

LE LOUPE-LUTIN DE LONDRES (A., v.a.) (*) : Ominetia, 5 (633-79-38) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; (v.f.) Richelieu, 14^e (358-11-62) ; Lumière, 9 (224-46-07) ; Miramar, 14^e (320-89-52) ; Mistral, 14^e (539-52-43) Convention St-Charles, 15^e (579-53-30)

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.a.) : Cécile, 14^e (358-11-62)

MÊME À L'OMBRE LE SOLEIL, LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (IL V.F.) : Arcades, 27 (233-54-58)

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) :

MONTY PYTHON SCÈNE GRAAL (Ang., v.a.) : Cluny-Ecoles, 5 (354-20-12)

NEW YORK, NEW YORE (A., v.a.) (v.f. émigré.) : Calypso, 17^e (380-30-11)

PETER BRITSON (A., v.a.) : Studio Logos, 9 (354-42-34) ; Accacias, 17^e (380-41-46)

PINOCCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17^e (380-41-46)

PLAYTIME (Fr.) : Tempieri, 3 (272-94-36) (Hisp.)

(seu) SNUIT (It., v.a.) (**) : Champso, 5 (354-51-60)

PROMENADE AVEC L'AMOUR ET LA MORT (A., v.a.) : Contrecarpe (328-83-37)

LES QUATRE PAYS (F.) : Parisiens, 14^e (323-43-11)

TAXI DRIVER (A., v.a.) (**) : Parisiens, 14^e (320-30-19)

THE SERVANT (A., v.a.) : Studio Logos, 9 (354-42-34)

UN SI DOUX VISAGE (A., v.a.) : Action Christine, 6 (325-47-67)

LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.a.) : Cécile, 14^e (358-11-62)

WOODCROFT (A., v.a.) : Péniche des Arts, 16 (527-77-55)

REVOIR WOODY ALLEN (v.o.) :
Action, 5^e (32572-07), Mer. : dlm :
Guerre et Amour ; jeu : Bananas ; ven :
Tombé les filles et t'ai-jei ; sam, mar :
Woody et les Robots ; jeu : Tout ce que
vous avez toujours... (**).

U.G.C. BIARRITZ - U.G.C. BOU

"POUSSIÈRE D'EMPIRE"

SELECTION OFFICER
GEORGE GLASS, D.M.A.
DJANGO RUTH, J.B.A. FRANCIS STEVENSON, D.M.A.
JOHN LARSEN, M.A., J.B.A. STEVENSON
 Director of the Department of Music, University of California, Los Angeles
 Director of the Department of Music, University of California, Los Angeles

Sortie
mots

MAXIME GORKI (v.o.) : Cosmos, 6
(544-28-00), mer, 18 h : jeu. et sam.
16 h : dim. et mer. 14 h : l'Enfance de
Gorki ; mer. 22 h : ven. et mar. 16 h
et lun. 18 h : En gagnant mon pain ;
jeu. 14 h ; ven. et lun. 22 h ; sam. 10 h
et lun. 18 h : l'Université ; mer. 10 h
16 h ; jeu. dim. et mar. 20 h ; ven. 18 h ;
sam. 22 h : les Bas Fonds ; mer. et lun.
16 h 30 ; ven. 20 h 30 ; dim. 22 h 30 : la
Mère ; mer. et lun. 20 h ; jeu. 18 h ; ven.
14 h ; dim. 16 h : Les tsiganes montent au
ciel.

MEZOGUCHI (v.o.) : 14 Juillet-Parnasse
9 (326-58-00), mer : la Rue de la
Honte ; jeu : l'Intendant Sansho ; ven :
Femmes de la nuit ; sam : Contes des
chrysanthèmes tardifs ; dim : l'Impératrice
et le Prince ; lun : Violette et Violette
Haru, Femme galante ; mar : le Héros
sacrifié.

LE THEATRE D'ANTOINETTE VITEZ :
Studio Bertrand, 7° (783-64-66) : H. sp.
1. BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7° (783-64-66) : dj. sf. dim. 14 h : mer. 17 h 30 : Réves de femmes.
PREMIERS FILMS (v.o.) : Studio Bertrand, 7° (783-64-66) : dj. sf. dim. 14 h : mer. 17 h 30 : Breaking Glass ; dj. sf. lun. et mer. 17 h 40 : Reds.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 11° (783-64-66) : Agnes Scott ; ven. sam. 14 h : The Enclosed ; dim. lun. mar. : La Maison du docteur Edwarde.
AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9° (878-50-50) : mer. : Le temps du diable ; jeu. : Tientsi hou ; rampe : J'arrive ; ven. : Les Fugitifs de Buenos Aires ; Capone ; dim. : Les Feux de l'été ; lun. l'Incident ; mar. : Voyage à deux.
R. BRESSON : Studio 43, 9° (770-63-40) : ven. sam. 18 h : Les Dames du bois de Boulogne ; dim. 16 h : l'Argent ; mer. et lun. 20 h : jeu. 18 h ; sam. 14 h : dim. 22 h : Mouchette ; mer. 22 h : ven. 18 h : sam. 16 h : dim. 20 h : As hasard Bezaud ; lun. 22 h : Un condamné à mort s'échappa ; jeu. et ven. 22 h : sam. 20 h : dim. 18 h : Les Dames du bois de Boulogne.
JEAN-LOU GODARD : République Cinémas, 11° (805-51-33) : mer. : jeu. : Salue qui peut (la Vic) ; ven. : lun. : Masculin-Féminin ; sam. : Comment ça va ; dim. : Week-end ; mar. : One plus One.
NUIT DE L'HUMOUR JUIF (v.o.) : Escorial, 13° (707-28-04) : sam. 24 h : Festival du samedi ; Tous ce que vous voulez toujours vœux... ; (s'arr.) : Un rabbi au Far-West.
ROBERT WISE (v.o.) : Espace-Café, 14° (327-95-94) : mer. : lun. : Le Coup de cœur ; jeu. : Nô pour l'été ; ven. : La Malédiction des hommes-chats ; sam. : mar. : Le Récupérateur de cadavre ; dim. : Ciel rouge.

COMEDIE AMERICAINE (v.o.) : Olympic, 14* (545-35-38), mer : l'Impossible M. Bébé ; jeu : Honeymoon ; ven : la Brune brûlante ; sem. : Vacances romaines ; dim : The Party ; lun : Chaus-sure à son pied ; mar : Ninotchka.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18* (606-36-07), mer : la Java des

REWARDS - CLUNY/ÉCOLES

EST UNE MERVEILLE !
LIBÉRATION

SANDA
STEVENIN

Empire

un film de

LÂM LÊ
ALLE VENISE 1983
COPÉE, par excellence
"DÉJÀ D'ENFER" un film de LÂM LÊ avec THANG LONG
un participant au festival de CANNES
COLLECTIF en 1983 avec un scénario de NGUYEN KHUAT
avec NGUYEN KHUAT, NGUYEN KHUAT, NGUYEN KHUAT, NGUYEN KHUAT
NGUYEN KHUAT

U FILM MERCREDI 12 C

s pou

VERNON ORIGINAL


MARIGNAN PATHE 00000000 - UGC NORMANDIE 00000000
PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES 00000000 - PARAMOUNT ODEON
PUBLICIS ST GERMAIN - OLIVY PALACE 00000000
GALUMONT HALLES 00000000
VERNON FRANCAISE

GRAND REX 00000000 - PARAMOUNT OPERA 00000000
PARAMOUNT MARMAIL 00000000 - UGC OPERA - IMAGES 00000000
PARAMOUNT MONTMARTRE - MONTMARTRE PASTHE 00000000
UGC MONTMARTRE - MONTMARTRE - PARAMOUNT OREANS
UGC CONVENTION 00000000 - CONVENTION ST-CHARLES
FAUVETTE 00000000 - PARAMOUNT GALAXIE - GALUMONT GAMBETTA
PARAMOUNT BASTILLE - PASSY - PARAMOUNT MARLOOT
PERIPHERE - VERNON FRANCAISE

VERSAILLES CYRANO - VELEJY Studio - COLUMB Club
ST-GERMAIN Alpha 00000000 - RUELLY - LA DEFENSE 4 Temps
ARGENTEUIL Alpha 00000000 - ENGHEN FRANCAIS 00000000
CHAMPIGNY Pathé 00000000 - THIAIS Belle Epine 00000000
ROSNY Arbel - CRETEL Arbel - AULNAY Parinor
SARCELLES Planades - PANTIN Carrefour 00000000
MARNE-LA-VALLEE Arbel - MONTREUIL Mésires - BOUSSY ST-ANTOINE Buxy
NEUILLY Village - LA VARENNES - VILLY LEVY Guemont
BOULOGNE Guemont 00000000 - VILLY CHATELON Citego
REX Polisy - URS Orsay

Le Meilleur des Bond !
ALBERT R. BROCCOLI présente
ROGER MOORE dans l'œuvre de **IAN FLEMING**
JAMES BOND 007 dans



Avec **MAUD ADAMS, LOUIS JOURD'HAU, KRISTINA NYSTROM, KATER BELL, VILJO ANTTILA**
 Présenté par **ALBERT R. BROCCOLI** Réalisé par **JOHN GLEN**
 Narrateur en Scénario **GERHARD MACDONALD FRASER** et **MICHAEL MARSHALL** et **MICHAEL G. WILSON**
 Producteur Exécutif **MICHAEL G. WILSON**, Chef Découpeur **PETER LAMONT** Production Assistants **TIM PYSCHER**
 Musique de **JOHN BABY** (Musique Originale aux États-Unis de **Gaspar Arz**) Coproduction **CHS** **ITA COLANGELO**
ALCAN UN FILM MARQUE DÉPOSÉE PAR CANADA FILM INC. (DISTRIBUTION)  © 1995 CANADA FILM INC. ALL RIGHTS RESERVED

UGC HARRITZ - MARIGNAN-CONCORDE PATHE - UGC BOULEVARD - MAXEVILLE - UGC ODEON
STUDIO LOGOS - LES MONTPARNOS - AUSTRAL - FAUVETTE - CLICHY PATHE
GAUMONT GAMBETTA - 3 SECRETAN - UGC GARE DE LYON - FORUM LES HALLES

FRANÇOIS CLUZET • ROBIN RENUCCI • ELISABETH BOURGINE • JEAN-YVES DUBOIS
avec YVES ROBERT et JUDITH MAGRE



"Vive la Sociale réinvente le cinéma de plaisir dont nous sommes frustrés. M. MARDORE (Ld N° 085.)"

VIVE

LA SOCIALE!

[illegible]

ur le dire

SORTIE DU FILM MERCREDI 12 OCTOBRE

Les mots pour le dire

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 142, Champs-Élysées 20-41
Tous les jours 19 h à 22 h. Vue agréable sur jardin. SPÉCIALITÉS DANOISES ET SCANDINAVES. Hors-d'œuvre danois. FESTIVAL DE SAUMON. Mignon de renne. Canard.

DINERS

RIVE DROITE

LE POTAGER DES HALLES 13, rue du Cygne, 1^{er} 296-83-30 Dans un décor 1930, bar américain, salon et bar au 1^{er} étage. Cuisine traditionnelle. Ouvert de 12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale.

VISHNOU 297-56-54 37, rue de Volney et rue Daumou, 2^e GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.

RELAIS BELMAN 723-54-42 37, rue de Trévise, 8^e F/sam. soir-dim. Jusqu'à 22 h. Cadre élégant et confortable, salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. LES RAVIOLES DU ROYAN. Sole aux courgettes. GATEAU DU JOUR.

CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Pontfieu, 8^e Ouv. l.j. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.

AUB. DE RIQUENHOF 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9^e T.l.j. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SA CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. SON BANC D'HUITRES

AU PETIT RICHE 770-88-68, 770-86-50 25, rue Le Pelletier Fermé dimanche Son étonnant MENU à 100 F. S.c. Ses vins de Loire. Décor centenaire authentique. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., Diner-Soupers de 19 h à 0 h 15. Parking Drouot.

TY COZ F/dim. 35, rue Saint-Georges, 9^e 878-43-95 J. 23 h. Jacqueline et Marie-Françoise vous attendent pour vos déjeuners et dîners dans un cadre breton. POISSONS, FRUITS DE MER, CRUSTACÉS, CRÊPES et GALETTE.

PAGODA T.l. J. 874-81-48 50, rue de Provence, 9^e Prix - BAGUETTES D'OR - de la gastronomie chinoise. Médaille d'argent de Paris. Carte d'or Club Gault-Millau.

ÉTOILE DE L'INDE 770-72-83 13, rue de Trévise, 8^e Fermé dimanche DÉJEUNERS, DINERS. Spécialités indiennes : BIRYANI, boulettes de crabes, crevettes au curry, etc. Prudent de réserver.

DOU CEST 206-40-62 8, rue du 8-Mai-1945 Tous les jours J. 24 h. Cadre nouveau au rez-de-chaussée. Brasserie, menu 48,30 F.s.c. et carte. Rest. gastronomique au premier. Spéc. du chef : POISSONS, Choucroute, GIBIERS.

PALAI DU TROCADERO 727-03-02 25, avenue d'Eylau, 10^e Tous les jours Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.

YVONNE 720-98-15 13, rue Bassano, 10^e Vieille cuisine française. Diverses spécialités. Carte, environ 130 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche. DINERS AUX CHANDELLES.

LE GRAND CHINOIS 723-98-21 6, avenue de New-York, 10^e F/lundi Pri - CRUSTACÉS DE VERMEIL - et - FOURCHETTE D'OR - de la gastronomie chinoise. Carte d'or Club Gault-Millau.

LES SAINT-SIMON 380-58-68 110, bd Périère, 17^e F sam. midi-dim. Ses spécialités de poissons, MENU à 110 F. s.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.

LE GUILLAUME TELL 662-28-72 111, av. de Villiers, 17^e F/sam. midi-dim. BANC D'HUITRES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISSE et BOURRIDE. Carnes crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

L'ORÉE DU BOIS 747-92-50 Bois de Boulogne Tous les jours Déj d'aff. Menu 160 F. Dîners-spectacle dansant, jeudi, vendredi, samedi, menu 230 F. Orch. Jean SALA. Carlo NELL. Salons pour réception 10 à 800 p. Parking assuré.

EL PICADOR F/lundi-mardi 80, bd des Batignolles, 17^e 387-28-87 Déjeuner, dîner, j. 22 h. SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES : zarzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. P.M.R. 120 F. 2 formules 62 F.s.c. - 75 F.s.c. avec spécialités SALONS.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRIORD 325-12-84 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5^e J. 23 h. 30. CARREFOUR MONTMARTRE/RASPAIL, venez déguster les spéc. de TANDOR. Egal. 72, bd St-Germain, 354-26-07. T.L.J. Spéc. BIRIANI.

LA MAHARAJAH 326-90-14 et 68-04 15, rue J.-Chaplain, 6^e F/mardi J. 23 h. Grande carte. Carte à prix fixe : 180 F. vin et s.c. Menu dégustation : 240 F. s.c. Salons de 2 à 30 couv. Cadre ancien de réputation mondiale.

LAPÉROUSE 326-90-14 et 68-04 51, qu. Grands-Augustins, 6^e F/dim. Jusqu'à 0 h 30, dans un cadre typique. Cuisine marocaine de FES. Pastilla, Couscous-Beurre. DESSERTS MAISON. Réservation à partir de 17 h.

AISSA FILS F/dim. 5, rue Sainte-Beuve, 6^e 548-07-22 Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fois gras chaud aux raisins et ses vins. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.

LA BOURGOGNE 705-96-78 6, avenue Bosquet, 7^e Menu à 90 F. Grande crûte de Bordeaux en carafe. Dans une oasis de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lundi. Parking privé, entrée face au n° 2, rue Faber.

CHEZ FRANÇOISE 551-87-20/705-49-03 Aéroport des Invalides, 7^e Menu à 90 F. Grande crûte de Bordeaux en carafe. Dans une oasis de verdure. Ambiance musicale. Ouvert dim. au déj. F/dim. soir et lundi. Parking privé, entrée face au n° 2, rue Faber.

TAN DINH F/dimanche 60, rue de Vermeil, 7^e 544-04-84 Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979, 400 Grands Crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bac-Montalembert.

SOUPERS APRES MINUIT

LA CHAMPAGNE 10 h. p. Clichy 874-44-78 J. 3h. Huitres - Coquillages toute l'année. GRANDE BRASSERIE DE LA MER

WEPLER 14, place Clichy, 18^e 522-53-24 SON BANC D'HUITRES Foie gras frais - Poissons

Chez HANSI 3, pl. 18-Juin-1940 548-96-42 F. Tour Montparnasse, J. 3 h. mat. CHOUCRUTE, FRUITS DE MER.

LE BAYERN Place du Châtelet 233-48-44 J. 3 h. Choucroute - Fruits de mer ORCHESTRE BAVAROIS tous les soirs

LA CLOSERIE DES LILAS 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 et 354-21-68 Au piano : Yvan MEYER.

LA TOUR D'ARGENT 6, place de la Bastille, 344-32-19 Cadre élég. et confort. - Tous les jours de 12 h à 1 h 15 mat. Grill. poissons. BANC D'HUITRES

LE LOUIS XIV 208-56-56/300-19-90 8, bd St-Denis. Huitres, Fruits de mer. Crustacés, Rôti, Gibiers. Parking privé assuré par valetier.

AU PETIT RICHE 770-68-66/66-50 Fermé dim. Serv. ass. jusqu'à 0 h 15. Banc d'huitres, menu à 100 F.s.c.

DESSIRIER T.s les j. 227-82-14 LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE. POISSONS, SPÉC. GRILLADES.

COMMUNICATION

POINT DE VUE

L'application de la loi sur l'audiovisuel

I. — La France fait l'apprentissage de nouvelles libertés

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, intervenait ce mercredi 5 octobre, en conseil des ministres sur le bilan de la loi du 29 juillet 1982 et les perspectives dans ce secteur, notamment celles ouvertes par les technologies de la communication. Dans une série de deux papiers, il parle des dossiers litigieux en cours (quatrième chaîne, vidéo...) et éclaire la politique d'ensemble du gouvernement.

par GEORGES FILLIOUD (*)

Le financement des infrastructures comme de l'exploitation — à l'abonnement. Il n'y avait d'ailleurs pas d'autre choix à faire des lors qu'était exclu le financement par la redevance et la publicité commerciale, qui aurait eu pour effet de réduire les moyens des trois sociétés nationales de télévision en prélevant sur l'enveloppe du service public.

Le financement des infrastructures comme de l'exploitation — à l'abonnement. Il n'y avait d'ailleurs pas d'autre choix à faire des lors qu'était exclu le financement par la redevance et la publicité commerciale, qui aurait eu pour effet de réduire les moyens des trois sociétés nationales de télévision en prélevant sur l'enveloppe du service public.

Quatrième chaîne :

le gouvernement tranchera

DANS notre espace hertzien et approximativement hexagonal une nouvelle chaîne de télévision se met à chercher une place : aussitôt le cinéma se rebiffe... du moins ceux qui parlent fort en son nom...

Avec quinze ans de retard, la France se lance dans l'aventure de la télédiffusion : aussitôt se bousculent pour obtenir les premiers réseaux câblés ceux qui pensent d'abord aux dividendes électoraux qu'ils escomptent de leur exploitation politique...

La modulation de fréquence, jusque là zone interdite, est enfin débloquée : aussitôt tentent de s'y engouffrer beaucoup plus d'appétits et d'ambitions que les lois de la physique n'en peuvent admettre. On ne retient bientôt plus que les reculs de l'impossible, oubliant la multitude des autres qui radiotent en liberté...

Une libre concurrence

Le bouchon du monopole saute : aussitôt ceux qui l'ont tenu vissé tant qu'ils tenaient l'Etat protestent qu'il fallait le faire sauter plus tôt et jurent qu'ils le feront sauter plus haut s'ils reviennent...

Et pendant ce temps, une bonne partie de la presse hurle avec tous ceux qui aboient, au lieu de chercher sa place dans la caravane qui passe.

Ainsi, en l'an II de la Communication audiovisuelle, la France fait, dans le désordre, l'apprentissage de nouvelles libertés.

Il fallait une loi pour en ouvrir l'accès. La loi a été votée. Rendait enfin possible ce qui était depuis longtemps proclamé nécessaire. Le

L'intrusion de mode nouveaux d'acheminement à pour première conséquence de compromettre les équilibres institués entre les médias, et comporte le risque de les détruire si l'on n'y prend garde. Ils conviennent donc, pour un temps, de les préserver, et de prévoir comment ils pourront, par la suite, se rétablir naturellement. Il est clair, en effet, que les mesures de protection ne peuvent être infiniment prolongées et que le moment doit venir d'une libre concurrence entre les technologies et les institutions. La renonciation au monopole de programmation, depuis toujours détenu par l'Etat, a constitué dans cette direction une étape décisive.

A partir de là, nous devons aller progressivement vers un allègement des contraintes et la recherche de la meilleure répartition des moyens de financement, y compris de ceux qui restent à inventer. En effet, tous les médias audiovisuels puisent dans les mêmes gisements. Celui dont s'est principalement nourri le service public depuis sa naissance ne recèle plus les mêmes richesses. Le produit de la redevance a crû automatiquement pendant un quart de siècle au rythme de l'équipement des ménages. Nous arrivons au terme de cette progression due à l'effet de parc, maintenant que la quasi-totalité des foyers français possède un téléviseur, qui, dans peu d'années sera partout en couleur. Il n'y aura donc bientôt de ressources supplémentaires à attendre de cette provenance que de l'augmentation nominale de la taxe.

Mais celle-ci ne peut guère dépasser le taux de glissement de la moyenne des prix... sauf à imaginer un autre système de perception... ou à envisager la taxation du second récepteur...

Une solution plus réaliste et plus proche réside dans une meilleure utilisation de nos réseaux hertziens. Ceux-ci ne sont occupés que huit à dix heures chaque jour par les sociétés de programmes qui en sont affectataires, tandis que demeurent insatisfaits des besoins nouveaux de communication sociale.

D'où le projet de création — déjà très avancé — d'une régie nationale des espaces qui exploiterait le temps d'antenne disponible pour des programmes et des services divers, à la demande des administrations publiques, des entreprises, des institutions éducatives, culturelles, sociales, du mouvement associatif...

Certains avaient suggéré que cette fonction soit affectée — en exclusivité — à l'ancien réseau 819 lignes. Il est plus rationnel et plus opérationnel qu'elle soit exercée par l'ensemble des chaînes qui en tireront des moyens supplémentaires importants évalués à 500 millions de francs par an. Cette formule permet ainsi d'assigner à Canal Plus une vocation distractive répondant à une autre attente, celle notamment des amateurs de films. Il y a là également une expérience originale puisqu'il sera recouru pour la première fois — pour

(*) Secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication.

La création d'une télévision payante — qui sera, en somme, la plus grande salle de spectacle de notre pays — s'inscrit parfaitement dans le projet global de diversification de notre système de communication par l'image, sous les garanties voulues par le législateur, puisque la société éditrice exploitera ce canal dans les conditions d'une concession de service public assortie d'un cahier des charges. On pouvait souhaiter que ces conditions, concernant le cinéma, fassent l'objet d'un accord entre les parties. Ce n'a pas été le cas. Il revient donc au gouvernement de trancher. Il est prêt à le faire en prenant en compte tous les intérêts en cause, sans compromettre ceux des exploitants en salles. Sans interdire à Canal Plus de réussir.

Cette affaire est un exemple des difficultés qui naissent de l'apparition d'un nouveau partenaire dans cet univers — confortable et clos — qui pourtant doit s'ouvrir. De même, la diffusion sur cette antenne de films relativement récents peut perturber le marché de la vidéo. Les commerçants de ce secteur s'en sont déjà fort publiquement émus.

Je conviens qu'une situation nouvelle peut appeler une révision des règles établies et qu'on peut envisager une modification des délais impartis pour les différents modes d'exploitation des œuvres cinématographiques : salles de projection, vidéocassettes, télévision. Il n'était pas indispensable pour faire reconnaître cette logique d'engager une campagne bruyante et boiteuse. Dont il est vrai que ceux qui en assurent le principal des frais comptent et paient double puisque, étant, à la fois dans le cinéma et dans la vidéo, ils sont contraints de passer successivement aux deux caisses pour soutenir, au besoin contre eux-mêmes, leurs intérêts contradictoires. C'est devenu une mode que de plaider le sor pour la libre entreprise en dénonçant toute intervention de la puissance publique comme attentatoire à l'initiative privée, et de réclamer le lendemain matin l'aide et la protection de l'Etat pour la sauvegarde d'intérêts catégoriels et de profits personnels. Ceux qui s'adonnent à cette pratique feraient bien de songer aux risques qu'ils encourrent de se voir un jour pris au mot. S'il advenait qu'on oubliât le contre-mot qu'ils ont prononcé la veille.

Prochain article :

UNE POLITIQUE GLOBALE

ST-ANDRÉ-DES-ARTS

CHRONOPOLIS

DANS UNE CITÉ
HORS DU TEMPS
UN HUMAIN ANEANTIT
L'ÉTERNITÉ

Lisez

LE MONDE

diplomatique

**FAITES
DÉCOLLER
VOS
AFFAIRES
VERS
L'EXTRÊME
ORIENT.**

Avant le vol.
Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez, JAL s'en occupe.

En vol.
Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60°, en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL.

La classe Affaires.
20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

les escaliers.

JP 11/10/1983

COMMUNICATION

CARNET

Mercredi 5 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les mercredis de l'information : Honduras - Nicaragua, 3^e frontière de l'Amérique. Reportage de M. Escobar et J.-L. Douvillé. L'installation des Américains dans la zone sud du Nicaragua. Mission : empêcher le ravitaillement en armes entre le Nicaragua et le Salvador.
- 21 h 35 Ballet : Twyla Tharp. Le spectacle d'une des grandes chorégraphes américaines.
- 22 h 35 Documentaire : Giorgio De Chirico ou le peintre des énigmes. Réal. M. Demoulin.
- 23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret, d'après G. Simenon ; réal. L. Gaspard. La fête d'un homme. Maigret à la prison de la Santé aux prises avec un personnage bizarre, infirme malade : une partie de bras de fer, très bien interprétée.
- 22 h 10 Magazine : Cinéma-cinéma, de M. Boujut, A. Audren et C. Ventura. Une interview de Busby Berkeley, l'un des maîtres de la comédie musicale américaine disparue en 1977. Un reportage sur le tournage de Love Streams de John Cassavetes.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Spectacle 3 : le fauconnier à bascule. Pièce de J.-C. Brisville, mise en scène J.-P. Miquel. Avec J.-P. Miquel, H. Virvieux et L. Rey. Deux hommes de race différente, que le métier d'éditeur

a réunis quelque temps, sont amenés à un affrontement qui, de professionnel, devient un duel de conscience.

22 h 5 Variétés : La Hesta. Cette émission de variétés en breton est la deuxième du genre produite par FR3 Midi-Pyrénées - Languedoc-Roussillon sur une idée de Marcel Aumont. Des poèmes, des chansons, des danses. Ce divertissement, réalisé par E. Molinaro, est sous-titré.

23 h 20 Prélude à la nuit. Concert à Metz : Ouverture cubaine de Gershwin, par l'Orchestre philharmonique de Lorraine, dir. E. Krivine.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Ciné 16 : Le voyage en province, de J. Trefouel.
- 18 h 20 Court métrage.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 19 h 55 Informations.
- 19 h 10 Saturnin et compagnie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 50 Feuilleton : Les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 20 h, Molière, de Rossini. Avec R. Raimondi, J. Anderson, E. Palacio, Z. Gal, S. Nimsborn, S. Fischella, S. Brown, K. Lewis.
- 22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h, Les chants de la terre.
- 20 h 30, Concert : Candide, ouverture de Bernstein ; Rhapsody in blue, de Gershwin ; Symphonie n° 3, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. R. Chailly, sol. K. et M. Labèque, pianos.
- 22 h 30, Prélude à la nuit : Feuilleton « Paris-Moscou » : 23 h 5, Portrait : B. Bachet.

Jeudi 6 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Les rendez-vous d'Annik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 14 h Ton amour est ma jeunesse.
- 18 h 20 Le village dans les nuages.
- 18 h 55 7 h moins 5.
- 19 h Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 45 Heureux, avec F. Raynaud.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Disparu le 7 octobre, de D. Fabre. Une vieille dame lègue en mourant sa maison à une jeune femme à condition qu'elle y habite et continue d'y loger celui qui fut le compagnon de ses vieux jours. Commence un petit jeu de cache-cache mené par un séducteur ambigu. L'histoire est racontée mais le piège se referme doucement avec une perversité épouvantable.
- 22 h 10 Roncinette au jardin des musiciens. Réal. J. Karchhous.
- 22 h 35 Les élèves de l'Institut supérieur des affaires et de H.E.C. ont à leur disposition un orchestre, constat leur faire découvrir la beauté de l'art musical. Triste comme à l'école.
- 23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Téléfilm : L'âge de cristal.
- 18 h 10 L'empire Garnier.
- 18 h 30 Un temps pour tout.
- 17 h 45 Récit A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 45 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h 15 Journal.
- 20 h 35 Série : Massada, d'après E.K. Gam, réal. B. Sagal.
- Une épopée à la Ben Hur avec Peter O'Toole.
- 22 h 05 Magazine : Résistances. Les Burakumin, une communauté exclue du miracle nippon ; Liban : les civils dans la guerre ; la campagne contre les déchets nucléaires.
- 23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévisions régionales. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jours.
- 20 h 35 Cinéma 16 : Le Refus, de P. Jamain. Avec C. Collier, C. Bouillotte, A. Sterling, H. Sarré. Un enfant de parents divorcés vient de mourir d'une overdose d'héroïne. Sa mère, Claire, se lance à la recherche des coupables et entre de plain-pied dans le labyrinthe des trafiquants.
- 22 h 15 Journal.
- 22 h 35 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcin. Avec André Roussin et Pierrette Sarthé.
- 23 h 40 Prélude à la nuit. Trois romances, op. 94, de Schumann, par H. Bosch, piano, et A. Angster, clarinette.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Documentaire.
- 18 h Variétés : Rocking chair.
- 18 h 30 Présence du cinéma.
- 19 h 55 Informations nationales et internationales.
- 19 h 10 Saturnin et Cie.
- 19 h 35 Feuilleton : Les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : M. Colbert.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : voir mardi.
- 9 h 7, Matinales de la littérature.
- 10 h 45, Entretiens, avec Peter Dinklage.
- 11 h 2, Musique (en direct de Strasbourg, Musica 83 Strasbourg-Rome (et à 13 h 30 et 17 h 32)).
- 12 h 5, Nos tous chers.
- 13 h 45, Panorama.
- 14 h, Son.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Ma chère République », de E. de Brissac.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture.
- 18 h 30, Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : la chronobiologie.
- 20 h, Nouveau répertoire dramatique : Les Décapités, avec M. Gattard, J. Bouvia, T. Quémén, F. Ruchaud, suivi d'un entretien avec les auteurs.
- 21 h 45, Professions : spectateur, Guy Dumur.
- 22 h 30, Naïfs magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Matinales du matin.
- 7 h 10, Concert : Edith Piaf.
- 7 h 45, Le journal de musique.
- 8 h 10, Magazine.
- 9 h 2, L'oreille en collation.
- 9 h 20, D'une oreille l'autre : œuvres de Mendelssohn, Vivaldi, Purcell, Prokofiev, Méfano, Bach, Praetorius.
- 12 h 35, Jazz.
- 13 h, Concours international de guitare.
- 13 h 30, Poissons d'or.
- 14 h 4, Musique légère.
- 14 h 30, L'après-midi des musiciens (voir lundi) : œuvres de Liszt, Coumou, Bollmann.
- 17 h 45, Répères contemporains : B. Ferneyhough.
- 18 h, L'après-midi.
- 19 h, Studio-concert : Jazz avec S. Kessler, T. Kako, piano.
- 20 h, Jazz.
- 20 h 30, Concert « Mavra », opéra-bouffe en un acte, « Le Rossignol », conte lyrique en trois actes sur un livret de Mitousoff, de Stravinski, par le Nouvel orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. L. Friedl, chef des chœurs, J. Jouineau, chef de chant, M. Paubon.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : Feuilleton « Paris-Athènes ».

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 6 OCTOBRE

- Le Comte de Paris est invité de France-Inter, à 6 heures.
- M. Paul Marchelli, délégué général de la C.G.C., est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 18 h 15.
- M. Roger Chénard, président de la fédération de l'U.D.F. de Paris, maire du dix-huitième arrondissement de Paris, participe au journal de Radio Solidarité (Paris, 89 MHz).
- M. Yves Saudmont, maire P.C. de Nanterre, participe au journal de 92 Radio (Nanterre, 91,1 MHz).

Naissances

M. François ODIER, M. Philippe ODIER et M. Philippe ODIER, née Catherine BONNEVILLE, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils

Samuel.

26, rue des Tournelles, 75004 Paris. 107, rue du Désert, 45560 Saint-Denis-en-Val.

— Le baron et la baronne

Loïc SEROT ALMERAS LATOUR

laissent à

VIRGINIE et CARINE

la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

NICOLAS,

le 1^{er} octobre 1983.

Décès

VICTOR PROVO

— Nous apprenons le décès, survenu le mardi 4 octobre à Roubaix (Nord), de

M. Victor PROVO,

ancien sénateur,

député et maire socialiste de Roubaix.

(Maire de Roubaix pendant trente-cinq ans, M. Victor Provo était âgé de quatre-vingt ans. Membre actif de la première heure, il avait été un des dirigeants nationaux de la S.F.I.O. Né le 30 août 1903 à Watrlos dans une famille d'ouvriers du textile, M. Victor Provo fut élu-maire conseiller municipal de Roubaix en 1929, comme conseiller aux élections à la mairie de Roubaix, où il assumera pendant la guerre la direction du service de ravitaillement.

En 1935, M. Provo est élu des rares maires de France désignés par le gouvernement de Vichy à avoir été maintenu dans ses fonctions à la libération. Maire depuis juillet 1942, il était réélu à ce poste en avril 1946 et le sera constamment jusqu'en 1977, année où il renonce à son mandat.

En 1948, il présida l'assemblée départementale de 1947 à 1973. En 1952, il est élu sénateur en 1956 puis battu en 1958 et 1962 par le candidat gauchiste. En 1974, il est élu sénateur mais abandonne son mandat de parlementaire deux ans plus tard pour raisons de santé.

Parallèlement à ses fonctions électorales, M. Provo occupa des charges importantes au sein du parti de 1944 à 1969. Il siège au comité directeur et au bureau de la S.F.I.O., dont il fut trésorier général de 1946 à 1969.

— M. Pierre Bertin, Naïfs de Roubaix-Bertin, M. et M. Antoine Bertin, M. et M. Emile Gros.

Tardieu, Olivier et Gros,

ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

Pierre BERTIN,

ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur en chef des télécommunications,

survécu à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées en la chapelle luthérienne Saint-Luc, place du général-Leclerc, à Vannes, le jeudi 6 octobre 1983, à 8 h 45.

— La Colline, 41, rue Henri-Tariel, 92130 Issy-les-Moulineaux.

« Je suis la lumière du monde. Celui qui me suit ne marchera pas dans les ténèbres, mais il aura la lumière de la vie. » (Jean VIII, vers. 12.)

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Cartes de visite

Invitations

Papiers à lettres

de prestige

pour Sociétés

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

— M. Jean Bonne a la douleur de faire part du décès de sa femme.

M. Jean BONNE,

survécu à Vallauris le dimanche 2 octobre 1983. Les Bougainvillaises B. 3, Jardins de Vallauris, 06220 Vallauris.

— M. Jean Gayral, M. et M. Philippe Gayral et leurs fils, M. Alain Gayral, M. et M. François Gayral et leurs fils, Les familles Lemaire, Chevallier, Provost, ont la douleur de faire part du décès de

M. GAYRAL,

né Madeleine Lemaire,

survécu à Paris, le 4 octobre 1983, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 7 octobre, à 14 h 45, en l'église d'Ablis (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue Pierre-Trouve, 78660 Ablis.

— Les vieux amis de Montgenèvre et de Porquerolles ont le regret d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-seize ans, de

Jean JUVENAL,

survécu le 29 septembre 1983.

Châteauroux-les-Alpes (05).

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri LOISEL,

architecte honoraire,

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite national, croix de guerre 1939-1945,

survécu au Havre, le 28 septembre 1983, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 1^{er} octobre 1983, en l'église Saint-Joseph du Havre.

De la part de M. et M. Dominique Loisel et leurs enfants, M. et M. Marie-Thérèse Loisel.

Manoir d'Épremeville, 76610 Rouclettes-Le-Havre, 6, rue Marie-Louise, 76620 Le Havre, 20, rue de la Fédération, 75015 Paris.

— M. Serge Ory-Lavollée, son épouse, Les, Bruno, Hervé, Armelle, Bénédicte, Bertrand, Sophie, ses enfants, M. et M. Jean-Paul Ferrary, ses beau-frère et sœur, Les familles Fouinat, Guerlain, Larivière, Lavollée et Leffevre, ont la douleur de faire part du décès de

M. Serge ORY-LAVOLLÉE, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre Saint-Grégoire-le-Grand, ancien président de l'U.I.A.E.P. (enseignement catholique), président de la société Tolu et Lavollée,

endormi dans la paix du Seigneur, le 4 octobre 1983, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 8 octobre 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Charles-de-Moncau, 22 bis, rue Legendre, Paris-17^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Une messe, à son intention, sera célébrée le samedi 15 octobre 1983, à 18 heures, en l'église de Choisy-au-Bac (Oise).

Ni fleurs ni couronnes, des prières et des messes.

38, boulevard de Courcelles, 75017 Paris.

— M. Huguet et Madeleine Palin ont le chagrin de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de leur époux et père,

André PALIN.

Pour ceux qui - avec lui - ont aimé la poésie et le théâtre.

— M. et M. Pierre Penvern, M. et M. Michel Penvern, ses enfants, Fabien, Hélène et Jean-Marc, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

M. François PENVERN,

né E. LE GALL,

survécu, à Quimper, le 30 septembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées le lundi 3 octobre 1983, en l'église Sainte-Croix de Quimper.

Elle repose au cimetière de Bannalec, 10, rue Savary, 29130 Quimper.

2, rue Vanbun, 56100 Lorient, 121, avenue d'Italie, 75013 Paris.

— Le docteur et M. Jean-Louis Plettner, M. et M. Jean Guizon, M. Claude Plettner, Les parents et alliés, font part du décès de

M. Jules PLETTNER,

né Simone Bérte,

survécu, le 30 septembre 1983, à Orléans.

Les obsèques auront lieu le samedi 8 octobre 1983, à Montélimar (Drôme), 22, rue Pierre-de-Serbie, 45000 Orléans.

— On nous prie de faire part du décès de

M. Augustin SAGETTE,

syndic près les tribunaux de grande instance et de commerce de Paris,

6, rue de Savoie, Paris-6^e,

survécu le 3 octobre 1983.

De la part de M. et M. Emmanuel Sagette, M. et M. Amélie Vidale, née Sagette, M. et M. Irène Sagette, ses frères, sœur et belles-sœurs, ses fidèles collaborateurs, Ses amis.

La cérémonie religieuse aura lieu jeudi 6 octobre, à 14 heures, en l'église de Saint-Germain-des-Prés.

Ni fleurs ni couronnes.

— Le directeur général de Radio-France internationale, Les journalistes de la rédaction allemande, Et l'ensemble du personnel de R.F.I. ont la douleur de faire part de la mort de leur confrère

Franz VOSSSEN,

survécu le 29 septembre 1983 dans sa soixante-troisième année.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le vendredi 14 octobre 1983, à 18 h 15, en l'église Saint-Sulpice, crypte du Rosaire, entrée rue Palatine sous la tour sud, à l'intention de

M. Jean CORPET,

né Madeleine Paiseux,

décédé le 17 août 1983.



Les escales.

De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.

Affaires et loisirs.

JALTOUR et « Tour du Monde » : des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?

Les hôtels.

« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.

Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES



	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de perceptions.



emploi international

(et départements d'Outre Mer)

Notre Cabinet International d'Audit et d'Expertise Comptable est très fortement implanté en Afrique Noire francophone. Nous souhaitons confier à un collaborateur de haut niveau le développement de l'une de nos implantations dans la capitale d'un pays d'Afrique Centre-Ouest qui connaît, grâce au pétrole, une croissance économique rapide. Dans ce contexte très favorable, divers facteurs nous placent dans une situation privilégiée. Nous recherchons un Expert Comptable diplômé ayant une bonne formation générale, habitué à traiter des dossiers d'un bon niveau et desirux de prendre des responsabilités. A vos rémunérations en francs CFA, entièrement transférables, s'ajoutent une résidence de fonction, frais de voiture et de mission et retour en France chaque année pour 2 mois avec votre famille. Merci d'envoyer votre CV sous réf. 31110 GB. Discretion totale assurée. 15, rue du Louvre - 75001 PARIS. Tel : (1) 233 09 27



nervet pont conseil

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Grande entreprise industrielle banlieue Ouest recherche

Chef de Projet gestion commerciale

sur Micralis R2E.

réf. M/106

- Responsable de l'implantation du produit, il assurera l'analyse des besoins utilisateurs et la mise en place du système avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur analyste, ayant 2/3 ans d'expérience et motivé par la micro informatique.

Ingénieur Informaticien débutant

réf. M/107

- Après une période de formation technique et d'intégration à l'entreprise, il participera à la mise en place d'un système de gestion du personnel jusqu'à en devenir le responsable.
- Matériel CII HB DPS 7, environnement TP et base de données.

Adressez lettre, CV et prétentions sous réf. du poste souhaité

ACLES - CII HONEYWELL BULL

61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

acles

ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER ET DE RECHERCHE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE 7.000 PERSONNES ENVIRON PROCHE BANLIEUE SUD. recherche

JURISTE SPÉCIALISÉ(E) EN DROIT DU TRAVAIL

30 ANS ENVIRON

FORMATION SOUHAITÉE :

- Minimum Maîtrise en Droit du Travail ou équivalent, si possible DEA ou DESS en Gestion du Personnel;
- Expérience professionnelle souhaitée en Direction du personnel de grande entreprise.

FONCTION :

- Poste mi-temps fonctionnel rattaché à la Direction Générale;
- Effectif des études postérieures essentiellement en Droit Social;
- Assiste la Direction dans tous les problèmes relatifs à la gestion des ressources humaines.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 273.672 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

ORGANISME SOCIAL PARIS recrute pour ses services comptables

2 JEUNES CADRES

Diplômés de l'enseignement supérieur (Sc. éco., ESC, DECS, IAE...)

Ces postes impliquent obligatoirement une maîtrise parfaite des techniques comptables et de bonnes connaissances en matière d'informatique.

Expérience 1 an souhaitée.

Ecrire avec C.V. + photo + prêt. sous n° T 042.401 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

L'org. : depuis le rentrée 200 d. rec. : Prof. de mathématiques et physique, ch. ind. Conseil de par. d'élèves (coll. de Fontenay) - 408-68-80.

Organisme de formation recherche pour son siège (Paris-11)

CADRE RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DE LA GESTION

Compétences analytiques de gestion. Exp. de négociations avec organismes administratifs, publiques et privées. Récompensation à débiter. Poste courant octobre.

Ecrire sous le n° T 042.524 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

emploi régionaux



L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel de 3.000 personnes dépendant du ministère de la défense

recherche :

Ingénieur soudeur

RESPONSABLE DE LA PARTIE MECANO SOUDAGE

Il utilisera ses compétences spécifiques pour animer les actions en liaison avec les ateliers, le bureau d'études et le service contrôle.

Il sera le correspondant A.R.E. vis-à-vis des organismes spécialisés (institut de la soudure, institut Saint-Louis, laboratoire divers...).

Formation : diplôme d'ingénieur + formation ESSA ou similaire.

Les candidats de nationalité française enverront leurs c.v. et prétentions à : A.R.E., B.P. 504, 42328 ROANNE.

Société Industrielle SUD MASSIF CENTRAL recrute

CHEF COMPTABLE

D.E.C.S. ou équivalent + exp. Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé + prétentions à REGIE-PRESSE sous n° T 042.508 M, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Ville de MARTIGUES (Bouches-du-Rhône), 43.000 habitants, recrute pour son bureau du Plan et de l'urbanisme, un adjoint technique qui aura pour mission principale, dans le cadre d'une équipe, l'instruction des autorisations liées à l'acte de bâtir (permis de contr., de lotir, etc.).

Candidature et C.V. à faire parvenir à monsieur le maire, B.P. 101, 13684, MARTIGUES CEDEX.

Cherchons jeunes femmes 22 ans minimum, bon niveau culturel, motivées, capables d'ouverture humaine pour prendre en charge dans foyer éducatif jeunes filles 14-18 ans, intelligentes mais difficiles comportement.

Env. C.V. à FOYER ESCALE, 42, rue d'Espérance, 76600 LE HAVRE.

Établissement public gestionnaire d'un important équipement (entrepos. port fluvial) Recherche pour département (Nord région parisienne)

UN ADJOINT AU DIRECTEUR DU SERVICE

Diplômé E.S.C. ou équivalent, avec première expérience professionnelle.

MISSION : - Prospection commerciale (contacts clients) ; - Gestion financière et comptable ; - Gestion du personnel.

Envoyer C.V. détaillé, et prétentions et lettre manuscrite.

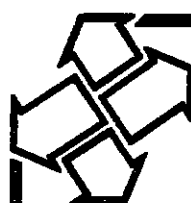
Ecr. s/n° 8.937 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONÉES

296-15-01

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



CONTROL DATA FRANCE VOUS OFFRE DE PRENDRE

LA DIRECTION DE SES SERVICES JURIDIQUE ET ACHATS...

La manière dont nous concevons l'activité de ce département, vous amènera à assumer des fonctions variées et élargies.

- 1) assurer le bon fonctionnement du service juridique chargé de la résolution de toutes les questions du droit des affaires de la société : approbation de tous les engagements contractuels, gestion des assurances et des risques, contentieux, vie sociale de la société.
- 2) garantir la conformité générale de la société en matière économique et fiscale et tenir le rôle de conseiller interne des autres services et de la Direction Générale.
- 3) intervenir en qualité d'audit juridique et de conseil auprès de la Direction Générale pour les engagements de partenariat.
- 4) superviser l'équipe achats et approvisionnements de la filiale française avec le souci permanent de la fiabilité et de la rentabilité.

Dans la manière dont vous abordez les problèmes de l'entreprise, vous êtes un homme de synergie et votre capacité à régler rapidement les situations avec méthode et créativité nous paraît essentielle. Elle s'appuie sur une solide formation de base (au minimum maîtrise de droit des affaires) et une expérience de 5 ans environ en qualité de juriste dans une entreprise industrielle à vocation internationale. Vous parlez parfaitement l'anglais et vous avez si possible des connaissances en informatique.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. MX 858 à CONTROL DATA France - Service Recrutement - B.P. 139 - 77315 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2.



CONTROL DATA

Directeur du personnel à forte compétence juridique une création

L'effectif de ce groupe basé à Paris atteint près de deux cents personnes aux nationalités diverses ce qui certes peut rendre les relations humaines parfois difficiles et complique la gestion administrative. Mais ce pluralisme est surtout la force de cette entreprise dont le développement repose en grande partie sur la qualité et l'enthousiasme de son personnel. Encore faut-il les entretenir et les faire progresser.

Cette mission, assumée jusqu'ici aux différents niveaux de la hiérarchie, sera confiée maintenant à une Direction du Personnel créée à cet effet. Ce poste sera confié à un professionnel de la fonction personnel, juriste de formation ayant si possible une connaissance de l'arsenal juridique et réglementaire qui régit la presse. Il saura mettre en œuvre les dispositions législatives récentes en matière sociale, s'occuper de formation et de gestion prévisionnelle du personnel, superviser la paye...

Au-delà de ces tâches classiques, il pourra voir son rôle s'élargir peu à peu à un secrétariat général couvrant l'ensemble du juridique (contrats, recouvrement, contentieux, relations avec les actionnaires et les conseils juridiques).

L'adéquation à ce poste des candidatures qui se présenteront sous référence 8365 sera étudiée avec soin par les consultants du Cabinet Cleas.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine, 75017 PARIS

AIR INTER

LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour renforcer son équipe un

CONTROLEUR DE GESTION

Le candidat sera diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC - ESSEC - SUP de CO) option contrôle de gestion. Il aura de bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 880 M au département Effectifs Recrutement Orientation 1, avenue du Maréchal De Gaulle 91550 - PARAY VIEILLE POSTE

Étudiants, étudiantes.

UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles avec vos études
- rémunération élevée



Téléphoner au : 16 (1) 346.12.15

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

الطريق إلى النجاح

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VOUS avez acquis dans une banque commerciale depuis trois à cinq ans une expérience de la relation avec les entreprises,

VOUS voudriez capitaliser cette formation par une certaine spécialisation, VOUS souhaitez donner une plus large mesure à vos qualités de gestionnaire et à vos capacités d'initiative,

NOUS VOUS OFFRONS

DES PERSPECTIVES

au sein de notre GROUPE BANCAIRE PRIVÉ

Envoyer lettre manuscrite, photo et curriculum vitae à : REGIE-PRESSE, sous n° T 042.467 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE spécialisée dans les opérations financières PARIS-8 RECHERCHE

AGENTS ADMINISTRATIFS QUALIFIÉS (CL. III)

- 1 - Pour son secteur obligataire (caisse-titre, opérations diverses).
- 2 - Pour son activité trésorerie-dévises (connaissance de l'anglais et de l'allemand nécessaires).

Ces postes requièrent une expérience professionnelle correspondante et une bonne formation comptable.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 42.374 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

INGENIEUR chimie-textile

Vous êtes jeune diplômé ITR, ENSAIT ou équivalent. Une première expérience de 3 à 5 ans dans la confection est un atout de plus en votre faveur.

BTB une division de SA DECROIX, est spécialisée dans la location et le service d'articles textiles professionnels. Notre société de dimension nationale, en constante progression, vous propose la première phase de votre carrière.

Vous serez chargé, dans le cadre de la recherche de nouveaux produits textiles, de l'étude de tous les projets de création ou de la modification de certains produits en collaboration avec le labo et les services de production.

Votre mission consiste à étudier et tester les textiles proposés sous différents aspects (faisabilité, performances techniques, rentabilité du produit...).

Si ce poste à responsabilités vous attire, adressez lettre de candidature avec C.V. détaillé à

Pierre Tanguy
BTB - S.A. DECROIX
11, rue Diaz - 92100 Boulogne-Billancourt

La filiale d'un grand groupe industriel français, leader européen sur son marché, situé en banlieue Ouest, recherche son

Chef de Projet gestion de production

- Il est responsable de l'implantation du logiciel IMS-TD sur matériel CII HB DPF 7 (environnement temps réel et base de données).
- Il analyse les besoins spécifiques des utilisateurs et met en place les logiciels correspondants, avec une petite équipe d'analystes programmeurs.

Le poste convient à un ingénieur ou analyste programmeur expérimenté sur des projets en temps réel et base de données, et désireux d'évoluer vers un poste à responsabilités.

Adressez lettre, CV et prétentions sous réf. M/105 à ACLES - CII HONEYWELL BUL, 61/63, rue d'Arnon 75008 Paris Cedex 20

Ingénieur électro-technicien débutant

pour son équipe chargée des études techniques en relation avec la clientèle sur les problèmes d'énergie (BT-MT-THT) et des télécommunications (en particulier de liaisons à fibres optiques). Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

PM LABINAL
7200 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs.



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN

Ingénieur Fabrication Confirmé

Possédant déjà une bonne expérience si possible dans le secteur de la construction électrique de petites séries. Il aura la responsabilité d'un ensemble de deux ateliers de fabrication de câblage aviation.

Ingénieur Etudes

Pour études jusqu'à réalisation et essais d'actionneurs, servo-actionneurs ou de moteurs associés à usage essentiellement Aérospatial.

Formation Ingénieur électromécanicien avec connaissances en pneumatiques, asservissements et moteurs électriques. Anglais indispensable. 2 à 3 ans d'expérience.

Ingénieur Etudes

Pour études et conception de circuits d'asservissements liés à des électromécanismes analogiques ou numériques.

Formation ESE, ENST, ENSEM, ENSEIHT, équivalent + 2 ans d'expérience. Poste pouvant évoluer vers une fonction d'encadrement d'un groupe d'études.

Ingénieur d'Etudes en Laboratoire

Pour étude et mise au point de petits systèmes informatiques et bancs de test automatisés.

Formation Ingénieur électronicien disposant de bonnes connaissances des mini et micro ordinateurs et d'une expérience des logiciels de taille moyenne.

Merci d'adresser CV et prétentions à PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales 5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



Ingénieur Marseille

Nous sommes un important Laboratoire d'Etudes implanté dans la proche banlieue de Marseille.

Nous recherchons un Ingénieur Diplômé Arts et Métiers ou d'une école similaire - possédant une bonne formation en mécanique, métallurgie et génie civil - Une première expérience professionnelle dans le domaine des analyses et essais de contrôle sera très appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au C.E.B.T.P. 12, rue Brançon - 75737 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANTTE ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE recherche

JURISTE fonction personnel

- Il effectuera des études et jouera un rôle de conseil en matière de droit du travail et de relations sociales auprès de la Direction et des responsables des établissements de la Société.
- En fonction de ses capacités et de ses centres d'intérêt, il pourra évoluer, soit vers un poste de responsable de personnel en unité de production, soit vers d'autres fonctions.

Ecrire sous référence 79681 à CONTESSA PUBLICITE 26, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONSEIL JURIDIQUE recherche COLLABORATEUR (H/F)

Ecrire à la Sté DUPONCHET, 180, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

Ville banlieue sud de Paris 40 000 habitants RECHERCHE D'URGENCE pour sa bibliothèque municipale :

UN(E) BIBLIOTHECAIRE

de 2^e CATEGORIE chargé du secteur lecture publique

Recrutement : sur titres (C.A.P.S. + baccalauréat) ou par voie de mutation.

Une bonne exp. du fonctionnement des problèmes de gestion et d'entretien en bibliothèque publique est souhaitée.

Adr. candidature (dûe limite de dépôt 25 OCTOBRE 1983). Env. s/n° 8.541 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

CEROI INFORMATIQUE INFORMATIEN HAUT NIV. SYSTEME TEMPS REEL

Séjour motivé 542-00-73. 527-61-55.

capitax propositions commerciales

Société de distribution en pleine expansion recherche :

REPRÉSENTATION EXCLUSIVE POUR LA SUISSE

Faire offre détaillée à :

Reco S.A. CH-1249 Vaudenay/CH.

JEUNE AUTEUR ECRIVAIN reth. pour son livre à compte d'auteur sur Tahiti sponsorisé par la presse.

Env. s/n° 8.541 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

cours et leçons

Cours de Portugais du Brésil par professeur bilingue. Tél. 562-24-93.

propositions diverses

Les emplois offerts à l'étranger sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) S.P. 25109 PARIS.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme.

Env. s/n° 8.541 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

PM LABINAL
7200 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs.



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN

Ingénieur Spécialiste en Technologie Micro-électronique

Possédant de solides connaissances en micro-électronique hybride si possible en circuits pré-diffusés.

Il jouera un rôle de conseil et de formation du Bureau d'Etudes et du Laboratoire, pour la définition de circuits devant être réalisés «à la demande».

Il assurera également les liaisons avec les sous-traitants chargés de la réalisation.

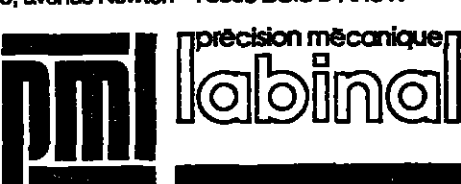
Ingénieur Méthodes Electronique

2 à 3 ans d'expérience

Formation école d'ingénieur électronicien avec si possible des connaissances en mécanique (type ENI BREST).

Il devra secondier le responsable de la section Méthodes et participer en liaison avec le Bureau d'Etudes et le service prototypes aux travaux d'industrialisation des produits.

Merci d'adresser CV et prétentions à PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales 5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



"CHALLENGE POUR COMMERCIAUX AMBITIEUX"

SAGEM 2^e constructeur mondial de Terminaux Téléx C.A. : 2,5 milliards de francs

souhaite pour le développement de son département Téléx et Bureautique

DES JEUNES COMMERCIAUX FRANCE (Paris et région parisienne)

Vous êtes jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce ou professionnel de la vente justifiant d'une première expérience réussie.

Vous avez le goût du challenge et une aptitude à négocier à tous les niveaux.

Nous vous proposons une formation, un poste et une évolution de carrière en relation avec votre ambition... et votre talent.



Votre meilleure Relation Externiture.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. ans. exp. exp. exp. tr. motivé. B. cult. GEO. GR - disponibilité. Recherche respons. agricoles, fornicaires, rech. Pour assurer responsabilités. Tél. 164 58-84-72 prêt ser.

Jeune diplômé Sup. de Co. recherche entreprise ou organisme pour toute étude dans les DOM-TOM ou en Afrique noire francophone. Contacter le (91) 71-83-12.

Jeune femme, 24 ans, recherche emploi stable de secrétaire, sur Paris, 5 ans d'expérience. Téléphone : 001-05-77.

TRAVAUX PUBLICS

Licencié en Droit français et bilingue, 4 langues (anglais, espagnol, italien, allemand, en travaux publics. - Cherche un poste au Moyen-Orient (Liban, Israël, Syrie, Jordanie, Irak, Iran, Turquie, etc.) à partir de 18 heures ou : 2000-2000 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pour vos envois urgents ou accompagnements personnels. Courrier International. Tél. : 092-88-16.

DIRECTION ET GESTION

H. 40 ans, universit., exp. de direction P.M.E., secteur transports, services export (Esp., Am. lat., Maghreb).

Anglais + espagnol, cherche poste actif d'adjoint à D.G. ou P.-D.G. direction P.M.E. ou filiale.

Env. s/n° 8.539 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Célibataire recherche poste gardiennage gde propriété, entretien général. Expérience agricole, fornicaires, rech. Pour assurer responsabilités. Tél. 164 58-84-72 prêt ser.

Jeune diplômé Sup. de Co. recherche entreprise ou organisme pour toute étude dans les DOM-TOM ou en Afrique noire francophone. Contacter le (91) 71-83-12.

Jeune femme, 24 ans, recherche emploi stable de secrétaire, sur Paris, 5 ans d'expérience. Téléphone : 001-05-77.

URGENT

Jeune fille montanaise, 22 ans, en chômage, études secondaires et d'anthropologie, rech. EMPLOI STABLE LUCRATIF, Paris ou Côte d'Azur dans centre esthétique soins-bien-être pour le supermarché. Etude offre d'emplois et rémunération. Tél. (91) 71-83-12.

Env. s/n° 8.539 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PRESE, REDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE

51 ans, cause licenciement économique (cessation de publication), cherche place similaire dans magazine, expérience imprimerie, calibré texte, conception, mise en page. Tél. : 305-17-45 P. TAISSIE.

Env. s/n° 8.541 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lieu de travail : REGION FONTAINEBLEAU.

Ce poste apporte une formation permettant d'envisager un avenir professionnel rapidement évolutif au sein de la société et conviendrait donc à un ingénieur E.S.E., I.E.G. ou de formation équivalente.

Adressez C.V. et lettre manuscrite sous la référence 7913 à :

Organisation et Publicité

2 rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

Aus. séjours linguistiques reth. DÉLÉGUÉS LOCAUX. France entière. Distribution programme et conseils.

CLUB A.S.T. 101 800-14-74 10, rue Saint-Marc, Paris-2^e.

APRÈS L'IMPORTANT MANIFESTATION PATRONALE

En R.F.A.

Inquiétudes

sur les paiements internationaux de l'Argentine

être suspectées de céder à ce que beaucoup, dans le pays considèrent comme des exigences insupportables et un véritable chantage financier.

● La Colombie ne demande pas le réexamen de ses dettes.

La Colombie vient d'annoncer qu'elle ne renégociera pas sa dette extérieure, mais appliquera un programme rigoureux pour faire face à ses obligations internationales. Le ministre des finances, M. Edgar Gutiérrez Castro, a annoncé en même temps une offensive à l'exportation.

La Colombie vient d'obtenir d'un pool bancaire international un crédit de 225 millions de dollars pour développer la production d'hydroélectricité et miner la dette extérieure du pays atteint 9 milliards de dollars. (A.F.P.)

Or, l'Argentine ne disposerait plus que de 250 millions de dollars à l'heure actuelle. A la veille du week-end dernier, elle a instauré un contrôle des changes très sévère : interdiction d'acheter des devises pour les Argentins se rendant à l'étranger, réduction des importations *au strict minimum*.

En outre, la décision d'un juge argentin de bloquer l'accord de rééchelonnement de la dette de la compagnie aérienne nationale, et de faire arrêter le gouverneur de la Banque centrale, M. Julio Gonzalez Del Solar, en l'accusant d'avoir outrepassé ses pouvoirs, risque de geler toute entrée de devises en Argentine.

De surcroît, l'approche des élections rend très nerveuses les autorités qui ne veulent, en aucun cas,

bruit et qui s'accroît régulièrement. Leur objectif est, semble-t-il, de le maintenir au même niveau l'année prochaine, mais cela suppose déjà des économies de l'ordre de 10 milliards de couronnes dans les dépenses publiques, qui touchent inévitablement les transferts sociaux.

ALAIN DEBOVE

Pendant la campagne électorale, M. Palme avait qualifié la coalition de centre-droit de « *gouvernement du chômage* » et promis de donner la priorité à la lutte pour le plein

En outre, les associations de retraités pensaient, à juste titre, en entendant M. Patine pendant la campagne électorale, que les pensions seraient de nouveau indexées sur le coût de la vie. Mais le ministre des affaires sociales vient de leur faire comprendre que les quelque

SOCIAL

M. Krasucki, M. Gallo et le P.S. dénonçant la « politisation » de la C.G.C.

La C.G.C. organise de nouvelles manifestations, mardi 5 octobre, à partir de 17 heures, dans de nombreuses villes de France; avec, notamment, des rassemblements importants dans sept métropoles régionales (Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Paris, Strasbourg, Toulouse, Nancy). Sa manifestation parisienne du 3 octobre a déjà provoqué de vives réactions. « Ce n'est pas une manifestation syndicale, a déclaré, par exemple, un député U.R.D. suédois. Au demeurant pas très importante numériquement, elle était destinée à dévoyer les préoccupations légitimes de l'encadrement pour en faire une manifestation d'opposition violente, possible au gouvernement. La C.G.C. est une organisation dont la raison d'être est de détacher et d'isoler le personnel d'encadrement pour le placer du

M. Jacques P. Bachy, secrétaire général d'entreprise du P.S., a affirmé que M. Marchelli « veut détourner la C.G.C. de sa vocation d'organisation syndicale indépendante » et « en faire un instrument de la droite ». Les ingénieurs, cadres et techniciens, a ajouté M. Bachy, savent que les manifestations de rue « n'apportent aucune contribution concrète à la solution des problèmes industriels », mais ils veulent que « les efforts demandés par la République quel qu'il soit », a-t-il ajouté, tout en se plaignant qu'il n'y ait plus de premier ministre : « Nous ne manifestons pas pour le pouvoir, nous nous opposons aux propositions que nous avons faites au gouvernement soient entendues. Cependant, nous sommes décidés à aller de plus en plus loin et de plus en plus fort. Les manifestations organisées par nous, nous les continuons et nous irons éventuellement jusqu'à la grève générale... »

sont utiles », point de vue que
« les socialistes partagent ».

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a critiqué « la politisation outrancière » de la manifestation : « Qui manifestait lundi ? Des cadres ? Oui, mais des cadres encadrés. Certains leaders syndicaux se rêvent hommes politiques. Il leur arrive de multiplier par trois ou quatre le nombre des manifestants. A ce jeu, ils peuvent perdre leur crédit de leaders syndicaux sans gagner pour autant leur statut d'homme politique. Peut-être certains rêvent-ils de ressembler à M. Poniatowski... »

S'exprimant le 4 octobre à Lyon, M. Paul Marchelli, député général de la C.G.C., s'est défendu d'avoir voulu « faire de la politique » et de « faire des propositions pour aider le président de la République quel qu'il soit ». « a-t-il ajouté, tout en se plaignant qu'il n'y ait plus de premier ministre : « Nous ne manifestons pas pour le plaisir, mais pour que les propositions que nous avons faites au gouvernement soient entendues. Cependant, nous sommes satisfaits de plus en plus loin et de plus en plus fort. Les nombreuses organisations que nous avons créées sont qu'un commencement et nous irons éventuellement jusqu'à la grève générale. »

LOGEMENT

**Un accord est intervenu
entre locataires et propriétaires « institutionnels »
sur les hausses des loyers soumis à renouvellement**

Une ultime rencontre entre représentants des collectivités et des locataires du troisième secteur (sociétés immobilières d'investissement et compagnies d'assurances, soit environ deux cent mille logements) a abouti à un accord en ce qui concerne les hausses de loyer applicables en cas de renouvellement du bail ou en cas d'entrée d'un nouveau locataire.

pris en compte avec un plafond de 10 % du montant de la seule amortisation. Au-delà de cet accord entre partenaires, le gouvernement peut bien sûr, avant la fin de l'année, décider de limiter par décret ces hausses à 80 % de la progression de l'indice.

Dans les trois autres secteurs (H.L.M., sociétés d'économie mixte

En cas de renouvellement du bail, la hausse sera celle de l'indice trimestriel du coût de la construction pris en référence. En cas d'entrée d'un nouveau locataire, une augmentation supplémentaire de 4 % du montant de l'indice sera ajoutée à la hausse de l'indice. Enfin, si les transactions n'ont pas de répercussion sur les loyers, les travaux d'amélioration (strictement définis par un accord-cadre général) sont à la charge des occupants et le secteur et Caisse des depots et, enfin, secteur privé), aucun accord n'est intervenu, et l'on s'achemine, comme le prévoit la loi Quilès, vers une série de décrets.

Enfin, en matière de révision annuelle des loyers, on s'attend également que le gouvernement recourra à la procédure du décret, avec une hausse de 80 % de la progression de l'indice dans tous les secteurs non H.L.M.

pris en compte avec un plafond de 10 % du montant de la seule amélioration. Au-delà de cet accord entre partenaires, le gouvernement peut bien sûr, avant la fin de l'année, décider de limiter par décret ces hausses à 80 % de la progression de l'indice.

Dans les trois autres secteurs (E.L.M., sociétés d'économie mixte et Caisse des dépôts et, enfin, secteur privé), aucun accord n'est intervenu, et l'on s'achemine, comme le prévoit la loi Quilliot, vers une série de décrets.

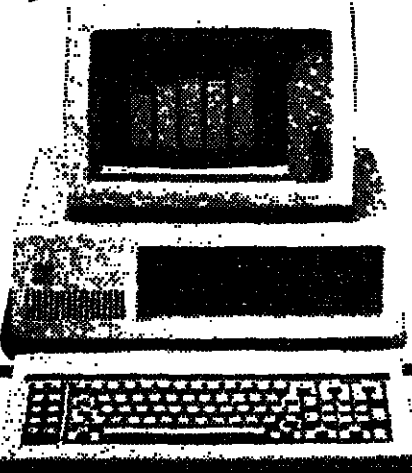
Enfin, en matière de révision annuelle des loyers, on s'attend également que le gouvernement recoure à la procédure du décret, avec une hausse de 80 % de la progression de l'indice dans tous les secteurs non H.L.M.

ALAIN DEBOVE.

simplifiez-vous le quotidien



Liste des points de vente
et renseignements complémentaires
7 jours sur 7, de 7 h à 22 h :
au (01) 722.22.22



Je, tu, il, nous avons tous besoin d'un outil simple et efficace. Un outil qui amplifierait nos capacités personnelles, ferait pour nous les tâches fastidieuses, raccourcirait notre journée de travail. Le rêve.

Cet outil c'est l'ordinateur personnel IBM. Un outil aux pouvoirs multiples qui peut utiliser toute une palette de logiciels adaptés aux besoins professionnels.

Venez le découvrir chez votre distributeur agréé IBM. Parlez-lui de votre problème et découvrez-vous de nouvelles possibilités.



IBM FRANCE DIFFUSION

L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.

AFFAIRES

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Laurent Fabius présente le plan productique

M. Fabius devait annoncer au conseil des ministres, le 5 octobre, le plan productique, destiné à compléter le plan machine-outils et à développer en France, tant à la production que chez les utilisateurs, les éléments de l'usine du futur : commandes numériques, automates programmables, régulateurs, contrôle de process, robots, gestion de production automatisée, conception assistée par ordinateur (C.A.O.), test automatique, chariots filoguidés, etc.

Le Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), dans sa dernière note de conjoncture, soulignait la faiblesse de l'offre française : celle-ci couvre en effet 13 % de la demande nationale de C.A.O., 30 % des ordinateurs (pour application industrielle), 29 % des systèmes de régulation, 53 % des robots, 56 % des commandes numériques et 60 % de la gestion de production automatisée. L'industrie des automates programmables avec un taux de couverture de 96 % fait, en revanche, très bonne figure.

Encore la demande française est-elle faible. Une récente étude de l'O.C.D.E. consacrée aux robots (le Monde du 24 août) soulignait ainsi que la France ne disposait, en 1981, que de neuf cent cinquante robots, contre quatre mille cinq cents aux États-Unis et treize mille au Japon.

Élément primordial de la compétitivité future, les automatismes, qui représentaient

2,7 % de l'investissement productif en 1981 et 3,4 % en 1982, devaient atteindre 17 % en 1990 avec un taux de croissance annuel moyen supérieur à 20 % selon le BIPE, qui devrait publier prochainement une étude sur « Automatismes et automatisations, perspectives stratégiques à l'horizon 1986-1990 ».

Pour favoriser cette évolution, M. Fabius a donc précisé les trois volets de mesures horizontales pour la demande (le Monde du 17 septembre) :

● Aides spécifiques de recherche-développement ;

● Formation professionnelle ;

● Contrats d'investissement signés avec les entreprises désirant s'équiper (avec l'espoir d'obtenir de trois mille entreprises une croissance de 10 % par an en volume de leurs investissements).

En échange, les entreprises recevront des aides au diagnostic de modernisation, des prêts du nouveau Fonds industriel de modernisation (FIM), et elles devraient bénéficier — selon un schéma inauguré avec succès pour le textile, malgré l'opposition de Bruxelles — d'une réduction de leurs charges sociales.

Côté offre, il va falloir lutter avec la stratégie d'intégration des grands groupes étrangers. Au

fur et à mesure de l'intégration de la production (conception, gestion, transformation, maintenance, contrôle, stockage) en un système global cohérent, certains grands de l'industrie ont développé une stratégie intégrée : General Electric intervient désormais dans tous les segments de l'automatisation de production, souligne le BIPE, Westinghouse aussi à un degré moindre.

En Europe, Siemens, ASEA et B.B.C. développent une stratégie identique, tout comme Hitachi, Fujitsu et Toshiba au Japon. Or l'« offensive des constructeurs américains et japonais sur le marché européen n'a pas vraiment débuté ».

Si le ministère de l'Industrie n'entend pas développer de procédures nouvelles pour aider les offreurs français, des moyens financiers importants — le montant en sera précisé après l'accord de la C.E.E. — leur seront consacrés, au coup par coup, notamment par le Comité interministériel des industries stratégiques (Codis). Une centaine d'entreprises devraient en profiter, au premier rang desquelles : la C.G.E., C.M.B., Crouzet, Jeumont-Schneider, Cerci, Matra, Merlin, Gérin, Renault, Télémechanique-Num, Trindal.

B. D.

AU VIDCOM

Philips présente sa caméra magnéscope et Grundig s'intéresse au V.H.S.

De notre envoyé spécial

Cannes. — Dans une ambiance fort morose due sans doute à la crise que traverse le marché français de la vidéo, la vedette de ce Vidcom 83 revient, sur le plan des matériels, à Philips. En présentant pour la première fois en public un modèle de caméra magnéscope en 8 millimètres, le groupe néerlandais a visiblement surpris les professionnels.

Cette caméra magnéscope 8 millimètres, produite dans son usine de Vienne (Autriche), sera lancée sur le marché européen dans le courant du second semestre de 1984 et vendue à un prix compris entre 12 000 F et 13 000 F. La cassette, au format d'une cassette audio, n'a, pour le moment, qu'une durée maximale d'une heure.

Théoriquement, ce nouveau standard, dont les spécifications ont été laborieusement élaborées au sein d'un comité regroupant tous les grands noms mondiaux de la vidéo (le Monde des 19 et 30 mars), ne s'applique que pour la caméra magnéscope. Mais la conception de l'ensemble montre que la partie purement magnéscope (deux fois moins encombrante que le plus petit des appareils actuels) est bel et bien destinée à devenir un appareil de salon. Pour le moment, seule existe la version PAL. Un petit boîtier — l'adaptateur — permet cependant de diffuser sans problème le film sur un téléviseur SECAM.

Sans doute la production en série de magnétoscopes de salon 8 millimètres n'est-elle pas pour demain. Il faut maintenant résoudre les problèmes de durée et de fiabilité des cassettes. Reste que, sautant le premier pas du 8 millimètres, Philips cherche à reprendre l'offensive sur un marché de la vidéo qui apparaît de plus en plus dominé par les Japonais.

Il semble donc que Philips ait opté pour cette dernière stratégie. Tout en maintenant son V-2000, le groupe tente un coup de poker sur le 8 millimètres et pourrait bien réattaquer avec plus de pugnacité qu'auparavant le marché de la vidéo avec ses vidéodisques à lecture par laser.

Visiblement, Sony hésite. La société japonaise a les moyens de se lancer elle aussi sur le 8 millimètres. Mais elle peut être tentée également de basculer en douceur vers le V.H.S., tout en conservant bien sûr ses produits Betamax. Déjà Sony se lance dans la fabrication de vidéo-cassettes dans les trois standards.

Cette tentative du V.H.S., il apparaît que Grundig, malgré ses liens étroits avec Philips, soit en passe d'y succomber. La société allemande envisage de fabriquer dans ses usines des magnétoscopes au standard V.H.S. La décision définitive, qui sera prise au début de 1984, dépend en fait d'une éventuelle com-

mande de trois cent mille appareils pour un pays non européen. Selon le directeur Thiele, responsable des pro-

La solution aux graves difficultés de la mécanique française

Alarme ! La Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux (F.I.M.T.M.) affirme, dans un Livre blanc, que la France risque de manquer la troisième révolution industrielle. « La mécanique est maltraitée », constate la F.I.M.T.M., alors que le sort de l'économie du pays dépend en grande partie d'elle. Les I.M.T.M. représentent en effet cinq cent quatre-vingt mille emplois, 12 % de la production de l'industrie et 17 % de ses exportations (90 milliards de francs). Ces industries constituent le premier secteur industriel français après celui du bâtiment-travaux publics.

Or, depuis 1974, ce secteur ne progresse plus ou régresse, alors qu'il regagnait du terrain auparavant sur tous ses concurrents étrangers, à l'exception des Japonais. La dégradation, selon la F.I.M.T.M., s'accroît depuis deux ans, à tel point que, d'après un sondage réalisé par ses soins, un tiers des entreprises auraient réalisé des pertes en 1982. La rentabilité des capitaux propres et empruntés aurait chuté de 15,5 % à 9,7 % de 1980 à 1982, et la rentabilité des seuls capitaux propres après impôts serait devenue négative l'an dernier (moins 3,9 %).

Plus globalement, la Fédération observe que la France, de quatrième pays exportateur mondial, est revenue au cinquième rang. La produc-

tion de la mécanique a chuté de 4 % l'an dernier, et les I.M.T.M., qui avaient créé deux cent mille emplois entre 1958 et 1974 en ont perdu 3,5 % en 1981, puis 1,9 % en 1982 et en perdront encore vraisemblablement 3 % cette année.

La raison en est connue : les industries mécaniques dépendent pour moitié de l'investissement industriel, qui régresse en volume depuis bientôt dix ans. Par rapport à 1974, la demande française au secteur mécanique a baissé de 12,9 % en 1982 contre des progressions en Allemagne de 9,5 %, aux États-Unis de 5,1 % et au Japon de 26 %. Progressions dues à une phase de reprise « forte, régulière et continue de la demande interne de ces pays entre les deux chocs pétroliers ».

Les pouvoirs publics, auxquels ce Livre blanc a été présenté en juin, n'en contestent pas les résultats. Le gouvernement s'est lui-même maintes fois élevé contre le sous-investissement du pays pour ne pas savoir que la situation des I.M.T.M. en est une conséquence directe. Des discussions se sont engagées cet été autour des revendications de la fédération patronale, qui rejoignent celles présentées par le C.N.P.F. :

— Rétablir les conditions de l'investissement par une baisse des taux des emprunts industriels ramenés à l'inflation souhaitée

+ 2 points (par exemple : 8 % + 2 % en 1983), par l'établissement d'une déduction fiscale de 15 % sur l'investissement et l'amortissement « libre » des nouveaux équipements.

— Restaurer les conditions financières des entreprises par le « carry-back », la liberté des prix et le « desserrement » des contraintes sociales ;

— Consacrer 3 milliards de francs à des crédits de trésorerie aux entreprises mécaniques pour alléger leurs charges financières avec, en sus, une « mesure d'urgence » : la suppression du décalage d'un mois de récupération de la T.V.A.

La réponse des pouvoirs publics à ces revendications dépend des négo-

ciations plus globales engagées avec le C.N.P.F. Mais, en ce qui concerne la mécanique seule, le gouvernement a répondu par le plan productique. Plutôt que d'élaborer un plan sectoriel supplémentaire propre aux I.M.T.M., la philosophie est d'axer le redressement sur le développement de la demande et de l'offre des biens d'équipement informatiques (robots, automatismes, ateliers flexibles...). Le gouvernement ajoute : « 70 % à 80 % des aides du plan productique retomberont sur les industries mécaniques. Au total, cela représentera des sommes supérieures à ce qu'aurait pu être un plan mécanique. »

ERIC LE BOUCHER.

Un des premiers centres de formation sera ouvert à Besançon en 1984

De notre correspondant

Besançon. — Un des premiers centres de compétences en productique, destiné à faire pénétrer davantage la conception et la fabrication assistées par ordinateur, les systèmes de commandes numériques et l'automatisation dans les entreprises, ouvrira ses portes à Besançon dans le courant de l'année prochaine.

Le projet, pour lequel l'Etat (ministère de l'Industrie et de la recherche et DATAR) débouche 2 550 000 F au titre de l'année 1983, en vue de l'acquisition du bâtiment et de matériels, résulte de la réunion de plusieurs initiatives.

D'une part, l'Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques de Besançon développe déjà des activités de recherche dans ce domaine ; d'autre part, l'ADEPA (Agence nationale pour le développement de la production automatisée), dont la vocation est de promouvoir et de diffuser les techniques d'automatisation auprès des P.M.I., dispose d'une antenne en Franche-Comté ; enfin, le ministère de l'Éducation nationale a décidé d'installer à Besançon un centre régional d'enseignement de la productique.

Ces trois fonctions : recherche, promotion de l'utilisation, formation, se trouveront réunies sous un même toit pour constituer un centre

de compétences en productique à Besançon qui se spécialisera dans la robotique légère et bénéficiera de matériels en démonstration très performants. Le centre assurera la formation initiale et continue des étudiants et des ingénieurs et techniciens des entreprises. Il apportera une assistance technique et des conseils aux industriels, et développera la recherche et l'innovation technologique dans les disciplines relevant des sciences de l'ingénieur, une spécialité déjà fortement implantée en Franche-Comté.

Une convention entre l'université, l'Ecole nationale supérieure de mécanique et des microtechniques et l'ADEPA doit régler le fonctionnement de l'établissement, pour la constitution duquel un financement de 8,35 millions de francs (sur deux ans) est nécessaire. L'Etat intervient pour plus de 80 % (non compris les dotations en matériel et personnels attendus de l'éducation nationale). Une participation de la région, des départements, de la ville de Besançon et de la chambre régionale de commerce et d'industrie est sollicitée pour permettre notamment l'acquisition du local, une ancienne imprimerie située sur la zone industrielle proche de la faculté des sciences. — C. F.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

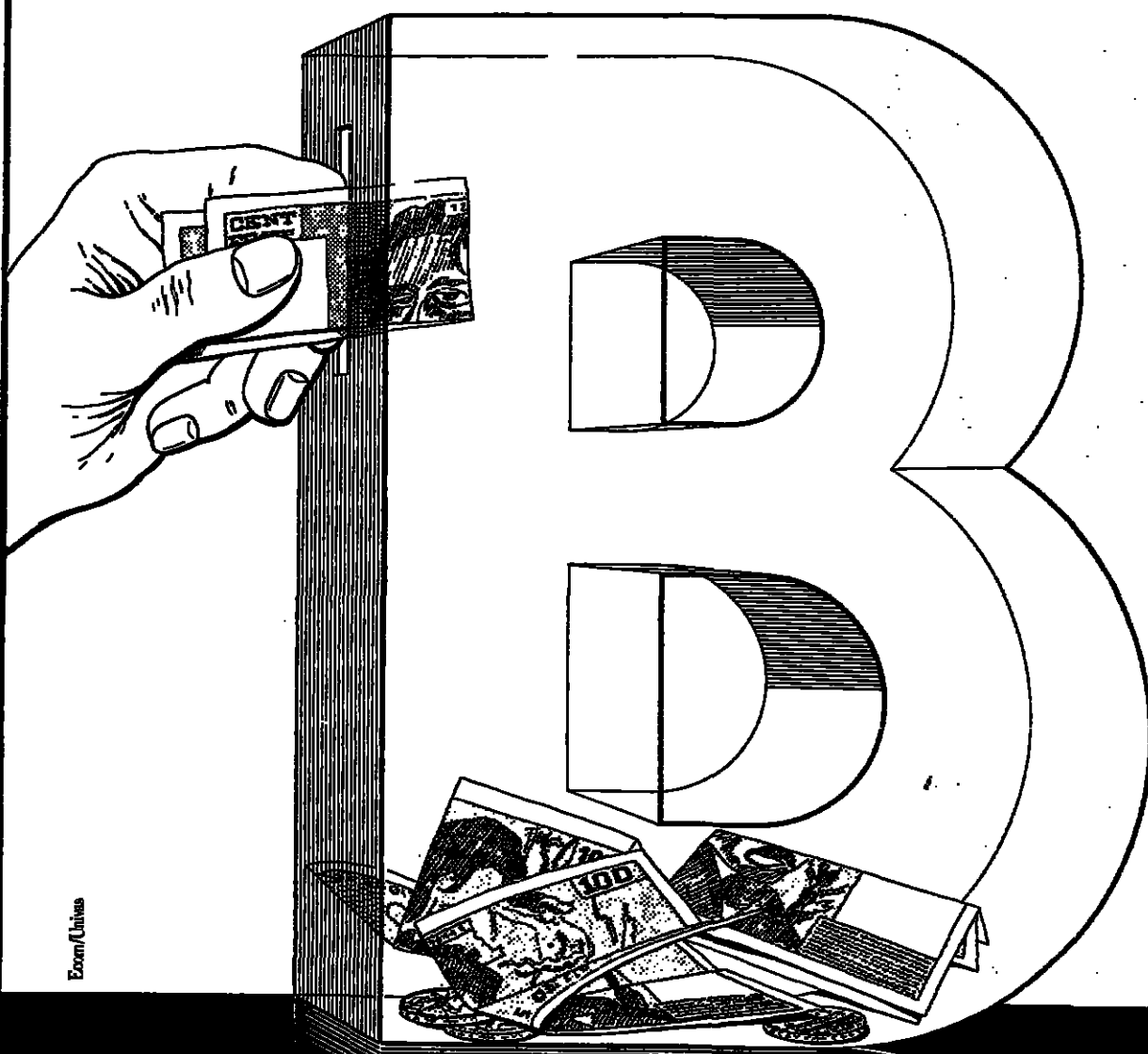


Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

LE CODEVI.*

7,5% D'INTERET NET D'IMPOTS.

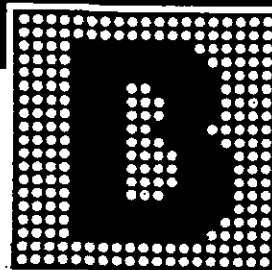
AUJOURD'HUI A LA BNP.



*Compte pour le Développement Industriel

Le CODEVI : Un compte d'épargne net d'impôts. Le CODEVI, c'est le Compte pour le Développement Industriel, c'est nouveau et c'est bien sûr à la BNP. Un compte d'épargne rémunéré à 7,5 % net d'impôts, avec une totale liquidité. Alors, si vous voulez tout savoir sur le CODEVI, entrez dans une agence BNP. Bien vous informer sur les nouveaux placements, c'est notre métier.

BNP. LA BANQUE EST NOTRE METIER.



AFFAIRES

TRANSPORTS

83

8 millimètres japonais

De notre envoyé spécial
L'accord conclu au printemps dernier entre Thomson et le japonais J.V.C. a indiscutablement constitué une grande victoire pour ce dernier. Mais ce matériel serait-il plutôt réservé au haut de gamme, alors que le V.H.S. répondrait mieux au marché de masse ?

« Il y a un an, la situation était toute différente, expliquent les Allemands. Un bloc Philips - Grundig - Thomson aurait pu attaquer le V.H.S. avec le V-2000 et miser sur le 8 millimètres pour le futur. L'accord Thomson-J.V.C. nous oblige à voir les choses autrement. » Sous-entendu : Grundig doit maintenant produire du V.H.F. Cela se ferait à partir de quelques brevets de base de J.V.C.

Toutefois, il ne s'agit pas d'un simple montage ni d'une copie, mais d'un matériel incorporant les technologies vidéo propres à la firme allemande. Si tel était le cas, Thomson risquerait fort de se trouver confronté à un redoutable problème. Car Grundig, disposant déjà d'un outil de production, pourrait fort bien lancer avant la firme française des magnétoscopes V.H.S. au goût européen et la concurrence ainsi directement. Thomson se retrouverait alors dans la situation de l'arroseur arrosé.

J.-M. QUATREPOINT.

B.P. CHIMIE INVESTIT 370 MILLIONS DE FRANCS A L'AVÈRE

B.P. Chimie, filiale de la société française des pétroles B.P. et de B.P. Chemicals International, l'un des plus importants fabricants européens de polyéthylène, a annoncé qu'elle investira 370 millions de francs pour la construction d'une nouvelle unité dans son usine de Lavéra.

Cette unité, qui devrait entrer en service dès 1985 et aura une capacité de 100 000 tonnes par an, produira, selon une technologie développée par B.P. Chimie, toutes les densités de polyéthylène haute densité et de polyéthylène basse densité linéaire. Le financement de cet investissement sera assuré grâce à la cession à B.P. International de la technologie développée par B.P. Chimie.

En outre, B.P. concèdera des licences de cette technologie. Deux sociétés, Foster Wheeler et Technip, ont été choisies pour la promotion des licences du procédé B.P. Chimie. Elles seront aussi associées au projet de Lavéra.

« Le Pakistan double en commande de lignes téléphoniques E 10 à CIT-Alcatel. Les autorités de Karachi viennent de notifier une nouvelle commande de dix mille lignes téléphoniques temporaires E 10, pour doubler la capacité du central de Marston-Road, près de Karachi. CIT-Alcatel avait remporté le marché initial, par appel d'offres international, au début de 1983.

M. Chadeau veut réduire de 2 milliards de francs le déficit de la S.N.C.F. en 1984

les plus modestes (familles, jeunes), mais aussi dans le « haut de gamme » avec l'expérimentation en 1985, sur Paris-Strasbourg, d'une première classe améliorée, copiant un peu celle de l'avion.

Quatre critères

S'agissant de la gestion, quatre critères devront être impérativement observés :

• Le respect par l'Etat des engagements prévus dans le cahier des charges au titre de la compensation de mission de service public et une prise de conscience des régions et départements, qui d'apportent que 100 millions de francs par an au financement des lignes locales contre 3 milliards pour l'Etat, de leurs nouvelles responsabilités ;

• La maîtrise de l'endettement.

A cet égard, la S.N.C.F. accueille favorablement la décision des pouvoirs publics de financer 30 % des investissements d'infrastructure de la future ligne T.G.V.-Atlantique, sans que M. Chadeau puisse encore véritablement évaluer son impact réel par rapport à ce qu'il attendait - à savoir une prise en charge des intérêts intercalaires sur les emprunts pendant la durée des travaux de construction de la ligne. En tout état de cause, « nous serons très présents au débat sur les modalités de versement des sommes promises par l'Etat », a-t-il dit. Il lui faudra néanmoins trouver en plus une dizaine de

milliards de francs qu'il se propose de prendre dans l'enveloppe normale d'investissements de la S.N.C.F., en espérant que celle-ci retrouvera le niveau des années 1975-1980 (9 à 10 milliards de francs par an). Une telle option promet donc quelques « coupes » dans les investissements ordinaires de l'entreprise (électrification, modernisation...).

• La majoration des tarifs « en temps utile ». M. Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., a indiqué que, pour 1984, il demandera une augmentation légèrement supérieure à la dérive des prix ;

• L'adaptation des charges d'exploitation au niveau de l'activité. « La rigueur doit s'appliquer à tous les postes, à commencer par la main-d'œuvre, qui représente 60 %

de nos dépenses globales », a dit M. Chadeau. « Refuser un gain de productivité quand il est possible, c'est s'exposer à perdre du trafic », a-t-il ajouté dans une allusion au conflit qui vient de se terminer sur le réseau normand. « Il y a des points sur lesquels on peut négocier, d'autres sur lesquels on ne peut pas. Et la conduite des trains par un agent unique est de ceux-là. » Pour le président de la S.N.C.F., l'amélioration de la productivité - qui se traduit notamment par une réduction progressive des effectifs évalués à 253 000 agents - est un mouvement irréversible. « Il y va, a-t-il dit, de la survie du chemin de fer et du maintien de l'emploi des cheminots. »

JAMES SARAZIN.

CONJONCTURE

CONSÉQUENCE DU SUCCÈS DU « LIVRET ROSE »

Les excédents des livrets A et B ont fortement chuté en huit mois

Entre janvier et août 1983, le livret d'épargne populaire (LEP) a enregistré 6,7 milliards de francs d'excédents, pour les seules caisses d'épargne Ecureuil, ce qui portait à 10 milliards de francs le montant des dépôts effectués à la même date (et à quelque 25 milliards de francs pour l'ensemble des réseaux bancaires et des caisses d'épargne pour un total de deux millions et demi de détenteurs de « livret rose »).

En présentant ce premier bilan à l'occasion du Congrès national des caisses d'épargne qui se déroule à Paris du 4 au 6 octobre, les responsables de l'Ecureuil ont fait état, dans le même temps, d'une nette diminution des excédents enregistrés sur les livrets A et B. En effet, durant les huit premiers mois de l'année, les excédents recueillis sur le livret A ont été ramené à 2,5 milliards de francs, ce qui constitue une chute de 64 % d'une année à l'autre, tandis que le solde net du livret B (soumis à l'impôt) ressortait à 0,9 milliard de francs, en recul de 77 %.

Si l'on prend en compte les trois catégories de livrets des caisses d'épargne (A, B et LEP), l'excédent

constaté de janvier à fin août est de 10 milliards de francs environ contre 13 milliards de francs l'année précédente à la même époque, une différence de quelque 3 milliards de francs que l'on retrouve dans les statistiques relatives à l'ensemble des produits (les trois livrets, les comptes sur livrets, les livrets d'épargne logement, les bons d'épargne) : 16,1 milliards de francs contre 19,7 milliards de francs en 1982.

Il est encore trop tôt pour savoir si ce net ralentissement de l'excédent des livrets A et B correspond à une réelle « désépargne » étant donné l'attrait suscité par le marché obligataire en raison des taux d'intérêt très avantageux qu'il procure actuellement. Par ailleurs, le dernier emprunt d'Etat a également sollicité les traditionnels porteurs de livrets A et B, font valoir les responsables des caisses d'épargne, estimant que l'épargne nette est encore « importante » mais « différente » dans la mesure où elle s'oriente de plus en plus vers le long terme.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-UL	7,9250 7,9250	+ 190 + 220	+ 375 + 420	+ 1090 + 1210
Scm	6,4368 6,4405	+ 160 + 210	+ 330 + 390	+ 930 + 1060
Yen (100)	3,4145 3,4172	+ 160 + 185	+ 320 + 350	+ 960 + 1040
DM	3,8557 3,8577	+ 165 + 190	+ 340 + 370	+ 980 + 1050
Flm	2,7252 2,7272	+ 145 + 165	+ 280 + 320	+ 850 + 910
F.R. (100)	14,9896 14,9995	+ 300 + 420	+ 620 + 800	+ 1650 + 2010
F.S.	3,7778 3,7806	+ 270 + 310	+ 540 + 590	+ 1560 + 1640
L. (1 000)	5,0333 5,0365	- 270 - 220	- 510 - 440	- 1450 - 1320
L.	11,7885 11,7965	+ 290 + 360	+ 570 + 670	+ 1710 + 1960

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/2	9 7/8	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 11/16	9 1/2	9 5/8
SE-UL	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 3/4	6 1/8
DM	5 5/8	6 1/8	5 11/16	6 1/16	5 7/8	6 1/8	6	6 3/8
Flm	8	8 1/2	9 1/4	10 1/4	9 1/4	10 1/4	9 3/4	10 3/4
F.R. (100)	2 1/4	2 3/4	3 3/8	3 3/4	3 1/2	3 3/4	4 1/16	4 7/16
F.S.	16	17	17 1/2	18 1/4	17 5/8	18 1/4	18	19
L. (1 000)	7 7/8	9 3/8	9 1/8	9 1/2	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 7/8
F. franc	12	12 3/4	12 1/4	13	12 5/8	13 3/8	12 3/4	13 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

185 ORDINATEURS
de 250 F à 60 000 F
et 114 imprimantes
1500 adresses, un lexique, etc.
278 p - 35 FF chez votre marchand de journaux

NEUBAUER
Profitez de conditions exceptionnelles sur les derniers modèles 1983 encore disponibles
104 - Samba Rallye - Samba GLS
Solara - Rancho et 604
M. GÉRARD - 821-60-21

CLUB est une invention britannique synonyme de confort, de calme, de classe.

Sur British Airways, la classe Club ne fait pas exception : accueil spécial,

enregistrement rapide, parcours silencieux avec cocktails pour se détendre, cuisine gourmande, et le plus serviable des équipages. La vraie classe, c'est la classe Club British Airways.

Le monde entier aime British Airways.

**British
airways
Club**

La vraie Classe.



FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Tout doit être fait pour que B.F.G. réussisse, affirme le parti communiste. — Au cours d'une visite au Salon du cycle et du motocycle, une délégation du P.C., conduite par M. Gaysot, membre du bureau politique, a apporté son soutien à l'expérience menée par B.F.G. pour construire une moto française. — Renault, ajoute le P.C., devrait contribuer au renouveau de cette industrie.

● Nouvelle équipe pour Motobécane. — Deux des trois personnes qui ont manifesté l'intention de reprendre Motobécane, qui a déposé son bilan le 1^{er} mars, sont connues. Il s'agit de M. Jean-Michel Basset, qui dirige actuellement l'Office européen de communications et de M. Xavier Maugendre, ancien président de la Chambre nationale du motocycle, fondateur de Kawasaki France. Ils s'adjointront, pour relancer le numéro deux français du cycle et du cyclomoteur, un banquier spécialiste des problèmes de gestion.

Social

● Les médecins et les élections à la Sécurité sociale. — « Il ne doit pas y avoir, à l'occasion d'un acte médical, interférence entre l'activité professionnelle des médecins et les actions syndicales » : c'est ce que le président de l'Ordre des médecins va rappeler à ses confrères, indique-t-il dans une lettre adressée à la C.F.D.T. le 30 septembre et rendue publique par celle-ci le 4 octobre. Toutefois, le président de l'Ordre regrette « un déploiement dans des hôpitaux et quelques dispensaires, en dehors des panneaux réservés, d'affiches de propagande d'origines diverses ». Le 27 septembre, la C.F.D.T. avait saisi l'Ordre de « manquement grave à l'éthique médicale de certains syndicats et cabinets médicaux ».

● Outre la prise de position de la C.S.M.F. et de la F.M.F. en faveur des « syndicats modérés », l'UNAM a fourni à ses adhérents des documents dans le même but : « à l'intention de leurs malades » et, récemment, le Centre national des professions de santé a invité à aller l'opinion sur le sort de la médecine libérale « à travers nos patients ».

● Le ministère des affaires sociales, du 5 au 19 octobre, un standard téléphonique spécial, au 249-70-70, permettant d'obtenir, de 9 h à 21 heures, tous les renseignements pratiques à propos du déroulement du scrutin du 19 octobre pour la Sécurité sociale.

● ERRATUM. — C'est par erreur que nous avons écrit (le Monde du 4 octobre, page 45, « L'affaire des comptes français en Suisse ») : « Si les banques françaises ont pu identifier des titulaires d'un compte en Suisse... ». Il s'agit, bien évidemment, des douanes françaises.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREUSOT-LOIRE

Le conseil d'administration de Creusot-Loire s'est réuni le 3 octobre 1983.

Il a pris connaissance du cadre général retenu par les pouvoirs publics pour définir des solutions aux graves problèmes de la société, ce cadre comprenant les principaux éléments suivants :

— Cession aux sociétés d'équipement nationales des établissements de l'Onadine, de Pamière et de Saint-Chély d'Apcher, ainsi que de la filiale Imply ;

— Cession au Commissariat à l'énergie atomique de 20 % des parts de Fratom et Cie, Creusot-Loire et le C.E.A. devenant associés à parts égales dans cette société ;

— Refinancement d'une partie de la dette existante, ou financements nouveaux sous forme de prêts participatifs, l'ensemble portant sur un montant de 2 milliards de francs ;

— Renforcement des fonds propres et émission d'obligations convertibles pour un montant de l'ordre de 1 200 millions de francs.

Un accord a d'ores et déjà été conclu avec le C.E.A. (sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics). Les contacts nécessaires sont actuellement poursuivis avec les différentes autres parties intéressées pour arrêter définitivement les modalités de mise en œuvre de ce plan.

Certains aspects du plan mettant en jeu une importante intervention de Schneider S.A., les actionnaires de cette société seront obligatoirement appelés à en décider.

Le conseil a vivement insisté sur l'ampleur et l'urgence des mesures purement internes de redressement qui doivent obligatoirement accompagner la mise en œuvre de ce plan. Il a souligné qu'en effet, dans la conjoncture particulièrement déprimée à laquelle la société doit faire face, l'avenir de Creusot-Loire ne saurait être assuré sans un effort exceptionnel et immédiat de restructuration des activités les plus touchées par la crise, de réduction des coûts à tous les niveaux et d'amélioration de la productivité dans tous les secteurs.

Le conseil s'est déclaré déterminé à conduire cet effort, dans la mesure où toutes les conditions seront rapidement réunies pour la mise en œuvre effective du plan.

Il a estimé que sous ces conditions indispensables, et sauf nouvelle aggravation des contacts nécessaires, il était possible d'entreprendre le redressement du groupe Creusot-Loire.

SCHNEIDER S.A.

Le conseil d'administration de SCHNEIDER S.A., réuni le 3 octobre 1983, a pris connaissance des conditions retenues par les pouvoirs publics pour permettre à CREUSOT-LOIRE de redresser sa situation.

Parmi ces conditions, il est notamment demandé à SCHNEIDER S.A., qui détient 55 % du capital de la compagnie financière CREUSOT-LOIRE qui détient elle-même 50 % de CREUSOT-LOIRE :

— d'assurer le financement en fonds propres de CREUSOT-LOIRE par la souscription à une augmentation de capital de cette société pour un montant maximum de 720 millions de francs (dont la consolidation des 220 millions de francs qui figurent depuis 1981 en compte courant et 500 millions de francs en numéraire) ;

— de faire bénéficier les prêts participatifs qui seront accordés à CREUSOT-LOIRE, pour un montant de 1 milliard de francs, d'une garantie de remboursement d'un montant qui ne saurait être inférieur à 300 millions de francs ;

— de s'engager à maintenir, directement ou indirectement, dans CREUSOT-LOIRE, sa participation au moins au niveau actuel.

Le conseil d'administration a constaté qu'après les efforts considérables consentis l'an dernier au profit notamment de la construction navale, l'effort demandé à nouveau à SCHNEIDER S.A. l'ambition admissible à affecter l'intégralité de son patrimoine substantiel au projet de redressement de CREUSOT-LOIRE.

L'intérêt supérieur qui s'attache à un tel projet, concernant un groupe d'entreprises dont la disparition affecterait sensiblement l'économie nationale, justifie déjà que le conseil d'administration de SCHNEIDER S.A. ait accepté de présenter favorablement à ses actionnaires, seuls compétents, une orientation qui, par la nature et l'importance des concours envisagés, associera entièrement l'avenir de leur société à celui de CREUSOT-LOIRE.

Le conseil d'administration a d'autre part reconnu l'importance des concours également apportés par les pouvoirs publics et la communauté bancaire pour favoriser le redressement de CREUSOT-LOIRE. Il a cependant demandé au président de SCHNEIDER S.A. de rechercher l'amélioration des modalités de ces concours de manière à faciliter la réalisation de cet objectif.

Sous réserve que soit rapidement apportée cette amélioration, le conseil a reconnu la validité du plan de redressement mis au point et décidé en conséquence la convocation d'une assemblée générale, dont la date et l'ordre du jour seront précisés prochainement.

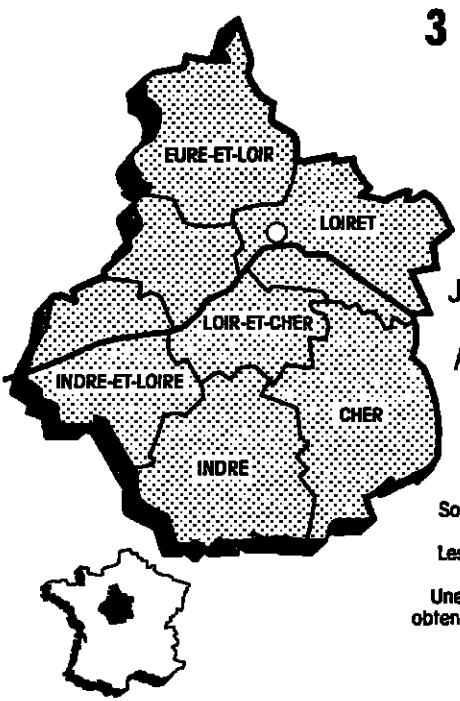
40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche ».

93 pages. 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT GROUPÉ DE LA RÉGION CENTRE



3 octobre 1983 - 255 millions de F.

14,60 %

Emission de 127.500 obligations de 2.000 F.

Prix d'émission : le pair.

Jouissance, règlement : 17 octobre 1983.

Durée de l'emprunt : 12 ans.

Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,60 %

Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (visa C.O.B. 83-772 du 7/10/83) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 56, rue de Lille 75007 PARIS et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAEL



DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINES DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie 32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX COMMUNES DE SAINT-CLOUD ET SURESNES ROUTE NATIONALE 185 - CHEMIN DEPARTEMENTAL 39 CARREFOUR DE LA BERENGERE Création d'un passage dévié

ENQUETES CONJOINTES D'UTILITE PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

Le Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, chevalier de la Légion d'Honneur, Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ; Vu le décret n° 25-22 du 4 janvier 1955 modifié par décret de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6 ; Vu la liste départementale des Communes Enquêtées pour 1983 établie par arrêté préfectoral du 28 décembre 1982 ; Vu la délibération en date du 29 juin 1981 par laquelle le Conseil Général des Hauts-de-Seine a adopté le projet d'aménagement d'un passage dévié au carrefour de la Bérengrerie (CD 39 - CD 180 A - RN 185) sur le territoire des communes de SAINT-CLOUD et SURESNES et a autorisé l'engagement des procédures foncières nécessaires à l'acquisition des parcelles situées dans l'enceinte de l'opération ; Vu les plans du dossier transmis par l'ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées - Directeur Départemental de l'Équipement pour être soumis à l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de cette opération dossier comprenant les plans dont la liste est annexée au I de l'article R. 11-3 du Code de la voirie ; Vu le plan parcellaire des terrains à acquérir sur le territoire des communes de SAINT-CLOUD et SURESNES ainsi que la liste des propriétaires ; Vu les propositions de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture.

ARRETE

— DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX ENQUETES —

ARTICLE 1^{er}

Il sera procédé dans les communes de SAINT-CLOUD et SURESNES

1° à une enquête sur l'utilité publique de l'aménagement d'un passage dévié au carrefour de la Bérengrerie (CD 39 - CD 180 A - RN 185) ;

2° à une enquête parcellaire en vue de définir exactement les parcelles à acquérir pour permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2

Monsieur Pierre Melin, inspecteur divisionnaire hors classe à la S.N.C.F. - 1, rue Pissarro - 75017 PARIS est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

— DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE —

ARTICLE 3

Les plans du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de SAINT-CLOUD et SURESNES

— du vendredi 21 octobre au lundi 14 novembre 1983 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance, sauf dimanches et jours fériés ;

— du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 45 ;

— le samedi matin de 9 h à 12 h ;

— du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h ;

— le samedi matin de 8 h 30 à 12 h, et consigner éventuellement ses observations sur les registres prévus à cet effet, ou les adresser pendant ce même délai, au Maire ou au Commissaire-Enquêteur qui les annexera aux registres.

ARTICLE 4

A l'expiration du délai fixé à l'article 3, les registres d'enquête seront clos et signés par les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES et transmis par ces derniers au Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 5

Le Commissaire-Enquêteur examinera les observations consignées sur les registres, annexes n° 1 et 2 à son dossier, et les conclusions auxquelles il sera parvenu.

ARTICLE 6

A l'expiration du délai fixé à l'article 3, le Commissaire-Enquêteur transmettra le dossier, les registres d'enquête et ses conclusions au Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BOULOGNE-BILLANCOURT qui émettra son avis sur l'utilité publique de l'opération, avant de faire valoir l'ensemble de ces pièces au Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine - Directeur Départemental de l'Équipement - Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie - 32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX.

Ces opérations dont il est dressé procès-verbal devant être terminées dans un délai de 30 jours de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 7

Copies des conclusions du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique de l'opération ainsi que des conclusions auxquelles il sera parvenu, sont tenues à la disposition du public en mairie de SAINT-CLOUD et SURESNES, en Sous-Préfecture de Boulogne-Billancourt et à la Préfecture des Hauts-de-Seine - Direction Départementale de l'Équipement - Accueil du Public - Niveau + 1.

— DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUETE PARCELLAIRE —

ARTICLE 8

Le dossier d'enquête parcellaire ainsi que les registres d'enquête seront déposés en mairie de SAINT-CLOUD et SURESNES pendant la période fixée à l'article 3 afin que chaque intéressé puisse en prendre connaissance aux heures indiquées susdit article et consigner éventuellement ses observations sur les registres des biens à exproprier ou les adresser au Commissaire-Enquêteur ou aux Maires qui les annexeront aux registres.

ARTICLE 9

A l'expiration du délai d'enquête fixé à l'article 3, les registres d'enquête parcellaire seront clos et signés par les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES et transmis par ces derniers au Commissaire-Enquêteur.

Ces opérations dont il est dressé procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'écarter.

ARTICLE 10

La transmission du dossier d'enquête parcellaire des registres et de l'avis du Commissaire-Enquêteur se fera en même temps que les plans formes et dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles 3 et 6.

— DISPOSITIONS CONCERNANT LA PUBLICITE DES ENQUETES CONJOINTES —

ARTICLE 11

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches qui seront apposées avant le début des enquêtes pour le rester pendant toute la durée de celles-ci, et éventuellement par tous autres procédés en usage dans les communes de SAINT-CLOUD et SURESNES.

L'accomplissement de cette formalité d'affichage sera justifié par un certificat des Maires qui seront annexés au dossier à la clôture de l'enquête.

Ces avis sera, en outre, inséré et communiqué par huit JOURNALS au moins avant le début des enquêtes et supportés dans les HUIT PREMIERS JOURS de celles-ci dans deux journaux publiés dans tout le Département.

ARTICLE 12

Le Préfet, Commissaire de la République, le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BOULOGNE-BILLANCOURT, les Maires de SAINT-CLOUD et SURESNES, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANTERRE, le 1^{er} Septembre 1983

Le Préfet, Commissaire de la République

Signé : DIEUDONNE MANDELKERN

Congrès ICSID design '83. Milan 23-29 octobre 1983. Congrès Mondial du design industriel.

Sous la promotion de l'International Council of Societies of Industrial Design (ICSID) de l'Associazione per il Disegno Industriale (ADI) et de l'Associazione Italiana delle Industrie del Mobile e dell'Arredamento (ASSARREDO) en collaboration avec la Philip Morris sous le haut patronage du Président de la République Italienne, organisée par la FILSMA Ente Fieristico della Federlegno-Arredo.

Programme des travaux du Congrès

23 octobre 1983
Cérémonie d'inauguration avec concert de piano (Théâtre de la Scala)

24 octobre 1983
Matinée (théâtre Dal Verme)
"Éléments pour décors international technique et socioéconomique".

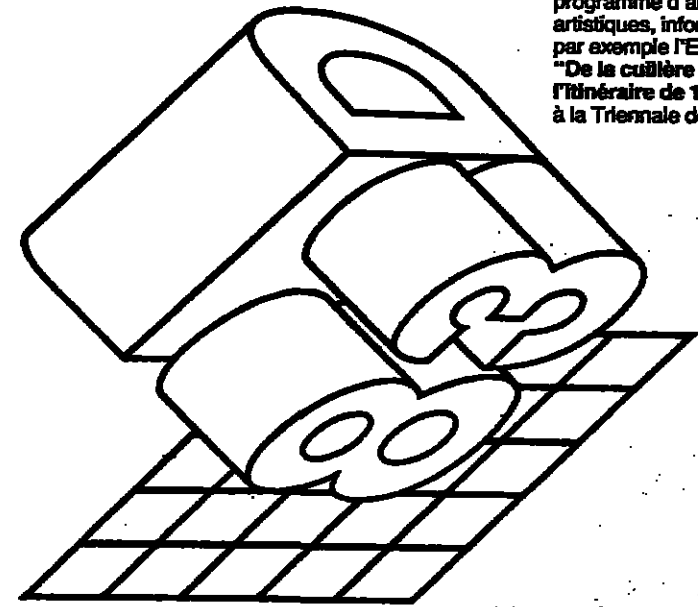
Après-midi (Palais ex Stelline)
"Le projet et l'industrie. Design et technologie: la construction. L'automobile. Le champ d'action du global design."

25 octobre 1983
Matinée (Théâtre Dal Verme)
"Le cas italien, analyse d'une réalité"
Après-midi (Palais ex Stelline)
Les poétiques. La critique et la presse. Le design dans la mode.

26 octobre 1983
Matinée (Théâtre Dal Verme)
"Le projet comme valeur primordiale".

Après-midi (Palais ex Stelline)
Projet en transition: les organismes publics. Divulgation du design dans les écoles élémentaires. Nouvelles possibilités dans l'enseignement du design.

27, 28, 29 octobre 1983
Manifestations sociales et Assemblée ICSID
Le Congrès aura un cadre d'intense programme d'activités culturelles artistiques, informatives comme, par exemple l'Exposition Officielle "De la culture à la ville selon l'itinéraire de 100 designers" à la Triennale de Milan.



Montant des inscriptions: participants L. 555.000 étudiants et accompagnateurs L. 370.000

Secretariat du Congrès, FILSMA: via Mascheroni, 19 20145 Milan Tel. 463352 - 468793 Telex: 334690 FILSMA-I

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

Libez
St. Marks DE
LEDUCATION

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA DÉCISION ÉCONOMIQUE : « Qui sont les pauvres ? », par P.-O. Lapie ; « Les experts », par Henri et Laurent Modiano ; LU : le *Publicator*, de B. Brochand et J. Lendrevie.

ÉTRANGER

3. LE DÉBAT SUR LES ARSENAUX NUCLÉAIRES
4. EUROPE
5. 4. AMÉRIQUES
5 à 7. AFRIQUE
6. PROCHE-ORIENT
6. ASIE
6. A TRAVERS LE MONDE

POLITIQUE

8. Le remaniement ministériel : la Constitution fêlée à l'Hôtel de Ville de Paris.
9-10. La rentrée parlementaire au Sénat et à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

- 12 à 14. L'âge d'or de la cardiologie.
- Le capitaine Baril affirme avoir agi sur ordre de l'Elysée.
- Après l'interpellation du correspondant de l'A.F.P. en Corse.
14. PÊCHE.

ARTS ET SPECTACLES

- 15 à 17. CINÉMA : entretien avec Lillian Gish ; Tout savoir sur Carl Dreyer ; Entretien avec Gilles Deleuze à propos de son livre *Cinéma-1, l'image-mouvement*.
18. UNE SÉLECTION
PROGRAMMES DES EXPOSITIONS.
20 à 22. PROGRAMMES DES SPECTACLES.
24. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

29. ÉTRANGER : les sociaux-démocrates suédois affrontent un automne difficile.
- SOCIAL.
- LOGEMENT.
30-31. AFFAIRES : M. Fabius présente le plan productique.
- Au Videcom 1983, Philips présente sa caméra magnéscope 8 mm.
31. TRANSPORTS : M. Chadeau veut réduire de 2 milliards de francs le déficit de la S.N.C.F.

**RADIO-TÉLÉVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (14) :**
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annuaire classé (26-28) ; Carnet (25) ; Marchés financiers (33).

Le numéro du « Monde » daté 5 octobre 1983 a été tiré à 495 089 exemplaires

(Publicité)

ORDINATEURS

48 K° de MEV
(pr. TI)
3730 F 99/4A)

Chez Duriez
+ Basic étendu ou Logo II

Aujourd'hui, Texas est encore moins cher !

Chez qui ? Chez Duriez, toujours en flèche pour l'informatique. Duriez vend, toutes taxes et conseils compris (t.t.c.) :

- Texas 1.99/4A, unité centr. 1750
- Périphériques • Boîtier... 990
- MEV (mém. vive) 32 K° : 990
- Contrôleur 1490 • Lec. dis. 2080
- Interface 232 pr. imprimé 1130

25 programmes éducatifs dont, enfin en français, le célèbre Logo II, accessible enfants... 990

Sans compter 80 programmes de super-jeux faciles et difficiles ; gestion personnelle facile ; enseignement facile de tout ou presque.

Chez Duriez, 132, Bd St-Germain, 9 h 30 à 19 h, sauf lundis.

Banc d'essai Macros, 24 pages contre 3 timb.

A B C D F G

Aux Philippines

Une nouvelle pièce au dossier de l'affaire Aquino

Au lendemain de l'assassinat par le président Reagan de sa victime aux Philippines, une nouvelle pièce est venue s'ajouter au dossier sur l'assassinat du dirigeant d'opposition Benigno Aquino, à Manille, en août dernier. En effet, selon un expert japonais, M. Masamune Suzuki, qui a analysé la bande-son d'un reportage de la chaîne américaine de télévision A.B.C. lors du meurtre, la voix qui avait crié quelques instants avant les coups de feu « Laissez-moi le faire ! » était la même que celle d'un des soldats montés dans l'avion qui amenait Aquino (voir le Monde du 29 septembre). Ce qui confirmerait l'hypothèse selon laquelle Aquino a été tué par des membres des forces de l'ordre et non par un civil isolé agissant pour le compte du P.C. philippin, comme le soutient la thèse officielle.

D'autre part, le président Marcos, dans une interview à la télévision américaine, a affirmé qu'il n'était pas offensé par la décision de M. Reagan et que celle-ci ne signifiait nullement un « lâchage » de son régime par Washington. Il a montré une lettre du président américain exprimant sa « confiance dans ses capacités de contrôler la situation ».

M. Marcos a qualifié de « ruses infâmes » les déclarations de l'opposition lui demandant de donner sa démission.

Par ailleurs, le Journal officiel a publié le décret présidentiel n° 1834 imposant la peine de mort ou la réclusion à perpétuité pour les personnes accusées de rébellion et de sédition, ainsi que pour celles qui auraient prononcé des discours séditieux ou écrit et fait circuler des pamphlets antigouvernementaux. La peine prévue auparavant était de douze ans de prison. Ce décret avait été signé le 17 janvier par M. Marcos, mais tenu secret depuis lors.

Enfin, alors que la monnaie philippine, le peso, a été dévaluée de 30 % en raison de la crise économique, la grève des vingt-deux mille employés des deux bases militaires américaines - Subic Bay et Clark - en est à son troisième jour. Pour remplacer les grévistes, qui réclament des augmentations de salaires, les Américains ont fait venir des ouvriers de Guam et envisagent d'envoyer des militaires d'autres bases du Pacifique. — (UPI, Reuters, A.F.P.)

En fait, les membres du Haut Comité qui sont hostiles au principe même du pont se sont résignés. Ils demandent maintenant des garanties, et des « mesures de sauvegarde », comme l'indique M. André Holleaux, président du Comité législatif d'information écologique (Coline).

Sur les autres points examinés le 4 octobre, on retiendra l'avis, également réservé, du comité sur le barrage des Chézelles sur la Creuse.

Quant à la convention signée l'an dernier entre Electricité de France et le ministère de l'environnement, il est, semble-t-il, trop tôt pour en évaluer la portée. Selon M. Jean-Claude Roure, secrétaire général du Haut Comité, elle aurait déjà permis d'obtenir des résultats pour la dépose des lignes électriques inutilisées lorsqu'elles traversaient des sites « remarquables ». Beaucoup reste à faire, notamment tout ce qui concerne la vidange des barrages et la protection de la faune des rivières.

R.C.

LA BAISSSE DU DOLLAR ET LA HAUSSE DU MARK S'ACCÉLÈRENT

La baisse du dollar sur les marchés des changes, amorcée en début de semaine, s'est accélérée mercredi 5 octobre. La monnaie américaine est revenue de 2,62 DM à 2,59 DM, repassant sous la barre de 2,60 DM pour la première fois depuis le 22 juillet. A Tokyo, elle a fléchi de 234 yens à 232 yens.

A Paris, le repli du « billet vert » a été moins accentué, à 7,93 F contre 7,97 F, en raison d'un affaiblissement du franc par rapport au mark. La monnaie allemande, très dépréciée ces derniers mois, se raffermie vivement par rapport au dollar, comme on l'a vu, et sa position s'est nettement améliorée au sein d'un système monétaire européen assez perturbé, en outre, par la grande faiblesse du franc belge, qui le soumet à une forte tension.

En conséquence, le cours du mark à Paris a continué de s'élever, battant tous ses records à 3,0560 F contre 3,04 F la veille. La rapidité de cette hausse préoccupe quelque peu les autorités monétaires dans la mesure où, contrairement à la bonne tenue du franc depuis la dévaluation de mars dernier, elle amène l'étranger à se poser quelques questions. Les taux de l'euro-franc (franc extérieurs détenus par les non-résidents), baromètre de la confiance dans la monnaie française, ont commencé à se tendre légèrement (16 % contre 15 1/2 % à six mois). Ce n'est pas de la défiance, ni le début d'une attaque contre le franc, simplement de la vigilance. Par ailleurs, il est certain que la baisse du dollar est fondamentalement bénéfique. Sa conséquence normale, toutefois, est le réveil du mark, au détriment des monnaies moins favorisées, franc belge, lire, franc français.

INITIEZ-VOUS À LA MICRO-INFORMATIQUE

ic Stages intensifs en semaine

Formule du samedi ou du soir

(01) 544.05.14

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TISSUS COUTURE L'ORIGINALITÉ ET L'ESPRIT DE LA MODE

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

L'avenir de l'école privée

LE CHANOINE GUIBERTEAU :

« LE GOUVERNEMENT N'A PAS L'INTENTION DE NOUS NATIONALISER »

« Nous sommes certains que le gouvernement n'a pas l'intention de nous nationaliser. Cela serait déjà fait », déclare le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, dans une interview à l'A.C.P. « Nous pensons au contraire qu'il a la volonté de respecter un enseignement privé soutenu par l'opinion. » Le responsable de l'enseignement catholique en France précise aussi que, s'il n'est pas question d'avaliser des propositions qui relèveraient d'une « intégration rampante », il existe des points sur lesquels on pourrait négocier avec le gouvernement.

M. Edmond Maire :

« Ne pas se laisser abuser par les « va-t-en guerre »

« Il ne faut pas que l'opinion publique se laisse abuser par les déclarations « va-t-en guerre » sur la bataille scolaire », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., mardi 4 octobre, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Selon M. Maire, il existe « une volonté majoritaire, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition pour trouver un accord stable sur l'avenir de l'école » et, de chaque côté, « des responsables qui souhaitent arriver à un accord ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a aussi dénoncé l'« infiltration des associations de parents d'élèves par les partis d'opposition, dont le but n'est pas la fin de la bataille scolaire, mais le pouvoir ».

M. Edmond Maire, qui a rappelé la revendication de la C.F.D.T. pour une « école unique pluraliste », a estimé qu'une rénovation profonde du système scolaire doit permettre d'établir « une émulation entre des établissements responsables de leur projet en dehors de la bataille permanente entre deux réseaux scolaires, qui nous fait passer à côté du problème essentiel, celui de l'échec scolaire ».

Enfin, M. Maire ne comprendrait pas que « les enseignants privés soient refusés la liberté de choisir le statut de la fonction publique si on leur propose sur une base volontaire ».

LA SITUATION TEND A REDEVENIR NORMALE AUX P.T.T. ET À LA S.N.C.F.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

L'avenir de l'école privée

LE CHANOINE GUIBERTEAU :

« LE GOUVERNEMENT N'A PAS L'INTENTION DE NOUS NATIONALISER »

« Nous sommes certains que le gouvernement n'a pas l'intention de nous nationaliser. Cela serait déjà fait », déclare le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, dans une interview à l'A.C.P. « Nous pensons au contraire qu'il a la volonté de respecter un enseignement privé soutenu par l'opinion. » Le responsable de l'enseignement catholique en France précise aussi que, s'il n'est pas question d'avaliser des propositions qui relèveraient d'une « intégration rampante », il existe des points sur lesquels on pourrait négocier avec le gouvernement.

M. Edmond Maire :

« Ne pas se laisser abuser par les « va-t-en guerre »

« Il ne faut pas que l'opinion publique se laisse abuser par les déclarations « va-t-en guerre » sur la bataille scolaire », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., mardi 4 octobre, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Selon M. Maire, il existe « une volonté majoritaire, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition pour trouver un accord stable sur l'avenir de l'école » et, de chaque côté, « des responsables qui souhaitent arriver à un accord ».

Le secrétaire général de la C.F.D.T. a aussi dénoncé l'« infiltration des associations de parents d'élèves par les partis d'opposition, dont le but n'est pas la fin de la bataille scolaire, mais le pouvoir ».

M. Edmond Maire, qui a rappelé la revendication de la C.F.D.T. pour une « école unique pluraliste », a estimé qu'une rénovation profonde du système scolaire doit permettre d'établir « une émulation entre des établissements responsables de leur projet en dehors de la bataille permanente entre deux réseaux scolaires, qui nous fait passer à côté du problème essentiel, celui de l'échec scolaire ».

Enfin, M. Maire ne comprendrait pas que « les enseignants privés soient refusés la liberté de choisir le statut de la fonction publique si on leur propose sur une base volontaire ».

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.

Un peu plus tôt, des militants isolés s'étaient rendus dans les bureaux pour y récupérer divers documents que l'administrateur judiciaire avait, selon eux, refusé de communiquer.

Le trafic des voyageurs et des marchandises est de nouveau assuré sur l'ensemble du réseau S.N.C.F. en Normandie, ce 5 octobre. Le travail a repris dans les dépôts d'Argentan et de Sotteville-lès-Rouen, à l'issue d'une assemblée générale qui s'est déroulée dans la nuit pour apprécier les résultats des démarches effectuées le 4 octobre, à Paris.

Dans les centres de tri des P.T.T. aussi, la situation tend à redevenir normale. Quand les mouvements de grève continuent, ils s'accompagnent d'arrêts de travail d'une heure par service, qui n'ont pas d'incidence sur la distribution du courrier.

La fédération C.G.T., qui avait lancé ce mot d'ordre, terminait le 4 octobre sa semaine d'action par un rassemblement.

En l'absence de France, cependant, quatre centres de tri connaissent encore des difficultés, à savoir ceux d'Issy-les-Moulineaux, de Pontoise, d'Ivry et de Bobigny, la situation étant encore tendue dans ce dernier centre.

Occupation du siège social de La Chapelle-Darblay. — Le 5 octobre au matin, plusieurs centaines de militants C.G.T. de La Chapelle-Darblay et de la fédération du Livre ont pénétré dans les locaux de la Chapelle-Darblay, sur les Champs-Élysées à Paris. Ils ont jeté des tracts, du kaolin, et déployé une banderole.